

**INSTITUT DE DROIT
INTERNATIONAL.
ANNUAIRE**

**Tome 35
1929
II**



**Réimpression
SCHMIDT PERIODICALS GMBH
D-83075 Bad Feilnbach / Germany
1994**

**Réimpression publiée avec l' accord de l' éditeur,
l' Institut de Droit International, Genève, Suisse.**

**Die Druckvorlagen wurden freundlicherweise von der
Bibliothek des Max-Planck-Institutes für öffentliches Recht
und Völkerrecht, Heidelberg, zur Verfügung gestellt.**

1929

—

ANNUAIRE

DE

l'Institut de Droit International

ANNUAIRE
DE
l'Institut de Droit
International

Session de New-York.

OCTOBRE 1929

VOLUME II

Justitia et Paces

1929

BRUXELLES
Librairie **FALK, Fils.**
G. VAN CAMPENHOUT,
Successeur.
22, rue des Paroissiens.

PARIS
A. PEDONE, Éditeur,
13, rue Soufflot.

BRUXELLES
GOEMAERE, Imprimeur du Roi
Rue de la Limette, 21

AVANT-PROPOS.

La session dont le présent Annuaire, en ses deux volumes, consigne les travaux préparatoires et les délibérations marque une date mémorable dans l'histoire de notre Compagnie. Après cinquante-six années d'existence, marquées par trente-cinq sessions toutes tenues en Europe, l'Institut de Droit International, groupant soixante de ses membres, s'est trouvé réuni pour la première fois sur le continent américain, dans le grand pays qui a donné à la science les Francis Lieber et les Dudley Field et dont les hautes traditions juridiques s'apparentent si étroitement à son propre idéal de Justice et de Paix.

C'est de cette parfaite communauté d'idées que la Dotation Carnegie s'est inspirée lorsqu'elle nous a adressé sa magnifique invitation. En entourant la session de New-York d'un éclat particulier, elle avait entendu, fidèle à la pensée de son illustre fondateur, souligner la profonde signification du concours donné par des jurisconsultes de toutes les nations à l'œuvre de la collaboration internationale. Avec sa haute et vigoureuse éloquence l'éminent Président de la Dotation, le Dr N. Murray Butler se fit, à deux reprises, l'interprète de cette pensée en adressant un appel solennel à l'Institut pour aider les peuples et leurs gouvernements, qui ont renoncé à la guerre, à trouver la solution de leurs divergences ou de leurs conflits dans la perfection-

nement graduel des méthodes de conciliation et de règlement arbitral ou judiciaire.

Le jeudi, 10 octobre 1929, notre séance d'ouverture se tenait à Briarcliff Lodge, sous la présidence de M. Elihu Root, ancien secrétaire d'Etat. La participation de notre illustre Confrère, dont le nom restera inséparablement uni dans l'histoire au développement de la politique pacifique des Etats-Unis, fut un témoignage éclatant de la haute considération qui entoure notre Institut dans le Nouveau Monde.

A cette séance inoubliable, où furent évoquées tour à tour les origines de notre Compagnie et la mémoire de ceux qui, dans les deux continents, unirent leurs efforts pour la constituer, succéda une semaine de réunions, scientifiques dont les procès-verbaux, consignés dans ce deuxième volume, attestent l'intérêt. Faut-il dire tout ce que cette féconde session doit à son Président, à celui qui en fut le promoteur et le constant animateur, à M. James Brown Scott ? En cette occasion mémorable, où il eut la joie de voir s'accomplir un de ses rêves les plus chers, notre éminent confrère a prodigué au service de l'Institut toutes les ressources de son généreux enthousiasme et de son inlassable dévouement.

Au terme de ses laborieuses délibérations, l'Institut s'est trouvé en mesure de voter six résolutions touchant les matières suivantes : la Déclaration des droits internationaux de l'homme (rapport de M. Mandelstam) ; le statut juridique des sociétés en droit international (rapport de MM. Asser et Streit) ; l'extension de l'arbitrage obligatoire et la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale (rapport de M. Borel) ; la clause d'arbitrage obligatoire dans les

conventions de droit international privé (rapport de M. Strisower); les immunités diplomatiques (rapport de M. Jayne Hill); la codification du droit international de la paix (rapport de MM. Alvarez et de Lapradelle). Si l'on observe que d'autres questions firent l'objet de discussions qui, faute de temps, durent être ajournées à une prochaine session, on se rendra compte du zèle scientifique avec lequel l'Institut s'est acquitté de sa tâche. Ajoutons enfin que l'inscription à l'ordre du jour de neuf questions nouvelles fort importantes atteste l'intérêt croissant de tous nos confrères pour l'objet de nos travaux.

Réuni aux États-Unis, l'Institut se devait de prendre contact avec les professeurs des universités américaines qui représentent avec le plus d'autorité l'enseignement du droit international. Grâce à une heureuse initiative, la quatrième Conférence des professeurs américains de droit international, dirigée cette année par notre confrère Edwin Borchard, de l'Université de Yale, avait choisi Briarcliff comme siège de ses délibérations; elle nous permit de nouer avec nos collègues américains des liens nouveaux de bonne confraternité scientifique.

Le 12 octobre, le peuple américain célébrait le 437^e anniversaire de la découverte du Nouveau Monde. Notre Institut s'est joint à cette commémoration solennelle : tandis que nos confrères Fedozzi et Fernandez Prada apportaient à Christophe Colomb le double hommage de Gènes et de l'Espagne, M. J. Brown Scott soulignait dans une communication développée, reproduite dans cet Annuaire, l'influence profonde exercée par la découverte de l'Amérique sur la formation et le développement du droit des gens moderne.

Aux vides, hélas trop nombreux, que la mort avait creusés dans ses rangs l'Institut a pourvu en appelant à lui quatorze nouveaux associés. Il a, d'autre part, promu au rang de membres : MM. Eugène Audinet, Arrigo Cavaglieri, Ernest Mahaim, Yanguas Messia.

A l'issue de la session, M. A. Pearce Higgins, au nom de nos confrères britanniques, offrit à l'Institut de tenir sa prochaine session à Cambridge durant l'été de 1931. L'Institut accepta avec empressement cette gracieuse invitation et appela M. Pearce Higgins à sa présidence.

Le 18 octobre, la session se clôturait à New-York par un banquet offert par le Dr N. Murray Butler, au nom des trustees de la Dotation Carnegie. Mais nos amis américains n'entendaient pas que la fin de nos délibérations marquât le terme d'une hospitalité dont la cordialité s'affirmait de jour en jour davantage. Parmi les réceptions qui furent organisées à New-York en notre honneur nous rappellerons le dîner offert par M. George W. Wickersham, ancien attorney général et président du University Club, le lunch auquel nous invita l'Université de New-York dans ses locaux admirablement situés sur les rives de l'Hudson, la réception du Président et de Madame Butler, celle enfin de l'Association du Barreau de New-York.

La célèbre Université de Princeton avait tenu à saluer l'Institut au cours de son dernier déplacement à Washington. Après la bienvenue que nous souhaita son Président, M. John Grier Hibben, nous connûmes la gracieuse hospitalité que nous offrirent en leur charmante demeure notre excellent confrère et Madame Philip Marshall Brown.

Les journées passées dans la capitale des Etats-Unis

furent le digne couronnement de cet inoubliable séjour. Evocation des grands souvenirs historiques de la lutte pour l'indépendance, pieusement groupés autour de la tombe de Washington, à Mount Vernon, dans le calme recueillement des campagnes de la Virginie; pèlerinage à la tombe du Soldat inconnu au cimetière d'Arlington; réception au siège de l'Union Panaméricaine par les représentants diplomatiques accrédités à Washington de toutes les Républiques des Deux Amériques. Une invitation à la Maison Blanche nous permit enfin d'offrir au Président des Etats-Unis et à Madame Hoover l'expression de nos respectueux hommages; nous y reçûmes l'assurance directe et particulièrement chaleureuse des sentiments de sympathie du premier magistrat de la grande République pour la noble tâche à laquelle l'Institut a consacré ses travaux.

Le 26 octobre, à bord de « l'America », nous saluons une dernière fois les côtes des Etats-Unis, joignant dans nos pensées aux radieux souvenirs de ces semaines si bien remplies le vœu de voir se développer toujours davantage, dans une collaboration amicale et constante, les liens déjà si nombreux qui unissent les juristes des deux continents.

Gand, 1^{er} mars 1930.

*Le Secrétaire Général,
Charles DE VISSCHER.*

IN MEMORIAM ⁽¹⁾

**Fondateurs de l'Institut de Droit International, réunis
du 8 au 11 septembre 1873, dans la Salle de l'Arsenal,
à l'Hôtel de ville de Gand :**

1. MANCINI (de Rome), président.
2. ASSER (d'Amsterdam).
3. BESOBRASOFF (de Saint-Pétersbourg).
4. BLUNTSCHLI (d'Heidelberg).
5. CARLOS CALVO (de Buenos-Ayres).
6. DAVID DUDLEY FIELD (de New-York).
7. EMILE DE LAVELEYE (de Liège).
8. JAMES LORIMER (d'Edimbourg).
9. MOYNIER (de Genève).
10. PIERANTONI (de Naples).
11. GUSTAVE ROLIN-JAEQUEMYS (de Gand),
secrétaire.

(1) En exécution de la décision prise par l'Institut en sa séance solennelle de Gand, le 5 août 1923, une courte notice fut consacrée à chacun des illustres Fondateurs de l'Institut dans la plaquette commémorative *Les Origines de l'Institut de Droit International, 1873-1923*, par le Secrétaire général, baron Albéric Rolin, qui remplit aux séances de 1873 les fonctions de secrétaire-adjoint.

**Personnel, Statuts et Règlement
de l'Institut de Droit International.**

**I. — Personnel de l'Institut
pendant la session de New-York 1929.**

Président d'honneur de l'Institut :

Le Baron ALBÉRIC ROLIN

Président de l'Institut :

M. JAMES BROWN SCOTT

1^{er} Vice-Président :

M. ALBERT DE LAPRADELLE

2^e Vice-Président :

M. WALTER SIMONS

3^e Vice-Président :

CHARLES-DANIEL ASSER

Secrétaire Général :

M. CHARLES DE VISSCHER

Trésorier :

M. ANDRÉ MERCIER

**II. — Personnel de l'Institut
à la suite de la session de New-York.**

Président d'honneur de l'Institut :

Le Baron ALBÉRIC ROLIN

Président de l'Institut :

M. ALEXANDER PEARCE HIGGINS

1^{er} Vice-Président :

M. ALFRED NERINCKX

2^e Vice-Président :

M. WALTER SIMONS

3^e Vice-Président :

M. CHARLES-DANIEL ASSER

Secrétaire Général :

M. CHARLES DE VISSCHER

Trésorier :

M. ANDRÉ MERCIER

Bureau de l'Institut :

**Le Président, les Vice-Présidents, le Secrétaire Général
et le Trésorier.**

III. — Membres honoraires, Membres et Associés.**A. — Président d'Honneur.**

1. ROLIN (Baron Albéric), juge aux Tribunaux arbitraux mixtes germano-belge, hungaro-belge, etc., avocat, professeur émérite de l'Université de Gand, 236, avenue Molière, Bruxelles (1873-1883-1923).

B. — Membres honoraires.

2. ALHUCEMAS (Manuel-Garcia-Pietro, marquis d'), ancien Président du Conseil des Ministres, du Sénat, de la Royale Académie de Jurisprudence et Législation, Bâtonnier des Avocats de Madrid, Espalter, 2, Madrid (1919).
3. BARCLAY (Sir Thomas), avocat au barreau d'Angleterre, 60, rue Saint-Lazare, Paris (1885-1891-1927).
4. DESCAMPS (baron E.), ancien ministre, vice-président du Sénat, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, membre permanent de la Conférence interparlementaire, professeur à l'Université de Louvain, 459, avenue Louise à Bruxelles (1891-1900-1920).
5. LYON-CAEN (Charles), secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques, professeur émérite à la Faculté de droit (ancien doyen), et à l'Ecole libre des Sciences politiques, 13, rue Soufflot, Paris (1880-1885-1921).
6. MOORE (John Bassett) professeur émérite à l'Université de Columbia, New-York, ancien juge à la Cour permanente de Justice internationale, Grace Churchstreet, Reye, New-York (1891-1898-1925).
7. ROGUIN (Ernest), professeur à l'Université, 41, avenue du Léman, Lausanne (1891-1898-1925).
8. ROOT (Elihu), ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, ancien sénateur fédéral, 31 Nassaustreet, New-York City (1912-1921-1925).

9. TITTONI (Tommaso), Président du Sénat, Ministre d'Etat, ancien ambassadeur, ancien ministre des Affaires Etrangères, 155, via Rosella, Palazzo Tittoni, Rome (1921).

C. — Membres.

1. ADATCI (S. E. le Dr Mineitcirô), membre de l'Académie du Japon, ambassadeur du Japon, représentant permanent du Japon au Conseil de la Société des Nations, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, 7, avenue Hoche, Paris (1921-1924).
2. ALVAREZ (Alejandro), membre de l'Institut de France. L'un des fondateurs et directeurs de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris, conseiller juridique des Légations du Chili en Europe, Grand Hôtel, boulevard des Capucines, Paris (1913-1921).
3. ANZILOTTI (Dionisio), Président de la Cour permanente de Justice internationale, Palais de la Paix, La Haye (1908-1921).
4. ASSER (Charles-Daniel), avocat, président des Tribunaux arbitraux mixtes franco-allemand, gréco-allemand, franco-turc, belgo-turc, Keizersgracht, 391, Amsterdam (1894-1921).
5. AUDINET (Eugène), professeur honoraire à la Faculté de droit de l'Université de Poitiers, 8bis, rue de l'Ancienne Comédie, Poitiers (1923-1929).
6. BARRA (Francisco L. de la), ancien Président du Mexique, président des Tribunaux arbitraux mixtes, professeur à l'Académie de Droit international de La Haye, professeur à l'Institut des Hautes Etudes internationales de l'Université de Paris, et vice-président de son conseil d'administration, 109, boulevard Malesherbes, Paris (1921-1927).
7. BASDEVANT (Jules), professeur à la Faculté de droit de Paris, 1, rue Cassini, Paris (XIV^e) (1921-1928).
8. BEICHMANN (Frederic-Valdemar-Nicolai), membre de la Cour permanente de Justice internationale et de la Cour permanente d'Arbitrage, Professorveien, Trondhjem, Norvège (1910-1921).

9. BOECK (Charles-Jean-Barthélemy de), professeur honoraire de droit international public à l'Université de Bordeaux, Monbazillac (Dordogne) (1910-1921).
10. BOREL (Eugène), professeur honoraire de l'Université de Genève, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, place de la Fusterie, 9-11, Genève (1921-1928).
11. BROWN (Philip Marshall), professeur de droit international à l'Université de Princeton, M. A. LL. D., 87, Library Place, Princeton, New-Jersey, U. S. A. (1921-1928).
12. BUSTAMANTE (Antonio Sanchez de), juge à la Cour permanente de Justice internationale, professeur de droit international public et privé à l'Université de La Havane, ancien sénateur, président de la Société Cubaine de Droit International, Aguacate, 128, Apartado, 134, La Havane, Cuba (1895-1910).
13. CATELLANI (Enrico), professeur de droit international à l'Université de Padoue, sénateur du royaume, Via Marsala, N 296 (1891-1896).
14. CAVAGLIERI (Arrigo), professeur ordinaire de Droit international à l'Université de Naples, 50, Via Sardegna, Rome (1924-1929).
15. DIENA (Giulio), professeur de droit international à l'Université royale de Pavie, membre du Conseil du Contentieux diplomatique auprès du Ministère des Affaires Etrangères d'Italie, 2, via Luigi Vitali, Milan (XIII) (1908-1912).
16. DUPUIS (Charles-Alfred-Marie), membre de l'Institut de France, sous-directeur et professeur à l'Ecole des Sciences politiques, 118, rue du Bac, Paris (1900-1910).
17. FEDOZZI (Prosper), avocat, professeur de Droit international à l'Université, membre du Conseil du contentieux diplomatique auprès du Ministère des Affaires Etrangères, Via Malta, 2, Gênes (1908-1921).
18. FERNANDEZ PRIDA (Joaquin), ancien Ministre des Affaires Etrangères, rue Antonio Maura, 15, Madrid (1921-1923).
19. GEMMA (Scipione), professeur de droit international

- à l'Université de Bologne, président du collège des Flamands, membre du Conseil du contentieux diplomatique, via Ripa di Reno, 49, Bologne (1921-1925).
20. GIDEL (Gilbert), professeur à la Faculté de droit de Paris et à l'Ecole libre des Sciences politiques, 42, rue Molitor, Paris (XVI^e) (1921-1927).
21. HAMMARSKJOLD (Knut - Hjalmar - Léonard), gouverneur de la province d'Upsala, ancien président de la Cour d'Appel de Gothie, ancien président du Conseil des Ministres, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, membre de l'Académie suédoise, Château d'Upsala, Upsala, Suède (1906-1910).
22. HIGGINS (Alexander-Pearce), professeur de droit international à l'Université de Cambridge, C. B. E., K. C., LL. D., Trinity College, Cambridge, Angleterre (1921-1923).
23. HUBER (Max), vice-président et ancien président de la Cour permanente de Justice internationale, président du Comité international de la Croix-Rouge, 85, Mühlebachstrasse, Zurich (1921-1924).
24. HURST (Sir Cecil J. B.), G. C. M. G., K. C. B., K. C., juge à la Cour Permanente de Justice Internationale, Rusper Nunnery, Sussex, Angleterre (1922-1925).
25. KEBEDGY (M.), ancien conseiller à la Cour d'appel d'Alexandrie, ancien ministre de Grèce en Suisse, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, Vert-Clos, 21, Lausanne (1895-1906).
26. LAPRADELLE (Albert de), professeur de droit international à la Faculté de droit de Paris, 2, rue Lecourbe, Paris (1904-1921).
27. LE FUR (Louis-Erasmé), professeur de droit international à la Faculté de droit de Paris, 38, rue Lacépède, Paris (V^e), (1921-1927).
28. LODER (Dr B. C. J.), ancien président et juge à la Cour permanente de Justice internationale, 54, Bezuidenhout, La Haye (1921-1924).
29. LOUTER (Jean de), professeur émérite de l'Université d'Utrecht, Hilversum près d'Utrecht (1904-1913).

30. MAHAÏM (Ernest A. J.), professeur à l'Université de Liège, membre de l'Académie royale de Belgique, 9, avenue du Hêtre, Cointe-Sclessin (1923-1929).
31. MANDELSTAM (André N.), ancien directeur du département juridique du Ministère des Affaires Étrangères de Russie, ancien premier drogman de l'ambassade de Russie à Constantinople, ancien privat-docent de l'Université de Petrograd et du Lycée Alexandre, 5, avenue Paul Déroulède, Neuilly-sur-Seine, près Paris (1904-1921).
32. MERCIER (André), avocat, professeur à la Faculté de droit de Lausanne et à l'Institut des Hautes Etudes internationales à Paris, 1, Grand Chêne, Lausanne (1908-1921).
33. MONTLUC (Léon-Pierre-Adrien de), conseiller honoraire, 102, rue Gustave Flaubert, Le Havre, (Seine Inférieure), (1875-1885).
34. NERINCX (Alfred), professeur à l'Université de Louvain, ancien sénateur, ancien président du Tribunal arbitral anglo-américain de Washington, 41, boulevard de Tirlemont, Louvain (1904-1923).
35. NEUMEYER (Dr Karl), professeur de droit international à l'Université de Munich, conseiller intime de Justice, Königinstrasse, 35a, Munich (1923-1927).
36. NIEMEYER (Dr Théodore), professeur de droit international privé et public à l'Université de Kiel, conseiller intime de justice, Kiel (1913-1922).
37. NOLDE (Baron Boris), ancien professeur à la Faculté de droit de Petrograd, 12, rue Saint-Ferdinand, Paris (XVII^e), (1912-1925).
38. PAULUCCI DE CALBOLI (Marquis), ancien ambassadeur, sénateur d'Italie, 1, Via Nicolo Porpora, Rome, 36
39. PERALTA (Manuel M. de), ministre de Costa-Rica, Hôtel Continental, 3, rue de Castiglione, Paris (1891-1921).
40. PINA Y MILLET (Don Ramon), ancien ambassadeur d'Espagne, Florida, 11, Madrid (1911-1921).

41. POLITIS (Nicolas), professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris, ministre de Grèce en France, 63, boulevard des Invalides, Paris (1904-1921).
42. POULLET (Vicomte Prosper), ministre d'Etat, député, professeur de droit international privé à l'Université de Louvain, 30, rue des Joyeuses Entrées, Louvain (1904-1924).
43. REUTERSKJOLD(Charles-Louis-Auguste-Axel de), professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université d'Upsala, sénateur, Engelbrektsgatan, 16, Stockholm (1911-1921).
44. ROLIN-JAEQUEMYNS (Baron Edouard), ancien ministre, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, 35, place de l'Industrie, Bruxelles (1891-1896).
45. ROSTWOROWSKI(Comte Michel), professeur et ancien recteur de l'Université de Cracovie, 8, rue Studencka, Cracovie (1898-1921).
46. ROUARD DE CARD (Martial-Michel-Edgar), professeur honoraire à la Faculté de droit de Toulouse, 45, rue de Metz, Toulouse, France (1896-1912).
47. SCHUCKING (Dr Walther), professeur à l'Université de Kiel, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, membre de l'Académie diplomatique internationale, membre correspondant de l'Institut américain de droit international, Caprivistrasse, 8, Kiel (1910-1921).
48. SCOTT (James Brown), secrétaire général de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, membre de la Commission permanente entre les Etats-Unis et la Norvège pour l'avancement de la paix générale, président de la Commission de conciliation entre la Belgique et la Suisse, 2, Jackson Place, Washington D. C. (1908-1910).
49. SELA (Aniceto), professeur à l'Université d'Oviedo, ancien recteur de cette Université, ancien directeur général de l'enseignement primaire, 11, Marqués de Santa-Cruz, Oviedo, Espagne (1911-1921).
50. SIMONS (Dr Walter), ancien président de la Cour suprême du Reich, ancien ministre des Affaires Etrangères, ancien président intérimaire du Reich, 35a, Zietenstrasse, Berlin-Dahlem (1924-1928).

51. STREIT (Georges), ancien ministre des Affaires Etrangères de Grèce, ancien professeur de droit international public et privé à l'Université d'Athènes, membre de la Cour permanente d'arbitrage, vice-président de l'Académie d'Athènes, membre de l'Académie diplomatique internationale, Kephissia (près Athènes), Grèce (1898-1910).
52. STRISOWER (Leo), professeur émérite à l'Université de Vienne, Piaristengasse, 58, Vienne (1891-1908).
53. TAUBE (Baron Michel de), ancien professeur de droit international à l'Université de Saint-Petersbourg et sénateur de Russie, membre du Curatorium de l'Académie de Droit international de La Haye, 18, rue Wilhem, Paris XVI^e (1910-1925).
54. URRUTIA (Francisco-José), docteur en droit, ministre plénipotentiaire de la Colombie, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, délégué de la Colombie à la Société des Nations, Légation de Colombie, Bellevue Palace, Berne (1921-1923).
55. VALLOTTON D'ERLACH (James), docteur en droit, avocat, commissaire de Suisse à la C. C. N. R., ancien président du Tribunal arbitral Etats-Unis-Norvège, 2, rue du Midi, Lausanne (1912-1927).
56. VISSCHER (Charles DE), professeur de droit international à l'Université de Gand, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, conseiller juridique du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, directeur de la « Revue de droit international et de législation comparée », 84, Coupure, Gand (1921-1927).
57. WEHBERG (Dr Hans), professeur à l'Institut universitaire des Hautes Etudes internationales, 1, avenue de la Grenade, Genève (1921-1923).
58. WILSON (George-Grafton), professeur de droit international à l'Université de Harvard, 77, Widener Library, Harvard University, Cambridge (Massachusetts), Etats-Unis (1910-1921).

59. YANQUAS MESSIA (don José de), professeur à l'Université de Madrid, membre de l'Académie royale de jurisprudence et de Législation, Madrid (1923-1929).

D. — Associés.

1. ALTAMIRA Y CREVEA (Raphael), professeur à la Faculté de droit de l'Université de Madrid, juge titulaire de la Cour permanente de Justice internationale, rue Lagasca, 101, Madrid (1927).
2. ANDERSON (Louis), avocat, député, ancien Ministre à San José de Costa Rica, Amérique centrale (1923).
3. BARCIA TRELLES (Camilo), professeur de droit international à l'Université de Valladolid, Université de Valladolid, Espagne (1920).
4. BARTIN (Etienne-Adolphe), professeur à la Faculté de droit à l'Université de Paris, 6, rue Coëtlogon, Paris (1929).
5. BATY (Thomas), D.C.L. (Oxford) LL.D. (Cambridge), conseiller au Ministère des Affaires Etrangères du Japon, 9, Kasumigaseki, Tokio (Japon), (1921).
6. BORCHARD (Edwin), professeur de droit international à l'Université de Yale, Université de Yale, New-Haven, Conn., Etats-Unis (1928).
7. BOURQUIN (Maurice), professeur à l'Université libre de Bruxelles, à l'Ecole militaire de Belgique et à l'Institut des Hautes Etudes internationales de Paris, conseiller juridique du Ministère des Affaires Etrangères, administrateur général de l'Université libre, 89, avenue Adolphe Buyl, Bruxelles (1923).
8. BRIERE (Yves-Marie LEROY DE LA), professeur à l'Institut catholique de Paris et rédacteur aux *Etudes*, 15, rue Monsieur, Paris, VII^e (1929).
9. BRIERLY (James Leslie) professeur de droit international à l'Université d'Oxford, All Souls College, Oxford (1920).

10. CALONDER (Félix), docteur en droit, président de la Commission Mixte de Haute Silésie, Katowice (Pologne) (1929).
11. COUDERT (Frédéric), avocat au barreau de New-York, 2, Rector street, New-York City, Etats-Unis (1921).
12. CRUCHAGA (S. E. T. Miguel), ambassadeur du Chili au Brésil, Rio-de-Janeiro (1921).
13. DUMAS (Jacques-Louis-Eugène), avocat général à la Cour d'appel de Paris, 14, rue Campagne-Première, Paris (XIV^e) (1923).
14. ERICH (Raphaël-Waldemar), ministre de Finlande à Stockholm, ancien Président du Conseil des Ministres, ancien professeur à l'Université d'Helsinki, Légation de Finlande, Strandvägen, 5B, Stockholm, Suède (1924).
15. GAUS (Dr Friedrich), chef de la Section juridique du Ministère des Affaires Etrangères, Berlin-Dahlem (1929).
16. HAMMARSKJOLD (Ake), conseiller de légation, greffier de la Cour permanente de Justice internationale, 9, Andries Bickerweg, La Haye (1925).
17. HILL (David Jayne), ancien ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, 1745, Rhode Island Avenue, Washington, D. C., Etats-Unis (1921).
18. HOBZA (Antoine), professeur de droit international à l'Université Caroline de Prague, membre correspondant de l'Académie des Sciences de Prague, membre de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, 236, Kounicova, Prague (IV) (1922).
19. HYDE (Charles-Cheney), professeur à la chaire Hamilton Fish de droit international à Columbia University, ancien sollicitor du département d'Etat, membre de la Commission permanente internationale entre les Etats-Unis et le Venezuela pour l'avancement de la paix générale, 1035, Park Avenue, New-York City (1925).
20. KOSTERS (Jean), conseiller à la Haute Cour de Justice des Pays-Bas, Ruychrocklaan, 76, La Haye (1927).

21. KRAUS (Dr Herbert-Otto-Hermann), professeur de droit public à l'Université de Göttingen, 11, Merkelstrasse, Göttingen (Allemagne), (1927).
22. LEMONON (Ernest), avocat à la Cour d'appel de Paris, agent du Gouvernement français près des tribunaux arbitraux mixtes, avocat du Ministère des Affaires Etrangères, 5, avenue Victor Hugo, Paris (1921).
23. MATOS (José), docteur en droit, professeur de droit international à l'Université de Guatemala, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, 61, avenue Marceau, Paris (1929).
24. MAURTUA (Victor), ministre du Pérou à Rio de Janeiro (Brésil), (1929).
25. NEGULESCO (Démètre), professeur à l'Université de Bucarest, juge suppléant à la Cour permanente de Justice internationale, 46, Strada G. C. Cantacuzino, Bucarest (1923).
26. NIBOYET (Jean-Hippolyte-Paulin), professeur à la Faculté de droit de Paris, 77, rue Madame, Paris-VI^e (1927).
27. NIPPOLD (Otfried), président de la Cour suprême de Justice et de la Haute Cour administrative de la Sarre, Château de Beaumarais (Territoire de la Sarre) (1924).
28. NORADOUNGHIAN (Gabriel), ancien ministre des Affaires Etrangères de Turquie, ancien sénateur et membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, 21, rue Beaujon, Paris (VIII^e), (1922).
29. NYHOLM (Didrik), juge à la Cour permanente de Justice internationale, Palais de la Paix, La Haye (1928).
30. ODA (Yorodzu), membre de l'Académie impériale, professeur de droit à l'Université impériale de Kyoto, juge à la Cour permanente d'Arbitrage, membre de la Cour permanente de Justice internationale, Ambassade du Japon, 7, avenue Hoche, à Paris (1925).
31. PLANAS-SUAREZ (Simon), ministre plénipotentiaire de Vénézuéla, correspondant de l'Académie royale des

Sciences morales et politiques de Madrid et de l'Académie des Sciences politiques et sociales de Vénézuéla, 12, avenue Alphand, Paris (1921).

32. REY (Francis), secrétaire général de la Commission européenne du Danube, 99, Strada Domneasca, Galatz (Roumanie) (1921).
33. RODRIGO-OCTAVIO (de Langgaard Menezès), membre de la Cour Suprême fédérale, 38, Rua das Palmeiras, Rio de Janeiro (Brésil), (1921).
34. ROLIN (Henri), avocat à la Cour d'Appel, conseiller juridique au Ministère des Affaires Etrangères, délégué suppléant à l'Assemblée de la S. D. N., 54, rue Defacqz, Bruxelles (1924).
35. SALVIOLI (Gabriele), professeur de droit international à l'Université de Pise, 10, via Crispi, Pise (1929).
36. SAUSER-HALL (Georges), conseiller légiste du Gouvernement Turc, professeur de droit, 8, rue Michel Chauvet, Genève (1929).
37. SCELLE (Georges), professeur à l'Université de et à Genève (Suisse), (1929).
38. SEFERIADES (Stélio), professeur de droit international à l'Université, conseiller d'Etat, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, 2, rue Mavromatéon (Athènes), (1925).
39. SPALAIKOVITCH (Dr Miroslav), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes en France, 7, square Thiers, Paris (XVI^e) (1927).
40. SPERL (Dr Hans), professeur à l'Université de Vienne, conseiller aulique, Zehenthofgasse, 11, Vienne (XIX) (1921).
41. STRUPP (Dr Karl), professeur de droit public à l'Université de Francfort s/ M., membre de l'Académie diplomatique internationale, membre correspondant de l'Institut américain de droit international, directeur

- du *Wörterbuch des Völkerrechts*, co-directeur de la *Zeitschrift für Völkerrecht*, 139, Kettenhofweg, Francfort s/ M. (1927).
42. TACHI (Sakutaro), professeur de droit des gens et d'histoire diplomatique à l'Université impériale de Tokio (1921).
43. TCHEOU-WEI (Sintchar), membre de la Commission des traités au Ministère des Affaires Etrangères, Nankin, Chine (1921).
44. TRIAS DE BES (J. M.), professeur de droit international de l'Université, avocat à la Cour d'appel de Barcelone et à la Cour de cassation à Madrid, Consejo de Ciento, 391, Barcelone (1928).
45. UNDEN (Osten), recteur de l'Université d'Upsala, juriconsulte au Ministère des Affaires Etrangères, Upsala, Suède (1928).
46. VERDROSS (Dr Alfred), professeur à l'Université de Vienne, Wahringer Gürtel, 170, Vienne (IX) (1928).
47. VISSCHER (Fernand DE), professeur à l'Université de Gand, 14, boulevard du Jardin Zoologique, Gand (1925).
48. WILLIAMS (Sir John Fischer), K. C., ancien Fellow de New-College à Oxford, Lamledra, Gorran Haven, Cornwall, Angleterre (1929).
49. WINIARSKI (Bohdan), professeur de droit international à l'Université de Poznan, député, président du Comité pour l'unification du droit fluvial, 18, rue Grodziska, Poznan (Pologne), (1929).
50. WOLLEBAEK (Johan Herman), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Norvège à Stockholm, 59, Strandvägen, Stockholm (1921).
51. WOOLSEY (Théodore Salisbury), professeur émérite de l'Université de Yale, 250, Churchstreet, New-Haven, Connecticut, Etats-Unis (1921).
52. YAMADA, professeur de droit à l'Université Impériale de Tokyo (Japon), (1929).
-

IV. — Statuts de l'Institut de Droit International.

(Statuts revisés, votés à Paris, le 2 avril 1910,
complétés à Oxford.)

ARTICLE PREMIER.

L'Institut de Droit international est une association exclusivement scientifique et sans caractère officiel.

Il a pour but de favoriser le progrès du droit international :

1° En travaillant à formuler les principes généraux de la science de manière à répondre à la conscience juridique du monde civilisé ;

2° En donnant son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du droit international ;

3° En poursuivant la consécration officielle des principes qui auront été reconnus comme étant en harmonie avec les besoins des sociétés modernes ;

4° En contribuant, dans les limites de sa compétence, soit au maintien de la paix, soit à l'observation des lois de la guerre ;

5° En examinant les difficultés qui viendraient à se produire dans l'interprétation ou l'application du droit et en émettant, au besoin, des avis juridiques motivés dans les cas douteux ou controversés ;

6° En concourant, par des publications, par l'enseignement public et par tous autres moyens, au triomphe des principes de justice et d'humanité qui doivent régir les relations des peuples entre eux.

ART. 2.

Il ne peut y avoir plus d'une session de l'Institut par an ; l'intervalle entre deux sessions ne peut excéder deux années.

Dans chaque session, l'Institut désigne le lieu et l'époque de la session suivante.

Cette désignation peut être remise au Bureau.

ART. 3.

L'Institut se compose de *membres*, d'*associés* et de *membres honoraires*.

ART. 4.

L'Institut choisit ses *membres* parmi les *associés*.

Le nombre total des membres ne peut dépasser soixante, mais ne doit pas nécessairement atteindre ce chiffre.

ART. 5.

Les associés sont choisis par les membres parmi les hommes des diverses nations qui ont rendu des services au droit international, dans le domaine de la théorie ou de la pratique.

Ils assistent aux séances avec voix délibérative, excepté quand il s'agit de résolutions concernant les statuts et règlements, d'élections, ou des finances de l'Institut.

Le nombre total des associés ne peut dépasser soixante, mais ne doit pas nécessairement atteindre ce chiffre.

ART. 6.

Il ne peut être attribué, par une élection nouvelle, aux ressortissants d'un même Etat ou d'une confédération d'Etats, une proportion de places de membres dépassant le cinquième du nombre total de membres qui existeront immédiatement après cette élection.

La même proportion sera observée pour les places d'associés.

Lorsqu'une personne peut se réclamer de plus d'une nationalité, c'est sa nationalité active actuelle qu'il y a lieu de considérer.

ART. 7.

Le titre de membre honoraire peut être conféré :

A des membres ou associés ;

A toutes les personnes qui se sont distinguées dans le domaine du droit international.

Les membres honoraires jouissent de tous les droits et prérogatives des membres effectifs.

ART. 8.

Les membres, de concert avec les associés, dans chaque Etat, peuvent constituer des comités composés de personnes vouées à l'étude des sciences sociales et politiques, pour seconder les efforts de l'Institut parmi leurs compatriotes.

ART. 9.

A la fin de chaque session il est procédé à l'élection parmi les membres d'un président et d'un vice-président pour la session suivante.

Deux autres vice-présidents sont élus au début de chaque session parmi les membres pour rester en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session suivante (1).

Le Bureau de l'Institut, dans l'intervalle entre les sessions, se compose du président, des trois vice-présidents, du secrétaire général et du trésorier (1).

ART. 10.

Le Bureau prend, dans l'intervalle des sessions et à moins de dispositions contraires des statuts, toutes les mesures ayant un caractère d'administration ou d'urgence.

ART. 11.

Le secrétaire général est élu par l'Institut pour trois sessions. Il est immédiatement rééligible.

Il est chargé de la rédaction des procès-verbaux de chaque séance, qui sont soumis à l'approbation de l'Institut dans une séance suivante: les procès-verbaux qui n'ont pas pu être adoptés par l'Institut sont soumis à l'approbation du président.

Le secrétaire général est chargé, en outre, de toutes les publications de l'Institut, de la gestion courante, de la correspondance pour le service ordinaire de l'Institut et de l'exécution de ses décisions, sauf dans le cas où l'Institut lui-même y aura pourvu autrement. Il a la garde du sceau et des archives. Son domicile est considéré comme le siège de l'Institut. Dans chaque

(1) Dispositions nouvelles votées à la session de Lausanne, 1927.

session ordinaire, il présente un résumé des derniers travaux de l'Institut.

ART. 12.

L'Institut peut, sur la proposition du secrétaire général, nommer un ou plusieurs secrétaires ou secrétaires-adjoints, chargés d'aider celui-ci dans l'exercice de ses fonctions, ou de le remplacer en cas d'empêchement momentané.

ART. 13.

L'Institut nomme, parmi ses membres, pour trois sessions, un trésorier chargé de la gestion financière et de la tenue des comptes.

Le trésorier présente, dans chaque session ordinaire, un rapport financier.

Deux membres sont désignés, à l'ouverture de chaque session, en qualité de commissaires vérificateurs, pour examiner le rapport du trésorier. Ils font eux-mêmes rapport dans le cours de la session.

S'il y a lieu, l'Institut nomme également, pour le terme de trois sessions, un bibliothécaire.

ART. 14.

En règle générale, dans les séances de l'Institut, les votes au sujet des résolutions à prendre sont émis oralement et après discussion.

Toutes les fois qu'il y a vote par appel nominal, les noms des membres ou associés qui ont voté pour ou contre, ou qui se sont abstenus, sont mentionnés au procès-verbal.

Les élections se font au scrutin secret et les membres présents sont seuls admis à voter.

Toutefois, pour l'élection des nouveaux membres ou associés, les absents sont admis à envoyer leurs votes par écrit, sous plis cachetés. Pour être élus, les candidats doivent obtenir à la fois la majorité des votes des membres présents et la majorité de l'ensemble des votes valablement émis.

Le Bureau est tenu de présenter à l'Institut, avec son avis s'il y a lieu, toute candidature proposée conformément aux statuts et aux règlements.

ART. 15.

Exceptionnellement, et dans les cas spéciaux où le Bureau le juge unanimement utile, les votes des absents peuvent être recueillis par voie de correspondance.

ART. 16.

Lorsqu'il s'agit de questions controversées entre deux ou plusieurs Etats, les membres de l'Institut appartenant à ces Etats sont admis à exprimer et développer leur opinion; mais ils doivent s'abstenir de voter.

ART. 17.

Le Bureau nomme, parmi les membres ou associés de l'Institut, des rapporteurs, ou constitue dans le sein de l'Institut des commissions pour l'étude préparatoire des questions qui doivent être soumises à ses délibérations.

En cas d'urgence, le secrétaire général prépare lui-même des rapports et des conclusions.

ART. 18.

L'Institut publie, après chaque session, le compte-rendu de ses travaux.

ART. 19.

Les frais de l'Institut sont couverts :

1° Par les cotisations des membres effectifs et des associés, ainsi que par un droit d'entrée à payer par les associés nouveaux. Le taux des cotisations et du droit d'entrée est fixé par le règlement. (Session de Gand, 1906).

Les cotisations sont dues dès et y compris l'année de l'élection.

Elles donnent droit à toutes les publications de l'Institut.

Un retard de trois ans, non justifié, dans le paiement de la cotisation, pourra être considéré comme équivalent à une démission.

2° Par les fondations et autres libéralités.

Il est pourvu à la formation progressive d'un fonds, dont les revenus suffisent à faire face aux dépenses du secrétariat, des publications, des sessions et des autres services réguliers de l'Institut.

ART. 20.

Les présents statuts seront révisés, en tout ou partie, sur la demande de dix membres. La demande devra être adressée au Bureau, avec motifs à l'appui, trois mois au moins avant l'ouverture de la session.

ART. 21 (1).

Tout membre ou associé qui aura été absent pendant cinq sessions consécutives sera considéré comme démissionnaire, à moins qu'il ne justifie, à la satisfaction du Bureau, qu'il a pris une part active aux travaux de l'Institut ou qu'il a été empêché de le faire pour un motif de force majeure. Une lettre d'avis recommandée lui sera adressée après la quatrième absence par les soins du secrétaire général. Cette disposition ne s'applique pas aux membres honoraires.

(1) Article additionnel voté à Oxford en 1913.

V. — Règlement de l'Institut.

(Revisé le 2 avril 1910.)

TITRE PREMIER.

Des travaux préparatoires dans l'intervalle des sessions.

ARTICLE PREMIER.

Par application de l'article 17 des Statuts, le Bureau désigne, pour chaque question, deux rapporteurs, ou un rapporteur et une Commission d'études.

Dans le premier cas, les rapporteurs désignés présentent chacun un mémoire séparé, et, s'il y a lieu, l'un d'eux, ou un troisième rapporteur désigné par le Bureau, présente en session un rapport oral sur la base et à l'aide des mémoires préparatoires. Les deux mémoires et les conclusions du rapport oral sont publiés et distribués en temps utile.

Dans le second cas, le rapporteur peut s'adjoindre un co-rapporteur (1).

(1) Aux termes d'une résolution votée par l'Institut au cours de la session de La Haye, la composition des Commissions est arrêtée par le Bureau (art. 17 des Statuts), les désirs exprimés à ce sujet par les membres et associés étant pris en considération dans la mesure conciliable avec la bonne marche des travaux. Cette résolution a entraîné la suppression de la phrase finale de l'article premier du Règlement, qui était ainsi conçue :

« Tout membre ou associé, qui en témoigne le désir, a le droit de faire partie de celles des Commissions d'études qu'il indique au secrétaire général. »

ART. 2.

Lorsque le Bureau a désigné un rapporteur et une Commission d'études, le rapporteur est tenu de se mettre en rapport avec les membres de la commission avant le 31 décembre de l'année de sa nomination, pour leur soumettre ses idées et recevoir leurs observations.

ART. 3.

Le secrétaire général est tenu de se renseigner auprès des rapporteurs sur l'état d'avancement des travaux, d'en informer le Bureau et d'en rendre compte dans son rapport à l'Institut.

ART. 4.

Les rapporteurs communiquent leurs rapports au secrétaire général, en temps utile pour qu'ils puissent être publiés et distribués avant la session où ils seront discutés.

Le secrétaire général n'a à pourvoir ni à l'impression ni à la distribution des autres travaux préliminaires rédigés soit par les rapporteurs, soit par les membres des Commissions. Ces travaux ne sont insérés dans l'*Annuaire* qu'exceptionnellement et en vertu d'une décision expresse de l'Institut ou du Bureau.

TITRE II.

De la présentation de nouveaux membres ou associés.

ART. 5.

Les candidatures aux places soit de membre effectif ou honoraire, soit d'associé, sont présentées par le Bureau dans les conditions suivantes :

1° Pour les pays qui comptent au moins trois membres, elles doivent être notifiées par écrit au secrétaire général par un des membres du pays auquel le candidat appartient; ce membre doit justifier que le candidat accepterait éventuellement son élection, que tous les membres du pays ont été consultés et que la majorité d'entre eux s'est prononcée en faveur de la candidature. Il joindra les titres des candidats et les noms des membres favorables.

Les candidatures doivent être notifiées au secrétaire général dans les six mois qui suivent la clôture de la session, lorsque la session suivante doit avoir lieu dans l'année de cette date.

Ce délai est porté à douze mois lorsque la session suivante est prévue pour une date plus éloignée.

Toute candidature notifiée après les délais indiqués ci-dessus sera considérée comme tardive et devra faire l'objet d'une nouvelle présentation pour la session suivante.

Le Bureau est, d'autre part, tenu de présenter à l'Institut, avec son avis s'il y a lieu, toute candidature proposée conformément aux dispositions qui précèdent. (Statuts art. 14 *in fine*) ;

2° Pour les pays qui comptent moins de trois membres, les candidatures sont présentées par le Bureau, avec l'avis préalable du membre ou des membres faisant déjà partie de l'Institut ;

3° Pour les pays qui ne comptent pas de membres, les candidatures sont présentées librement par le Bureau.

ART. 6.

Un mois au moins avant l'ouverture de la session, le secrétaire général adresse à tous les membres la liste des candidatures avec les pièces à l'appui. Il y joint, à l'usage des membres qui seraient empêchés d'assister à la session, l'invitation à lui envoyer, sous deux plis cachetés distincts, destinés à être remis au Président de l'Institut, deux bulletins de vote, l'un pour l'élection des membres, l'autre pour celle des associés (Voir ci-après art. 16 et Statuts, art. 14, alinéa 3).

Ces bulletins ne peuvent pas être signés, mais doivent être placés dans des enveloppes séparées et revêtues du nom de l'expéditeur.

TITRE III.

Des Sessions.

*PREMIÈRE SECTION.**Des opérations préliminaires.*

ART. 7.

Il ne peut y avoir plus d'une session par an ; l'intervalle entre les deux sessions ne peut excéder deux ans.

Dans chaque session, l'Institut désigne le lieu et l'époque de la session suivante. Cette désignation peut être remise au Bureau (Statuts, art. 2). Dans ce dernier cas, le secrétaire général donne avis, au moins quatre mois à l'avance, aux membres et associés, du lieu et de la date adoptés par le Bureau.

ART. 8.

L'ordre du jour de la session est arrêté par le Bureau et porté le plus tôt possible par le secrétaire général à la connaissance des membres et associés. A l'ordre du jour doivent être joints le résumé succinct, prévu à l'article 3 ci-dessus, de l'état d'avancement des travaux préparatoires, ainsi que tous autres renseignements pouvant faciliter la tâche des participants à la session.

SECONDE SECTION.

Des séances administratives.

ART. 9.

Les membres (effectifs et honoraires) prennent seuls part aux séances administratives.

La première séance de chaque session est toujours consacrée aux affaires administratives. Elle est ouverte sans discours par le président ou, à son défaut, par le premier vice-président et, à défaut de celui-ci, par le membre le plus âgé.

Le premier vice-président siège à la droite et le secrétaire général à la gauche du président.

ART. 10.

Aussitôt après l'ouverture de la séance, le secrétaire général donne connaissance des noms des secrétaires auxiliaires ou rédacteurs qu'il a désignés pour le seconder dans la rédaction des procès-verbaux de la session.

Les secrétaires auxiliaires ou rédacteurs ne sont en fonctions que pour la durée de la session.

Le secrétaire général donne ensuite connaissance des lettres d'excuse des membres empêchés d'assister à la séance, puis il est procédé à l'appel nominal.

ART. 11.

Le président fait procéder immédiatement, par scrutin secret, au vote sur l'élection de deux vice-présidents. Il donne lecture à haute voix des noms inscrits sur chaque bulletin. L'élection a lieu à la majorité absolue des membres présents.

Si cette majorité n'est pas atteinte au deuxième tour, un scrutin de ballottage a lieu entre les personnes qui ont obtenu le plus grand nombre de voix ; à égalité de voix, la préférence est donnée aux plus âgés.

Dans les élections au scrutin, on doit tenir compte des bulletins blancs ou nuls pour déterminer le chiffre de la majorité absolue.

ART. 12.

Le président fait ensuite procéder successivement, s'il y a lieu, aux scrutins pour l'élection du secrétaire général et des secrétaires ou secrétaires-adjoints, ainsi que du trésorier, dont le mandat serait arrivé à terme.

ART. 13.

Le trésorier est ensuite invité à déposer les comptes de l'Institut, et il est procédé immédiatement à l'élection de deux commissaires vérificateurs pour examiner

ces comptes. Les commissaires font rapport pendant le cours de la session (art. 13 des Statuts).

ART. 14.

Le président provoque ensuite un échange de vues sur les titres des candidats proposés comme membres ou comme associés.

Il est procédé, successivement et au scrutin de liste, à deux votes séparés, l'un pour l'élection des membres nouveaux, et l'autre pour l'élection des associés.

Ne sont éligibles que les candidats remplissant les conditions déterminées aux articles 5 et 6 ci-dessus. Les bulletins portant d'autres noms sont considérés comme nuls.

Après le dépouillement des votes émis par les membres présents, le président donne lecture des noms des membres absents qui ont fait usage du droit, que leur confère l'article 14, alinéa 5, des Statuts, de participer par correspondance à l'élection des nouveaux membres ou associés. Le président ouvre ensuite les enveloppes, dépose dans une urne spéciale, sans en prendre connaissance, les bulletins envoyés par les membres absents, puis procède au dépouillement de ces bulletins.

S'il y a lieu, pour une élection, de procéder à plusieurs tours de scrutin, les suffrages donnés par les absents sont, à chaque tour de scrutin, ajoutés aux suffrages donnés par les membres présents.

Le président proclame élus ceux qui ont obtenu cumulativement la majorité absolue des votes des membres présents, et la majorité absolue des votes addition-

nés des membres présents et des membres absents qui ont régulièrement pris part à l'élection.

Au cas où le nombre de ceux qui ont obtenu cette majorité excéderait le nombre des places à pourvoir, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages sont seuls considérés comme élus. L'élimination se fait en ramenant d'abord chaque nationalité à la proportion qu'elle ne doit pas dépasser (Statuts, art. 6) et ensuite le nombre des membres et associés à la limite qui est donnée par le nombre des places à pourvoir. Dans ces diverses opérations, à égalité de suffrages, c'est le plus âgé qui l'emporte.

Les personnes nouvellement élues peuvent prendre séance immédiatement.

ART. 15.

S'il y a lieu, le président soumet ensuite les propositions du Bureau pour la représentation de l'Institut dans la fondation Bluntschli, et fait part de la désignation qu'il a pu être dans le cas de faire personnellement pour la représentation de l'Institut dans la fondation Holtzendorff.

ART. 16.

Le président doit rappeler aux membres désireux de proposer à l'Institut l'étude de nouvelles questions, qu'ils sont invités à nantir le Bureau de leurs communications dès le début de la session. Cette recommandation doit être renouvelée par le président au début des séances plénières.

ART. 17.

Le bibliothécaire dépose son rapport sur l'exercice depuis la dernière session. Le président doit rappeler, à cette occasion, le vœu que tous les membres veuillent bien enrichir la bibliothèque de la collection complète de leurs œuvres; ce vœu doit être renouvelé par le président à l'ouverture des séances plénières.

ART. 18.

L'Institut statue sur les conclusions du rapport fait par les commissaires vérificateurs concernant les comptes du trésorier.

ART. 19.

L'Institut ne peut statuer sur les propositions de nature administrative que si elles ont été inscrites à l'ordre du jour envoyé d'avance à ses membres. Les autres propositions peuvent seulement être prises en considération et renvoyées à l'examen du Bureau; si celui-ci reconnaît l'urgence de la proposition, il peut provoquer une nouvelle délibération au cours de la session dans une autre séance, et, si la majorité des membres présents proclame aussi l'urgence, un vote sur le fond peut intervenir au cours de cette nouvelle séance; sinon la proposition est ajournée de plein droit à la session suivante.

ART. 20.

Les propositions tendant à la modification des Statuts et formulées par plus de dix membres ne peuvent

être mises en discussion que si elles ont été adressées au Bureau par l'intermédiaire du secrétaire général, et avec motifs à l'appui, quatre mois au moins avant l'ouverture de la session (art. 22 des statuts). Le secrétaire général est tenu de communiquer immédiatement aux autres membres du Bureau les propositions de ce genre.

TROISIÈME SECTION.

Des séances plénières.

ART. 21.

Les séances plénières, auxquelles participent les membres et les associés de l'Institut sont précédées d'une séance solennelle, dont l'ordre du jour est réglé entre le Bureau et les autorités du pays où l'Institut se réunit. Aucun débat n'a lieu au cours de la séance solennelle, exclusivement consacrée à la réception de l'Institut par les autorités locales et au rapport du secrétaire général sur la marche des travaux de l'Institut.

ART. 22.

Les séances plénières sont consacrées aux travaux scientifiques.

Les membres et associés y participent sur un pied d'égalité complète et ont, les uns comme les autres, voix délibérative.

Les séances ne sont pas publiques; toutefois le Bureau peut admettre à y assister les autorités et la presse locales, comme aussi les personnalités notables qui en font la demande.

Chaque séance s'ouvre par la lecture du procès-verbal de la séance précédente. Il est dressé un procès-verbal particulier pour chaque séance, alors même qu'il y aurait eu plusieurs séances dans un même jour ; mais le procès-verbal des séances du matin est lu seulement à l'ouverture de la séance du lendemain.

L'Institut approuve ou modifie le procès-verbal. Des rectifications ne peuvent être demandées que sur des questions de rédaction, des erreurs ou des omissions commises ; une décision de l'Institut ne peut pas être modifiée à l'occasion du procès-verbal.

Le procès-verbal de la dernière séance d'une session est approuvé par le président (Statuts, art. 11).

ART. 24.

Le président fixe, après avoir consulté le Bureau et les rapporteurs, l'ordre dans lequel les affaires doivent être traitées ; mais l'Institut peut toujours modifier l'ordre indiqué par le président.

Il réserve les heures nécessaires aux travaux des Commissions.

ART. 25.

Les rapporteurs prennent, pour chaque question à l'ordre du jour, successivement place à la gauche du Bureau.

Les propositions des rapporteurs forment la base des délibérations.

Les membres des Commissions ont le droit de compléter et de développer leur opinion particulière.

ART. 26.

La discussion est ensuite ouverte.

Elle a lieu en langue française, sauf les exceptions jugées opportunes par le président.

ART. 27.

Nul ne peut prendre la parole sans l'avoir obtenue du président.

Celui-ci doit inscrire successivement les noms des membres ou associés qui demandent la parole et l'accorder à chacun d'eux dans l'ordre d'inscription.

Toutefois, les rapporteurs ne sont point assujettis au tour d'inscription et reçoivent la parole après l'avoir réclamée du président.

ART. 28.

Si le président veut prendre la parole, à titre de membre de l'Institut, le vice-président occupe le fauteuil.

ART. 29.

La lecture d'un discours est interdite, à moins d'autorisation spéciale du président.

ART. 30.

Si un orateur s'écarte trop de l'objet de la délibération, le président doit le rappeler à la question.

ART. 31.

Toutes propositions, tous amendements doivent être remis par écrit au président.

ART. 32.

Si, pendant une délibération, il est fait une motion d'ordre, la discussion principale est interrompue jusqu'à ce que l'assemblée ait statué sur cette motion.

ART. 33.

La clôture de la discussion peut être proposée. Elle ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de l'assemblée. Si personne ne demande plus la parole ou si la clôture a été décidée, le président déclare la discussion close; à partir de ce moment, la parole ne peut plus être accordée à personne, sauf exceptionnellement au rapporteur.

ART. 34.

Avant de faire procéder au vote, le président soumet à l'assemblée l'ordre dans lequel les questions seront mises aux voix.

S'il y a réclamation, l'assemblée statue immédiatement.

ART. 35.

Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements, et ceux-ci avant la proposition principale. On ne considère pas comme amendements les propositions de rejet pur et simple.

Lorsqu'il y a plus de deux propositions principales coordonnées, elles sont toutes mises aux voix, les unes après les autres, et chaque membre de l'assemblée peut voter pour l'une d'elles. Lorsqu'on a ainsi voté sur

toutes les propositions, si aucune d'elles n'a obtenu la majorité, l'assemblée décide, par un nouveau scrutin, laquelle des deux propositions qui ont eu le moins de voix doit être éliminée. On oppose ensuite les autres propositions les unes aux autres, jusqu'à ce que l'une d'entre elles, demeurée seule, puisse faire l'objet d'un vote définitif.

ART. 36.

L'adoption d'un sous-amendement n'oblige pas à voter pour l'amendement lui-même, et l'adoption d'un amendement n'engage pas davantage en faveur de la proposition principale.

ART. 37.

Lorsqu'une proposition est susceptible d'être divisée, chacun peut demander le vote par division.

ART. 38.

Lorsque la proposition en délibération est rédigée en plusieurs articles, il est procédé d'abord à une discussion générale sur l'ensemble de la proposition.

Après la discussion et le vote des articles, il est procédé au vote sur l'ensemble. Ce vote peut être remis à une séance ultérieure par l'assemblée.

ART. 39.

Les votes ont lieu à mains levées.

Nul n'est tenu de prendre part à un vote. Si une partie des personnes présentes s'abstient, c'est la majorité des votants qui décide.

En cas de partage des voix, la proposition est considérée comme rejetée.

ART. 40.

Le vote doit avoir lieu par appel nominal, si cinq personnes en font la demande. Il y a toujours lieu à appel nominal sur l'ensemble d'une proposition d'ordre scientifique.

ART. 41.

Le président vote le dernier.

ART. 42.

L'Institut peut décider qu'il y a lieu de procéder à une seconde délibération, soit dans le cours de la session, soit dans la Commission de rédaction, qu'il désigne lui-même ou dont il confie la désignation au Bureau.

Les articles 23 et 42 sont applicables aux délibérations en séance administrative. Les articles 9, dernier alinéa, 18 et 19 *in fine*, sont applicables aussi aux délibérations des séances plénières.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

L'Institut a pris quelques dispositions nouvelles, spécialement en ce qui concerne les cotisations, le prix Nobel, la gestion financière, en leur attachant le caractère réglementaire, mais sans les insérer dans le compte rendu des séances administratives (1).

(1) Au cours de la Session de Lausanne, la cotisation annuelle a été fixée à dix francs suisses et la contribution d'entrée à vingt-cinq francs suisses.

DEUXIÈME PARTIE.

Session de New-York. — Octobre 1929.

I.

Indications préliminaires.

La trente-sixième session de l'Institut de Droit International s'est ouverte à Briarcliff Lodge, Briarcliff Manor (Etat de New-York), le jeudi 10 octobre 1929, à 10 heures du matin, pour ses travaux administratifs.

La séance solennelle inaugurale a eu lieu l'après-midi du même jour, dans les mêmes locaux, à 16 h. 30.

ORDRE DU JOUR.

L'ordre du jour pour les réunions plénières comportait les objets suivants :

I. *Séance solennelle d'ouverture :*

1° Discours de M. ELIHU ROOT, ancien Secrétaire d'Etat, membre honoraire de l'Institut ;

2° Discours du Dr N. MURRAY BUTLER, Président de l'Université de Columbia, Président de la Dotation Carnegie ;

3° Rapport de M. Charles DE VISSCHER, Secrétaire général, sur l'exercice 1928-1929 ;

4° Discours du Baron Ed. ROLIN-JAEQUEMYS ;

5° Discours de M. James BROWN SCOTT, Président de l'Institut.

(Suivent les discours prononcés au dîner organisé à l'occasion de l'anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et les discours prononcés à Washington à la réception de l'Institut par le Comité de Direction de l'Union Pan-Américaine.)

II. Séances ordinaires :

Ont été portées à l'ordre du jour de la session les questions suivantes :

1° Codification du droit international de la paix — Première Commission — Rapporteurs : MM. ALVAREZ et DE LAPRADELLE ;

2° Nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale — Septième Commission — Rapporteurs : MM. DE LAPRADELLE et NEGULESCO ;

3° Problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales — Neuvième Commission — Rapporteur : M. SEFERIADES ;

4° La clause d'arbitrage obligatoire dans les conventions de droit international privé — Dixième Commission — Rapporteur : M. STRISOWER ;

5° Immunités diplomatiques et consulaires et immunités à reconnaître aux personnes investies de fonctions d'intérêt international — Douzième Commission — Rapporteur : M. D. JAYNE HILL ;

6° Extension de l'arbitrage obligatoire et compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale — Quinzième Commission — Rapporteur : M. BORREL ;

7° Statut juridique des sociétés en droit international
— Dix-neuvième Commission — Rapporteurs: MM. ASSER
et STREIT;

8° Protection internationale des droits de l'homme —
Vingt-deuxième Commission — Rapporteur: M. A. MAN-
DELSTAM.

L'ordre du jour des séances administratives comportait :

- 1° Constitution du Bureau;
 - 2° Election de deux Vice-Présidents;
 - 3° Election de nouveaux Membres et Associés;
 - 4° Election du Président et du premier Vice-Président
pour la session suivante;
 - 5° Communications diverses — comptes du trésorier.
-

Membres et Associés présents à la Session de New-York.

Membres honoraires :

1. Sir THOMAS BARCLAY.

Membres :

- MM.
2. ALVAREZ, ALEJANDRO
 3. ASSER, CHARLES DANIEL
 4. BASDEVANT, JULES
 5. BOECK, CHARLES DE
 6. BORREL, EUGÈNE
 7. BROWN, PH. MARSHALL
 8. BUSTAMANTE, ANTONIO S. DE
 9. CATELLANI, E. L.

10. CAVAGLIERI, ARIGO
11. DIENA, GIULIO
12. FEDOZZI, PROSPER
13. FERNANDEZ PRIDA, JOAQUIN
14. GEMMA, SCIPOINE
15. GIDEL, GILBERT
16. HIGGINS, A. PEARCE.
17. HURST, SIR CECIL
18. KEBEDGY, M.
19. LAPRADELLE, ALBERT DE
20. MAHAÏM, ERNEST
21. MANDELSTAM, ANDRÉ N.
22. MERCIER, ANDRÉ
23. MONTLUC, LÉON DE
24. NERINX, ALFRED
25. NOLDE, BARON BORIS
26. POULLET, VICOMTE PROSPER
27. ROLIN-JAQUEMYS, BARON ÉDOUARD
28. SCHUCKING, WALTHER
29. SCOTT, JAMES BROWN
30. SIMONS, WALTER
31. STREIT, GEORGES
32. STRISOWER, LÉON
33. VALLOTTON D'ERLACH, JAMES.
34. VISSCHER, CHARLES DE
35. WEHBERG, HANS
36. WILSON, GEORGE GRAFTON
37. YANGUAS MESSIA, DON JOSÉ DE

Associés :

38. ALTAMIRA Y CREVEA, RAPHAËL
39. ANDERSON, LOUIS
40. BORCHARD, EDWIN
41. COUDERT, FRÉDÉRIC
42. CRUCHAGA, MIGUEL
43. ERICH, RAPHAEL
44. HAMMARSKJÖLD, ÅKE
45. HILL, D. JAYNE
46. HYDE, CHENEY
47. KOSTERS, JEAN
48. KRAUS, HERBERT
49. LEMONON, ERNEST
50. MAURTUA, VICTOR
51. NEGULESCO, DEMÊTRE
52. NIBOYET, JEAN PAULIN
53. PLANAS SUAREZ, SIMON
54. REY, FRANCIS
55. OCTAVIO RODRIGO
56. SEFERIADES, STELIO
57. STRUPP, KARL
58. TRIAS DE BES, J. M.
59. VERDROSS, ALFRED
60. YAMADA, SABURO.

II.

**Réunions des Membres de l'Institut
en séance administrative.**

*Première séance administrative
le jeudi 10 octobre 1929.*

Présidence de M. James Brown Scott, Président.

La séance est ouverte à 10 heures, à Briarcliff Lodge.

Sont présents : Sir Thomas Barclay, MM. Alejandro Alvarez, Asser, Jules Basdevant, Charles de Boeck, Borel, Marshall Brown, de Bustamante, Enrico Catellani, Giulio Diena, Prosper Fedozzi, Joaquin Fernandez Prida, Scipion Gemma, Gilbert Gidel, Alexander Pearce Higgins, Sir Cecil Hurst, M. Kebedgy, Albert de Lapradelle, André Mandelstam, André Mercier, Léon de Montluc, Alfred Nérinx, Boris Nolde (Baron), Prosper Pouillet (Vicomte), Edouard Rolin-Jaequemyns (Baron), Walther Schucking, James Brown Scott, Walter Simons, Georges Streit, Léon Strisower, James Vallotton d'Erlach, Charles De Visscher, Hans Wehberg, George Gratton Wilson.

Se sont excusés : MM. Albéric Rolin, Lyon-Caen, Tittoni, Roguin, Adatei, Anzilotti, de la Barra, Beichmann, Descamps, Dupuis, Hammarskjöld (père), Max Huber, Le Fur, Loder, Neumeyer, de Peralta, Politis, Pina y Millet, Renterskjöld, Rostworowski, Rouard de Card, Sela, Taube, Urrutia, Bourquin, Dumas, Nora-

doughian, Nyholm, Rodrigo Octavio, Henri Rolin, Sperl, Unden, Fernand De Visscher, Wollebaek.

M. James Brown Scott souhaite la bienvenue aux membres de l'assemblée.

L'assemblée procède ensuite aux élections d'usage en début de session.

Election d'un 2^e et 3^e Vice-Présidents.

Nombre de votants : 34. — Majorité absolue : 18.

M. Simons est élu 2^e vice-président, M. Asser 3^e vice-président.

MM. Simons et Asser prennent place au bureau.

Election des vérificateurs aux comptes.

Sur la présentation du Bureau, MM. Alvarez et Basdevant sont désignés vérificateurs aux comptes.

Election d'un membre honoraire.

Le baron Descamps, ancien Président de l'Institut, est présenté par les membres belges. Le baron Rolin-Jaequemyns rappelle les titres du baron Descamps aux suffrages de l'assemblée.

Le scrutin est ouvert.

Nombre de votants : 50 (34 membres présents et 16 membres absents, votant par correspondance) (1).

Majorité requise : 26, dont 18 de membres présents.

Le baron Descamps est proclamé élu par 44 voix.

(1) Ont voté par correspondance : MM. Beichmann, de Paralta, de Reuterskjöld, Dupuis, Hammarskjöld, Max Huber, Le Fur, Loder, Lyon-Caen, Neumeyer, Pina y Milet, Albéric Rolin, Rostworowski, Rouard de Card, Sela, Tittoni.

Election de membres.

Le nombre de places vacantes est de quatre. Quatre candidats sont présentés :

a) Par les membres belges :

M. Ernest MAHAÏM (1923).

b) Par les membres espagnols :

DON JOSÉ DE YANGUAS MESSIA (1923).

c) Par les membres français :

M. Eugène AUDINET (1923).

d) Par les membres italiens :

M. Arigo CAVAGLIERI (1924).

Le scrutin est ouvert.

Nombre de votants : 52 (34 membres présents, 18 membres votant par correspondance) (1).

Majorité requise : 27, dont 18 de membres présents.

Sont proclamés élus : MM. Audinet, par 48 voix ; Cavaglieri par 48 voix ; Mahaim, par 48 voix ; de Yanguas Messia, par 46 voix.

Election d'associés.

Le nombre de places vacantes est de seize. Dix-huit candidats sont présentés.

Le scrutin est ouvert.

Nombre de votants : 53 (34 membres présents, 19 membres votant par correspondance).

(1) Ont voté par correspondance : MM. Beichmann, de Louter, de Peralta, Descamps, Dupuis, Hammar skjöld, Huber, Le Fur, Loder, Lyon-Caen, Neumeyer, Pina y Milet, Reuterskjöld, Albéric Rolin, Rostworowski, Rouard de Card, Sela, Tittoni.

Majorité requise : 27 voix, dont 18 de membres présents.

Sont élus: MM. Martin par 37 voix; le R. P. de la Brière par 34 voix; Brierly par 51 voix; Calonder par 39 voix; Gaus par 38 voix; Matos par 41 voix; Maurtua par 36 voix; Salvioli par 46 voix; Sauser-Hall par 40 voix; Scelle par 40 voix; Barcla Trelles par 34 voix; Fischer Williams par 43 voix; Winiarski par 38 voix; Yamada par 37 voix.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, rappelant la disposition de l'article 16 du Règlement, invite les membres désireux de voir aborder par l'Institut l'étude de questions nouvelles, à déposer sur le Bureau leurs propositions dès le début de la session.

Il donne ensuite lecture des ouvrages offerts à la bibliothèque de l'Institut par MM. Kusters, James Brown Scott, Strupp.

La séance est levée à 12 h. 30.

Deuxième séance administrative.

Jeudi 17 octobre (après-midi).

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. James Brown Scott.

L'Institut procède à la désignation du premier vice-président.

Les candidatures de MM. Fedozzi, Mandelstam et Nérinx sont suggérées par le Bureau.

Au vote, M. Nérinx obtient la majorité absolue des voix des membres présents. Il est en conséquence élu premier vice-président.

Le PRÉSIDENT adresse, au nom de l'Institut, ses félicitations à M. Nérinx.

Les Commissaires chargés de la vérification des comptes du Trésorier déposent leur rapport; ce rapport concluant à l'approbation des comptes jusqu'au 31 décembre 1928 est approuvé (1).

M. A. Pearce HIGGINS invite l'Institut à tenir sa prochaine session à Cambridge, en 1931; la réunion dans cette ancienne université, illustrée par Westlake et Oppenheim, et où l'Institut s'est pour la dernière fois réuni en 1895 sous la présidence de Westlake sera, il le souhaite, de nature à favoriser le succès de la prochaine session.

Sir Thomas BARCLAY ajoute que l'Institut sera assuré d'avoir à Cambridge, sous la présidence de M. Higgins, une réception digne de lui.

L'Institut accepte l'invitation qui lui est adressée et M. Pearce Higgins, désigné comme Président, aux applaudissements de l'assemblée, est félicité par M. J. Brown Scott.

M. Yanguas MESSIA reconnaît que c'est à Cambridge seulement qu'il conviendra de se prononcer sur la date et le lieu de la session suivante, mais dès à présent il se permet de prendre l'initiative d'inviter l'Institut en

(1) Déclaration des Commissaires: « Chargés dans la première séance administrative de vérifier les comptes du Trésorier, nous avons examiné les livres, comptes et pièces justificatives déposés par M. Mercier sur le Bureau de l'Institut. Nous avons constaté l'ordre et l'exactitude qui caractérisent ces comptes et nous avons, en conséquence, l'honneur de proposer à l'Institut de donner à M. Mercier décharge pour sa gestion jusqu'au 31 décembre 1928 et de lui exprimer ses remerciements et ses félicitations pour les heureux résultats d'une gestion conduite dans un esprit de sage économie conforme aux intérêts présents et futurs de l'Institut ». Les Commissaires vérificateurs: A. Alvarez; J. Basdevant.

Espagne en 1932 à l'occasion de l'anniversaire de Vitoria.

Le PRÉSIDENT donne la parole à M. GIDEL au sujet des travaux du Comité consultatif de la dotation Carnegie.

M. GIDEL déclare que le Comité recommande la création de prix portant les noms de jurisconsultes illustres, anciens ou modernes, destinés à récompenser, à des intervalles de temps réguliers, les auteurs des mémoires les meilleurs sur les sujets à proposer au concours. La dotation Carnegie reprendrait ainsi, en la développant, la pratique instaurée par la fondation Bluntschli. Les noms que porteraient ces prix pourraient être les suivants : Vitoria — Suarez — Gentilis — Grotius — Vattel — Lieber — Rolin-Jaequemyns — Mancini — Bluntschli — Louis Renault — Westlake (1). La valeur de chacun des prix serait de 1,000 francs-or. Les mémoires soumis au concours pourraient être rédigés dans l'une ou l'autre des langues ci-après : allemand, anglais, espagnol, français, italien. Les règlements de détail concernant l'institution de ces prix seraient rédigés par le Comité consultatif et soumis par lui à l'agrément de la dotation Carnegie.

En second lieu, le Comité recommande la publication du tableau des textes adoptés par l'Institut depuis sa fondation, jusqu'à sa session de New-York inclusive-ment.

En troisième lieu, le Comité émet le vœu qu'il soit procédé à la publication d'une collection des engagements

(1) Dans sa séance de clôture l'Institut a approuvé une proposition de M. J. Brown Scott tendant à fonder un prix Frédéric de Martens et un prix Samuel Pufendorf.

internationaux existants. Il recommande que cette collection soit inaugurée par la publication des documents de ce genre concernant les Etats-Unis depuis l'origine jusqu'en 1900 et si possible jusqu'en 1914.

M. James Brown Scott déclare que la participation de l'Institut dans l'attribution du prix Bluntschli dépend du règlement de l'Institut. Il est persuadé, d'autre part, que la Dotation Carnegie acceptera la recommandation de l'Institut concernant la création de prix. En second lieu, il fera part à la Dotation de la suggestion concernant la publication du tableau des textes adoptés par l'Institut. Quant à la proposition de publier une collection des engagements internationaux existants il en fera également part à la Dotation; peut-être en ce qui concerne les Etats-Unis ces documents seront-ils publiés par le gouvernement des Etats-Unis lui-même.

L'ordre du jour de la séance administrative étant épuisé, le Président lève la séance à 16 h. 30.

III.

**Séance solennelle d'ouverture
de la session.**

Jeu di 10 octobre, à 16 h. 30.

La séance d'ouverture, à Briarcliff Manor, de la trente-sixième session est présidée par M. Elihu Root, ancien Secrétaire d'Etat, membre honoraire de l'Institut; ont pris place au bureau à côté de lui: M. Nicholas Murray Butler, Président de l'Université de Columbia, Président de la Dotation Carnegie, M. James Brown Scott, Président de l'Institut, M. de Lapradelle, M. le Dr Simons, M. Asser, Vice-Présidents, M. Charles De Visser, Secrétaire Général.

Discours de M. Elihu Root.

Messieurs les Membres de l'Institut
de Droit International,

Je suis très sensible à l'honneur que vous m'avez fait en me demandant de présider aujourd'hui la séance qui ouvre et la trente-sixième session de l'Institut et sa première session dans le Nouveau-Monde. Je tiens à dire pour commencer que je n'ai aucune part dans les efforts faits hier pour noyer les honorables membres de l'Institut au milieu de l'Hudson au moment de leur arrivée, et que je suis heureux de vous voir tous sains et saufs

et... seers. J'ai quelque idée que nous inaugurons une nouvelle période de la vie de l'Institut en nous réunissant sur ces rivages de l'Amérique. Je me souviens parfaitement qu'après la guerre de Crimée le petit groupe des puissances occidentales de l'Europe qui conformaient leur conduite les unes vis-à-vis des autres aux règles du droit international, englobèrent, par delà la Méditerranée, la Turquie parmi eux. Combien les choses ont changé depuis lors; comme le monde s'est rapproché plus étroitement; et maintenant vous faites ce qui est en votre pouvoir pour rétrécir la largeur de l'Atlantique.

Jamais il n'a été plus important de poursuivre un travail scientifique, de s'attacher à préciser l'organisation tout en s'efforçant de voir grand pour adapter aux nouvelles conditions ces règles de droit dont dépend le maintien de la paix et de l'ordre dans le monde. Une grande partie de l'humanité a pris conscience des questions internationales, mais il appartient aux juristes de préciser et de confirmer les règles du droit des gens sur lequel reposent ses relations, ce droit des gens qui est l'expression de l'accord universel sur des problèmes qui jadis ont pu diviser les nations mais que celles-ci ont maintenant convenu de régler dans un esprit de bienveillance mutuelle et de conciliation.

En arrivant au milieu d'un peuple qui a manifesté beaucoup trop peu d'attention au droit international dans le passé, vous trouverez un champ fertile pour la perpétuité de la paix internationale.

Et maintenant nous nous adressons au Dr Nicholas Murray Butler, Président de l'Université de Columbia, Président de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, celui qui par une pratique habituelle connaît

mieux que quiconque en Amérique les questions étrangères du monde et qui, par sa longue expérience, a su développer l'esprit de compréhension mutuelle si nécessaire dans les affaires internationales. Dr Butler, je me permets de vous demander de bien vouloir vous charger d'adresser à l'Institut le salut de bienvenue de l'Amérique.

Discours de M. Nicholas Murray Butler,

*Président de la Dotation Carnegie
pour la paix internationale.*

Messieurs,

Vous me pardonnerez si je vous adresse la parole non pas dans un langage solennel et austère, qui conviendrait à l'égard de disciples du droit, mais plutôt en laissant libre cours à l'émotion que je ressens en m'acquittant de ma mission de vous adresser la bienvenue et l'expression de notre gratitude.

Au nom des administrateurs, dont quatre sont ici présents, de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, au nom du Comité permanent et des associés de la Dotation dans tous les pays, au nom de cette partie considérable de l'opinion publique américaine sur laquelle s'appuie l'œuvre de la Dotation, et en invoquant la mémoire de cet éminent et généreux Ecossais, devenu Américain, dont le haut idéal et le grand cœur ont fait de cette dotation une réalité, je vous salue et vous souhaite cordialement et très affectueusement la bienvenue.

Vous êtes venus à un moment psychologique dans

l'histoire de notre monde moderne. Vous êtes venus tenir votre session ici à l'heure où s'ouvre une période de meilleure compréhension de votre œuvre et de son importance capitale. La loi est efficace et seulement efficace quand elle trouve sa base dans une règle de conduite comprise et acceptée comme un idéal. Cela est vrai aussi bien quant à la loi qui gouverne les relations de peuple à peuple que pour celle qui règle les relations entre individus. A la base du droit international, lui servant de fondement et de pierre angulaire, est la « comitas gentium » des Romains, cette amitié des nations, cette compréhension d'autres peuples, d'autres langages, d'autres institutions, qui permettent aux nations de progresser dans la voie de la civilisation en conservant non seulement des relations pacifiques, mais même en quelque sorte une heureuse camaraderie.

Il y a tant de choses qui se présentent à mon esprit et que je voudrais vous dire en cette occasion, qu'il est malaisé de faire un choix. Vous me pardonnerez si je me borne à honorer quatre noms parmi ceux qui, en ce siècle, ont le plus puissamment favorisé la bonne entente des peuples.

Permettez-moi de citer en premier lieu feu M. Stresemann, Ministre des Affaires Etrangères du Reich allemand, qui trop tôt hélas, a été enlevé à ses hautes fonctions. J'ai eu la bonne fortune de le compter parmi mes amis personnels, de recevoir l'inspiration directe de sa conviction entraînante, de son zèle, de son idéal aussi généreux que raisonnable. Je ne m'écarte pas de la stricte vérité en disant que sa mort survenue précisément à cette heure est une perte très grande non seulement pour le peuple allemand, mais pour le monde

entier que vous, Messieurs, de même que les administrateurs de la Dotation Carnegie, êtes également désireux et heureux de pouvoir servir.

Je citerai également avec fierté M. Briand, Ministre des Affaires Etrangères et actuellement Premier Ministre, Président du Conseil des Ministres de la République française, homme inlassable et infatigable, persuasif et aimable, ingénieux, inventif, éloquent. Puisse son influence ne jamais diminuer, puisse sa vie se prolonger jusqu'à ce que, suivant les vœux de la Providence, sa grande œuvre soit achevée.

Vous me permettrez de nommer ensuite ici deux personnalités de la partie du monde où se parle la langue anglaise : M. Hoover, Président des Etats-Unis d'Amérique et M. Ramsay Mac Donald, Premier Ministre Britannique de qui les récentes conversations ont rendu attentives toutes les nations et dont les paroles portées ensemble à notre connaissance ce matin ont dû nécessairement toucher tout cœur battant d'amour pour l'humanité. Ils nous ont fait sentir avec évidence que le rideau est levé pour une nouvelle période de la vie internationale du fait qu'une nouvelle mentalité des nations s'est fait jour. Une grande partie de notre œuvre et de votre œuvre est d'ordre psychologique ; elle consiste à poser les fondements sur lesquels pourra s'élever la loi en établissant ses principes et sa technique.

L'attitude psychologique devant les prescriptions de la loi, l'état d'esprit qui fait obéir à la loi, qui la fait accepter et respecter, est une chose capitale et je suis persuadé que le monde civilisé tout entier a été profondément touché et heureusement impressionné par les entretiens du Premier Ministre de Grande-Bretagne et du Président des Etats-Unis.

Laissez-moi à ce sujet illustrer ma pensée par le récit d'une anecdote concernant M. Stresemann et M. Briand, anecdote que je tiens de la bouche même de M. Stresemann. C'était à l'époque où se posait la question de l'admission de l'Allemagne à la Société des Nations ; la proposition de lui attribuer un siège permanent au Conseil devait, pour être acceptée, être admise à l'unanimité ; or il y avait de l'opposition. Un certain soir, le Dr Stresemann et M. Briand s'étaient réunis dans une chambre de leur hôtel et y considéraient ensemble avec anxiété la situation. Dans l'antichambre se trouvaient rassemblés une centaine de représentants de la presse du monde entier, de Tokio à Valparaiso, attendant impatiemment l'issue de cette conférence. M. Briand dit à M. Stresemann : « Je ne vois pas ce que nous pouvons faire. Chaque puissance a le droit de veto et il a été fait usage de ce droit. Il semble que nous soyons dans une impasse ». Le Dr Stresemann lui répondit : « C'est mon avis, je ne vois pas d'issue ». Soudain M. Briand de s'écrier : « Je vais vous dire ce que nous devons faire : allons nous coucher, dormons là-dessus et peut-être que quelque idée nous viendra dans nos rêves ». Ils se levèrent, M. Briand passa son bras sous celui de M. Stresemann et on ouvrit grand les portes. Ils s'arrêtèrent et furent salués par les représentants de la presse avides d'obtenir le moindre mot. M. Briand leur dit : « Messieurs, je puis vous dire que l'Allemagne et la France sont entièrement d'accord sur la prochaine décision à prendre ». Cette déclaration fut reproduite le lendemain matin en première page de tous les journaux du monde entier et elle produisit le même effet qu'aurait produit l'accord sur quelque chose de plus important que la décision d'aller se coucher et de réfléchir.

La psychologie des peuples, les sentiments nationaux, l'expression de ces sentiments, ont à mon avis une influence capitale sur les bonnes relations internationales. Ce que je déplore plus que tout dans les discussions publiques actuelles ce sont les paroles désobligeantes, celles qui constituent une preuve d'ignorance, les critiques outrées que l'on trouve tantôt dans la presse, tantôt prononcées dans des réunions publiques par ceux qui oublient combien il est facile de heurter les sentiments des autres peuples, de blesser leur fierté et de détruire cette entente des peuples sur laquelle doit reposer la loi internationale et son économie.

Nous sommes aujourd'hui au début d'une nouvelle période dans l'histoire des relations internationales. Plusieurs parmi ceux qui ont voté la ratification du Pacte de Paris ont pensé qu'il était dénué de signification : c'est même la raison de leur vote. Mais s'ils ont voté sous l'empire d'un scepticisme cynique ils se sont trouvés, grâce à la réaction de l'opinion publique, pris à leur propre piège. Ils sont maintenant appelés à rester fidèles à leur parole ou à s'insurger contre la loi et à devenir traîtres à leur pays et à son idéal. Tous nos termes techniques ont changé de signification, nos manières de penser se trouvent modifiées. Nous avons progressé de cinq cents ans ; à peine sortis d'une lutte désespérée entre les Nations, nous nous sommes efforcés de forger des règles et les lois, pour régler le recours à la force comme pour protéger les droits de chacun, animés de l'espoir de la paix et de la crainte de la guerre. La situation est entièrement changée. Nous avons sans réticence renoncé à la guerre comme instrument de politique nationale. Pas un homme, pas un gouvernement ne pour-

rait y avoir recours dans ce but sans apparaître comme étant de mauvaise foi et sans trahir. En présence de cette situation voyez la tâche qui s'offre à l'Institut. Nous connaissons le but. Il faut maintenant construire les voies qui y mènent et par lesquelles peuples et gouvernements devront cheminer. Ce sont les voies qu'ils suivront en traitant leurs affaires quotidiennes, en réglant leurs contestations occasionnelles et celles qui prennent le caractère de différends graves. Ces voies doivent être établies sur la loi ; elles doivent être établies sur des règles de droit, sur des règles d'ordre. Elles doivent être construites en suivant les conseils que la sagesse de l'Institut pourrait proposer afin que ces nations qui aiment la paix, qui ont déclaré la paix, puissent effectivement abolir la guerre à laquelle elles ont renoncé. La renonciation est essentielle et vient en premier lieu. Mais ensuite doit venir la réflexion et l'action, surtout la réflexion au sujet de ces nouvelles voies et de ces nouvelles directions. Bien des choses que l'Institut a considérées comme étant encore éloignées dans l'avenir, se trouvent maintenant à notre portée. Je vous le demande : vous êtes-vous jamais réunis en une heure aussi solennelle, aussi importante, à une heure où l'opinion publique vous suivra si anxieusement et répondra immédiatement à vos déclarations et à vos directions.

Notre pays, notre gouvernement, notre opinion publique sont heureux que vous soyez venus en si grand nombre, jurisconsultes éminents, personnalités de premier plan, pour nous faire l'honneur d'étudier ces grands problèmes en usant de l'hospitalité que le peuple américain est fier et content de vous offrir.

Messieurs, je vous souhaite une cordiale et chaleureuse

bienvenue aux Etats-Unis et quand le temps viendra, un heureux et bon voyage de retour dans vos foyers.

Rapport de M. Charles De Visscher,

Secrétaire Général.

Monsieur le Président, Mes chers Confrères,
Mesdames, Messieurs,

Rarement la mort a rendu aussi lourde la tâche qui incombe à votre Secrétaire Général d'adresser à nos Confrères disparus le suprême hommage de notre Compagnie. Au cours de l'année qui s'est écoulée, l'Institut de Droit International a perdu deux Membres honoraires, deux Membres effectifs et quatre Associés.

A peine la session de Stockholm venait-elle de se clôturer que nous parvenait l'annonce de la mort d'André Weiss, vice-président de la Cour permanente de Justice internationale, professeur honoraire de la Faculté de droit de Paris, survenue à La Haye, le 31 août 1928. La carrière et l'œuvre scientifique de notre éminent et très regretté Confrère sont trop connues pour qu'il soit besoin de les rappeler ici. Professeur à la Faculté de droit de Dijon, puis à celle de Paris, c'est à l'enseignement et à l'étude du droit international privé que, durant de longues années, il avait voué son activité. Fruit d'études approfondies, remarquable surtout par cette clarté qui était la marque même de son esprit, son magistral *Traité de droit international privé* restera dans la doctrine française l'expression la plus complète des théories personnalistes qui, renouvelées au cours du XIX^e siècle, ont inspiré l'Ecole italienne. Ainsi un lien

d'étroite affinité intellectuelle unit le nom de notre regretté Confrère à la mémoire de l'un de nos illustres fondateurs, Pasquale Mancini.

Les grands événements qui suivirent la guerre mondiale devaient orienter André Weiss vers le domaine, désormais infiniment vaste, du droit international public. Juge et vice-président de la Cour permanente de Justice internationale, il devait apporter à l'accomplissement de ses fonctions la sereine impartialité et la droiture de caractère qui conféraient à sa personnalité, en même temps qu'un véritable ascendant moral, ce charme personnel, tout empreint de délicatesse et d'aménité, dont nous avons connu l'attrait.

Le sentiment du devoir, plus fort que la maladie dont il souffrait depuis plusieurs mois, l'avait conduit une dernière fois à La Haye : c'est dans l'accomplissement de sa haute mission que la mort l'a frappé. André Weiss appartenait à notre Compagnie depuis 1887. En 1922 la profonde estime dont nous l'entourions l'avait appelé à présider la session de Grenoble. En 1927, l'Institut lui conférait le titre de Membre honoraire.

Son nom évoquera toujours parmi nous le souvenir d'une vie qui fut lumineuse et droite comme fut noble et grand l'idéal qui n'a cessé de l'inspirer.

Nos aînés ont bien connu la personnalité éminente de GREGERS GRAM, ancien Ministre d'Etat de Norvège, que son grand âge et l'état de sa santé ont tenu éloigné de nos réunions depuis plusieurs années. L'Institut perd en lui un jurisconsulte de haute valeur dont la sûreté de jugement et la grande impartialité s'affirmèrent dès 1892 au cours des travaux de la Commission arbitrale chargée de régler la fameuse affaire des pêcheries de la

Mer de Behring. Membre de la Cour permanente d'arbitrage dès les débuts de cette institution, notre très regretté Confrère remplit successivement les fonctions de président du tribunal chargé d'arbitrer le litige concernant les baux perpétuels au Japon (1904-1905) et celles de Membre du tribunal d'arbitrage appelé à régler l'affaire Savarkar (1911). Lorsque, quelques années plus tard, surgirent les litiges soulevés par l'octroi de concessions minières au Maroc, c'est encore à lui que furent dévolues les hautes fonctions de président et de surarbitre de la commission arbitrale.

Esprit sage et pondéré, Gram réunissait à un rare degré les solides qualités qu'exige l'exercice de la magistrature internationale; elles lui valurent, au cours d'une longue carrière, la confiance des gouvernements. Son nom, qui illustrait notre Compagnie, restera uni à l'histoire du développement de l'arbitrage international.

C'est encore la mémoire d'un grand juge que nous saluons en prononçant le nom de Lord PHILLIMORE, décédé à Londres, le 11 mars dernier. Bien qu'il n'appartint à notre Compagnie que depuis 1921, le charme et la haute distinction de sa personnalité lui avaient aussitôt conquis le respect et la sympathie de tous. Issu d'une famille où le goût des études juridiques semble avoir été héréditaire, notre très regretté Confrère, après une belle carrière au barreau, avait occupé les fonctions les plus élevées de la magistrature britannique: successivement juge à la Haute Cour de Justice, Lord Justice d'appel, membre du Comité judiciaire du Conseil Privé, il apportait dans l'administration de la justice les ressources d'une intelligence vive et pénétrante, ainsi qu'une vaste érudition qui s'était particulièrement déve-

loppée dans le domaine du droit comparé et du droit international.

Cet esprit si largement ouvert, que de profondes convictions religieuses rattachaient au plus haut idéal chrétien, ne pouvait manquer de suivre avec une ardente sympathie les progrès de l'organisation internationale. Son heure vint lorsque, en 1917, au cœur même de la Grande Guerre, se constitua sous sa présidence le Comité anglais pour l'institution d'une Société des Nations. On suit l'influence considérable que le « plan Phillimore » a exercé sur la rédaction du Covenant. Trois ans plus tard le Conseil de la S.D.N. l'appelait à faire partie du Comité de juristes chargé d'élaborer un avant-projet de Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

La lecture des procès-verbaux du Comité atteste les services éminents que sa grande expérience a rendus à l'organisation de la plus haute juridiction internationale.

Au lendemain de sa mort, un de nos membres honoraires, qui nous fait le très grand honneur de présider cette séance, a rappelé en ces termes les souvenirs que lui avait laissés sa collaboration avec notre regretté Confrère au Comité de juristes de La Haye : « Lord Phillimore, a-t-il dit, représentait dans le Comité de 1920 le système de jurisprudence basé sur le droit commun de l'Angleterre. Ses services furent inappréciables. Son caractère plein de sérénité et de douceur créait une atmosphère d'estime bienveillante, favorable à l'entente. Son intelligence supérieure, formée par une longue expérience de juge, instruisait et clarifiait en même temps notre pensée. C'était un très noble gentilhomme. Sa mort

crée un véritable vide dans un monde au milieu duquel il a toujours travaillé pour toute bonne cause avec une ardeur qui ne s'est pas démentie ».

Telles sont les paroles qui furent prononcées par M. Root à Genève le 19 mars dernier. Je ne crois pas qu'il soit possible de relever plus haut éloge à la mémoire de l'éminent Confrère dont nous déplorons la perte.

Le marquis DE OLIVARI, décédé à Madrid le 11 octobre 1928, appartenait depuis 1888 à notre Compagnie dont il était l'un des membres les plus assidus. Notre regretté confrère avait voué toute son existence à l'étude du droit international. Ancien professeur aux Universités de Madrid et de Barcelone, il était membre de l'Académie royale de jurisprudence et de législation de Madrid, de l'International Law Association, de l'Institut américain de Droit International. Il avait fondé et présidé jusqu'à sa mort l'Association espagnole de droit international et de législation comparée ; il fut aussi l'un des fondateurs de l'Association Francisco de Vitoria, que préside actuellement notre distingué Confrère M. Yanguas Messia. L'importance de ses publications, qui sont au nombre de soixante, atteste la continuité de son travail scientifique. Au printemps 1928 il publiait la première partie d'un ouvrage intitulé *Le droit international public au cours des vingt-cinq dernières années (1903-1927)*. A la session de Stockholm notre regretté Confrère faisait hommage à notre Compagnie de cette publication, la dernière qui soit sortie de sa plume. La mort l'a surpris tandis qu'il travaillait à l'achèvement de cette importante publication, dans cette bibliothèque privée, l'une des plus riches du monde, qu'il n'avait cessé de développer avec la sagacité de l'érudit et la patience du bibliophile.

La mort n'a pas épargné davantage nos Associés.

L'Institut perd en CAMILLE JORDAN, décédé à Paris, le 25 mars dernier, un jurisconsulte à l'esprit éminemment positif, un technicien remarquable, que ses importantes fonctions au contentieux administratif du Ministère des Affaires Etrangères avaient spécialisé surtout dans l'étude du droit international privé. Son expérience pratique le conduisait à envisager de préférence les réalités immédiates; inclinant à mettre au premier plan la souveraineté de l'Etat, il admettait d'ailleurs libéralement que celui-ci consentît à en limiter l'exercice pour des motifs de courtoisie. Par delà les théories de l'Ecole italienne, c'est à la tradition des anciens statutaires français que le rattachaient ses tendances territorialistes dans la solution des conflits de lois. Elles ont inspiré les très nombreuses contributions que, depuis vingt ans, il n'avait cessé d'apporter à plusieurs recueils périodiques.

Ses interventions dans nos débats procédaient d'une expérience solide et portaient la marque de la clarté de son esprit. Jamais peut-être ne s'affirmèrent-elles avec plus de sagacité qu'au cours de la session de Stockholm, la dernière à laquelle il prit part.

Il nous laisse le souvenir d'un esprit fin et délicé, d'un Confrère de relations sûres, empreintes de la plus aimable courtoisie.

Notre confrère roumain MISSIR, décédé récemment à Bucarest, avait été élu Associé en 1904. De solides études de droit privé, poursuivies en Roumanie d'abord, à la Faculté de droit de Paris plus tard, avaient donné à sa formation juridique la forte discipline du droit civil. Son ouvrage sur *La Faute*, considérée comme fondement

de la responsabilité délictuelle est resté classique. Depuis, élargissant le cadre de ses travaux, il avait abordé le domaine du droit international public. A ce titre, il avait représenté avec distinction son pays à la deuxième Conférence de La Haye de 1907. Professeur à l'Université, il unissait à l'érudition du savant l'expérience pratique que lui valait sa haute situation au barreau de Bucarest. Sa santé, depuis longtemps précaire, l'avait empêché de participer régulièrement à nos dernières sessions; il n'avait cependant jamais cessé de suivre nos travaux avec la plus attentive sympathie.

GEZA DE MAGYARI, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Budapest, n'avait pris place parmi nous qu'en 1927; la haute valeur de son enseignement, aussi bien que ses publications scientifiques, qui furent importantes et nombreuses, lui avaient valu une autorité considérable dans les milieux scientifiques hongrois et étrangers. D'abord spécialisé dans l'étude du droit commercial et de la procédure civile, il s'était orienté, depuis une quinzaine d'années, vers le droit international public. Son ouvrage bien connu *Internationale Schiedsgerichtsbarkeit* se distingue par des aperçus très pénétrants sur le fonctionnement et l'avenir de la justice internationale. Ses dernières publications, en langue hongroise, furent consacrées à l'étude d'une nouvelle procédure de protection des droits des minorités. Bien que sa santé fût déjà gravement compromise, notre regretté Confrère avait tenu à participer à la session de Stockholm, témoignant ainsi de la haute estime en laquelle il tenait notre Compagnie. Les fatigues de ce voyage ne furent pas étrangères à sa fin prématurée.

Nous pouvions espérer que cette liste déjà si longue de

nos défunts était close, quand nous est parvenue au début de septembre l'annonce de la mort de notre Confrère anglais Sir ERNEST SATOW, élu associé en 1921. Son grand âge — il était né en 1843 — ne lui avait pas permis de participer à nos sessions ni de faire bénéficier nos travaux de sa longue expérience de diplomate et de juriconsulte. Les nombreux postes diplomatiques qu'il occupa successivement, surtout en Amérique du Sud et en Extrême-Orient, ainsi que sa désignation comme deuxième délégué britannique à la Conférence de La Haye de 1907, attestent la grande confiance que son Gouvernement plaçait dans sa science juridique et dans ses qualités éminentes de tact, de jugement et de parfaite courtoisie. Ses ouvrages, dont le plus connu est son Manuel de pratique diplomatique (*A Guide to Diplomatic Practice*), dénotent une remarquable finesse d'esprit soutenue par une solide et vaste érudition.

Les élections qui ont eu lieu dans la séance administrative ont pourvu aux très nombreuses vacances qui s'étaient produites parmi nous, tout particulièrement dans les rangs de nos Associés.

L'Institut vient d'appeler à lui quatre nouveaux membres et quatorze associés.

Mes chers Confrères,

La session de New-York, qui s'ouvre aujourd'hui, est la première que notre Institut, après cinquante-six ans d'existence, tient dans le Nouveau Monde. Nous avons compris que cette occasion solennelle exigeait de nous tous un effort vraiment exceptionnel. Cette volonté de faire de la session de New-York une session à tous égards mémorable s'est trouvée unie, une fois de plus, à l'heu-

reuse observation des méthodes de travail qui ont été adoptées à La Haye en 1925.

Le programme de notre session atteste suffisamment le zèle des rapporteurs et des membres de nos Commissions, et peut-être même faut-il dire que nous souffrons, cette année encore, d'une abondance de biens. Huit questions sont portées à notre ordre du jour : les rapports très développés qui y sont consacrés témoignent à la fois des méthodes scientifiques qui animent nos travaux et de l'esprit d'actualité qui en dicte l'orientation.

Messieurs,

Il y a quelques mois m'est parvenue une brochure qui porte le titre suivant : « Carnegie Endowment for International Peace. Division of International Law. Annual Report ». Ce rapport annuel est signé : James Brown Scott, A la page 70 du rapport, j'ai relevé le passage suivant :

« Nous ne reculerons devant aucun effort pour assurer le succès de la première réunion de l'Institut aux Etats-Unis. Tandis que, plus nombreux chaque année, les Américains se rendent en Europe pour en étudier les divers problèmes et nouer avec nos amis de l'autre côté de l'Atlantique des relations meilleures, il semble que la réciprocité ne s'établisse pas exactement et que pour l'Europe, plus sédentaire, la traversée de l'Océan constitue encore une formidable barrière. Le Directeur de la Division de droit international a l'espoir que l'invitation adressée aux Membres de l'Institut de passer quelque temps en Amérique, d'en voir quelques beautés, de visiter ses Universités et de saluer ses souvenirs historiques contribuera à favoriser un rapprochement entre l'Ancien

et le Nouveau Monde plein de promesses pour la bonne compréhension mutuelle et pour le maintien de la paix. »

Telle est la très haute pensée qui a dicté à M. Murray Butler, Président de la Dotation Carnegie, la magnifique invitation qu'il a adressée à notre Compagnie. Ce n'est pas aux Membres de l'Institut qu'il faut rappeler l'impulsion que la Dotation Carnegie ne cesse d'imprimer au développement du droit international, ni tout ce que nous devons à son généreux appui, ainsi qu'à l'enthousiasme et au dévouement inlassable de celui qui la représente parmi nous, M. James Brown Scott.

Aux sentiments de gratitude qui, chaque année, trouvent leur expression dans nos sessions viennent se joindre aujourd'hui des sentiments d'une nature plus personnelle et plus intime : ceux que fait naître l'accueil si franchement cordial que la Dotation assure à l'Institut sur le sol américain, sentiments de profonde sympathie et de confiante amitié qui iront se développant au cours des semaines qui vont suivre et que chacun de nous rapportera, pour les conserver à jamais, à son retour dans le Vieux Monde, au delà de la grande barrière, désormais franchie, de l'Atlantique.

En dehors et au-dessus des questions de pure technique juridique qui forment l'objet habituel de nos délibérations, plane le haut idéal exprimé dans notre devise : *Justitia et Pace*. La paix par le droit. A cet idéal, qui fut celui de nos illustres fondateurs, toutes les traditions des Etats-Unis font écho, car nulle part plus que dans ce grand pays on n'a poursuivi de façon à la fois plus continue et plus consciente le règne de la paix par des moyens de droit, par l'administration régulière de la Justice, « due process of law ».

C'est dire que nulle part nous ne trouverons un esprit plus proche du nôtre, non plus qu'une atmosphère plus profondément sympathique à nos travaux.

Discours du Baron Rolin-Jaequemyns.

Messieurs et chers Collègues,

Notre Président, M. J. B. Scott, m'a très amicalement confié la mission de vous donner lecture de la lettre qu'il a reçue de notre vénéré Président d'Honneur, le Baron Albéric Rolin, qui lui exprime tous ses regrets de ne pouvoir prendre part à notre session de New-York.

J'ai été voir ce parent très proche au moment même de mon départ de Belgique et j'ai reçu ainsi toute l'expression de ses regrets au sujet d'une abstention que lui dictait impérieusement une sage prudence, bien que sa santé se ressentait vraiment aussi peu que possible de son âge avancé.

Voici donc, Messieurs, le texte de la lettre du Baron Albéric Rolin :

Monsieur le Président,

J'ai le regret poignant de devoir vous confirmer que mon grand âge et l'état de ma santé ne me permettront pas d'être présent à la réunion de notre Institut à New-York. Ayant assisté et collaboré dans une modeste mesure à la fondation de notre Association scientifique, à Gand, en 1873, ayant assisté et pris une part active à presque toutes ses sessions, pendant cinquante-six ans, comme secrétaire, puis secrétaire-général, vice-président

et président effectif, je me réjouissais, et c'était le rêve de ma vie, à la pensée que l'Institut pourrait siéger un jour dans les Etats-Unis d'Amérique qui si souvent ont donné au monde l'exemple de certaines grandes réformes dans la théorie et la pratique du droit international, où cette noble science est cultivée et honorée par tant de savants illustres et par des sociétés dont l'activité est inlassable dans ce vaste domaine. Je me réjouissais plus encore à la pensée que notre première réunion américaine aurait lieu dans cette ville mondiale à laquelle appartenait l'un des plus illustres de nos fondateurs, David Dudley Field, le législateur de New-York, dont j'ai eu l'honneur de traduire le grand ouvrage et qui, malgré sa vieillesse, a bien voulu traverser l'océan nombre de fois pour prendre une part active à nos sessions et à nos travaux. Qu'il me soit permis de saluer respectueusement la mémoire de ce grand Américain.

Depuis cette époque, l'Institut n'a cessé de s'occuper avec ardeur de la tâche qu'il s'était imposée. Il l'a fait avec autant de prudence que de calme fermeté. Comme le lui écrivait, lors de notre session de Venise, un autre Président d'honneur de notre Compagnie, bien plus digne de ce titre que je ne l'ai jamais été, un homme pour qui j'avais autant d'affection profonde que de respect, le principal fondateur de notre Compagnie, M. Rolin-Jaequemyns, dont le fils figure parmi nos membres, l'Institut ne s'est jamais laissé entraîner dans la mêlée de la politique. Son mérite et sa gloire ont été de rester dans les régions sereines du droit. Une voix qui domine les siècles, écrivait M. Rolin-Jaequemyns, a dit, il y a près de mil neuf cents ans : Cherchez le royaume de Dieu et sa justice, et le reste vous sera donné

par surcroît. *L'Institut n'a fait qu'obéir à cette parole, ajoutait M. Rolin-Jaequemyns, et nous le répéterons avec lui en cherchant avec une humble confiance à réaliser le règne de la justice dans les relations internationales.*

Notre vieil Institut a failli sombrer cependant à une époque néfaste, à la suite de l'horrible guerre qui a ébranlé le monde civilisé jusque dans ses fondements et qui, pendant toute sa durée, avait paralysé notre activité. Mais il n'a pas voulu mourir. Certaines initiatives hardies l'ont galvanisé et au bout de peu de temps se sont ressoudés les anneaux de la chaîne qui unit indissolublement, malgré les différences profondes qui peuvent exister sur l'appréciation des faits et que le temps aplanira, tous ceux qui, dans le monde savant, travaillent au progrès de cette science humanitaire par excellence qu'est le droit international. Les efforts de ces audacieux se seraient cependant brisés contre des impossibilités financières et nos dernières réunions, surtout à Rome, à La Haye, à Lausanne, à Stockholm, etc., n'eussent jamais eu lieu sans la généreuse intervention de la Fondation Carnegie inspirée par vous. Quant à votre réunion sur le sol de la libre Amérique, que l'on n'avait jamais envisagée que comme une possibilité lointaine et que l'on souhaitait cependant depuis si longtemps, les plus audacieux de nos confrères n'espéraient guère qu'elle deviendrait jamais une réalité.

Elle l'est cependant, grâce à l'inépuisable générosité de la Fondation Carnegie, et je ne puis assez remercier ce puissant et si bienfaisant organisme, spécialement son Président, le Dr Nicholas Murray Butler, ainsi que son Conseil de nous avoir adressé, sur la proposition de notre Président, M. James Brown Scott, une invitation prin-

cière, pour ne pas dire royale, à tenir à New-York notre présente session. Ce qu'elle a fait pour la faciliter dépasse tout ce que nous aurions jamais pu espérer.

C'est la mort dans l'âme que j'ai dû renoncer à prendre part à cette session mémorable entre toutes. J'aurais été si heureux de rendre hommage personnellement au grand Américain qui préside actuellement aux destinées de votre noble pays et qui, avant même que celui-ci eût jugé nécessaire de faire intervenir ses vaillantes armées pour hâter l'heure bénie de la paix, a été l'organisateur principal de l'alimentation de nos pauvres populations affamées et ruinées par une trop longue occupation. « *Homo sum et nil humani a me alienum puto.* » Rien d'humain ne pouvait être étranger à ce grand homme de bien. Il a été humain dans la plus haute acception du mot.

Mais, si je ne puis me rendre à New-York grâce à la tyrannie de mon médecin et de mon entourage, grâce aussi à ce que l'on appelle parfois le bénéfice de l'âge (pauvre bénéfice!) j'aurai du moins la joie de savoir que beaucoup de nos confrères auront vu s'accomplir un beau rêve qui nous hantait depuis longtemps et qui est devenu enfin une rayonnante réalité.

Croyez-moi, cher et honoré Président, votre ami fidèle et dévoué.

Albério Rolin.

Mes chers Collègues,

Je me suis demandé s'il me serait permis d'ajouter ici quelques mots après la lecture de cette lettre si émouvante et d'une aussi grande hauteur de pensée. En plein accord avec notre Président, je m'y suis décidé parce que j'ai quelque chose à vous dire aussi, qui me paraît trouver plus spécialement sa place, dans une session de notre Institut tenue sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, plutôt que dans toute autre partie du monde.

Mais ce que j'ai tout d'abord à vous dire, Messieurs et chers collègues, c'est que moi aussi j'ai assisté à la fondation de notre Institut en 1873 à Gand, où habitait mon père, et cela bien que je ne fusse alors qu'un petit garçon.

Mais mon père voulait que je fusse présent à cet événement et que je m'en souvienne exactement. Il ne m'a pas souffleté à cet effet, comme cela se faisait chez les Romains, quand on voulait s'assurer du témoignage d'un enfant; mais il m'a fait comprendre, par la puissance de sa volonté, et j'ai compris, que je devais voir et ne pas oublier.

Et j'ai vu, en effet, et je me souviens. J'ai vu ces quelques savants réunis sur l'appel de mon père; je me souviens de l'application qu'ils apportaient à leur tâche, du sérieux que chacun d'eux mettait à écouter les dix autres, car ils n'étaient que onze en tout, mais ils s'appelaient, outre mon père: MANCINI, de Rome, président; ASSER, d'Amsterdam; BESOBRASOFF, de Saint-Petersbourg; BLUNTSCHLI, de Heidelberg; CARLOS CALVO, de Buenos-Ayres; DAVID DUDLEY FIELD, de New-York;

EMILE DE LAVELLÉE, de Liège; JAMES LORIMER, d'Edimbourg; MOYNIER, de Genève, et PIERANTONI, de Naples.

Je me souviens tout spécialement du Président Mancini, de qui le regard et la voix m'impressionnaient, et aussi de l'illustre Bluntschli, qui me semblait particulièrement doux et conciliant, et puis de Dudley Field, venu tout exprès, me disait-on, de la lointaine Amérique et qui semblait savoir si nettement ce qu'il voulait.

Mais de qui je me souviens tout spécialement, c'est d'un autre Américain qui n'était pas présent, parce que la mort l'avait enlevé, quelques mois avant la fondation de l'Institut, à l'admiration et à l'amitié de mon père bien-aimé. Et ce que j'ai tenu tout spécialement à vous dire, ici, dans notre première réunion tenue en Amérique, c'est la part que Francis Lieber, le grand juriste du droit des gens, le rédacteur du premier Règlement des lois de la guerre, a prise en esprit à la fondation de notre Institut, bien que, en 1873, il ne fût plus de ce monde.

Lui et mon père ne se sont jamais vus matériellement, si j'ose ainsi m'exprimer. Mais ils étaient pourtant d'intimes amis, dont la pensée et le cœur se rencontraient par dessus l'Océan. Mon père comptait sur cet ami d'Amérique, plus que sur tout autre peut-être, pour prendre part avec lui à la fondation de notre Institut. Et j'étais auprès de mon père lorsque, quelques mois auparavant, il a brusquement été informé de la mort de cet ami très cher; j'ai vu les yeux de mon père mouillés de larmes et ce sont là des choses qu'un fils n'oublie pas. Et aujourd'hui, en venant pour la première fois sur cette terre d'Amérique, il m'est bien doux de rendre ici un pieux hommage à la mémoire de l'illustre Lieber,

qui joignait à la science juridique qu'il avait puisée en Allemagne, son pays d'origine, l'influence des Etats-Unis d'Amérique, sa patrie d'adoption.

En m'occupant à mon tour, au cours d'une vie déjà longue, du droit des gens, dans le domaine de la science, puis et aussi dans la pratique, j'ai toujours conservé le souvenir des larmes versées par mon père en hommage à la mémoire de Lieber et j'ai cru bien faire de rappeler ici son nom, au début de cette première session américaine de l'Institut de Droit International, dont il avait avant de mourir hautement approuvé et appuyé la fondation.

Discours de M. James Brown Scott,
Président de l'Institut.

La présente session de l'Institut de Droit International est la première qui se tienne dans le Nouveau Monde. Espérons qu'elle ne sera pas la dernière.

Depuis de longues années, les Américains assez heureux pour être membres de l'Institut — qu'ils soient de l'Amérique du Nord, ou de l'Amérique Centrale, ou de l'Amérique du Sud, ou même des îles de la Mer Caraïbe — désiraient profondément qu'un jour une session fût tenue dans le Nouveau Monde. Je ne peux guère me défendre de l'impression que Francis Lieber, qui proposa, le premier, la fondation d'un Institut de Droit International, pourrait s'être attendu, quoique je n'y trouve aucune allusion dans ses travaux, à la réunion, en Amérique, de ces juristes auxquels il aurait confié la mission d'énoncer des principes de droit international, destinés à prendre, avec le temps, la forme et les pro-

portions d'un code, et à l'ombre de cette noble Université où il fut professeur et dont le président nous fait aujourd'hui l'honneur de nous souhaiter la bienvenue.

Nous savons par l'expérience que les rêves se réalisent, et que par un bonheur incroyable, les espoirs que nous n'osons même pas formuler se matérialisent. C'est pourquoi je vous salue au nom de Francis Lieber.

Sans insister sur les espoirs que nous avons chéris, de vous avoir parmi nous, comme nôtres sur notre propre terre, et qui semblaient irréalisables à cause de difficultés matérielles trop ardues à surmonter; sans rappeler notre appréhension qu'au dernier moment des circonstances imprévues ne vinssent s'interposer entre l'espoir et sa réalisation, nous préférons penser à la joie du moment où les espoirs et les inquiétudes se dissipent en présence du fait accompli — la réunion, sur le territoire du Nouveau Monde, de l'Institut de Droit International.

Nous vous accueillons en qualité de membres de la vaste famille humaine, qui ont quitté les divers pays du vieux continent, et qui dans le silence profond des étoiles occidentales, ont entendu l'appel du sang. Nous autres Américains répondons à votre présence en vous souhaitant la bienvenue, non seulement comme à des amis, mais en toute sincérité comme à des frères.

Nous sommes dans un endroit qui est bien digne de notre attention. C'est le berceau de la littérature de la jeune République, et nous y trouvons de la poésie de la vie.

Il n'est personne en Amérique du Nord qui ne connaisse Rip Van Winkle et la légende de Sleepy Hollow. Ces deux histoires sont immortelles comme le pays, et

aussi limpides et fraîches que l'Hudson, dont nous pouvons nous imaginer entendre murmurer les eaux.

Voici l'intrigue de *Rip Van Winkle*. Il s'endormit pendant une vingtaine d'années, et, s'éveillant, se trouva comme un inconnu dans un monde où il ne connaissait plus personne. L'intrigue est de tout temps ; l'endroit où elle se passe est dominé par l'Hudson, et la forme artistique est bien celle de notre Irving.

Le conte vivra dans la littérature mondiale, pour citer la phrase du génial auteur qui termine le récit, aussi longtemps que « tous les maris du voisinage qui se laissent mener par leurs femmes, désireront, lorsque la vie leur est à charge, pouvoir avaler une potion soporifique du flacon de *Rip Van Winkle* ».

Quant à la légende de *Sleepy Hollow*, en voici l'intrigue. Le personnage principal est un pédagogue de la Nouvelle Angleterre qui, nourri de récits de sorcières, amusait les vieilles femmes par des « contes merveilleux tout pleins de revenants, de fantômes, ou de ces sous-étranges si communs dans le Connecticut lors de l'établissement des colonies ».

Le pédagogue, qui s'était épris d'une riche Hollandaise (l'Etat de New-York, vous le savez, était une ancienne colonie des Pays-Bas), se laissa chasser de l'endroit — où nous nous trouvons en ce moment — par son rival, un rusé compère, déguisé en ombre d'un « cavalier sans tête, monté sur un cheval, un soldat hessois dont la tête avait été emportée par un boulet de canon dans quelque bataille pendant la guerre de l'Indépendance ». On dit que cette histoire est un petit *Don Quichotte*.

Washington Irving fut le premier littéraire qui ait

révélé l'Amérique comme pays de légendes et de contes pittoresques, et bien des critiques prétendent que Rip Van Winkle et la légende de Sleepy Hollow ont contribué plus que la ville de New-York, centre du commerce du Nouveau Monde, à la renommée de l'Hudson. Il nous a dotés d'un passé qui n'existait pas, et il nous assure un avenir qui commence à se faire voir.

Il y a aussi des souvenirs tragiques et bien tristes. Le général Benedict Arnold, commandant de West Point, tout près d'ici, sur l'autre rive de l'Hudson, était un officier des plus capables, mais, entraîné par son ressentiment contre les injustices dont il était victime, il ne possédait pas les qualités morales nécessaires pour supporter les malheurs momentanés, qui passent avec le temps et qu'on endure avec patience. Il avait conclu des arrangements avec le commandant André, de l'armée britannique, pour rendre la forteresse aux Anglais. André, d'ailleurs un garçon charmant, se mit en route pour New-York, occupé depuis longtemps par les forces anglaises; il fut fait prisonnier à Tarrytown, à quelques pas d'ici, et, le 2 octobre 1780, paya de sa vie la trahison préméditée par autrui.

Mais certains souvenirs redressent le bilan. Ce n'est pas loin d'ici que notre Washington, général en chef de l'armée américaine, rencontra le comte de Rochambeau, commandant en chef des forces expéditionnaires françaises — ce Rochambeau qui, se présentant à Washington, lui disait : « Entre vous, entre nous, à la vie, à la mort ! »

Washington voulait assiéger New-York par terre et par mer, pour faire capituler l'armée anglaise. Les Français, au contraire, voulaient donner le « coup de

Grasse » à l'armée de Cornwallis aux abois en Virginie. Ils espéraient bien empêcher sa retraite par la présence de la flotte de l'amiral français. Washington insista, au contraire, pour que le comte de Grasse se rendît à New-York. Mais l'arrivée d'une escadre britannique coupa court aux discussions, et Washington dut renoncer à New-York pour s'emparer de Yorktown; et par cette victoire de la belle alliance, l'indépendance des Etats-Unis cessa d'être un espoir pour devenir un fait accompli.

Et nous assistons, pour ainsi dire, en ce charmant endroit, aux débats entre les commandants des deux armées, qui ont décidé non seulement de l'indépendance des Etats-Unis, mais du destin d'un continent.



Un souvenir de jeunesse se présente à ce que j'appelle mon esprit, quand je pense à l'Institut de Droit International et à sa genèse.

Il y a à peu près un demi-siècle, je me trouvais, non pas comme Alphonse Daudet dans la bibliothèque des cigales, mais dans la Bibliothèque Commerciale de Philadelphie. J'étais, et je le suis encore, un amateur passionné de livres, mais — il faut l'avouer — j'avais le goût vulgaire de préférer les livres les plus récents, au lieu de me spécialiser dans les incunables.

Un jour, de mes propres yeux, sur les rayons où se trouvaient les nouveaux-nés, je remarquai un volume d'un sienr Perry, qui portait le titre *La vie et les lettres de Francis Lieber*.

Le portrait de Lieber me rappela le petit Corse qui a fait oublier Charlemagne, et le récit du petit Prussien

m'enchanta. A quinze ans, lui aussi fit la campagne des Cent Jours, reçut une légère blessure à Ligny sans être empêché de prendre part à la bataille de Waterloo, et enfin fut grièvement blessé à Namur.

Francis Lieber vint en Amérique. Ses trois fils combattirent pendant notre guerre civile, et, un jour, après une bataille à laquelle les trois frères avaient participé, le père et les deux fils partisans du Nord trouvèrent l'aîné, partisan du Sud, mort sur le champ de bataille. Plus tard seulement, j'appris que l'héroïque Lieber occupait le premier rang parmi les publicistes chez nos compatriotes. Sur la demande du Gouvernement des États-Unis, il donna la forme d'un code aux lois de la guerre, et ce faisant démontra la possibilité de faire codifier le droit des gens.

Aujourd'hui, je le salue comme ayant suggéré le premier, la création de notre Compagnie.

A ce double point de vue, je ferai, avec votre permission, quelques observations sur la carrière de Lieber, en ce qui concerne la codification graduelle et progressive du droit international, et l'établissement de l'Institut de Droit International.

Chose curieuse, Lieber, qui s'enthousiasmait pour la codification du droit des gens et pour la fondation de l'Institut de Droit International, se fit naturaliser à l'étranger; et Bluntschli, qui s'enthousiasmait également pour l'un et l'autre fut aussi naturalisé à l'étranger.

Il faut avoir — n'est-ce pas ? — l'esprit international pour prêcher l'évangile de l'internationalisme!

Le premier discours que j'ai eu l'honneur de prononcer en qualité de président de l'Institut de Droit Internatio-

nal à sa deuxième session dans la ville de Lausanne, était ce qu'on pourrait appeler un discours de combat, dans lequel je me hasardais à prendre les armes pour l'universalité du droit international, qui est et doit être aussi universel que la justice, laquelle, soit qu'il s'agisse de questions internes, soit qu'il s'agisse de questions internationales, est, pour employer une expression française familière à la plupart d'entre nous, « une et indivisible ».

Pour l'occasion présente — la seconde fois que j'ai l'honneur de présider l'Institut de Droit International et sa première session dans le Nouveau Monde — je prononcerai un deuxième discours de combat, prenant les armes, si j'ose me servir encore de cette expression, en faveur de la codification du droit international, objet que se propose l'Institut, et de la méthode pour l'atteindre — la codification graduelle et progressive, comme il est dit dans les statuts rédigés à la session d'organisation tenue à Gand, en 1873, et reproduite en détail dans l'exposé donné au public pour annoncer cette organisation.

Depuis que l'Institut existe, il a été fidèle en fait et en méthode à la codification graduelle et progressive du droit international, et, à moins qu'il ne renie ses grandes traditions, il continuera la codification graduelle et progressive du droit international, pendant ses diverses sessions, au moyen de résolutions traitant de matières partielles de ce droit, jusqu'à ce qu'il existe un code adéquat de droit international, celui-ci rédigé par des publicistes de compétence reconnue dans le double domaine du droit international public et privé, et par les membres de l'Institut préalablement choisis dans les différents pays du monde entier.

Je me réjouis donc que la codification graduelle et progressive du droit des gens soit mise à l'ordre du jour de la session de New-York par le bureau de notre Compagnie, auquel j'ai l'honneur d'appartenir pour le moment.

Au cours de la session de Lausanne, des questions générales concernant la manière de procéder de l'Institut et son attitude envers le droit international existant furent considérées et tranchées. Lorsque le rapporteur eut expliqué le projet sur la responsabilité des Etats, M. Politis eut l'heureuse idée de demander si « l'Institut était appelé à rédiger un projet de convention internationale, ou une série de résolutions doctrinales ». M. de Lapradelle exprima l'opinion que « quelle que fût la méthode adoptée par l'Institut — déclarations de principes, vœux ou projets de conventions — il ne pourrait donner au résultat de ses travaux que la forme de résolutions ». Le projet de convention soumis à l'Institut ne signifiait rien de plus, à son avis. « Tel est, en vérité, le rôle de l'Institut, qui devrait, sans se désintéresser de la pratique, précéder les Etats dans la voie de la réalisation, sans attendre de cas authentiques. Mais rien n'empêche que des résolutions soient présentées sous la forme d'un projet de convention, considéré comme un projet idéal susceptible de s'adapter aux nécessités pratiques de l'avenir. Ce que cette discussion devrait préciser est la signification exacte des résolutions prises par l'Institut. Ces résolutions visent-elles le droit tel qu'il existe, ou bien — étant donnée la possibilité de cas présents — visent-elles des lois qui devraient exister ? » Aucune meilleure réponse ne peut être donnée que celle de M. von Bar, lorsqu'il dit, à la session de Christiania :

« A côté de la *lex lata* l'Institut devrait bâtir la *lex ferenda* ». Ces vues représentaient sans aucun doute l'ensemble de l'opinion des membres et associés présents, et elles s'accordent strictement avec les procédés suivis par l'Institut depuis le jour de sa fondation.

Tout recours aux armes entraîne fatalement avec lui le désir qu'il puisse être évité, et plus la guerre est terrible, plus ce désir est grand. Depuis dix ans, une génération se débat dans l'ombre et la brume, cherchant à extirper d'elle-même les rancunes d'après-guerre, condamnant le passé un peu au hasard, et plaidant pour des innovations nouvelles par la forme, mais qui n'en représentent pas moins les aspirations de ceux qui, de tout temps écrasés et meurtris par la force, cherchent à la remplacer par la justice.

« Toutes ces idées — c'est Francis Lieber qui parle — qui sont maintenant de grands et vastes bienfaits pour notre race, s'étant érigées en constitutions ou ensembles de lois, appartenaient jadis à l'Utopie » (1).

Je suis un citoyen du pays d'Utopie, *de jure sanguinis et de jure soli*, et, dans le cours de ma vie, j'ai vu tant de choses s'accomplir que je suis porté à croire que la seule limite aux possibilités est la limite de la bonne volonté des nations et de l'imagination créatrice de leurs nationaux.

L'Institut de Droit International, fondé seulement deux ans après la guerre franco-allemande, était en lui-même une expression concrète de ce désir : et le manifeste

(1) Lettre du 27 décembre 1861, à Charles Sumner. *The Life and Letters of Francis Lieber*, par Thomas Sergeant Perry, (1882), p. 325.

rédigé par la main habile du publiciste belge, Emile de Laveleye, et signé à Gand par les fondateurs, montre combien l'Institut est, de nos jours, des ténèbres à la lumière, revenu aux traditions des fondateurs. « Les récents conflits — dit le manifeste — ont révélé une déplorable incertitude du droit dans les questions les plus graves, et souvent aussi une complète ignorance du droit chez ceux qui étaient chargés de l'appliquer... » « Tout le monde le proclame : les rapports des peuples doivent être soumis, non moins que ceux des individus, à la justice... » « Cette incertitude du droit international est une menace constante pour la paix ».

Considérant qu'il est dangereux que le droit international soit développé par des diplomates, agissant d'après les instructions de leurs gouvernements, et possédant en conséquence trop d'autorité, et que les particuliers traitant le droit international, agissant isolément, possèdent trop peu d'autorité, le manifeste proposait une action collective et scientifique, dans les paragraphes suivants :

« Notre but principal est d'arriver, par la libre action d'un groupe limité de juristes éminents, à constater, d'une manière aussi certaine que possible, l'opinion juridique du monde civilisé, et à donner à cette opinion une expression assez claire, assez exacte, pour qu'elle puisse être acceptée par les différents Etats comme règle de leurs relations extérieures... »

« D'une part, les diplomates, quelles que soient leurs lumières et leur expérience, n'arrivent pas facilement à discerner et à formuler les règles absolues du droit, parce qu'ils ne peuvent oublier ni les instructions des souverains qu'ils représentent, ni l'intérêt particulier des nations qu'ils ont mission de défendre.

» D'autre part, les travaux individuels des juristes, quels que soient leur mérite et leur réputation, ne s'imposent pas aux Etats avec une autorité suffisante pour dominer les passions et triompher des préjugés.

» Mais, à côté de l'action de la diplomatie et de celle des savants isolés, il y a place pour une influence nouvelle : l'action scientifique collective. Constituer un corps permanent, sans aucun caractère officiel, composé d'hommes spéciaux appartenant autant que possible aux différents Etats, et s'efforçant de découvrir et de préciser les règles de la justice, voilà, nous a-t-il semblé, le moyen de faire contribuer la science collective au progrès du droit des gens, et c'est dans ce but que s'est fondé notre Institut. »

Dans l'esprit des fondateurs, « l'Institut préparerait ainsi, par un travail graduel, cette codification du code international qu'on réclame en ce moment avec tant d'insistance ».

Il n'est heureusement plus nécessaire de discuter en faveur de la codification ; il existe un courant d'opinion pour réclamer que les règles de droit international soient fixes, et qu'elles puissent être énoncées avec précision dans un code. La question capitale est de savoir si la codification doit être entreprise par les délégués des nations assemblés en conférence, ou par des sociétés sans caractère officiel organisées pour le progrès du droit international, ou par des particuliers, tels que des publicistes dont l'autorité en droit international aurait été reconnue. Ces trois procédés y contribuent de manières diverses. Les écrivains compétents énoncent sous une forme systématique les droits et les devoirs des nations, et leurs traités peuvent être considérés comme

des répertoires du droit international. Les compagnies savantes sans caractère officiel contribuent à la codification en formulant des résolutions, ou, mieux encore, des projets traitant de certains aspects du droit international, donnant à leurs résolutions ou projets la forme d'articles. Mais c'est seulement par l'adhésion des nations aux principes des écrivains et aux résolutions ou projets des sociétés privées que ceux-ci obtiennent force de loi.

Le sujet cessa d'être théorique pendant la guerre civile qui fit rage aux Etats-Unis de 1861 à 1865. Le président Lincoln et ses conseillers jugèrent nécessaire de faire préparer des « Instructions pour la conduite en campagne des armées des Etats-Unis ». Francis Lieber, professeur de sciences politiques à Columbia College, aujourd'hui Columbia University, dans la ville de New-York, fut chargé de rédiger ces instructions. Il leur donna la forme d'un code, et elles furent publiées par le Ministère de la Guerre, en avril 1863, sous le titre d'*Ordre Général N° 100*.

En écrivant, à la date du 20 février 1863, au général Halleck, alors commandant en chef des armées américaines, et dont les écrits faisaient autorité en matière de droit international, le professeur Lieber disait :

« Voici le projet du code que j'ai été chargé d'établir. Vous êtes un de ceux dont je souhaite le plus vivement les suggestions, car vous lirez le code en homme de loi aussi bien qu'en chef d'armée... Je me suis sincèrement efforcé de traiter ces graves questions consciencieusement et d'une manière largement accessible, et vous, qui connaissez bien la littérature de cette partie du droit international, vous savez qu'il n'existe rien de ce

genre dans aucune langue. Je n'avais aucun guide, aucune base, aucun manuel. Je puis vous assurer, en tant qu'ami, qu'aucun conseiller de Justinien n'a travaillé au Digeste avec un sentiment plus profond de l'importance de son œuvre que celui qui m'animait quand j'ai établi, pour la première fois, un pareil code, ou presque tout était flottant et incertain. L'usage, l'histoire, la raison et la conscience, un sincère amour de la vérité, de la justice et de la civilisation ont été mes guides; mais naturellement tout cela doit rester très imparfait... » (1).

Le projet fut soumis à une commission d'officiers, qui, de l'opinion de Lieber lui-même, y ajouta des parties importantes. Dans une lettre datée du 20 mai 1863, également au général Halleck, il écrivit :

« Tel qu'il est, je crois que l'ordre N° 100 fera honneur à notre pays. Il sera adopté comme base pour des ouvrages similaires par les Anglais, les Français et les Allemands. C'est un apport des Etats-Unis au capital de la civilisation générale... » (2).

Telle était aussi l'opinion du Dr Bluntschli, professeur de droit international à l'Université d'Heidelberg : « Les instructions... formaient la première codification des articles de guerre internationaux (*Kriegsvölkerrecht*). C'était un acte de haute importance dans l'histoire du droit international et de la civilisation » (3).

(1) *The Life and Letters of Francis Lieber*, par Thomas Sergeant Perry (1882), pp. 330-331.

(2) *Id.*, pp. 333-334.

(3) *Lieber's Service to Political Science and International Law*, par le Dr J.-C. Bluntschli. Introduction au vol. II, *The Miscellaneous Writings of Francis Lieber* (1881), p. 12.

Lieber se rendait peut-être compte, quoique sans y prétendre, qu'il avait prouvé, dans le champ le plus difficile, la possibilité de codifier le droit des gens, mais il est douteux que même lui, avec sa ferme conscience, ait compris à quel point son projet était un véritable chef-d'œuvre. Il était naturel qu'il considérât les temps à venir où les lois de la paix, aussi bien que celles de la guerre, seraient énoncées sous forme de code. Son ami, le professeur Bluntschli, le vit plus clairement que l'auteur. Il traduisit les « Instructions » en allemand, et son *Droit International Moderne* sous forme de Code (1), fut dédié en toute justice à Lieber, le travail étant, disait Bluntschli lui-même, dû aux fameuses « Instructions » de Lieber, à l'Ordre Général N° 100 (2).

Bluntschli n'eut pas longtemps le champ libre devant lui. Avant que son code eut été publié, David Dudley Field, dont le nom est inséparablement lié à la codification du droit interne aux Etats-Unis, avait préparé, à l'assemblée de l'Association Britannique pour l'avancement des sciences politiques, tenue à Manchester en septembre 1866, la nomination d'un comité « pour préparer et soumettre à l'Association l'ébauche d'un code inter-

(1) *Das Moderne Völkerrecht der Civilisirten Staten als Rechtsbuch Dargestellt* (1878).

(2) Ces instructions préparées, dit-il, par Lieber me poussèrent à rédiger, d'après son modèle, d'abord, les lois de la guerre, puis, en général, le droit des gens, sous forme d'un code, ou livre de lois, qui exprimerait l'état présent de la conscience légale des peuples civilisés. Lieber, dans sa correspondance avec moi, m'avait fortement poussé à faire cela, et il m'apporta un encouragement continuel ». (*Lieber's Service to Political Science and International Law*, par le Dr J.-C. Bluntschli; Introduction au volume II, *The Miscellaneous Writings of Francis Lieber* (1881), p. 13.

national, en vue de la formation d'un code complet, après revision et correction soigneuses, puis de sa présentation à l'attention des gouvernements, dans l'espoir de recevoir, avec le temps, leur sanction » (1).

La proposition fut bien accueillie; le comité fut nommé, Field en fut naturellement l'un des membres, et, selon la coutume des comités, le membre qui l'avait fait nommer fut le seul qui travailla. En 1872, Field fit paraître son *Esquisse de Code International*. Il était maintenant évident des deux côtés de l'Atlantique que le droit international pouvait être exposé sous forme de code. La question se posait de savoir quelle était la meilleure façon d'énoncer le droit international. Par un seul homme, ou par plusieurs ? Par des groupes de personnes agissant en vertu des instructions de leurs gouvernements respectifs, ou par des groupes de personnes, choisies sans « intervention des gouvernements, et agissant sans leurs instructions » ?

Lieber était alors le seul homme au monde qui eût une expérience pratique, non seulement dans la codification d'une branche du droit international, mais dans la manière de la faire approuver et publier par un gouvernement comme loi du pays; ses vues font donc autorité. Il désapprouva l'idée de Field, et il proposa le plan consistant à codifier graduellement le droit des gens. Dans une lettre datée du 7 mai 1869 à son ami le juge Thayer, de Philadelphie (2), il disait : « Je suis complè-

(1) David Dudley Field, *Outlines of an International Code*. Préface à la Première Edition (Deuxième Edition, 1876).

(2) *The Life and Letters of Francis Lieber*, par Thomas Sergeant Perry (1882), p. 391.

tement opposé à l'idée de Field de faire rédiger un code du droit des gens, et de pousser les gouvernements à l'adopter. Ils ne le feraient pas ni ne devraient le faire ». Et voici pourquoi, d'après le critique de Field : « La force, l'autorité et la grandeur du droit des gens résident et demeurent dans le fait que la raison, la justice, l'équité font entendre leurs voix par l'organe d'hommes « plus grands que celui qui s'empare d'une ville » — d'hommes isolés, comme Grotius, que les nations, même les Congrès de Vienne, ne peuvent s'empêcher d'écouter, de reconnaître et d'invoquer » (1).

Trois ans plus tard, il écrivit une lettre datée du 10 avril 1872 (2) au général Dufour, militaire distingué, et président de la Conférence de Genève en 1864, qui a à son actif la Convention pour les Soins aux Blessés en temps de Guerre. Dans cette lettre, Lieber mit en plein relief ce qu'il appelait, dans la lettre précédente, « une idée qui lui était chère », disant que « l'une des choses les plus efficaces et les plus utiles que l'on puisse faire pour favoriser les rapports des nations dans la paix ou dans la guerre... serait la réunion des juristes les plus éminents en droit des gens... pour régler entre eux certaines grandes questions du droit des gens encore non réglées... J'entends « régler » comme Grotius a compris régler par la force du grand argument de la justice ».

Dans une partie précédente de la lettre au général Dufour, il y a un passage qui doit être reproduit, à la fin plutôt qu'au commencement de ce sujet : « Hugo Grotius — dit-il — a été cité au Congrès des puissances

(1) *Ibid.*, p. 391.

(2) *Ibid.*, p. 422.

européennes à Vienne, mais il était cité ainsi, au-dessus des monarques, ministres et nations, parce qu'il n'était pas un homme officiel, parce qu'il était hors de la lutte, et qu'il avait écrit son travail sur la Paix et la Guerre sous la dictée de la raison et de la justice, sans aucun rapport spécial avec les bases en question, considérant seulement la raison, la justice et l'équité ».

Et il exprimait l'opinion, justifiée, semble-t-il, par l'expérience que le monde a acquise depuis les jours de Grotius, que « soit un code, soit une proclamation émanant d'une telle assemblée, acquerrait bientôt une autorité de beaucoup plus grande que le livre du plus grand juriste isolé ». Et il terminait cette partie de sa lettre avec l'espoir « qu'une assemblée de ce genre » pourrait « être organisée en 1874 ». Or, Lieber était essentiellement un homme pratique. Il était, comme il le dit, « né pour l'action, et pour l'action dans les temps troublés » (1). Tout en étant un homme pratique, il était, par surcroît, un véritable prophète, ce qui est encore plus rare. Les juristes se réunirent, et se constituèrent en société permanente avant la date qu'il avait fixée. L'Institut de Droit International fut fondé à Gand, en 1873.

Les vues de Lieber résultaient, comme toujours chez les hommes pratiques, de ses pensées et de ses réflexions, dans lesquelles le sens pratique l'emportait sur l'idéal, sans l'altérer cependant. Ainsi, dans une lettre à son ami Bluntschli, écrite le 16 avril 1866 (2), il disait :

(1) « Lettres au Conseiller Privé Mittermaier, 16 mai 1864. *Life*, p. 275.

(2) Même ouvrage, p. 362.

« ...C'est depuis longtemps une idée qui m'est chère ; quatre ou cinq des juristes les plus distingués devraient tenir un congrès pour se prononcer sur plusieurs questions d'équité importantes, mais encore non réglées, et devraient peut-être rédiger un code ».

Il avait apporté beaucoup d'attention au sujet qui était devenu chez lui une idée fixe, et ses conceptions originales s'étaient modifiées au cours des années, de sorte qu'à la fin il était en faveur de l'initiative privée au lieu des assemblées officielles.

« D'abord je proposai d'avoir un congrès sous la direction du gouvernement, et je correspondis avec le sénateur Summer à ce sujet. Mais au bout de quelques temps je reconnus clairement qu'il serait beaucoup mieux d'avoir un congrès privé dont le travail serait considéré comme faisant autorité à cause de son excellence, de sa véracité, de sa justice, et de sa supériorité sous tous les rapports ».

En 1871, deux ans avant la création de l'Institut, il avait écrit à M. Rolin-Jaequemyns, qui était destiné à fonder l'Institut selon les idées de Lieber, une lettre dans laquelle il rassemblait et énonçait, sous une forme logique et bien suivie, les idées qu'il avait mûries à ce sujet (1). « C'est depuis longtemps une de mes idées favorites », écrivait-il, répétant l'expression qui nous est familière, « que quelques-uns des juristes internationaux les plus fameux devraient tenir un congrès, non officiel, mais hardiment public et international, ...une sorte de concile œcuménique sans pape et sans infailibilité... Mon congrès et ses travaux ne seraient rien de plus

(1) *Revue de Droit International et de Législation Comparée*, T. V, 1873, p. 480.

qu'un des développements naturels de nos progrès réunis sur la large route de notre culture ciscaucasienne ».

Lieber sentait que son idée pourrait être tournée en ridicule dans certains milieux, mais cependant il s'y tint avec fermeté. Il admettait que son projet serait « risible s'il était question de faire envoyer les juristes par les gouvernements » ; mais il avait la ferme conviction qu'il ne serait vraiment « pas plus ridicule que plusieurs juristes traitassent ensemble certains sujets » que cela ne le serait pour « un écrivain isolé ». Lieber n'était pas sans se rendre compte de la valeur de l'idée qui avait tourné, chez lui, à la marotte, si l'on peut dire qu'un homme pratique ait une marotte. « Je vous laisse le soin de mentionner cela — écrivait-il à M. Rolin-Jaequemyns — soit maintenant, soit lorsque je ne serai plus, dans une note ou dans un texte ; mais, quel que soit le temps et quelle que soit la manière, je vous prie de donner cette idée comme étant une de mes plus chères, conservée pendant de nombreuses années. Je ne peux m'empêcher de penser que non seulement vous serez tout de suite d'accord avec moi, mais que cela vous réjouira ».

Quoique la codification ne fût qu'un seul des buts pour l'accomplissement desquels l'Institut était fondé, il semble, d'après une lettre de M. Emile de Laveleye, écrite comme une sorte de préambule à la constitution de l'Institut, et sur laquelle les fondateurs apposèrent leurs signatures, que cette pensée prédominait dans leurs esprits.

Ceci est particulièrement vrai de M. Rolin-Jaequemyns, qui, comme aurait dit Lieber, énonça hardiment les principes qu'il fallait codifier. Il le fit, mais la codification ne devait pas rester son seul dessein. Ce ne

devait être qu'une des manifestations de son activité. L'Institut fit serment de « donner son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du droit international » (1). « Notre but principal est de pouvoir, par la libre action d'un groupe limité de juristes éminents, énoncer d'une manière aussi précise que possible l'opinion juridique du monde civilisé et de donner à cette opinion une forme assez claire et assez exacte pour la faire accepter par les différents Etats comme ligne de conduite pour leurs relations extérieures. L'Institut préparerait ainsi graduellement cette codification du droit international qui est actuellement réclamée avec tant d'insistance, et que plusieurs de nos membres ont tentée dans des ouvrages très répandus et souvent invoqués comme faisant autorité » (2).

Lieber avait demandé à M. Rolin-Jaequemyns de mentionner sa priorité, « soit maintenant, soit lorsque je ne serai plus ». M. Rolin-Jaequemyns, loyal en ceci comme en toutes les relations de la vie, se conforma à ce désir dans un article intitulé : « De la nécessité d'organiser une Institution scientifique permanente pour favoriser l'étude et les progrès du droit international », qu'il fit paraître dans la *Revue de Droit International et de Législation comparée*, en 1873 (3), après la formation de l'Institut de Droit International, article dans lequel il reproduisait en anglais la lettre de Lieber, et l'accompagnait d'une traduction française, en note au bas de

(1) *Annuaire de l'Institut de Droit International*. Première année (1877), p. 19.

(2) *Annuaire de l'Institut de Droit International*. Première année, 1873-1875 (1877), p. 24.

(3) Tome V, p. 465.

la page. Il fut cependant donné à son ami Bluntschli de dire ce qui était alors, comme aujourd'hui, le dernier mot sur le sujet :

« Lieber a exercé une grande influence — je puis l'ajouter — sur la fondation de l'Institut de Droit International qui a commencé à fonctionner à Gand en 1873 et qui forme une association permanente des principaux juristes internationaux de toutes les nations civilisées en vue d'une heureuse collaboration, et cette association sert ainsi d'organe à la conscience juridique du monde civilisé. Lieber a été le premier à proposer et à encourager cette idée que les juristes professionnels de toutes les nations devraient se réunir ainsi pour échanger leurs vues et chercher à établir une règle commune. C'est de cette impulsion qu'est sortie la lettre circulaire de Rolin-Jaequemyns, rédigée à Gand et convoquant un certain nombre d'hommes éminents par leur savoir. Cette dernière proposition de fonder une académie permanente pour le droit international a rencontré une acceptation générale, mais elle était tout simplement le développement de l'idée originale de Lieber, qui se trouvait au fond de tout le projet » (1).

Bluntschli connaissait ce dont il parlait. Les idées de Lieber, dans les diverses phases de leur développement, lui étaient familières, et il voyait que, quel que fût le résultat final, il serait dû à l'initiative de Lieber. Bluntschli ne mentionne donc pas ce que d'autres relatent,

(1) *Lieber's Service to Political Science and International Law*, par le Dr J.-C. Bluntschli; Introduction au volume II, *The Miscellaneous Writings of Francis Lieber* (1881), p. 14.

—que ce fut lui-même qui ajouta le développement ayant transformé l'idée de Lieber en réalité.

« L'idée d'une conférence de juristes du droit international — écrivait-il à M. Rolin-Jaequemyns — m'a souvent aussi préoccupé, et je suis désireux de voir formuler les propositions que vous promettez. En attendant je me permets de vous communiquer la forme que l'idée a provisoirement prise en moi : le point capital me paraît être de créer *une institution permanente, durable, qui insensiblement puisse et doive devenir une autorité pour le monde* » (1).

Commentant ces suggestions, M. Rolin-Jaequemyns disait :

« M. Bluntschli nous exposait ensuite avec la netteté qui le caractérise le plan d'*Institut* ou d'*Académie de Droit International* qui a servi de point de départ à nos entretiens et à notre correspondance ultérieure » (2).

Il existe un fameux poème d'Emerson qui parle d'un architecte, lequel « bâtissait mieux qu'il ne savait bâtir » ; Lieber n'était pas un homme de ce genre-là. Il savait ce qu'il faisait, et il en prédisait les conséquences. L'Institut de Droit International, dès sa première session, avait eu une plus grande influence que n'importe quel auteur isolé, écrivant, de nos jours, sur le droit international dans le monde civilisé. Ses résolutions traitant des différents aspects du droit international et du conflit des lois, ont eu plus d'influence, depuis sa fondation, que n'en ont eu tous les écrivains ayant traité

(1) *Les Origines de l'Institut de Droit International, 1873-1923, Souvenirs d'un témoin*, par le baron Albérico Rolin, p. 11.

(2) *Ibid.*, p. 11.

du droit international ou du conflit des lois. Ses résolutions sur le droit international public ont permis aux deux Conférences de La Haye de rédiger et d'adopter des conventions se rapportant à un grand nombre de sujets d'actualité, qui, en raison de leur ratification par les nations représentées, sont devenues la loi et la pratique de tout pays civilisé. Les conférences de droit international privé de La Haye et d'ailleurs doivent également beaucoup aux résolutions de l'Institut traitant du conflit des lois. Inconsciemment, grâce à l'Institut de Droit International, la codification a vaincu les railleurs et les incrédules, et la prophétie, plutôt que le rêve de Lieber, a été pleinement réalisée. Dans les moments de doute et de difficulté et au milieu de l'hésitation qui en résulte, l'Institut de Droit International n'a besoin que de penser à Lieber, et il va de l'avant.

Dans une lettre du 15 décembre 1866, à Andrew D. White, Lieber avait écrit :

« Je m'imagine parfois — mais je ne fais qu'imaginer — quelle belle chose ce serait pour l'un de nos Mécènes de donner, par exemple, vingt-cinq mille dollars en or en vue de la réunion d'un congrès privé — c'est-à-dire non diplomatique bien qu'international — de huit ou dix juristes qui constitueraient une autorité internationale sur certaines questions importantes pour lesquelles nous n'avons maintenant que des autorités individuelles » (1).

Il était réservé à M. Andrew Carnegie, par sa Dotation pour la Paix Internationale, dont M. Andrew D. White fut un des premiers administrateurs, d'être le « Mécène »

(1) *Life and Letters*, p. 367.

donnant vingt mille dollars annuellement à chaque réunion de l'Institut de Droit International, au lieu d'une somme globale de vingt-cinq mille dollars, versée à une assemblée unique, ou tenue de temps à autre, des huit ou dix juristes auxquels Lieber pensait.

M. Carnegie, dont nous recevons en ce moment l'hospitalité, n'aurait été que trop heureux de vous souhaiter personnellement la bienvenue. Il a répondu déjà à l'appel auquel il faudra que chacun de nous obéisse un jour, mais, sachant la joie qu'il aurait éprouvée à vous accueillir ici comme ses hôtes, et sûr que son esprit est parmi nous, je vous souhaite, en son nom, la bienvenue.

Tout commence, tout passe, c'est la vie. Soyons heureux si, levant la séance d'aujourd'hui de l'Institut de Droit International, c'est pour nous réunir demain en séance de travail.

Il a paru convenable de reproduire à la suite des discours prononcés en séance solennelle d'ouverture, les discours prononcés à Briarcliff par les membres de l'Institut à l'occasion de la commémoration de la découverte du Nouveau Monde et aussi les discours prononcés à Washington lors de la réception de l'Institut par l'Union Pan-Américaine.

**Discours prononcés au dîner
organisé pour l'anniversaire de la découverte
de l'Amérique par Christophe Colomb.**

I. — *Discours de M. Prosper Fedozzi.
Briarcliff Lodge, Briarcliff Manor, New-York,
12 octobre 1929.*

Je demande, M. le Président, l'honneur de vous présenter ici le souvenir de Gênes, extrêmement sensible à l'hommage que vous rendez à Christophe Colomb qui, enfant de son siècle, fut surtout Génois par sa naissance, par son éducation et par la nature de son tempérament. Avec un orgueil maternel bien légitime, Gênes vous exprime ses sentiments de vive reconnaissance; je suis à la fois heureux et fier d'être son interprète autorisé.

Christophe Colomb a grandi à une époque où les attraites de la mer exerçaient un charme irrésistible. On était en pleine Renaissance. L'humanité, sortant rajeunie d'une magnifique révolution intellectuelle et spirituelle, en proie à une activité saine et féconde, était attirée vers les problèmes et les entreprises les plus grandioses. Pour l'Europe occidentale, d'une extrémité à l'autre, la période merveilleuse des découvertes avait commencé depuis longtemps, marquant de la façon la plus concrète et la plus éloquente l'élan de l'esprit humain vers le mystère de l'inconnu. Il était tout naturel que l'esprit du jeune Colomb fût ouvert et prêt à accueillir les germes répandus dans l'air; partant, il entrevit dans la mer le champ le plus conforme à la puissance extraordinaire de son activité.

Sa patrie lui fournit de précieux stimulants. La glorieuse petite République, de marchands et de navigateurs, qui avait répandu son nom et son langage dans tous les ports de la Méditerranée, et créé dans la mer du Levant des colonies florissantes, devait nécessairement inspirer à Colomb l'amour des grandes aventures maritimes ! Ce peuple ligurien, qui conquiert son siège sur la mer et sur la montagne et transforme les rochers en jardins fleuris, en chantiers d'où sortent les navires sillonnant toutes les mers connues, en magasins où passent les marchandises de tous les pays, ce peuple pouvait bien, par la force de suggestion de l'exemple, inspirer toutes les vertus qui ont fait la grandeur et la gloire de Colomb dans les siècles : une activité prodigieuse, une volonté d'acier pour dominer les forces de la nature et pour résister aux adversités, un profond sentiment religieux, une âme rêveuse qui lui faisait deviner la réalité quand la plupart ne voyaient que chimères.

Eh bien, Monsieur le Président, permettez-moi d'affirmer que non seulement le grand navigateur italien a créé à nouveau un autre monde, mais qu'il a aussi imprimé les marques de son génie sur les générations nouvelles de ce continent. Cette fusion merveilleuse entre l'esprit pratique et les tendances idéalistes, cet amour de la richesse en tant qu'elle est le signe visible d'un travail ardent et d'une force victorieuse, cette foi profonde, qui — selon les paroles si souvent prononcées par Colomb lui-même — remue les montagnes, cette imagination qui est la sève de toutes les grandes découvertes de la science humaine... toutes ces qualités, qui ont produit le miracle colombien, forment aujourd'hui la grandeur du peuple américain.

Tout le monde connaît les conséquences prodigieuses, à tout point de vue, qu'a eues la découverte de l'Amérique. Nous pouvons nous arrêter à rappeler que le type caractéristique de la civilisation nouvelle, qui a jailli dans ce continent, a enrichi d'une unité splendide la grande famille humaine.

Les tributs apportés par l'esprit américain dans toutes les directions de la pensée et de l'activité humaine ne pouvaient manquer de faire sentir leur influence même dans le développement du droit international. On peut bien ne pas partager complètement l'opinion relative à une formation juridique internationale propre au continent américain, mais il serait impossible de ne pas reconnaître que les peuples américains ont apporté dans les rapports internationaux de saines tendances de paix et de justice, qui auront une importance toujours grandissante au fur et à mesure que la codification du droit international fera les progrès espérés par nous tous.

Pour cela l'Institut de Droit International est tout à fait à l'honneur lorsqu'on célèbre l'anniversaire du jour, où cette terre apparut comme un prodige devant les yeux éblouis de Colomb. Notre Compagnie peut s'unir au chœur de voix reconnaissantes, s'élevant vers l'Eternel et suivant, à la distance de quatre cent trente-sept ans, l'exemple de l'équipage des trois caravelles qui, avec toute la profondeur de son sentiment chrétien, entonna, au signe de Colomb, le chant « Gloria in excelsis Deo ».

II. — *Discours prononcé*
par M. Joaquin Fernandez Prida.

Mesdames et Messieurs,

Notre illustre Président a bien voulu me confier la tâche flatteuse — lourde d'ailleurs pour moi — de prononcer quelques mots dans cette fête intime de l'Institut, à propos de la personnalité de Christophe Colomb en tant que celui-ci a été au service de l'Espagne.

Bien que la découverte du Nouveau Monde soit un des événements les plus remarquables de l'histoire et que ce fait mémorable ne soit pas si éloigné qu'on puisse le considérer comme enveloppé dans les nuages de l'inconnu, la légende s'en est emparé pour le dénaturer et le noircir; car sur ce sujet on peut dire qu'il a existé — en rappelant la phrase célèbre — une vaste conspiration contre la vérité.

Ainsi a fait son chemin l'idée que Christophe Colomb ne trouva guère dans la terre espagnole d'autre appui que celui qui lui fut prêté par la femme extraordinaire qui régnait alors en Castille.

C'est la même légende qui dit que l'opinion du peuple et les avis des savants espagnols étaient hostiles à Christophe Colomb, car on ne pouvait pas deviner l'existence des réalités possibles à travers les éblouissantes promesses de cet homme mystérieux qui, dans son dénuement offrait des trésors inépuisables; qui, humble et méprisé parfois, dictait des conditions aux Rois, et qui, méfiant et soupçonneux, déguisant la raison intime de ses projets, voulait, néanmoins, les imposer à ceux qui ne pouvaient pas le comprendre.

.. C'est ainsi que l'histoire de la découverte de l'Amérique a été faite; c'est-à-dire, en la montrant comme un fait presque incompréhensible, sans explication satisfaisante et n'ayant pas les caractères qu'exige la vérité scientifique.

Heureusement, nous sommes arrivés à rectifier totalement cet état de choses, ou plutôt de cet ordre d'idées. L'entreprise de la découverte de l'Amérique nous apparaît aujourd'hui en pleine lumière, et tous les détails de ce fait mémorable sont tellement éclaircis qu'on peut montrer, dans toutes ses nuances, la situation exacte de Christophe Colomb lorsque cet homme entreprenant offrit ses services à l'Espagne.

Le grand navigateur, en effet, se trouva naturellement poussé vers l'Espagne. Celle-ci était alors la plus forte des nations de l'Europe. En plein éclat de gloire et de pouvoir, elle venait de reconquérir son territoire par une lutte de huit siècles; elle renaissait rapidement sous le sceptre de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille; elle montrait sa vitalité débordante dans les sciences et les belles-lettres, dans la diplomatie, dans les armes; elle semblait, enfin, pleinement disposée à accueillir toute grande entreprise et toute idée généreuse.

Peu importe que Christophe Colomb ait ou non appartenu à la patrie espagnole; en tout cas, c'est vers notre pays qu'il dirigea ses pas, en y cherchant ce qu'il ne pouvait trouver ailleurs: des ressources, de l'enthousiasme, de la foi, de la confiance en ses propres destinées, en un mot, tout ce que possèdent les peuples forts et qui fait défaut aux peuples faibles.

Et Christophe Colomb trouva, effectivement, en Espagne tout ce qu'il cherchait; car si dans son odyssée on

le voit quelquefois incompris par les uns et abandonné par les autres, ceux qui lui prêtèrent leur appui furent certainement légion. Ainsi, nous voyons à côté de Colomb des hommes qui occupaient les plus hautes situations aux conseils des Rois, des femmes illustres qui faisaient sentir leur puissante influence à la Cour, des religieux chargés de diriger les consciences, des savants et universitaires éminents, enfin, des marins les plus experts et les plus habitués aux choses de la mer.

C'est une vérité aujourd'hui définitivement acquise par la science historique — et je me permets, Mesdames et Messieurs, de le remarquer ici — que l'Université de Salamanque, notre Université symbolique où le maître incomparable que fut Francisco de Vitorla avait sa chaire, jugea possible la réalisation du projet. Et c'est aussi une vérité également acquise que l'intervention de Fray Diego de Deza, celle de Fray Juan Pérez, gardien du couvent de la Rábida, et l'efficace coopération de Martin Alonso Pinzón et de son frère Vicente Yáñez, marins prestigieux qui furent les organisateurs de l'expédition mémorable, sont les raisons qui, avec la protection de la Reine, expliquent d'une façon satisfaisante le fait que Colomb est entré au service de l'Espagne et a continué dans cette voie jusqu'à la date glorieuse où la petite flotte sortie du port de Palos aperçut les côtes de l'Île de Guanahani.

Je m'arrête ici, avec la plus grande émotion, pour exprimer la sincère reconnaissance de ma patrie à l'Institut de Droit International, qui a bien voulu faire entendre la voix de l'Espagne dans ce moment solennel où nous commémorons la grande découverte. Et cette reconnaissance est plus profonde encore du fait que l'In-

stitué a entouré son acte du plus grand éclat, en venant en terre d'Amérique, comme pour entonner un hymne en l'honneur de l'homme et de l'événement providentiels qui ont donné à l'humanité un Nouveau Monde.

III. — *Discours prononcé par M. James Brown Scott,
en qualité de Président
de l'Institut de Droit International.*

*La découverte de l'Amérique
et son influence sur le droit international.*

Il est trois millésimes sur lesquels j'attirerai votre attention : 1492, 1532 et 1625. En vérité, ce sont bien plus que des millésimes : ce sont des dates qui, tout en paraissant séparées et distinctes, ont néanmoins de profonds rapports entre elles. C'est à cause de la première que la deuxième est mémorable ; la troisième s'impose à nous en raison des deux qui la précèdent. Ces trois dates donnent au droit des gens son point de départ. Pourquoi en est-il ainsi ?

En 1492, l'Amérique fut découverte ; en 1532 de nouvelles règles de droit furent proclamées pour faire face aux conditions nouvelles créées par la découverte du Nouveau Monde, et nous pouvons nous baser sur le droit espagnol accepté et érigé en système par Grotius en 1625, pour continuer sans interruption les traditions classiques des fondateurs, de façon que le droit des gens qui en résulte puisse reposer en somme sur les traditions de ce que nous avons coutume d'appeler le moderne droit des gens.

Parlons d'abord de 1492.

Les Maures s'étaient répandus comme un flot depuis la Méditerranée jusqu'aux Pyrénées et plus loin encore. Lentement, la marée de l'invasion se retira. Le 2 janvier 1492, à Grenade, Boabdil, le dernier roi maure, se rendit à Ferdinand et Isabelle. « Nous sommes — dit-il — à toi, puissant et célèbre roi. Voici les clefs de ton paradis; reçois cette ville, car telle est la volonté de Dieu ».

L'Espagne avait atteint son unité territoriale et spirituelle, et l'âge d'or était déjà en vue. La centralisation à l'intérieur devait être accompagnée par l'expansion au dehors. L'esprit d'aventure qui avait expulsé les Maures allait se tourner vers l'invasion d'un monde lointain et inconnu. Ces deux événements se produisirent en 1492.

Le domaine d'outre-mer devait être donné à l'Espagne par un étranger à son service. Celui qui accomplit un exploit extraordinaire doit être, pensons-nous, un grand homme. Nous ne nous contentons pas de le prendre pour ce qu'il est. Il faut qu'il soit de vieille race, quoiqu'il n'ait pas besoin d'être le chef d'une noble maison. En vérité, il nous intéresse davantage si ses ancêtres immédiats ont connu des jours meilleurs, de sorte que le jeune homme ait dû se tirer d'affaire et faire son chemin tout seul.

C'est pourquoi on dit que Christophe Colomb naquit à Gênes d'une famille noble, quoique son père fût tisserand. Le fils aurait ainsi de bonnes relations et on pourrait lui accorder l'avantage d'une éducation universitaire. Il semble pourtant qu'il ait suivi la profession paternelle. En tout cas, il n'était pas marin par vocation, et il semble pour la première fois s'être aven-

turé en haute mer environ trois ans avant qu'il ne fit route à l'ouest de Lisbonne. Il paraît à cette époque s'être intéressé aux récits concernant la mer, et s'être embarqué lui-même. Il n'y a rien d'étrange à cela, car les Portugais exploraient alors les côtes occidentales d'Afrique, et devaient bientôt doubler le Cap et se diriger vers les Indes par l'Est. La fortune voulut que le Gênois, quoique n'étant pas au service du Portugal, dût prendre la mer et trouver une route vers les Indes par l'Ouest.

Il s'intéressa à la navigation, aux récits des voyageurs, et il se mêla de questions scientifiques. Fréquentant les hommes de mer, il entendit parler de vaisseaux chassés vers l'Ouest par les tempêtes, et de terres que leurs équipages avaient vues. Il se convainquit qu'il y avait des îles dans l'Ouest, et qu'il pourrait les atteindre s'il avait seulement un protecteur. On raconte qu'il en ouvrit son cœur aux Portugais, lesquels, ayant secrètement fait voile vers l'Ouest, mais n'ayant rien trouvé, ne se soucièrent plus de la présence parmi eux de cet étranger sans le sou.

Après quoi il se tourna vers l'Espagne, où il passa plusieurs années à chercher le « protecteur » qui devait l'envoyer vers l'Ouest. Il fut présenté aux Souverains Catholiques, et il parla du voyage vers l'Ouest. Le roi et la reine s'adressèrent naturellement à un comité de gens qui possédaient leur confiance. Colomb parut devant ce comité, dont le rapport lui fut défavorable. Il devait s'y attendre s'il est vrai, comme on le dit, que, se souvenant de sa mésaventure en Portugal, il parla des îles avec précaution, ne donnant à leur sujet que peu ou point de renseignements, mais répétant que lui et lui seul pourrait les trouver.

C'était sans doute décourageant pour Colomb, mais n'implique ni ignorance ni mauvaise foi de la part du comité. Des biographes trop zélés ont accusé les souverains d'avoir renvoyé Colomb sous un prétexte ou sous un autre, mais ils ne lui devaient rien. En outre, ils étaient alors engagés dans une guerre pour expulser les Maures et affranchir l'Espagne de la domination étrangère. Une fois cette tâche accomplie, ils eurent le temps de penser à autre chose. Ils pensèrent à Colomb, qui d'une façon ou d'une autre avait trouvé des protecteurs possédant de l'influence à la Cour. Il arriva ainsi que, dans les quatre mois qui suivirent la chute de Grenade, Colomb avait pris ses arrangements avec Leurs Majestés, ou plutôt avec Isabelle, dont l'esprit était plus ouvert aux idées généreuses que celui de son royal époux, Ferdinand, roi d'Aragon. Moins de quatre mois après, Colomb était en route vers l'Ouest, avec trois petits vaisseaux et un équipage disparate, mais aussi avec un cœur ferme et une foi inébranlable dans le succès de son aventure.

D'abord vers le Sud, puis vers l'Ouest, plus loin vers l'Ouest, toujours vers l'Ouest. Le 12 octobre, l'intrépide commandant atteignit une des îles Bahames. Il en prit immédiatement possession au nom de l'Espagne, mais elle est maintenant anglaise. Apprenant par les indigènes qu'il existait une île plus grande dans le Sud, il s'y rendit. Le 28 octobre 1492, il débarqua à Cuba, la première des futures républiques américaines qui fut touchée par Colomb pendant le premier de ses voyages dans l'Ouest.

Quels en furent les résultats immédiats ? Les dernières conséquences nous ne les connaissons jamais. Un histo-

rien nous a raconté une partie du récit : « Le monde s'est agrandi ; le commerce et le mouvement des navires s'étendra à travers l'immensité d'un océan sans limites. Les mines du Nouveau Monde causeront une révolution dans la finance, la propriété, les manufactures, dans l'esprit commercial des nations, et les croisades contre les Mahométans seront remplacées par des croisades pour la conversion des idolâtres ».

Passons maintenant à 1532.

J'ai cité ces quelques lignes de Lafuente parce qu'elles résumant admirablement l'influence de la découverte du Nouveau Monde dans le domaine matériel, impliquant, mais ne disant pas, que les nouvelles conditions rendraient nécessaires une politique différente et d'autres lois pour régir la conduite des nations. Ceci signifierait un droit des gens moderne. Mais ce n'est pas tout. La citation finit par l'allusion que la Chrétienté, n'étant plus en conflit avec l'Islam, elle devrait étendre son influence non seulement par delà les confins de l'Espagne, mais jusqu'aux peuples païens d'outre-mer.

L'Eglise espagnole se montra à la hauteur de l'occasion qui lui était donnée de faire le bien ; ses serviteurs franchirent l'étendue des eaux, portant aux Indiens tout récemment découverts les doctrines et les pratiques de la religion chrétienne. Et ce devait être par la prédication de l'Evangile que le nouveau droit des gens vit le jour et prit une forme et une nature définies. Le Nouveau Testament commandait aux chrétiens « d'aller et d'instruire toutes les nations, les baptisant au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit ».

L'injonction semblait assez claire en tant qu'elle concernait les gens d'âge mûr. Ils pourraient comprendre

ce qu'ils faisaient et les devoirs qu'ils assumaient. Mais les enfants ? Devaient-ils être baptisés et amenés dans le sein de l'Eglise contre la volonté de leurs parents, et sans enseignement approprié des doctrines de l'Eglise ?

La question n'était nouvelle que dans son application aux Américains — « les sauvages du Nouveau Monde, communément appelés Indiens, qui tombèrent il y a environ quarante ans sous la domination espagnole ». Ces mots étaient prononcés en 1532, notre seconde date, et ils l'étaient par Francisco de Vitoria, premier professeur de théologie sacrée à l'Université de Salamanque. On peut les trouver dans la première de ses *Relectiones* traitant du Nouveau Monde ; la première s'occupait des raisons qui justifient la prise de possession par l'Espagne des territoires américains ; la seconde traitait des lois de la guerre au cas où elle éclaterait avec les Américains.

La première *Relectio* examine les conditions précédant la guerre, et, si courte qu'elle soit, c'est un exposé magistral de l'état de paix ; la seconde *Relectio*, qui traite de la conduite de la guerre, est plus courte, mais non moins magistrale ; les deux ensemble forment le premier traité acceptable des droits et devoirs des nations en paix aussi bien qu'en guerre, et elles restent toujours le plus grand chef-d'œuvre de la littérature du droit international.

Voici la table des matières de la première Lecture :

1. Quels droits les Espagnols avaient-ils sur les sauvages ?
2. Quel est, sur les sauvages, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel des souverains espagnols ?
3. Quel est, sur les sauvages, le pouvoir des souve-

rains et de l'Eglise en matières spirituelles et religieuses ?

La table des matières de la seconde lecture se présente comme suit :

1. Les Chrétiens peuvent-ils faire la guerre ?
2. Quelle autorité peut avoir le droit de déclarer et de faire la guerre ?
3. Quels sont et peuvent être les motifs d'une guerre juste ?
4. Qu'est-il permis de faire dans une guerre juste ?

Je voudrais dire quelques mots de Francisco de Vitoria et de ses deux *Relecciones*.

Francisco, si je peux le nommer par son prénom sans familiarité déplacée, naquit vers 1480, à Vitoria, dans la province d'Avila, qui faisait alors partie du royaume de Navarre, et c'est par le nom de sa ville natale qu'il est connu. Il mourut à Salamanque en 1546. On dit qu'il fut l'Espagnol le plus fameux de son temps. Suivant l'exemple de son frère, il entra de bonne heure dans l'Ordre des Dominicains. Il étudia la philosophie et la théologie dans son propre pays, puis continua à l'Université de Paris, où il fut envoyé par ses supérieurs, car il promettait beaucoup. Il profita grandement de son séjour à l'Université et, à son retour en Espagne après plusieurs années d'absence, il devint régent du collège de San Grégoire de Valladolid, et bientôt après, en 1526, premier Professeur de théologie à Salamanque, où il vécut, enseigna et mourut vingt ans après. Cet ami d'Erasme, ce conseiller de rois de son pays et de l'étranger, savant de la plus grande réputation dans son Eglise, créateur de l'école espagnole de théologie, gloire de la plus grande université espagnole,

ce Socrate espagnol, comme on l'appelait familièrement, ne publia rien, il vécut dans la vie et dans les écrits de ses disciples.

Dans sa classe, il suivait la méthode française de dicter à ses élèves qui transcrivaient ses conférences. Alors il les corrigeait et les leur rendait. En raison du temps que lui prenait sa tâche, il ne publia rien lui-même, mais, à l'aide des nombreuses copies de ces étudiants, douze *Relectiones* environ furent réunies et imprimées en France, à Lyon, en 1557, puis, sous une forme révisée, à Salamanque, environ huit ans après. Voici les titres des quatre premières qui traitent de droit public, et qui sont une ferme assise pour sa grande réputation : 1. De potestate Ecclesiae ; 2. De potestate civili ; 3. De potestate Papae et Concilii ; 4. De Indis et de Jure Belli. Mais je ne puis parler en cette occasion que de la double lecture sur les Indiens et la guerre.

*
**

Autant que nous le sachions, Francisco de Vitoria fut le premier qui enseigna le droit des gens dans un établissement d'instruction reconnu. Il avait l'habitude de traiter dans ses classes des questions d'actualité. Il admettait que les questions légales devaient être traitées selon les principes du droit ; mais il n'admettait pas que la loi pût être convenablement interprétée par le juriste sans que celui-ci appelât à son aide le moraliste. Dans sa conception, l'un n'était pas complet sans l'autre ; le légiste devait être quelque peu moraliste, et le moraliste devait beaucoup ressembler à un légiste.

Francisco de Vitoria était le plus parfait exemple des

rapports étroits de ces deux sciences, différentes sinon distinctes. Sa méthode était celle de l'école scolastique, en ceci, qu'il énonçait un principe, mettait en ordre les arguments en sa faveur, avançait les arguments contraires, pour en tirer ses propres conclusions. C'était, et est, et sera toujours une méthode solide, assurée et sensée. Elle sera intéressante si le sujet est intéressant, et ennuyeuse si le sujet est ennuyeux.

On parlait et on écrivait philosophie longtemps avant Francisco de Vitoria. On n'avait rien de nouveau à dire ; on avait tout dit et redit, et la meilleure méthode ne pouvait pas donner d'intérêt aux bagatelles sans fin et aux répétitions inutiles. Il serait difficile, par exemple, d'intéresser un laïque à cette question : « Combien d'anges peuvent se tenir debout sur la pointe d'une aiguille ? ». Francisco de Vitoria touchait les brillantes questions d'actualité. Il prenait des exemples là où il en trouvait—dans le passé, dans le présent, dans l'Eglise et hors de l'Eglise, dans le vieux monde et dans le nouveau. En vérité, ses allusions aux événements contemporains sont relativement plus nombreuses que celles de Gentilis, un de ses successeurs, à qui on accorde le crédit de s'être spécialisé en exemples modernes. Vitoria était un scolastique, écrivant sur les plus grands événements internationaux de son époque ; il les examinait au point de vue de l'équité et au point de vue de la pratique, selon l'homme d'Eglise et selon le laïque. Sa méthode était celle de l'école classique de droit international. Gentilis en Italie et Grotius en Hollande furent ses successeurs de nationalités étrangères, leurs méthodes étaient celle de leur maître, Francisco de Vitoria, fondateur du droit international de l'école moderne

de droit international, à laquelle Gentilis appartenait, et dont Grotius est le membre le plus renommé. La morale fut systématiquement rejetée par Pufendorf et Thomasius, dans la seconde partie du XVII^e siècle. Malheureusement ils n'avaient pas grand chose à dire, et leurs successeurs n'ont pas beaucoup amélioré ce qu'avaient dit les grands publicistes espagnols Vitoria et Suarez. Même Gentilis et Grotius, que leurs travaux ont rendus célèbres, étaient, si j'ose le dire, inférieurs en originalité, en puissance intellectuelle et en pensée au grand Espagnol.

Voilà pour la méthode; passons à l'opportunité.

Francisco de Vitoria était très peiné des événements du Nouveau Monde, et affligé par les théories pratiques de ses compatriotes. Colomb avait poussé vers l'Ouest pour se faire valoir lui-même et pour son profit personnel. Il n'était pas un philanthrope; il avait, comme nous disons « l'œil au guet ». Il avait l'intention de tourner la grande aventure à son avantage personnel. Il inaugura la pratique de réduire les Indiens en esclavage. Les mauvais précédents ont beaucoup d'imitateurs, surtout s'ils procurent des profits. Les indigènes étaient pillés lorsqu'ils n'étaient pas réduits en esclavage et dépouillés de leurs terres et de leurs possessions personnelles. Des protestations furent faites en Espagne contre ces pratiques illégales et méchantes. Francisco de Vitoria s'éleva contre elles. Il avait été mis au courant des affaires américaines par des membres de son Ordre dans le Nouveau Monde.

Les moyens d'atteindre le public lettré et possédant de l'influence — le seul public qui comptait à cette époque — étaient à sa portée. On avait coutume, le jour

de l'ouverture officielle de l'université, de prononcer un discours soigneusement préparé. La *Relectio* « De Indis » fut donnée à cette occasion, en 1532, par Francisco de Vitoria, à l'Université de Salamanque, qui est ainsi véritablement le berceau du droit international. Plus tard, dans une circonstance analogue, il exposa la dissertation *De Jure Belli*, hâtivement préparée, comme il le dit dans les remarques préliminaires, afin de compléter la *Relectio* précédente. Les deux constituent, comme je l'ai déjà dit, le premier et le plus grand chef-d'œuvre sur la paix et la guerre.

Pour déterminer la justice ou l'injustice de la conduite des Espagnols en Amérique, Francisco de Vitoria fut obligé d'établir une ligne de conduite idéale, un modèle. Une action était juste, non parce qu'il la pensait permise, mais parce qu'elle s'accordait avec la justice. Si les Espagnols visitaient les terres des Indiens et s'y établissaient, à quelle loi basée sur la justice ceux-ci pourraient-ils recourir ? Il était donc nécessaire que Francisco de Vitoria fixât le droit et définît la loi. C'est ce qu'il fit dans sa première *Relectio*, et en le faisant il créa le droit des gens moderne.

Les Espagnols avaient le droit de visiter les territoires des sauvages et de s'y établir à condition de ne pas nuire à ces derniers. Il était du devoir des Indiens de le permettre, car le droit de l'un est le devoir de l'autre, et en vérité de tous. Mais était-ce un droit des Espagnols et un devoir des Indiens ? Ils pouvaient le faire, dit-il, en vertu du droit des gens (*jus gentium*), qui est ou une partie de la loi naturelle, ou est dérivé de la loi naturelle. C'est là une énonciation correcte, mais elle ne suffisait pas par elle-même à satisfaire le noble Domi-

nicain. Il y avait une raison plus profonde, qu'il entreprit aussitôt de formuler, disant que le droit des gens est un ensemble de règles que la raison naturelle a établies entre les nations. S'il avait dit *inter homines*, il n'aurait pas défini le droit des gens. Des écrivains avaient parlé avant lui du *jus gentium*, comme étant le droit des individus; Vitoria employait le terme dans le sens de nations, et parlait du *jus inter omnes gentes*, non pas simplement du droit entre deux ou plusieurs, mais entre toutes les nations. Je citerai textuellement ses paroles: « *Quod naturalis ratio inter omnes gentes constituit vocatur ius gentium* ». Le droit international fut ainsi énoncé et défini en 1532.

Vitoria appliqua son droit des gens aux questions placées devant lui. « C'est ainsi — continua-t-il, apparemment inconscient de l'ampleur de sa découverte — que chez toutes les nations — remarquez le mot « nations » — il est considéré comme inhumain de mal recevoir les étrangers et les voyageurs, à moins de raison plausible pour cela ». « Au contraire — ajoute-t-il sans s'interrompre — il est conforme à la justice et à l'humanité de traiter les étrangers avec bienveillance, ce qui ne serait pas le cas, si les étrangers commettaient des abus dans leurs rapports avec les autres nations ». Nous avons ici l'usage entre nations basé sur la justice exprimée par une règle de droit, le devoir de l'un est de respecter le droit de l'autre. L'observation des droits et devoirs serait obtenue à l'intérieur de l'Etat par le moyen ordinaire d'une poursuite devant un tribunal; entre Etats, à cause de la non-existence d'une cour de justice internationale, par un recours à la force contre l'Etat récalcitrant. Pour Francisco de Vitoria, le droit

et le devoir sont corrélatifs, et chacun d'eux doit être observé pacifiquement, si possible, par l'intermédiaire des tribunaux ; autrement, par un recours aux armes, si un règlement pacifique se démontrait impossible.

Mais qu'est-ce que la nation à laquelle s'applique le droit international ? Vitoria est aussi clair, précis et catégorique à cet égard qu'à l'autre. « L'Etat ou nation est une communauté parfaite » ; on employait parfaite dans le sens de « complète ». Un Etat imparfait est un Etat auquel il manque quelque chose, en ce sens qu'il ne se suffit pas à lui-même. L'Etat parfait de Francisco de Vitoria est une communauté complète par elle-même, en « ce qu'elle n'est pas une partie d'un autre Etat, possédant ses lois, ses parlements, ses magistrats. Tels sont le Royaume de Castille, le Royaume d'Aragon, la Principauté de Venise et autres communautés du même genre ».

Selon sa conception, le peuple forme l'Etat, et le prince est créé pour le peuple, et non le peuple pour le prince. Il préfère la forme monarchique de gouvernement à la forme républicaine, mais l'existence de l'une ou l'autre dépend du peuple de l'Etat ou communauté parfaite. L'Etat parfait est celui qui est organisé de telle sorte qu'il serait complet même s'il était le seul Etat existant au monde. Il doit avoir un gouvernement, des lois et un pouvoir législatif, une cour suprême pour déclarer et appliquer la loi dans les affaires civiles et la procédure criminelle. Seule une telle communauté est parfaite et complète.

Aux yeux de Francisco de Vitoria, il est fondamental que les habitants de l'Etat parfait ne prennent pas la loi en mains propres pour redresser eux-mêmes les abus,

quoiqu'ils puissent se défendre personnellement et défendre leur bien en cas d'attaque, car ce dernier droit est l'inaliénable et omniprésent droit de légitime défense. Dans tous les autres cas, la réparation doit être cherchée en cour de justice, ou quelqu'un peut entreprendre des poursuites pour regagner sa propriété, obtenir des compensations pour ses pertes ou blessures, et les frais du procès. En procédure judiciaire, une punition doit être infligée pour sévices contre une personne et dommages à la propriété et, lorsqu'il convient, l'offenseur peut être obligé de donner un gage pour conserver la paix.

Je me permets de répéter que l'individu, dans l'Etat parfait, n'est pas autorisé à se faire justice lui-même, en raison de la cour du dirigeant ou prince à laquelle l'offensé peut recourir. Chaque Etat parfait étant indépendant de l'autre et en tout son égal, il s'ensuit qu'aucun Etat n'étant supérieur, l'Etat ou le prince offensé, attendu qu'il n'existe pas de cour ou d'arbitre supérieur à qui recourir, peut redresser lui-même les torts qui lui sont causés. L'Etat ou le prince est justifié dans un recours à la force seulement lorsque la cause est juste, c'est-à-dire lorsqu'un individu se trouvant dans un cas similaire s'adresserait à la cour de son Etat et obtiendrait un jugement en sa faveur.

La légitime défense, sauf en cas d'attaque à main armée, est défendue dans l'Etat, en raison de l'existence du tribunal auquel le plaignant peut recourir. Entre les Etats il n'existe aucun tribunal décidant souverainement, et le droit de légitime défense joue librement. De là, l'action par la force, comme on peut l'appeler, entre les nations. En somme, le prince exécute le jugement qu'il a déjà rendu. L'action légale et l'action par la

force peuvent être justes, dans le sens que l'une et l'autre justifieraient un jugement favorable de la part d'un tribunal.

A l'intérieur de l'Etat, en raison de l'existence du tribunal national, l'action légale est poursuivie par le légiste devant la cour ; entre Etats, l'action par la force est poursuivie par les armées en raison de l'inexistence d'un tribunal international. La création de la cour internationale de La Haye par contrat entre nations a fourni la cour de décision souveraine, et, selon la doctrine de Francisco de Vitoria, l'action légale devrait prévaloir entre nations dans l'avenir, comme entre individus dans l'Etat parfait.

Selon la doctrine de Vitoria et l'école espagnole, aucune guerre ne serait juste en présence d'une cour de justice internationale, et, même dans la guerre que Vitoria permettait, le prince représentant l'Etat agissait comme juge d'une juste cause, employant seulement la force nécessaire au triomphe d'une action légale poursuivie par la force. Nous n'avons pas besoin de résumer davantage ses vues, car il l'a fait lui-même dans les trois précieux paragraphes par lesquels il termine la *Relectio* « De Jure Belli » :

« Tout ceci peut être résumé en quelques canons ou règles de guerre.

» Première règle : Considérant qu'un prince a l'autorité de faire la guerre, il doit avant tout ne pas rechercher d'occasions et causes de guerre, mais doit, si possible, vivre en paix avec tous les hommes, comme Saint Paul nous l'enjoint (Romains, ch. 12). De plus, il doit penser que les autres sont ses prochains, que nous sommes obligés d'aimer

comme nous-mêmes, et que nous avons tous un Dieu commun, au tribunal duquel nous aurons à rendre des comptes. Car c'est le comble de la sauvagerie que de rechercher et de se réjouir de trouver des motifs pour tuer et détruire des hommes que Dieu a créés et pour lesquels le Christ est mort. Ce n'est que si on y est obligé et avec répugnance qu'on doit arriver à la nécessité de faire la guerre.

» Deuxième règle : Lorsque la guerre pour une juste cause a éclaté, elle ne doit pas être conduite de façon à anéantir le peuple contre lequel elle est dirigée, mais seulement de façon à obtenir ses droits et à assurer la défense de son pays, et afin que de cette guerre la paix et la sécurité puissent résulter en temps voulu.

» Troisième règle : Lorsque la victoire a été gagnée et que la guerre a été finie, la victoire doit être utilisée avec modération et avec humilité chrétienne, et le vainqueur doit estimer qu'il siège comme un juge entre deux Etats, celui auquel le préjudice a été causé, et celui qui a causé le préjudice, de sorte que ce soit en qualité de juge et non en qualité d'accusateur qu'il rendra le jugement par lequel l'état auquel il aura été porté préjudice puisse obtenir satisfaction, et ceci, autant que possible, n'entraînera pour l'état offensé que le minimum de calamité et de détresse, les individus ayant commis des offenses étant châtiés dans les limites fixées par la loi ; et une raison particulière pour cela est qu'en général parmi les Chrétiens toute la responsabilité doit être attribuée à leurs princes, car les sujets qui combattent pour leurs souverains agissent de bonne foi, et qu'il est complètement injuste, selon les paroles du poète, que

» *Quidquid delirant reges, plectantur Achivi.* »

(Pour toute folie que commettent leurs Rois, la punition devra retomber sur les Grecs.)

Revenons aux affaires des États. Nous nous attendions à ce que Vitoria considérât les communautés chrétiennes indépendantes d'Europe comme des États parfaits. Il l'a fait, mais ne s'en est pas tenu là. Les États Musulmans étaient parfaits, car ce chrétien rejetait la question religieuse comme élément essentiel de gouvernement. Les principautés américaines seraient des États si elles étaient indépendantes, et, selon sa conception des choses, elles l'étaient.

Les États parfaits de l'Europe n'étaient sous aucun rapport sujets du Saint Empire Romain. Les communautés américaines étaient parfaites et complètes par elles-mêmes, et, comme telles, n'étaient point les sujettes du chef du Saint Empire Romain, qui n'était rien moins que Charles-Quint, également roi d'Espagne.

Les États n'étaient pas non plus soumis au pouvoir temporel du Pape, auquel le Dominicain devait l'obéissance spirituelle. Ni l'Empereur ni le Pape ne pouvaient donner de titres de possessions pour des territoires qui ne leur appartenaient pas. Les communautés américaines étaient alors indépendantes et égales; les vingt et une républiques américaines sont indépendantes et libres aujourd'hui. Les principautés américaines étaient, dans l'esprit de Vitoria, aussi indépendantes et libres que la France et l'Espagne, et possédaient les mêmes droits et les mêmes devoirs que l'Espagne et la France.

Aucun prince américain ne pourrait autoriser un navigateur américain à découvrir la France ou l'Espagne et à en prendre possession, parce qu'elles étaient des communautés parfaites et complètes. Par conséquent, Leurs Majestés Catholiques d'Espagne ne pouvaient pas autoriser Colomb à découvrir les communautés complètes et

parfaites des sauvages américains et à en prendre possession. La découverte et l'occupation de communautés parfaites et complètes en existence ne donnaient aucun titre, selon la loi internationale du grand Dominicain.

L'Espagne et la France étaient-elles indépendantes ? L'une de l'autre ? Oui. Egales ? Oui. Cependant, elles n'étaient pas indépendantes de la communauté internationale qui n'était pas organisée à cette époque, et n'est qu'imparfaitement organisée à la nôtre. Cette communauté dominait les Etats ; de droit elle pouvait créer des lois pour les Etats la composant, et punir les violations de la loi internationale — la loi de la communauté. Ainsi chaque Etat était indépendant de l'autre, mais dépendait de tous.

Tel était le droit international de Francisco de Vitoria ; c'était la doctrine de l'école moderne de droit international qu'il fondait. Son système ne fut que partiellement adopté à son époque ; il n'est pas complètement accepté à la nôtre, mais il est destiné à être la loi internationale de l'avenir, et à durer aussi longtemps qu'il existera des choses artificielles comme les communautés parfaites et complètes que nous appelons communément Etats.

Il serait présomptueux pour un étranger, quelque ami-cieux que soient ses sentiments pour l'Espagne et les choses espagnoles, particulièrement son droit international, de pousser plus loin dans cette voie ; néanmoins, en ma qualité d'Américain au sens continental du mot — citoyen des Etats-Unis à coup sûr mais qui n'a le sentiment d'être étranger dans aucune capitale d'Amérique — il saisit cette occasion pour proclamer que les Amériques existent grâce à Colomb, que le droit

international moderne a été fondé par les Espagnols à cause de la découverte de l'Amérique par Colomb, et que toutes les Amériques, non seulement celles d'origine espagnole et portugaise, ont une part de propriété dans les publicistes espagnols de l'Âge d'or, dont les traditions sont les traditions de dix-huit des républiques américaines et ont un profond intérêt pour les trois autres, de telle sorte que, ayant pour point de départ un passé commun, elles puissent, dans une amicale rivalité, continuer ces traditions et aussi, en les adaptant aux conditions nouvelles d'un monde nouveau, contribuer de leur propre fonds au développement du droit international moderne pour un monde moderne.

Si, travaillant dans l'esprit de Vitoria, nous proclamons instamment avec lui que le droit doit être juste et que le droit ne doit pas être contraire à la morale, nous réussirons comme il a réussi et dans la suite des temps nous réaliserons l'espérance et, pour dire vrai, l'ambition de Bolivar que « le nouveau monde — j'oserais pour ma part ajouter aussi l'ancien — soit composé de nations libres et indépendantes, unies l'une à l'autre par un corps de lois communes dominant leurs relations extérieures.

Lorsque ce jour arrivera — et il arrivera, car il faut qu'il arrive — les heureuses nations libres et indépendantes, unies l'une à l'autre par un corps de lois communes, penseront à Francisco de Vitoria et aux canonistes, théologiens et publicistes espagnols, dont les labours commencent seulement de nos jours à recevoir l'estime qu'ils méritent justement. C'est le sort des grands hommes qui travaillent pour les autres et non pas pour eux, de passer inaperçus dans la ruée et dans la

foule de ceux qui cherchent les places et les positions que peuvent obtenir ceux qui les demandent. Bien que nous devions dire que « le moulin de Dieu moud lentement mais sûrement », nous pouvons aussi ajouter que les « jugements » de la postérité comme ceux du Seigneur « sont tout à la fois véridiques et justes ».

*
**

Vitoria avait des prédécesseurs. Ils étaient à la fois nombreux et importants ; mais ils peuvent être englobés sous une seule dénomination : les membres de l'Eglise chrétienne. L'Ancien et le Nouveau Testaments étaient toujours devant lui, et, suivant l'habitude des hommes d'Eglise, il en tira des citations appropriées aux matières qu'il traitait. Cependant, il faut dire de lui comme de Grotius, qu'il prit d'abord ses décisions et puis chercha un texte pour soutenir son jugement, plutôt que de baser son jugement sur des livres qu'il lui arrivait de lire. Le droit romain lui était familier en qualité de droit se trouvant à la disposition de ses contemporains. Sa maîtrise du système est montrée par l'aisance avec laquelle il omit certains mots inacceptables dans un fameux texte de Gaius, qu'il avait pris, bien entendu, des *Institutes* de Justinien, attendu que les *Institutes* de Gaius étaient alors ignorés du monde. Par cette omission il fit ce qui paraît être une définition du droit international acceptable pour ceux qui ne s'effraient pas à la suggestion des lois naturelles.

Vitoria était si scrupuleux quant aux sources du droit international que, si nous ne savions pas que sa principale occupation dans la vie était le salut des âmes, nous

serions disposés à croire qu'il avait grandi en étudiant le droit, et qu'il enseignait cette matière à l'Université de Salamanque. En fait, il était Premier Professeur de théologie dans cette noble institution.

Vitoria étant Dominicain, la théologie qui l'inspirait et qu'il exposait était celle de saint Thomas d'Aquin. Cela ne signifie pas, naturellement, qu'il ne s'inspirât pas, lorsqu'il le fallait, des Pères de l'Eglise, et particulièrement de saint Augustin, le plus grand de tous.

Une des préoccupations des hommes d'Eglise était de savoir si les chrétiens pouvaient, sans violer le Nouveau Testament, faire la guerre ou participer à sa conduite. Saint Augustin répondit à cette question par l'affirmative; et la guerre était permise par l'Eglise, mais pour sauvegarder un droit, ou pour redresser un tort. Il arrivait donc que les hommes d'Eglise étaient obligés de se spécialiser dans le droit selon un système de droit double: municipal, à l'intérieur des nations, et international, entre les nations. A l'intérieur des nations il n'y avait aucune difficulté, parce qu'il existait partout un tribunal royal auquel on pouvait s'adresser dans chaque cas impliquant la violation d'un droit et le redressement d'un tort. Le jugement rendu était exécuté par le prince ou par l'Etat, de sorte que la légitime défense n'avait pas de place dans un tel système. Elle était cependant tolérée lorsqu'un danger immédiat menaçait la vie ou les biens.

Parmi les docteurs de l'Eglise, l'autorité de saint Thomas d'Aquin était souveraine. En un certain sens, son autorité était plus grande que celle des Pères, parce que, dans la matière en question, sa *Summa Theologiae* était une revue générale et un résumé de la science sur toutes

les questions en jeu, et la forme dont il l'avait revêtue avait été approuvée par l'Eglise, ce qui lui donnait cours universellement.

Saint Thomas avait traité le droit international d'une façon générale, et en se basant sur des principes. C'est pourquoi on pouvait se l'assimiler, et il se prêtait aux commentaires. A l'époque de la découverte de l'Amérique, il était devenu la propriété des ecclésiastiques dans toutes les parties du monde chrétien, mais, comme il arrive souvent, l'école du maître souffrait dans les mains des disciples. L'œuvre de saint Thomas, cependant, avait tout supporté, et ce n'est pas le moindre titre de Vitoria que d'avoir, par une lecture et une analyse minutieuse du texte du « Doctor Universalis », donné une nouvelle impulsion à la théologie en Espagne, sous une forme acceptable à ses compatriotes. Il demeure, même aujourd'hui le rénovateur de la théologie dans la péninsule.

On pouvait, par conséquent, s'attendre à ce que Vitoria fit un usage constant du « docteur angélique », la gloire des Dominicains, et que la doctrine expresse et implicite de saint Thomas en affaires internationales entrât dans la manière dont Vitoria considérait les choses.

Les légistes professionnels traitaient de choses qu'ils appliquaient plus ou moins bien aux questions posées devant eux. Pour la plupart, ils se contentaient de la lettre, sans chercher à découvrir l'esprit de la loi. Pour eux, le texte était en même temps la source et l'étendue du droit, et le modèle d'après lequel le droit devait être jugé. Pour les théologiens, au contraire, l'esprit était tout, et la lettre seulement très peu, en comparai-

son. C'est donc bien eux, qui, ayant un modèle, qui était la loi divine, la loi de nature, la loi de raison ou la raison des choses, amenèrent à l'existence une philosophie de la loi d'accord avec la raison, et sous le contrôle d'une saine morale. Ces éléments, qui entrèrent alors dans le droit des gens, devraient continuer à y entrer dans l'avenir comme ils l'ont fait dans le passé,

De là vient que les fondateurs du droit international furent des théologiens. Même Grotius, son grand interprète, était de cœur un théologien ; quoique n'appartenant pas aux Ordres Sacrés, il acceptait l'autorité des théologiens plutôt que celle des laïques. Même dans un passage de ses *Commentaires sur le Droit de Prise*, il tourne le dos à ses confrères professionnels, et joint ses forces à celles des théologiens, disant : « Sur ce point (l'observation de la parole donnée à l'ennemi), on doit suivre l'opinion des théologiens plus que celle des habiles docteurs en droit. Car ceux-ci suivent naturellement la raison, mais ceux-là suivent les institutions civiles qui, selon eux, sont souvent créées pour servir à quelque dessein qu'il ne serait pas possible d'accomplir d'une autre manière » (1).

Laissant de côté pour le moment cet aspect de la question, pour reprendre plus tard la méthode de Grotius, qui était celle des théologiens, bornons-nous à retenir sur sa propre foi, qu'il appréciait le chef-d'œuvre littéraire de Vitoria, et que les contributions de l'école espagnole lui étaient familières.

(1) H.-G. Hamaker, *Eugonis Grotii de Jure Praedae Commentarius* (1868), caput VIII, p. 116.

Un littérateur américain (car cette expression générale est celle qui le décrit le mieux) a exprimé l'opinion que les introductions peuvent être laissées de côté, et quoiqu'il n'ait pas visé Grotius ou son *Mare Liberum*, il semblerait que les internationalistes aient suivi d'avance le conseil que James Russell Lowell nous a donné de façon ironique dans ses *Bigelow Papers*. S'ils avaient lu l'appel de Grotius « aux Gouvernants et aux Nations Libres et Indépendantes de la Chrétienté », qu'il mit en préface de son *Mare Liberum*, publié en 1609, l'année même où Hudson, au service de la Hollande, entra dans le fleuve qui aujourd'hui porte son nom — ou s'ils avaient médité le premier paragraphe du *Tractatus* et les références spécifiques à Vitoria contenues dans son premier chapitre, ils auraient vu que le « Miracle de la Hollande » s'avouait être un disciple des grands Espagnols. Le passage dans lequel il le dit est la clef du temple que Grotius érigea à la justice internationale.

Ce fut Henri IV qui surnomma Grotius « le Miracle de la Hollande » ; les publicistes ont été enclins à considérer la hâte avec laquelle il prépara son traité de 1625 comme une preuve qu'il était aussi le miracle de la république des lettres ; car autrement comment eut-il été possible qu'il composât, en quelques mois, son *Traité des lois de la Guerre et de la Paix* ?

Hermann Conring, professeur à l'Université de Helmstaedt, grand publiciste allemand, qui comme Grotius avait étudié à l'Université de Leyde, et par conséquent devait être disposé en sa faveur et adversaire déclaré de tout ce qui était espagnol, devina, quoiqu'il n'ait pu les connaître alors, les rapports entre Grotius et Vitoria et

les membres de son école. Après avoir exprimé son étonnement que Grotius « ait pu, à un tel point, faire des progrès dans ce genre de travaux au delà de ce que les auteurs ont fait communément », il ajoutait : « s'il excella dans la philosophie morale et produisit le livre incomparable *De Jure Belli ac Pacis*, il le dut à la lecture des jurisconsultes espagnols Ferdinand Vasquez et Diego Covarruvias qui se sont servis de l'ouvrage de leur maître, François de Vitoria » (1).

Nous sommes maintenant en situation d'invoquer l'introduction de Grotius, qui paraît être généralement laissée de côté. Dans l'appel « Aux Gouvernants et aux Nations Libres et Indépendantes de la Chrétienté », que Grotius voulait intéresser à la liberté des mers, il dit — et ce sont ses propres paroles qui sont citées, non paraphrasées, sans un mot de commentaire : « Dans cette controverse, nous en appelons à ces juristes qui, parmi les Espagnols eux-mêmes, sont spécialement habiles en loi divine et en loi humaine ». A cet égard, il n'y a aucune mention des publicistes espagnols auxquels il songeait, car son appel était d'un caractère général. Dans le texte du « Tractate » qui est technique, il a naturellement, et même nécessairement, fait allusion à eux. Dans le premier chapitre, et dès les premiers mots, il disait : « Je baserai mes arguments » (le droit des Hollandais de faire du commerce dans les Indes Orien-

(1) Hermann Conring, *Opera*, (Brunswick, 1730), T. IV ; *Examen rerum publicarum potiorum totius orbis*, chap. I (De Republica Hispanica) ; Introduction par Ernest Nys, au *De India et de Jure Belli*, *Relectiones* faisant partie des *Relectiones Theologicae*, XII, par Franciscus de Vitoria (Washington, 1917), p. 51.

tales) « sur l'axiome suivant, le plus spécifique et le plus irréfutable du Droit des Gens, appelé règle primordiale ou premier principe, dont l'esprit est évident par lui-même et intangible ». Quel était cet axiome intangible cette règle primordiale ou premier principe ? C'est que « toute nation est libre de voyager vers une autre nation, et de faire du commerce avec elle ».

Dans la dernière partie du premier chapitre, il mentionne l'auteur de « l'axiome intangible ». C'est Vitoria, dont Grotius donne la « Relectio De Indis » comme référence, en note, et qui, d'après le propre langage de Grotius dans le texte « considéra que les Espagnols auraient pu produire des raisons légitimes pour faire la guerre contre les Astèques et les Indiens en Amérique... si ceux-ci les avaient empêchés réellement de voyager et de séjourner parmi ces peuples, et leur avaient refusé le droit de partager ces choses qui, de par le droit des gens, sont communes à tous, et enfin, s'ils leur avaient interdit de faire du commerce ».

Plus loin, dans le « Mare Liberum », Grotius parle d'un deuxième Espagnol qui appliqua l'axiome et créa le cas que lui-même s'efforçait d'établir : « Cette question entière a cependant été traitée de la manière la plus complète par Vasquez, cette gloire de l'Espagne », qui soutenait que « les endroits publics et communs à tous, de par le droit des gens, ne peuvent devenir des objets de prescription », et que les coutumes contraires « ne peuvent être justifiées par le passage d'aucune loi, ne peuvent être établies par le consentement, la protection, ou la pratique même de plusieurs nations » (1).

(1) *The Freedom of the Seas or the Right which Belongs to the Dutch to Take Part in The East Indian Trade*. Dis-

Voilà pour Grotius. Passons à ses compatriotes.

Dans l'été de 1925, le professeur Van der Vlugt, ancien doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Leyde, celle même de Grotius, donna une série de six conférences à l'Académie de Droit International de La Haye, en commémoration du trois centième anniversaire de la publication du « Traité sur les Lois de la Guerre et de la Paix ». Il pouvait apprécier la dette de Grotius envers les membres de l'école espagnole de droit international, grâce à la découverte, en 1864, du « Commentaire du Droit de Prise », par Grotius, qui fut publié pour la première fois quatre ans plus tard.

Le professeur Van der Vlugt — homme d'étude jusqu'au bout des ongles — connaissait bien le Commentaire, qui semble avoir été quelque peu inconnu des publicistes, attendu que le professeur Basdevant m'a informé que lorsqu'il écrivait son essai sur Grotius, compris dans les *Fondateurs du Droit International*, par M. Pillet, l'exemplaire dont il se servait à la Faculté de droit de l'Université de Paris n'avait pas les pages coupées. Le résultat de l'étude du Commentaire par le Professeur Van der Vlugt, et les rapports résultant de Grotius à Vitoria et son école, conduisirent ce distingué publiciste hollandais, dont la spécialité est, disons-le encore une fois, la philosophie du droit, à remarquer que le Commentaire de Grotius était une publication inspirée; une moitié basée sur Vitoria, et l'autre, sur Vasquez.

Si, maintenant, nous ajoutons que le professeur Fruin,

sertation par Hugo Grotius. Traduite avec révision du texte latin de 1633 par Ralph Doman Magoffin (1916), pp. 52-53.

pareillement le compatriote de Grotius, et pendant de longues années professeur d'histoire nationale à l'Université de Leyde, la propre Université de Grotius, et spécialiste en histoire des Pays-Bas pour la période même de la carrière de Grotius — risque l'opinion, après avoir lu le « Commentaire » et l'avoir comparé avec le « Traité », que celui-ci était le brouillon de celui-là, et que c'est le Commentaire, et non pas le Traité, qui est le chef-d'œuvre de Grotius. En ceci, le professeur Fruin n'est pas seul de son opinion. Un Anglais de notre temps, W. S. M. Knight, qui a fait, croit-on, de nos jours, l'étude la plus attentive de Grotius et de ses relations avec ses prédécesseurs espagnols, croit pouvoir dire que le Traité ne fait que reproduire sous une forme plus ample les vues de l'école espagnole, et que si Grotius doit être considéré comme le fondateur du droit international, c'est à cause de son Traité sur la Liberté des Mers, « lequel, selon le professeur Van der Vlugt, et en fait, n'est pas un travail original, mais un exposé inspiré par les grands publicistes espagnols de l'Âge d'or ».

C'est une analyse plutôt qu'une critique de Grotius, qui ne s'est jamais vanté d'avoir fondé le droit international. Il déclare avec dignité et avec exactitude que son « Traité » était le premier travail étendu sur le sujet. Il était, et il demeure le plus grand, quelqu'il fût composé d'idées empruntées à d'autres.

L'idée de l'originalité nous obsède à un tel point que rien de ce qui n'est pas original ne nous semble bon. Il y a de nouvelles choses qui sont bonnes, et il y en a de bonnes qui sont vieilles. Le temps a éprouvé les choses anciennes, et les a trouvées être bonnes. Le temps éprouvera ce qu'on proclame original, et il peut, ou non, le

trouver digne de demeurer. La postérité possède cette perspective que les contemporains n'ont pas, et en conséquence ses jugements, portant sur une longue période de temps, diffèrent souvent de ceux du présent, qui ont tendance à subir l'attrait de la nouveauté.

Quelle est, alors, la véritable relation entre Grotius et l'école moderne de droit international ? Il n'en est pas le fondateur, mais c'est par lui et par son traité qu'il est devenu la pratique des nations. Il y a des gens qui soutiennent que ce ne fut pas Colomb qui découvrit l'Amérique. Si l'on doit accepter cette théorie, on doit cependant admettre que le Nouveau Monde monta à l'horizon de l'Ancien en raison du voyage célèbre de Colomb. Grotius possédait un talent rare, vraiment un génie, pour exposer les vues des autres, et la meilleure preuve en est, peut-être, son « Traité des Lois de la Guerre et de la Paix ». S'il n'a pas créé (et c'est le cas), les doctrines qui forment son Traité, mais s'il les a prises, comme on peut le démontrer, chez les publicistes espagnols, c'est néanmoins la manière dont elles ont été exposées par lui et non pas par eux, qui a assuré la diffusion de ces doctrines. Grotius était, et est encore, et sera toujours considéré comme le membre le plus fameux de l'école espagnole, et son Traité, tout en n'étant pas le début absolument initial, doit être, et restera, le point de départ pour tous les publicistes de l'avenir, qui, mécontents de l'école positive de droit international, dans laquelle chaque Etat s'érige en source de droit et en juge de morale, préféreront considérer la communauté internationale comme la source du droit international, et la conscience juridique de l'humanité comme le modèle d'après lequel ses principes doivent être

éprouvés. La vérité est que le grand Hollandais a été un membre de l'école et non pas son fondateur, qu'il a été le protagoniste d'un système de droit international, non pas son créateur.

Les doctrines de l'Eglise sont si universelles que tous ceux qui les suivent, quoiqu'ils puissent être de nationalités diverses, sentent entre eux un lien inconnu à ceux qui professent le protestantisme. Elles sont vraiment si ancrées dans l'âme de ceux qui ont été élevés dans l'Eglise, que même lorsqu'ils ont cessé d'en faire partie ils ne peuvent s'affranchir d'un sentiment de fraternité. En conséquence, nous pouvons nous attendre, et nous ne sommes pas désillusionnés, que le droit des gens, né et développé dans le sein de l'Eglise, considère les droits et les devoirs des nations de la même façon que les droits et les devoirs des individus formant les nations, et, comme tels, comme des questions de conscience et de moralité.

Ce n'est pas seulement parce que Grotius a pris ses inspirations chez les Espagnols, qu'il est membre de l'école espagnole. Il y a une autre raison, plus importante, qui par elle-même est concluante ; sa méthode était celle de l'école, et la méthode de l'école était celle des casuistes catholiques qui, pour instruire les fidèles de leurs devoirs aussi bien que de leurs privilèges, aussi bien dans les questions de la vie privée que dans celle de la vie publique, jugèrent nécessaire de définir le modèle de bien qui devait prévaloir en l'un et l'autre cas ; parce que dans le forum de la conscience il importait peu que la règle du bien fût appliquée par un serf attaché à la glèbe, ou par un prince du sang ; il n'y avait qu'un modèle, *le droit*, et il n'y avait qu'un mal : *la violation*

du droit; et quiconque le violait était coupable, et à un égal degré.

En droit international, comme en droit interne, nous entendons beaucoup parler des droits des nations et des individus, mais moins de leurs devoirs; tandis que, dans le forum de la conscience nous entendons beaucoup parler de leurs devoirs, et moins, peut-être, de leurs droits. Une loi internationale, qui a grandi dans le sein de la chrétienté, est un système de devoirs et de droits.

Nous traitons ici une matière de telle importance que je crois juste de laisser un compatriote de Grotius l'énoncer :

« On a souvent fait la remarque — observe le professeur Van der Vlugt — que l'œuvre de Grotius présente le caractère d'une contribution à la morale autant que d'une discussion sur la jurisprudence ». « L'écrivain hollandais — continue-t-il — examine au point de vue du juste beaucoup plus la conduite de l'homme que celle de l'Etat. » En d'autres termes, Grotius adopte l'idéal du casuiste, et le traité qu'il produit se présente assez comme un gros manuel de confesseur. Une autre citation du professeur Van der Vlugt mettra le point en pleine lumière: « Toute la littérature traitant des droits et des devoirs en matière internationale, en tant qu'elle a exercé sur les contemporains (de saint Thomas d'Aquin) et les générations suivantes une profonde influence, a été inspirée par les manuels à l'usage du confessionnal ». Ceci est l'exposé général de la thèse que le professeur Van der Vlugt illustre par une série d'exemples: « Manuel de confesseur, la partie traitant de la morale dans la *Somme* de Thomas d'Aquin; manuels d'un caractère analogue les travaux des « Som-

mistes » qui depuis le « docteur angélique » se sont succédés en l'imitant ; manuels de même tendance les « Relectiones » de Vitoria et leurs copies plus ou moins originales dont Grotius, tout jeune qu'il fût, avait déjà quelque connaissance ».

Sans nous arrêter à loisir sur la question — ce qui serait peu à propos à la fin d'un discours déjà trop long — le « Commentaire sur le Droit de Prise », écrit par Grotius en 1604-1605, était, par son but, dans sa méthode et dans sa forme, un manuel de confesseur, adressé à ses compatriotes protestants, possesseurs d'actions de la Compagnie des Indes Orientales, qui hésitaient à accepter leur part de l'argent de prise, de peur d'agir contrairement à leur conscience. Pour notre dessein, le professeur Van der Vlugt condense la question entière en une simple phrase, en reconnaissant son grand compatriote comme un grand casuiste chrétien, et, comme tel, membre de l'école espagnole de droit international : « Ainsi naquit le plaidoyer « De Iure Praedae », livre qu'on peut, sans ombre de paradoxe, qualifier d'avis émis par un confesseur laïque sur un cas de conscience qui divisait ses coreligionnaires protestants » (1).

J'ai déjà mentionné le fait que le professeur Fruin connaissait les écrits de l'école espagnole dans le siècle où naquit Grotius. Son témoignage, quant aux sources à la disposition de Grotius et à l'usage qu'il en fit, est doublement précieux, venant d'un compatriote et d'un spécialiste dans la littérature des publicistes espagnols. Il faut ajouter que lorsque le « Commentaire sur le Droit de Prise » fut trouvé et acheté pour son Université, le

(1) *Académie de Droit International. Recueil des Cours*, 1925 (1926), T. II, p. 419.

professeur Fruin fut prié de l'examiner, et de déterminer s'il devait être publié. Il le lut avec le plus grand soin, et écrivit un essai sur le sujet, dans lequel il exposait l'origine du « Commentaire », analysait son contenu, et le déclarait non seulement digne de publication, mais en fait le premier projet du Traité que Grotius publia environ vingt ans après.

Dans le cours de son essai, le professeur Fruin faisait observer que la seule chose revendiquée par Grotius dans son Commentaire était qu'il traitait le droit de prise d'une façon plus complète que toute autre qu'on pourrait trouver ailleurs, et il repoussait la prétention élevée en faveur de Grotius d'être le fondateur du droit international, disant qu'il avait construit avec les matériaux des autres, et que la grande source à laquelle il avait puisé était Vitoria, reconnaissant vraiment sa dette envers l'Espagnol, mais, pour citer le Commentaire du professeur Fruin, « avec moins de reconnaissance que je ne l'aurais supposé » (1).

La loi naturelle, Grotius, selon le professeur Fruin, l'a trouvée chez les autres Espagnols, et, quant au droit des gens, il l'a emprunté aux mêmes autorités. Donc, la conclusion du critique sans parti-pris est et doit être celle que le grand Hollandais énonça les vues des Espagnols sous une forme systématique, et, ce faisant, qu'il donna au droit international son texte classique et son point de départ.

Jusqu'à présent, je n'ai pas invoqué une seule autorité

(1) *An unpublished Work of Hugo Grotius*, traduit d'un essai en hollandais par feu le Professeur Fruin, professeur d'Histoire Nationale à l'Université de Leyde, *Bibliotheca Visseriana*, T. V (1925), p. 61.

espagnole à l'appui de la thèse que je me suis permis de porter à votre connaissance, mais je profite de la présence parmi nous d'un membre espagnol des plus compétents, M. Joachim Fernandez Prida, et actuellement professeur d'histoire du droit international à l'Université Centrale de Madrid. Tout récemment, le 2 mars, il fit une conférence dont il a eu l'obligeance de me fournir un exemplaire pendant la session de l'Institut, sur l'influence des publicistes espagnols quant à la fondation du droit international public.

Dans la petite brochure que voici, M. Prida examine la « *noción* » du droit international, le « *plan* » et le « *contenu* » du Traité de Grotius de 1625. La « *noción* » veut dire chez notre collègue la définition du droit international. M. Prida considère en premier lieu le droit fécial des Romains qui traitait du « *droit des négociations et de la diplomatie* », à savoir : la déclaration de guerre, la confection des traités, la réception et l'envoi des ambassadeurs, la réparation des actes délictueux, soit de la part des Romains, soit des peuples étrangers. Cette énumération fait penser au droit international moderne. Les féciaux disparurent au cours des siècles, cependant le droit dont ils furent les gardiens se cacha dans le « *droit des gens* », qui couvrait non seulement le droit des gens dans le sens strict et technique du mot, mais aussi ce que nous appelons de nos jours le droit international privé. Mais malgré la confusion à laquelle se prêtait la nouvelle terminologie, les deux systèmes de droit existaient et des savants les ont fait distinguer par une énumération pour faire disparaître le double en-tête. Par exemple, saint Isidore de Séville, l'Espagnol le plus éminent à l'époque des Visigoths, classa de

la manière suivante le contenu du droit international fécial et moderne : l'occupation des territoires, l'édification des villes et leur défense, la guerre, la capture et l'esclavage qui en étaient les conséquences funestes ; le postliminium, les alliances, la paix et les trêves, l'inviolabilité des agents diplomatiques et même le mariage avec les étrangers qui appartient au conflit des lois plutôt qu'au droit international public.

Ce fut François de Vitoria qui trouva la formule *jus inter gentes* pour séparer les deux droits et, en ce faisant, érigea le droit international public dans un système séparé et indépendant. C'est Vasquez, d'après Grotius « la gloire d'Espagne », qui au *jus inter gentes* ajouta *et inter principes*. Voilà dans son origine historique la fameuse définition que nous trouvons chez Grotius d'un droit qui existe entre peuples distincts, ou leurs chefs d'Etat respectifs et qui dérive de la nature, du droit divin, des coutumes et des traités.

Voilà pour la conception Grotienne du Droit des Gens.

En ce qui concerne le plan, l'influence espagnole est de toute évidence sur le grand Hollandais ; la justice de la guerre, les causes et la manière de la conduire forment précisément la triple division qu'on trouve dans la petite mais précieuse *Relectio de Jure Belli* de Vitoria. Notre savant collègue, M. Prida, se contente de deux exemples du contenu du Traité, mais des plus importants : la conception de la société internationale qui est de Vitoria et de Suarez, et de la liberté des mers et ses multiples implications qui sont de Vitoria et de Vasquez. C'est une démonstration de fait et concluante de ce que notre Grotius est espagnol quant à la conception du droit international, le plan de son traité et la philosophie qui lui donne le sens d'unité et la forme systématique.

Donc, M. Prida n'hésite pas à déclarer que Grotius a fait passer Vitoria dans le *Traité de jure belli ac pacis*, que si les deux Relectiones de l'Espagnol eussent été perdues on aurait pu reconstituer leurs idées fondamentales par les références qui se trouvent chez notre Hollandais.

Mais pourquoi continuer ? Il est de toute évidence que Grotius faisait une œuvre de vulgarisation d'une importance capitale d'un système de droit international qu'il n'a pas fondé.

Permettez-moi donc de renfermer toute la question en un seul paragraphe.

A cause de la découverte de l'Amérique nous avons Vitoria, et à cause de Vitoria nous avons le droit des gens moderne, auquel Suarez a fourni la philosophie nécessaire pour son existence comme branche de la philosophie aussi bien que comme branche du droit. Et à cause de l'école espagnole nous avons Hugo Grotius et son exposé classique de ses principes. Le résultat de ces déductions peut, je crois (et je parle à la première personne, parce que je n'ai pas la présomption de parler pour les autres), être énoncé d'une manière plus figurée en disant que de la carrière espagnole, fouillée par Vitoria, sortirent les matériaux destinés au temple de la justice, avec la philosophie de Suarez pour mortier afin de tenir les pierres en place. L'architecte de l'édifice classique fut Grotius. Ou bien, sous une forme plus littéraire : le droit international dérive de la conscience humaine, dans un milieu latin, catholique et espagnol.

Si l'on me demandait les quatre noms, dont chacun est un acte, aussi bien qu'il est un nom, dont les influences réunies ont créé le droit des gens moderne, je

ne voterais pas en secret, mais je dirais en public et bien haut : Colomb, Vitoria, Suarez et Grotius.

**Réception organisée par le Conseil de Direction
de l'Union Pan-américaine à Washington, le 23 octobre.**

**I. — *Allocution de S. B. l'Ambassadeur du Pérou,
Dr Hernan Velarde.***

Son Excellence, le Secrétaire d'Etat, Président du Conseil de direction de l'Union Panaméricaine, ayant été obligé, à son très grand regret, de s'absenter pour raisons d'affaires urgentes, c'est à moi, en ma qualité de vice-président de cette institution, qu'échoit l'honneur de le représenter pour vous exprimer en son nom et en celui du Conseil de Direction, la grande satisfaction de voir réunies, dans ce Palais, les personnalités illustres qui composent l'Institut de Droit International; en leur souhaitant la bienvenue à Washington, nous tenons à leur dire l'admiration et les félicitations que méritent leurs efforts efficaces en faveur du progrès de la très noble science du droit international qui prépare l'avènement de la paix permanente dans le monde et la bonne entente entre les peuples.

Le Conseil de Direction de l'Union Panaméricaine salue ces hôtes sages et distingués.

II. — *Allocution du Baron Rolin-Jacquemyns,
membre et ancien Président de l'Institut.*

Monsieur le Président,

Messieurs,

Le Bureau de l'Institut de Droit International a bien voulu me confier la mission de répondre, au nom de notre Institut, au discours de bienvenue que nous venons d'entendre, et d'exprimer ici les sentiments de mes collègues et les miens, à l'égard de l'Union Panaméricaine, qui nous fait l'honneur de nous recevoir aujourd'hui.

J'ai à peine besoin de vous dire combien je suis sensible au témoignage de confiance qui m'est ainsi donné.

En me disposant à prendre la parole, je me suis tout d'abord demandé quelle serait la langue dont je ferais usage et s'il ne convenait pas qu'ici à Washington, je me serve autant que possible de la langue du pays. Mais, après réflexion, je me suis dit que cette langue n'est toutefois pas plus particulièrement celle de l'Union Pan-Américaine, exprimant l'entente de vingt et un Etats, tant du Sud et du Centre du continent américain, que de l'Amérique du Nord. L'Union a donc plusieurs langues et, parmi elles, à côté des langues anglaise, espagnole et portugaise, figure aussi la langue française, qui est celle de la république d'Haïti. Dans ces conditions, je n'ai plus éprouvé aucun scrupule à me servir ici de la langue française, qui est la langue habituelle de l'Institut de Droit International et qui est aussi une des langues propres à l'Union Pan-Américaine.

Les membres de notre Institut connaissent tous l'origine, l'objet et l'activité de l'Union Pan-Américaine. Nous savons qu'elle fut le fruit de la Première Confé-

rence Interaméricaine tenue à Washington en 1889, et qu'elle sert d'organe permanent aux conférences pan-américaines, en portant tout spécialement son attention sur le développement des relations intellectuelles et économiques, entre toutes les républiques de l'ensemble du continent américain, de façon à y maintenir, à y développer et à y fortifier la bonne entente parmi toutes les nations de cette vaste partie du monde.

L'Union est placée sous l'autorité permanente d'un Comité (Governing Board) composé du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et des Ambassadeurs ou Ministres des Républiques de l'Amérique latine. Nous n'ignorons pas, d'autre part, l'active influence de son Directeur Général, M. le Dr Rowe, que nous sommes particulièrement heureux de rencontrer ici et qui se consacre notamment à favoriser et à contrôler de nombreuses publications d'information, de recherche et de propagande. Ceiles-ci sont, bien entendu, toujours publiées dans les diverses langues de l'Union.

Certains de nos collègues connaissent tout particulièrement cette activité de l'Union Pan-Américaine et, parmi eux, je citerai en premier ordre notre très cher Président, M. James Brown Scott et M. de Bustamante, l'éminent jurisconsulte cubain. Mais tous ici, nous l'apprécions et nous l'admirons, et il en est de même très certainement de nos collègues qui n'ont pu prendre part à notre première session américaine.

La tâche, que s'est assignée notre Institut, est autre bien entendu que celle de l'Union. Nous faisons du *droit* et c'est, dans le domaine du droit, que nous pensons pouvoir contribuer notamment à l'œuvre de la paix dans le monde. Mais nous sommes par le fait assez bien placés,

semble-t-il, pour apprécier hautement l'œuvre de l'Union Pan-Américaine et c'est ce qui m'autorise peut-être à saisir l'occasion, qui m'est offerte ici, pour rectifier une erreur d'appréciation concernant l'œuvre qui lui est assignée.

En Europe, on suppose parfois que cette œuvre pourrait être en concurrence ou en contradiction avec celle de la *Société des Nations* et, à mon avis, c'est tout le contraire qui est vrai.

La *Société des Nations* travaille à assurer la paix dans le monde entier. Pour cela même, elle ne peut qu'apprécier hautement l'œuvre de l'Union Pan-Américaine, qui s'attache spécialement à un continent, où son effort se rencontre avec celui de la *Société des Nations* et contribue à le rendre plus effectif dans cette partie du monde. Cette manière de voir, que j'exprime ici, est du reste pleinement en concordance avec les récentes déclarations de l'Assemblée de Genève de 1928, en faveur des ententes régionales.

Et nous savons, d'autre part, que peu après l'adoption de l'Acte général d'arbitrage et de divers modèles de conventions d'arbitrage par la *Société des Nations*, au cours de son Assemblée de septembre 1928, une Conférence internationale des Etats américains s'est réunie à Washington, du 6 décembre 1928 au 5 janvier 1929, pour y traiter de la conciliation et de l'arbitrage. Cette Conférence a adopté une Convention générale sur la Conciliation, un Traité général d'Arbitrage inter-américain, et un Protocole d'application progressive de l'Arbitrage.

Ces résolutions sont dues manifestement à l'effort persistant de l'Union Pan-Américaine et rien ne met mieux

en lumière la concordance entre l'effort pacifique de la Société des Nations et celui de votre Union.

Il est même particulièrement intéressant de signaler à ce propos que le projet de traité d'arbitrage inter-américain prévoit, dans certains cas, le recours à deux membres non-américains de la Cour Permanente de Justice de La Haye, pour désigner un tiers arbitre qui pourra appartenir à n'importe quelle nation autre que celle des Etats en cause, soit donc *aussi bien à une nation européenne qu'à une nation américaine*.

Y a-t-il rien qui mette mieux en lumière la largeur d'esprit qui anime l'Union Pan-Américaine.

C'est ce que les membres de notre Institut savaient et comprenaient sans doute déjà *tous*, avant d'être venus prendre part à cette session qu'ils ont voulu tenir en terre américaine. Mais, sans doute que nos membres européens, venus ici pour la première fois et qui ont pu considérer quelque peu votre *esprit américain*, en ont apprécié encore davantage la largeur de vues.

Comme notre président, M. James Brown Scott, en exprimait récemment l'espoir, lors de la clôture de notre session, nous avons du reste aperçu ici, derrière cet esprit américain, « le vieil esprit *européen* » qui existe non seulement dans l'Amérique latine, mais aussi dans la grande République des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, où nous sommes accueillis avec tant de bienveillance.

Jadis, et il n'y a pas si longtemps, l'Europe était bien loin de l'Amérique, plus loin même peut-être que l'Amérique ne l'était de l'Europe.

J'ai pu m'en rendre compte tout récemment, en faisant quelques recherches dans les archives du département

des Affaires Etrangères à Bruxelles, sur les premières relations de la Belgique avec les Etats-Unis, après sa constitution en royaume indépendant en 1830. Dès 1831, notre Gouvernement eut à cœur d'envoyer un agent diplomatique à Washington pour y négocier un traité et cet agent mit dix semaines à arriver à son poste, après quoi le traité signé à Washington s'égara en cours de route et mit près de six mois à parvenir à Bruxelles et, de la sorte, après bien d'autres péripéties, ce fut seulement après quinze années, que le premier traité, entre les Etats-Unis et la Belgique, put être conclu et ratifié de part et d'autre.

Maintenant, au contraire, nous suivons au jour le jour ce qui se passe dans l'autre continent devenu pratiquement voisin de celui où nous sommes. Mes collègues européens et moi nous sommes arrivés ici en quelques jours. En cours de route, le télégraphe nous suivait ou nous précédait, et même nous nous parlons d'un continent à l'autre, quand cela en vaut la peine.

Aussi n'est-il pas étonnant que nous soyons à présent pénétrés, de plus en plus, d'un même esprit qui n'est ni spécialement *américain*, ni spécialement *européen*.

Cet esprit est *mondial* et c'est dans cet esprit, Messieurs, que les membres de l'Institut de Droit International, qu'ils soient *Américains* ou *Européens*, sont tous d'accord pour exprimer ici, par ma voix, leur admiration et leur sympathie envers l'Union Pan-Américaine. Ils lui souhaitent de tout cœur la bonne continuation de la grande œuvre d'entente internationale qu'elle a entreprise et qu'elle poursuit dans le vaste continent américain, pour le plus grand bien du monde entier.

IV.

Délibérations en séance plénière.

Les diverses questions retenues sur la proposition du Bureau ont été discutées au cours des séances suivantes :

I. — *Protection internationale des droits de l'homme, du citoyen et des minorités* (Rapport de M. MANDELSTAM), dans les séances du vendredi 11 (matin) et samedi 12 (matin) octobre.

II. — *Statut juridique des sociétés en droit international* (Rapporteurs : MM. ASSER et STREIT), dans les séances du vendredi 11 (après-midi) et samedi 12 (après-midi) octobre.

III. — *Extension de l'arbitrage obligatoire* (Rapporteurs : MM. BOREL et POLITIS), dans la séance du lundi 14 octobre (matin).

IV. — *La clause d'arbitrage obligatoire dans les conventions de droit international privé* (Rapporteur : M. STRISOWER), dans la séance du lundi 14 (après-midi), mardi 15 (après-midi) et vendredi 18 (matin) octobre.

V. — *Immunités diplomatiques et consulaires* (Rapporteurs : MM. HILL et MARSHALL BROWN), dans les séances du mardi 15 (matin), mercredi 16 (matin), jeudi 17 (matin) et vendredi 18 (matin) octobre.

VI. — *De l'accès des particuliers aux juridictions internationales* (Rapporteur : M. SÉFÉRIADIS), dans les séances du mardi 15 (après-midi) et mercredi 16 (après-midi) octobre.

VII. — *La codification du droit international* (Rapporteurs : MM. ALVAREZ et DE LAPRADELLE), dans la séance du mercredi (après-midi) 16 octobre.

VIII. — *Avis consultatifs de la Cour Permanente de Justice Internationale* (Rapporteurs : MM. DE LAPRADELLE et NÉGULESCO), dans la séance du jeudi (matin) 17 octobre.

I. — Déclaration des droits internationaux de l'homme.

VINGT-DEUXIÈME COMMISSION.

Rapporteur : M. MANDELSTAM.

Première séance : vendredi (matin) 11 octobre 1929.

La séance est ouverte à 10 heures, sous la présidence de M. James Brown Scott, Président de l'Institut.

Le PRÉSIDENT déclare qu'à la suite d'une décision du Bureau, des comptes rendus des délibérations scientifiques seront chaque jour fournis à la presse, mais que l'assistance des délégués de la presse à ces délibérations a été exclue, et ce avant tout pour éviter les malentendus pouvant se produire à raison de l'usage exclusif du français.

Le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. Mandelstam, Rapporteur de la Vingt-deuxième Commission, concernant la protection internationale des droits de l'homme, du citoyen et des minorités.

M. MANDELSTAM rappelle qu'à la suite d'une décision prise à Rome, en 1921, un rapport détaillé sur les mino-

rités avait été déposé par lui en 1925, à La Haye. Ce rapport n'a pu y être examiné et peu après des faits nouveaux se sont produits à la sixième Assemblée de la Société des Nations, où certains Etats ont réclamé la généralisation du régime assurant la protection des minorités auquel ils étaient astreints par des traités conclus avec les principales Puissances alliées, tandis que d'autres Etats non soumis à ce régime se sont opposés énergiquement à une généralisation pouvant donner naissance à des minorités artificielles.

En présence de cette situation nouvelle, le Rapporteur a cru bon de chercher une solution provisoire du problème dans un compromis : la généralisation des seuls droits de l'homme et du citoyen, laquelle, à son avis, pourrait être acceptée par tous les Etats et qui donnerait en même temps une certaine satisfaction aux Etats liés par les traités, puisqu'elle rendrait universelle la protection des droits essentiels garantis par les traités à l'individu (le droit à la vie, la liberté, la propriété). Le Rapporteur a dès lors établi deux nouveaux projets : un projet concernant les droits de l'homme et du citoyen et un projet destiné aux seuls Etats comprenant des minorités, en laissant ouverte la question de la détermination de ces Etats, question relevant, à son avis, du domaine politique.

En mars 1928, la Commission a accepté, en y apportant certaines modifications, les projets élaborés par le Rapporteur. Dernièrement, au cours d'une nouvelle session de la Commission, le premier projet a encore été remanié en vue d'éliminer de son texte toute disposition qui, de l'avis de la majorité, devrait trouver sa place dans le second projet relatif aux minorités.

M. Mandelstam exprime l'espoir que l'Institut voudra bien aborder dans sa prochaine session l'examen de ce second projet.

En établissant le premier projet, la Commission a tenu compte notamment des différentes dispositions constitutionnelles adoptées au XVIII^e siècle; des traités qui en pays de chrétienté, dès le XVII^e siècle, ont stipulé la liberté de conscience et l'égalité civile et politique de tous les citoyens (tels les traités de Oliva, Ryswick, Nimègue, etc., et plus tard différents actes signés à Vienne en 1815); des obligations imposées à la Turquie et aux pays détachés d'elle par le Traité de Berlin; enfin des traités de minorités. La Commission est arrivée à la conclusion que le principe de l'égalité de tous les Etats devant le droit international exige qu'il soit mis fin à une situation d'après laquelle certains pays sont astreints à des limitations de souveraineté qui n'existent pas pour les autres. Dans la conscience du monde moderne, la souveraineté de tous les Etats doit être limitée par le but commun de l'humanité. Comme l'a dit dans l'enceinte même de l'Institut, lors de la session de Rome, M. de Lapradelle, une société des Etats, dont les membres oublieraient que, si l'individu est subordonné à l'Etat dans la cité, l'Etat dans le monde n'est qu'un moyen en vue d'une fin, la perfection de l'humanité, manquerait essentiellement à son devoir en cessant de répondre à son but. Aussi le projet de la Commission s'inspire-t-il du principe que la protection des droits de l'homme est le *devoir de tout Etat* envers la communauté internationale.

LE RAPPORTEUR donne ensuite lecture de la dernière rédaction du deuxième des projets établis par la Commission.

M. James Brown Scott cède la présidence à M. de Lapradelle, Premier Vice-Président.

LE PRÉSIDENT donne la parole à M. James Brown Scott.

M. James Brown Scott tient à rappeler à l'attention de l'Institut les faits qui justifient les références du projet à la situation américaine. L'origine des principes constitutionnels admis à la fin du XVIII^e siècle en Amérique et en France doit être recherchée dans la déclaration de droits acceptée par une conférence (convention) du peuple de Virginie.

Cette déclaration porte que « tous les hommes sont par nature également libres et indépendants et ont certains droits naturels, dont ils ne peuvent en entrant en état de société, priver ou dépouiller leur postérité par aucune convention : à savoir la jouissance de la liberté, ainsi que des moyens d'acquérir et de posséder des biens et de rechercher et obtenir le bonheur et la sûreté ».

Les dits Etats de l'Union ont accepté implicitement les articles que l'Etat de Virginie s'était donnés. Ils dominent les décisions de la Cour Suprême des Etats-Unis.

Quand il quitta l'Amérique, souveraine à l'intérieur et indépendante au dehors, composée des treize anciennes colonies, Lafayette, citoyen de chacune d'elles, possédait le texte de la déclaration des droits de l'homme contenue dans la Constitution de la Virginie et des dispositions semblables dans les constitutions des différents Etats de l'Amérique. C'est précisément en cette année mémorable de 1789 au cours de laquelle la Conférence fédérale des treize Etats du Nouveau Monde, réunie à Philadelphie

et l'Assemblée nationale en France donnèrent une forme à peu près définitive et tout acceptable aux principes des dites déclarations.

Les règles adoptées par le Nouveau Monde, libéré des traditions du passé, ont donc été acceptées en France et de cette façon l'alliance des deux pays ne s'est pas seulement manifestée dans la lutte pour l'indépendance, mais également dans la vie spirituelle des peuples.

Sir Thomas BARCLAY éprouve une certaine difficulté à admettre que la question des minorités ne soit pas considérée comme une question interne. Mais puisque le projet actuel est uniquement relatif aux droits de l'homme, il ne croit pas devoir insister. Le projet se borne donc à déterminer les droits de l'étranger : droits relatifs à la personne, droits relatifs à la propriété (sauf restrictions y apportées dans certains pays, par exemple en ce qui concerne les navires dans un but de défense nationale), droit d'asile interdisant les expulsions. Sir Thomas Barclay croit à l'opportunité de proclamer ces principes, d'autant plus qu'il n'en a pas été tenu un compte suffisant dans les années de guerre et d'après-guerre, tant en ce qui concerne le respect de la propriété privée, qu'en ce qui concerne le droit d'asile.

M. WEHBERG souligne que c'est la première fois qu'une association scientifique s'occupe des droits de l'homme au point de vue international. Mais il regrette que la déclaration proposée laisse subsister des grandes lacunes : outre qu'elle est conçue en termes trop généraux, les principes qu'elle établit ne bénéficient pas de la garantie du recours à une instance internationale.

De plus, M. Wehberg voudrait que la déclaration constate également les devoirs de l'homme, devoirs corres-

pendant à des droits : au cas où, par exemple, un Etat viendrait à violer le Pacte Kellogg mettant la guerre hors la loi, les citoyens de cet Etat auraient le devoir international de se refuser à porter les armes. Comme la déclaration constitue un premier pas dans une voie nouvelle, il se ralliera cependant à son texte.

M. KOSTERS se demande si les principes établis dans cette déclaration s'appliquent également aux colonies : l'affirmative s'impose, parce qu'on doit, semble-t-il, admettre que cette déclaration se trouve basée sur les principes de droit naturel, qui s'appliquent partout. Mais dans certaines colonies une petite minorité gouverne une grande majorité d'individus ; en outre, accorder à des races indigènes tous les droits de l'homme et notamment l'admissibilité des indigènes à tous les emplois, est très délicat : c'est là une question de politique coloniale qui, aux Pays-Bas, par exemple, est vivement discutée.

M. DE BUSTAMANTE voudrait y voir fixer avant tout, avec précision, l'objet des travaux. En effet, deux questions toutes différentes se présentent : l'une est une question de droit international public, l'autre une question de droit international privé. D'une part, l'on peut, en effet, examiner les problèmes des minorités, question peut-être temporaire, née à la suite de la guerre mondiale, du fait que les puissances victorieuses ont imposé certaines règles à certains pays pour donner des garanties à certaines races ; la tendance du projet semble être d'étendre à d'autres pays ces règles concernant notamment les droits des citoyens (articles 4 et 5), mais en réalité il s'agit dans ce cas d'une situation spéciale à certaines parties de l'Europe qui relèvent du droit international public ; d'autre part, l'on peut examiner le

problème relatif aux droits de l'étranger, problème de droit international privé à étudier sous un angle différent. De l'avis de M. de Bustamante, le projet est conçu pour résoudre un problème de droit public local non de droit international privé général. A titre d'indication préliminaire, M. de Bustamante signale que, en parlant de « personnes » les différents articles du projet semblent ne pas distinguer les personnes physiques des personnes morales.

M. ERICH demande au Rapporteur s'il a pris en considération la possibilité d'introduire dans le présent projet, *mutatis mutandis*, le principe qui se trouve formulé dans des termes très modestes et avec toutes réserves nécessaires, dans l'article premier de son autre projet. Cet article est ainsi conçu :

Article premier : Nonobstant l'existence d'une langue officielle, des facilités appropriées aux circonstances, seront données à tous les ressortissants d'une langue autre que la langue officielle devant les autorités tant judiciaires qu'administratives et au sein des corps constitués.

C'est là une disposition qui n'est pas uniquement, ni même principalement, destinée à protéger une langue quelconque, mais qui vise plutôt à protéger les divers droits individuels prévus dans le présent projet. Il est évident qu'un individu est exposé au risque de voir, dépourvu de protection un de ses droits élémentaires, s'il se trouve entièrement hors d'état de communiquer avec les autorités judiciaires ou administratives du pays dans une langue qui soit compréhensible aussi bien à lui qu'à l'autorité en question. C'est pourquoi il pourrait être utile de tenir compte, dans le présent projet, du principe indiqué.

Le RAPPORTEUR répond que l'article signalé est à sa place dans un projet détaillé relatif aux minorités, mais que dans un projet visant les droits de l'homme, la rédaction actuelle paraît suffisante pour garantir à l'individu d'une manière effective le libre usage de sa langue.

M. KENNEDY estime que la déclaration est incomplète parce que les derniers articles du projet de la Commission n'ont laissé qu'une trace à son avis insuffisante dans l'article 3. Dans ces conditions, il se rallie à l'acceptation du dit projet de déclaration, avec le ferme espoir que les questions remises seront traitées à l'occasion de la discussion du rapport sur les minorités, envisagée comme il a été convenu pour le début de la prochaine session de l'Institut.

M. STRISOWER déclare qu'il n'est pas question d'établir un projet de convention qui donnerait lieu à des interventions continuelles dans le domaine de la législation interne des Etats, mais qu'il s'agit de proclamer les droits que la conscience du monde civilisé reconnaît aux individus en tant qu'hommes. Contrairement à l'avis de M. de Bustamante, ceci n'est pas compris dans le problème des minorités examiné dans le second projet et qui a trait au rapport entre minorités et Etats : question des écoles, question de l'emploi des langues au parlement, par exemple.

Dans le présent projet, il s'agit des droits de l'homme et du citoyen dans son individualité. C'est dire, d'autre part, qu'il ne concerne pas seulement les droits des étrangers comme le voudrait M. de Bustamante,

M. SCHÜCKING fait observer que s'il dépend de la souveraineté de chaque Etat de déterminer les droits de ses

ressortissants, la souveraineté nationale se trouve cependant limitée en cette matière et la fixation de ces limites est une question de droit international.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS estime qu'il faut avant tout répondre à la question préliminaire posée par M. de Bustamante. Primitivement le projet de la Commission a été relatif aux droits de l'homme et du citoyen, mais le Baron Rolin-Jaequemys est porté à croire que dans le projet actuel il ne s'agit plus de déterminer les droits du citoyen, ce qui constitue une question de droit interne ou même de politique, mais uniquement de proclamer les droits de l'homme.

D'accord avec M. Strisower, il estime qu'il ne faut pas se borner à examiner les droits des étrangers, mais également les droits essentiels des individus étrangers ou non. Par contre, il estime qu'il faut se garder de s'occuper des droits des citoyens comme tels, ce qui soulèverait des difficultés et notamment celles concernant les colonies signalées par M. Kusters.

M. DE MONTLUC est d'avis que la question soulevée par M. Kusters concernant les colonies devrait être traitée à part.

La discussion générale étant close, le Président donne lecture de l'article premier ainsi conçu :

« Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à toutes personnes le droit égal à la vie, à la liberté et à la propriété, et d'accorder à tous, sur leur territoire, pleine et entière protection de ce droit, sans distinction de sexe, de race, de langue ou de religion. »

M. MAHAÏM sollicite une déclaration du Rapporteur pour montrer que cet article doit être interprété de

façon raisonnable et qu'il ne peut, par exemple, signifier l'abolition de la peine de mort ou apparaître comme une déclaration contre le socialisme. Il constate, d'autre part, que le droit égal à la propriété comprend le droit au travail.

M. MANDELSTAM répond que naturellement le texte de la Commission n'a certainement pas en vue d'assurer l'impunité pour la violation des lois ni de condamner un système politique quelconque comme tel. Néanmoins, en attendant que le moment où la limite dans laquelle l'Etat peut restreindre les droits garantis, sera fixée internationalement, il ne croit pas possible d'introduire une restriction expresse. Si l'on disait, par exemple, « dans les limites de la loi », on ouvrirait la porte à tous les abus de la part de l'Etat, abus qui pourraient être justifiés par les lois arbitraires.

M. LÉMONON propose l'amendement suivant :

« Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal à la vie, à la liberté et à la propriété, et d'accorder à tous, sur son territoire, pleine et entière protection de ce droit, sans distinction de nationalité, de sexe, de race, de langue ou de religion. »

Il est interdit à un Etat de soumettre les personnes résidant sur son territoire à un traitement différentiel à raison de leur sexe, de leur race, de leur langue ou de leur religion, quant à la jouissance des droits naturels que possède tout être humain à la liberté et à la propriété.

M. DE BUSTAMANTE estime que le texte de la Commission est trop large et ne respecte pas le droit constitutionnel des Etats : comment d'ailleurs définir la liberté ? quelles en sont les limites ? Il préfère le texte de M. Lémonon.

Le PRÉSIDENT objecte à ce texte que l'absence de traitement « différentiel » ne donne pas une garantie suffisante puisqu'il s'agit de déterminer non pas les droits des étrangers, mais en général les droits de l'homme.

Sir Thomas BARCLAY propose un amendement auquel le *Rapporteur* se rallie et qui consiste à insérer les mots « sans distinction de nationalité » à l'article premier *in fine*.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS propose de remplacer les mots « toutes les personnes » par les mots « tout individu ». Le *Rapporteur* se rallie à cet amendement, la Commission n'ayant naturellement visé que les personnes physiques.

Par contre, le *Rapporteur* n'accepte pas l'amendement de M. Lémonon.

L'amendement de M. Lémonon est rejeté et l'article premier est adopté sous la forme suivante :

« *Article premier.* — Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal à la vie, à la liberté et à la propriété, et d'accorder à tous, sur son territoire, pleine et entière protection de ce droit, sans distinction de nationalité, de sexe, de race, de langue ou de religion. »

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article 2, rédigé comme suit :

« *Article 2.* — Tout Etat a le devoir de reconnaître, dans les limites de sa juridiction, à toute personne, le droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. »

M. Yanguas Messia propose le texte suivant :

« Tout Etat a le devoir de reconnaître à tout individu le droit au libre exercice privé de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Il rappelle qu'en Espagne est établie la tolérance religieuse, c'est-à-dire que d'après sa législation, aucune personne ne sera atteinte ni inquiétée en raison de ses idées religieuses ou de l'exercice du culte de sa propre religion, mais les manifestations publiques du culte ne sont permises qu'à la religion catholique. Cette règle est trop enracinée dans la tradition espagnole pour être modifiée. Il estime que le respect de la liberté de conscience qu'on veut assurer y est néanmoins reconnu et qu'il serait peu désirable de s'immiscer dans le domaine du droit interne.

M. DIÉNA se rallierait à cet amendement si la réserve de l'ordre public et des bonnes mœurs insérée à la fin de l'article proposé par la Commission ne le rendait inutile.

LE PRÉSIDENT demande à M. Yanguas Messia si cette interprétation lui donne ses apaisements.

M. Yanguas MESSIA se rallie à cette interprétation et retire son amendement.

L'article 2 est adopté et porte :

« Article 2. — Il est du devoir de tout Etat de reconnaître, à tout individu, le droit égal au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. »

LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 3, ainsi conçu :

« Article 3. — Aucune restriction ne pourra être édictée contre le libre usage, par toute personne et en toute matière, de la langue de son choix ni contre l'enseignement de celle-ci. »

M. DE BUSTAMANTE voudrait dire au lieu de « langue de son choix », « langue maternelle » ; il faut éviter les abus et empêcher par exemple qu'un délinquant prétende faire choix d'une langue qui n'est pas la sienne habituellement pour retarder le fonctionnement de la justice.

Le Baron ROLIN-JAQUEMYS fait observer que la détermination de la langue maternelle offre souvent les plus grandes difficultés.

M. VALLOTTON D'ERLACH rappelle que le texte de la Commission est le résultat de longues discussions et que les mots « langue de son choix » ont été adoptés parce que cela évite toute équivoque et présente d'ailleurs une grande importance : défendre à un individu l'emploi de la langue de son choix, cela équivaut parfois à lui interdire l'accès aux tribunaux ; c'est le priver de la possibilité de communiquer librement avec les siens, de leur transmettre les traditions et la foi dans lesquelles il tient à les élever.

M. LÉMONON propose de supprimer les mots « ni contre l'enseignement ». Il ne peut admettre, en effet, que l'on puisse obliger un Etat à laisser enseigner une langue étrangère.

LE RAPPORTEUR s'oppose à cette proposition.

M. HAMMARSKJÖLD signale que l'expression « langue de son choix » a le caractère d'un terme technique qui figure dans des textes de traités ; il voudrait donc qu'il soit bien entendu et constaté au procès verbal qu'il s'agit

ici non pas d'une interprétation de cette expression au sens technique, mais que l'expression est prise dans un sens général.

Le PRÉSIDENT déclare que cette constatation figurera au procès-verbal.

M. ALTAMIRA admet la liberté de l'enseignement privé d'une langue, mais pas l'obligation de l'Etat d'ordonner un enseignement public. Il voudrait, d'autre part, supprimer les mots « en toute matière » ; cette expression est trop large ; il pourrait en résulter une atteinte aux droits publics internes et imposerait aux administrations publiques des charges manifestement excessives.

M. MANDELSTAM accepte cette proposition.

M. DIÉNA demande de spécifier qu'il s'agit de l'enseignement privé : aucune disposition ne devrait régler l'attitude des pouvoirs publics quant à l'enseignement officiel.

Le PRÉSIDENT suggère l'expression « enseignement familial ».

Le RAPPORTEUR déclare que la Commission n'a pas voulu viser la question de l'enseignement public.

M. DIÉNA retire en conséquence son amendement et se contente de ses déclarations insérées au procès-verbal.

L'amendement de M. Lémonon est rejeté ; le texte de l'article 3 adopté par l'Institut est ainsi conçu :

« Article 3. — Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu, le droit au libre usage de la langue de son choix, et de l'enseignement de celle-ci. »

La séance est levée à 13 h. 30.

Deuxième séance : samedi (matin) 12 octobre 1929.

La séance est ouverte à 9 h. 30, sous la présidence de M. DE LAPRADELLE, Premier Vice-Président, qui donne lecture de l'article 4 :

« Article 4. — Aucun motif tiré, directement ou indirectement, de la différence de sexe, de race, de langue ou de religion, n'autorise les Etats à refuser à aucun de leurs citoyens les droits privés et les droits publics, notamment l'admission aux établissements d'enseignement public, l'accès aux emplois publics, fonctions et honneurs, et l'exercice des différentes activités économiques, professions et industries. »

M. NIROYET pose au Rapporteur la question suivante : Quel est le sens du mot « citoyen » ? Comprend-il notamment les indigènes des colonies, qui, dans la terminologie juridique française, constituent une catégorie de nationaux distincte de celle des citoyens proprement dits : les sujets. Si le mot « citoyen », dans la pensée de la Commission, comprend les sujets des colonies, en les admettant au bénéfice des droits qu'il prévoit, l'article contredit les règles fondamentales en vigueur en territoire colonial.

M. CAVAGLIERI demande au Rapporteur si, en écrivant « qu'aucun motif tiré de la différence de sexe, n'autorise les Etats à refuser à aucun de leurs citoyens les droits privés et publics », la Commission a entendu obliger les Etats à accorder aux femmes le droit de suffrage et l'accès aux fonctions publiques.

M. STARR pense qu'il faudrait ajouter au texte de l'article les mots « [aucun motif tiré directement ou indirectement] de la nationalité ».

MM. GIDEL et HAMMARSKJÖLD demandent la suppression de l'article. Parler du citoyen et non plus de l'individu, c'est abandonner le domaine juridique international des droits de l'homme pour le domaine national des droits du citoyen.

Le Baron ROLIN-JAQUEMYS propose également la suppression de l'article pour les motifs qu'il a déjà énoncés au cours de la discussion générale. Il s'agit des droits de l'homme et non des droits du citoyen, lesquels ne sauraient faire l'objet d'une question internationale.

M. KOSTERS pense aussi que la suppression de l'article résoudrait les difficultés soulevées à propos du statut des indigènes des colonies. Si ceux-ci peuvent être et sont admis à certaines fonctions, il serait dangereux de leur donner accès à toutes.

Le Vicomte POUILLET demande au Rapporteur quelle est la portée des mots « droits publics » ? S'agit-il, en même temps que des droits publics proprement dits, tels que la liberté civile ou religieuse, des droits politiques qui assurent la participation au gouvernement de la cité ?

MM. DE MONTLUC et DE BOECK sont, au contraire, partisans du maintien de l'article 4. Il constitue pour eux la sauvegarde nécessaire des articles précédents.

M. MANDULSTAM, Rapporteur, accepte la suggestion de M. Streit. Répondant en suite à MM. Niboyet et Kusters, il déclare que, dans l'esprit de la Commission, les indigènes des colonies ne sont pas visés par l'article 4 du projet.

Répondant à MM. Rolin-Jacquemys, Gidel et Hammarskjöld, le Rapporteur déclare qu'il lui paraît difficile de tracer une limite distincte entre les droits de l'homme et certains droits du citoyen. Ainsi, l'égalité

de tous les nationaux en ce qui concerne la jouissance des droits publics et privés lui semble trouver sa base dans les droits de l'homme. Le Rapporteur pense, d'autre part, qu'il serait imprudent de renvoyer l'article à l'époque où sera discuté le projet relatif aux droits des minorités. L'article 4 vise en effet aussi bien les droits des *majorités*, lesquels droits ne sauraient être garantis dans un projet ultérieur exclusivement consacré aux minorités.

Le Rapporteur répond à M. le Vicomte Poulet que, dans le système de l'article 4, les mots « droits publics » ne comprennent pas les droits politiques.

Quant à la question de M. Cavaglieri, le Rapporteur se disant personnellement partisan convaincu de l'égalité complète des deux sexes devant la loi, déclare que l'article 4 accorde aux femmes, comme aux hommes, les mêmes droits privés et publics, ces derniers dans le sens qu'il vient d'établir. Il pense que si certains Etats n'ont pas encore sanctionné cette égalité, cela ne saurait empêcher l'Institut de la proclamer, s'il la croit, comme la Commission, conforme à la conscience juridique du monde contemporain.

M. KENEDGY se rallie au point de vue du Rapporteur. Il est, en la matière, d'autant plus féministe que la question des droits *politiques* de la femme se trouve en principe écartée par la nature purement scientifique des débats de l'Institut.

Le PRÉSIDENT pense que pour donner satisfaction à certaines des critiques formulées, on pourrait supprimer les mots « accès aux emplois publics, fonctions et honneurs » qui ne correspondent nullement à un droit, chaque Etat étant libre de choisir comme il l'entend ses fonctionnaires.

Il propose, en outre, de substituer le terme « nationaux » à celui de « citoyens ».

M. MANDELSTAM, Rapporteur, consent à cette double modification.

MM. GIDEL et HAMMARSKJÖLD retirent en conséquence leur demande de suppression de l'article.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS maintient la sienne. Si la modification de l'article écarte les objections qu'il a faites touchant le citoyen, il ne peut admettre le mot « nationaux » qui limite encore la portée d'application des articles précédents. Quelle que soit la définition du national, le terme est forcément plus restrictif que celui d'individu.

M. STRISOWER pense, au contraire, que l'article 4 ne diminue pas la portée des articles précédents. Le terme de « nationaux » exclut uniquement les sujets.

L'article 4, modifié sous la forme suivante, est mis aux voix :

« Article 4. — Aucun motif tiré, directement ou indirectement, de la différence de sexe, de race, de nationalité, de langue ou de religion, n'autorise les Etats à refuser à aucun de leurs nationaux, les droits privés et les droits publics, notamment l'admission aux établissements d'enseignement public, et l'exercice des différentes activités économiques, professions et industries. »

Le texte est adopté par 31 voix contre 22.

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article 5, ainsi conçu :

« Article 5. — L'égalité prévue ne devra pas être nominale mais effective.

» Aucune discrimination, ni directe ni indirecte, ne sera tolérée :

» Notamment, il ne sera permis à aucun Etat de retirer arbitrairement sa nationalité à ceux que, pour des raisons de sexe, de race, de langue ou de religion, il ne saurait priver des garanties prévues aux articles précédents. »

M. CAVAGLIERI demande la suppression du deuxième alinéa « Aucune discrimination ni directe ni indirecte, ne sera tolérée ». Une telle formule dépasse, tout d'abord le cadre de la déclaration qui a un caractère purement moral. D'autre part, il est imprécis : quelle est, dans la pensée de la Commission, l'autorité supérieure qui ne tolérera pas la discrimination prévue ? Si tout Etat peut intervenir au nom de l'humanité la solution est manifestement exagérée.

Bien plus, l'alinéa est inutile, l'alinéa premier étant suffisamment clair.

M. MANDELSTAM, Rapporteur, ne partage pas l'opinion de M. Cavaglieri, mais il consent à la suppression de l'alinéa 2, à condition qu'il soit entendu que la pensée exprimée par l'alinéa 2 est déjà exprimée dans l'alinéa premier.

En conséquence, le texte de la Commission est ainsi modifié :

« L'égalité prévue ne devra pas être nominale, mais effective. Aucun Etat n'a le droit de retirer arbitrairement sa nationalité à ceux que, pour des raisons de sexe, de race... »

M. VALLOTTON pense, contrairement à l'opinion du Rapporteur, que le deuxième alinéa, seul, a une importance que personnellement il tient pour considérable. C'est bien plutôt le premier alinéa qui doit être supprimé, comme étant de nature à diminuer la portée des

articles précédents, en insistant inopportunément sur le sérieux des déclarations de l'Institut.

Sir Thomas BARCLAY est également d'avis de conserver le deuxième alinéa qui constitue, de la part de l'Institut, une déclaration de haute humanité.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS précise qu'à ce sujet il a déposé, avant la discussion, un amendement tendant à la suppression de l'alinéa premier. Il partage toutes les critiques formulées contre lui.

M. HAMMARSKJÖLD une fois l'article 4 adopté ne formule aucune critique contre le fond de l'article 5. Mais il pense que la rédaction devrait être atténuée, de façon à ménager les susceptibilités des gouvernements. Il propose un amendement qui, en ce qui concerne le troisième alinéa, est ainsi conçu :

« Aucun Etat n'aura le droit de retirer, *sauf pour des motifs tirés de sa législation générale, sa nationalité à* ceux...

M. STRISOWER se rallie à ce texte. Il est d'avis de maintenir le premier alinéa de l'article.

Le Vicomte POULLET se prononce également en faveur du maintien de l'alinéa premier. Il importe de spécifier qu'il s'agit d'une égalité *effective*, car il arrive souvent que, sous la couleur d'une égalité, purement apparente, on prive en fait certains citoyens de leurs droits.

Il propose que le troisième alinéa de l'article, qui vise un cas spécial, soit détaché de manière à former l'article suivant :

« Aucun Etat n'a le droit de retirer arbitrairement sa nationalité à ceux que, pour des raisons de sexe, de race, de langue ou de religion, il voudrait priver des garanties prévues aux articles 4 et 5 ci-dessus. »

M. Charles DE VISSCHER soutient énergiquement les déclarations de MM. Strisower et Pouillet.

Il importe que l'Institut condamne la mise en œuvre de procédés indirects susceptibles de tourner dans la pratique la règle posée en droit. Le mot « *effective* » est capital, de même que l'expression « *discrimination indirecte* ».

Par contre, la suite de l'article n'est pas nécessaire. Le retrait de nationalité prévu n'étant qu'une forme de discrimination indirecte.

Il dépose l'amendement suivant :

« L'égalité prévue ne devra pas être nominale mais effective ; elle exclut toute discrimination directe ou indirecte. »

M. DIÉNA demande à expliquer son vote. Il votera contre l'article 5 qu'il considère comme sortant des limites de la déclaration. Il vise en effet les droits du citoyen alors que celle-ci ne traite que des droits de l'homme. L'assemblée procède ensuite au vote.

L'amendement de M. De Visscher est adopté par 38 voix contre 9, et le texte ainsi amendé devient l'article 5.

L'amendement de M. Hammarskjöld, accepté par le Rapporteur, est adopté par 40 voix contre 3.

La séparation du dernier alinéa, demandée par M. Pouillet, est également adoptée.

L'article 5 nouveau se lit :

« Article 5. — L'égalité prévue ne devra pas être nominale mais effective ; elle exclut toute discrimination directe ou indirecte. »

Le dernier alinéa devient l'article 6 :

« Article 6. — Aucun Etat n'aura le droit de retirer, sauf pour des motifs tirés de sa législation générale,

sa nationalité à ceux que, pour des raisons de sexe, de race, de langue ou de religion, il ne saurait priver des garanties prévues aux articles précédents. »

L'assemblée passe ensuite au vote du Préambule. Sur une question du Président, elle décide de procéder paragraphe par paragraphe.

§ 1^{er}. — [*L'Institut de Droit International considérant que la conscience juridique du monde civilisé exige la reconnaissance internationale à l'individu d'une sphère juridique soustraite à toute atteinte de la part de l'Etat.*]

M. CAVAGLIERI propose la substitution du mot « droits » à l'expression « sphère juridique ».

M. STREIT demande la suppression du qualificatif *internationale* (reconnaissance internationale).

M. MANDELSTAM, Rapporteur, accepte ces modifications.

Le paragraphe, ainsi modifié, est adopté.

§ 2. — *Que les déclarations des droits, inscrites dans les constitutions américaine et française de la fin du XVIII^e siècle, n'ont pas seulement statué pour le citoyen, mais pour l'homme.*

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS fait remarquer qu'en dehors des constitutions américaine et française de la fin du XVIII^e siècle, un grand nombre de constitutions européennes ont proclamé l'existence des droits de l'homme. Dans sa rédaction, la Commission ne paraît-elle pas l'ignorer ? Il dépose un amendement modifiant le texte comme suit :

[que les déclarations des droits] inscrites dans un

grand nombre de constitutions et notamment [dans les constitutions américaines...]

M. NIORET propose, dans un même esprit, de compléter le paragraphe par l'alinéa suivant :

« Que, d'autre part, depuis la fin du XVIII^e siècle, de nombreuses constitutions européennes ont fait une place aux droits de l'homme. »

MM. CATELLANI et KEREDGY appuient la déclaration de M. Rolin-Jaequemyns.

Sir Thomas BARCLAY retrace, de son côté, l'ancienneté des déclarations anglaises du même ordre, notamment de l'*Habeas Corpus*. Il demande purement et simplement la suppression de l'alinéa.

LE PRÉSIDENT fait remarquer que la Commission est d'accord avec les différents orateurs pour reconnaître que la grande majorité des constitutions a reconnu et proclamé les droits de l'individu, mais il observe qu'il n'échappe à aucun des spécialistes présents de l'histoire du droit constitutionnel, que ces principes ont été formulés pour la première fois sous l'aspect d'une déclaration purement altruiste et non plus d'une revendication parlementaire par la constitution de Virginie apportée par Lafayette en France.

M. MANDELSTAM, Rapporteur, accepte la modification proposée par le Baron Rolin-Jaequemyns.

Le paragraphe ainsi modifié est adopté par 41 voix contre 5.

§ 3. — *Que plus spécialement, le XIV^e amendement de la Constitution des Etats-Unis dispose qu'aucun Etat ne privera quelque personne que ce soit de sa vie, sa liberté et sa propriété, sans due procédure de droit, et*

ne dénier à quelque personne que ce soit dans sa juridiction l'égale protection des lois.

MM. PEARCE HIGGINS et NIBOYER demandent la suppression du paragraphe comme faisant allusion à une constitution déterminée.

M. SIMONS se prononce pour son maintien.

M. GIDEL également. La formule très large qu'il contient est bien faite pour garantir contre toute injustice les droits dont il s'agit. Il est, d'autre part, normal de se référer au XIV^e amendement de la Constitution des Etats-Unis qui l'a particulièrement magnifiée.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS demande si les termes « due procédure » forment une expression correcte.

M. VALLOTTON propose d'inscrire entre guillemets l'expression critiquée.

Sur la proposition du Président, la formule en son entier sera comprise entre guillemets.

M. STRISOWER demande au Rapporteur la suppression des mots « plus spécialement ».

M. MANDLSTAM, Rapporteur, accepte l'une et l'autre modifications.

Le paragraphe 3 ainsi modifié est adopté par 39 voix contre 9.

Le paragraphe 4 est adopté sans modifications.

Le paragraphe 5 également.

§ 6. — *Que le droit international, qui implique l'égalité des membres de la communauté internationale, ne saurait se satisfaire d'une reconnaissance partielle.*

M. KOSTERS demande au Rapporteur s'il s'agit du droit international actuel, du *jus constitutum* ou du droit futur, du *jus constituendum*. Le droit international positif ne vise que les droits des Etats.

M. MANDELSTAM déclare qu'il s'agit en effet d'un droit nouveau, réclamé par la conscience juridique des peuples.

M. GIDEL propose la suppression de l'incidente « qui implique l'égalité des membres de la communauté internationale », qu'il trouve inutile.

Il rappelle, d'autre part, que cette formule a été introduite au cours de l'élaboration du texte, en liaison avec l'idée de la protection des minorités.

M. Charles DE VISSCHER propose, dans la même pensée, la suppression du paragraphe 6.

Le Rapporteur accepte au nom de la Commission.

§ 7. — *Qu'il importe dès lors d'étendre au monde entier la reconnaissance internationale des droits de l'homme.*

Le paragraphe est adopté et devient paragraphe 6.

§ 7 (nouveau). — *Que l'énumération de ces droits doit être complétée.*

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS demande la suppression de ce paragraphe. Il ne s'agit pas de compléter les droits de l'individu, mais bien d'en étendre la sphère de protection.

Le Rapporteur se prononce contre la suppression du paragraphe en question. Il lui paraît nécessaire de marquer dans la Déclaration que la catégorie des droits de l'homme n'est pas immuable, mais susceptible d'être élargie avec le temps.

M. HAMMARSKJÖLD pense également qu'on pourrait supprimer l'alinéa 7 en combinant sa formule avec le dernier paragraphe du préambule qui serait complété comme suit :

« Etant entendu que l'énumération de ces droits est susceptible d'être complétée. »

Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'il s'agit d'un amendement touchant le paragraphe suivant; il lui semble, d'autre part, difficile que l'Institut puisse reconnaître le caractère incomplet de sa déclaration.

Le paragraphe 7, mis aux voix, est rejeté par 31 voix contre 17.

§ 8 (et dernier). — *Considérant qu'en raison de l'existence d'un droit des gens pénétré de justice, développé dans une atmosphère de paix, sanctionné par la conscience humaine dans l'ordre de la morale et du droit, la liberté politique, l'égalité juridique et la fraternité internationale cessent d'être des aspirations de l'humanité pour devenir des réalités de la vie internationale, adopte et proclame comme base d'une déclaration mondiale, les règles suivantes :* »

M. STREIT propose le remplacement du paragraphe par le seul mot « proclame ».

Le RAPPORTEUR accepte.

Le PRÉSIDENT annonce que l'Assemblée doit procéder maintenant au vote de l'ensemble de l'article par appel nominal.

Sir Thomas BAUCLEY explique qu'il s'abstiendra en raison du trop grand nombre de réserves mises à la proclamation des droits individuels.

M. MERCIER demande la permission de motiver son vote. Il fait la déclaration suivante :

« Sans s'arrêter à la question — discutable — de savoir si l'Institut ne sort pas de ses attributions en

fixant les termes d'une déclaration des droits de l'homme, on peut douter de l'opportunité et de l'efficacité de celle-ci.

A l'égard des Etats, qui ont déjà inscrit dans leurs chartes toutes les garanties individuelles qu'implique cette déclaration, cette dernière est superflue.

Et à l'égard des autres Etats, une telle déclaration peut paraître sinon comme une critique, au moins comme une invitation à étendre les garanties individuelles, et cela sans connaître les circonstances particulières de chacun de ces Etats.

D'autre part, il ne me paraît pas opportun de proclamer les « droits de l'homme » sans proclamer aussi ses *obligations*. Les individus, comme les Etats, sont déjà trop enclins (à notre époque surtout peut-être) à réclamer tous les droits — même celui au bonheur — qui les comporterait tous — et à méconnaître leurs devoirs, non moins essentiels et impérieux, qui sont la première condition de tous ces droits. Une déclaration limitée aux droits individuels, sans aucune mention, même toute générale, des obligations qui s'imposent à tout homme dans l'état de société, ne me semble pas de nature à favoriser la paix *sociale*, non moins indispensable que la paix internationale à la souveraineté du droit. Ainsi donc, soit que la « déclaration » s'adresse aux Etats, soit qu'elle s'adresse aux individus, elle ne me paraît pas être d'une opportunité actuelle.

Tout en rendant l'hommage le plus sincère au haut idéal qui anime la déclaration soumise à nos suffrages et dont les principes continueront certainement à inspirer les travaux de l'Institut, j'estime devoir m'abstenir dans le vote qui va s'ouvrir. »

M. COUDERT explique également son abstention. Il n'a pu suivre l'ensemble des débats, mais la déclaration ne lui paraît pas opportune. Si elle conserve le caractère général et imprécis des déclarations antérieures elle n'a plus d'utilité. Si elle est précisée, elle devient dangereuse.

M. DE YANGUAS MESSIA appuie la déclaration de M. Mercier.

M. Pearce HIGGINS pense également que la déclaration est inutile et sans valeur juridique.

M. KENNEDY votera en faveur de la déclaration; mais se référant à la déclaration lue par lui dans la séance précédente, il tient à rappeler qu'il la considère comme incomplète.

MM. VERDROSS, STRISOWER, WEHBERG, KRAUS, SCHÜCKING, RODRIGO OCTAVIO, SÉFÉRIADÈS, TRIAS DE BES, STRUPP déclarent qu'ils voteront pour la déclaration, tout en la considérant comme insuffisante.

L'Assemblée procède au vote de l'ensemble de la déclaration, sur appel nominal. La déclaration est adoptée par 45 voix contre 1 et 11 abstentions.

M. DE LAPRADELLE félicite chaleureusement le Rapporteur qui, après avoir consacré à l'étude de cette question si délicate de longs travaux, a réussi à mener brillamment sa tâche à bonne fin.

M. James Brown SCOTT prie le Secrétaire général de faire consigner dans le procès-verbal que, dans son opinion, la déclaration internationale des droits de l'homme, qu'on vient de voter, est la constatation solennelle d'un nouvel esprit d'un nouveau monde.

Ont voté oui : MM. Alvarez, Asser, De Boeck, Borel, Brown, Catellani, Diéna, Fedozzi, Gemma, Gidel, Ke-

bedgy, de Lapradelle, Mandelstam, de Monthuc, Nerinx, Nolde, Poulet, Rolin-Jaequemyns, Schücking, Scott, Simons, Streit, Strisower, Vallotton, De Vlsscher, Welberg, Altamira, Anderson, Cavaglieri, Erich, Hill, Hyde, Kraus, Lémonon, Mahaim, Negulesco, Planas Suarez, Rey, Rodrigo Octavio, Séfériadès, Strupp, Trias de Bes, Verdross, Maurtua, Yamada.

A voté non : M. de Bustamante.

Se sont abstenus : Sir Thomas Barclay, MM. Basdevant, Fernandez Prida, Higgins, Sir Cecil Hurst, Mercier, Wilson, Coudert, Hammarskjöld, Koster, Niboyet, Yanguas Messia.

La séance est levée à midi.

II. — Statut juridique des sociétés en droit international.

DIX-NEUVIEME COMMISSION.

Rapporteurs: MM. ASSER et STREIT.

Première séance : Vendredi (après-midi), 11 octobre 1929.

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. DE LAPRADELLE, Premier Vice-Président de l'Institut.

M. NIROYET dépose sur le bureau de l'Institut trois publications :

1° *Les Mélanges Pillet* (2 vol., 1929), qui sont un hommage à la mémoire du vice-président de l'Institut, enlevé trop tôt à l'admiration de tous, débutent par quelques articles dus à des amis ou à des disciples du Maître. Mais ils contiennent surtout la reproduction de diverses études de Pillet ne constituant pas des livres et qu'il est assez difficile de se procurer aujourd'hui (notes de jurisprudence, articles de revues). C'est dans ces divers travaux écrits au jour le jour que la personnalité de Pillet s'est le mieux révélée et c'est là que tous pourront la retrouver.

2° *Le Recueil de textes usuels de droit international*, en 2 volumes (Paris, 1929). Cet ouvrage contient les textes usuels de la législation interne française concernant le droit international et ceux des divers traités bilatéraux ou d'union conclus par ce pays. Il reproduit de nombreux projets tels que ceux des conférences de La

Haye et de Bruxelles et enfin le Code Bustamante déjà en vigueur dans huit pays.

3° *Le Répertoire de droit international* qui comportera huit volumes, dont quatre sont déjà parus (1928-1929), et qui sera terminé en 1931 au plus tard. Ce répertoire n'est pas exclusivement consacré au droit international privé. Il touche très souvent au droit des gens, comme en témoignent certaines rubriques telles que celles sur les Consuls, la Cour permanente de Justice internationale, les Capitulations, l'exterritorialité, les conflits de nationalité, les droits de l'homme, etc. Ce Répertoire, d'autre part, est le résultat, sous la direction de M. de Lapradelle et de M. Niboyet, de la collaboration de juristes appartenant au monde entier.

LE PRÉSIDENT remercie M. Niboyet des ouvrages ainsi offerts par lui à l'Institut.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion du projet de résolutions présenté, au nom de la dix-neuvième Commission, par MM. Asser et Streit, sur le *Statut juridique des sociétés en droit international*.

La parole est donnée à M. Asser, l'un des deux rapporteurs, pour exposer la genèse du projet actuellement soumis à l'Institut. Ce projet, à la suite des séances tenues par la Commission à bord du *George Washington* est assez différent de celui communiqué sous forme imprimée avant le départ d'Europe. La Commission a été d'avis de n'envisager dans les résolutions proposées par elle que les questions concernant la reconnaissance internationale de la personnalité des sociétés et celles qui ont trait aux conflits de lois relatifs à leur constitution, à leur fonctionnement et à leur dissolution. Elle a préféré ne pas s'occuper du problème de la nationalité

des sociétés, qui n'appartient pas exclusivement au droit privé, puisqu'il touche au droit public, et dont la solution n'a pas paru indispensable pour trancher les difficultés que l'on se proposait d'étudier. Cette décision a amené la disparition de certaines des résolutions contenues dans le projet primitif. D'autre part, la Commission a adopté une méthode différente de celle qui avait été suivie tout d'abord. Les rapporteurs avaient procédé par voie d'analyse, pour mieux se rendre compte de l'effet des règles proposées, dans chacun des conflits susceptibles de naître. Mais, une fois ce travail préliminaire accompli, ils ont estimé eux-mêmes qu'il était préférable d'opérer par voie de synthèse, en posant des principes généraux, suffisamment larges pour embrasser tout le détail de la matière, cette forme, au surplus, se prêtant mieux à l'élaboration d'un règlement international.

Les résolutions actuellement proposées quant aux idées directrices qui les inspirent, sont conformes à celles de l'ancien projet, dans la mesure où elles leur correspondent. Une seule exception est à noter. L'ancienne résolution IX, à propos du caractère civil ou commercial d'une société, déclarait que ce caractère dépend de la loi du pays où la société fait ses opérations. Toutefois, il était dit qu'une société commerciale, dans le pays de sa constitution, garde ce caractère dans un pays où elle ferait des opérations, même si, d'après la loi de ce pays, elle devrait normalement être considérée comme civile. La Commission a préféré poser une règle, pour ainsi dire, inverse, dans l'article 6 du nouveau projet. Le caractère civil ou commercial d'une société doit dépendre de la loi du pays de sa constitution, sauf le droit, pour chaque Etat, de lui appliquer, à cet égard, sa propre législation,

en raison des opérations qu'elle a faites sur son territoire.

Le nouveau projet, d'autre part, est divisé en deux chapitres :

1° *Reconnaissance internationale de la personnalité morale des sociétés;*

2° *Constitution, fonctionnement et dissolution des sociétés.*

C'est la loi du pays où la constitution est effectuée qui, normalement, est applicable. Il en est ainsi pour les conditions de forme de cette constitution. Il en est de même pour ses conditions de fond, pour son fonctionnement, sa dissolution et sa liquidation, qu'il s'agisse d'une société ayant la personnalité morale ou d'une société n'ayant pas cette personnalité. Entre ces deux sociétés, il faut, cependant, noter une différence importante qui a rendu nécessaire la rédaction de deux articles distincts. Si l'on est en présence d'une société ayant la personnalité morale, l'article 4 interdit de se référer à une loi autre que celles du pays où s'effectue la constitution pour la détermination des conditions de fond de cette constitution, pour les règles applicables à son fonctionnement, à sa dissolution et à sa liquidation. Au contraire, les parties qui décident de former une société qui n'est pas destinée à avoir la personnalité morale, peuvent, sur tous ces points, se placer sous l'empire d'une autre loi, choisie par elles.

Que l'on se trouve en face d'une société avec ou sans personnalité morale, la loi du pays où elle est constituée cesse de s'appliquer, quand il y a lieu de partager les biens d'une société dissoute, au point de vue, tout au moins, de la procédure et des effets réels de ce partage.

L'article 7 propose de faire régir ces deux matières par la loi des divers pays où se trouvent les biens à partager.

Enfin, l'article 8 réserve pour chaque Etat la faculté d'imposer des conditions ou d'édicter des prohibitions applicables aux sociétés constituées hors de son territoire, de telle sorte qu'aux exigences de la loi du lieu de constitution pourraient s'ajouter celles de la loi d'un autre pays où la société exercerait son activité (par exemple, publication du bilan, obligation de constituer sur place un fonds de garantie, etc.).

M. ASSER termine son exposé en indiquant que la Commission n'a pas cru nécessaire de s'occuper du problème particulier du transfert du siège social. En effet, il n'y a aucune difficulté, si les deux lois, celle de l'ancien siège et celle du nouveau, permettent, l'une et l'autre ce transfert. Il paraît, au contraire, impossible de l'effectuer valablement, si l'une ou l'autre de ces lois le défend.

M. STARR, deuxième rapporteur, désire ajouter quelques mots aux explications de M. Asser, son corapporteur, pour bien préciser sa propre attitude, en ce qui concerne la question de la nationalité des sociétés. Il rappelle qu'il y a deux ans, il avait été désigné comme corapporteur de la Commission pour étudier, par avance, ce problème. Son rapport, imprimé pour la session de Stockholm en 1928, n'a pas été discuté. Pour sa part, il estime qu'on ne peut se passer de la notion de la nationalité des sociétés. Elle est nécessaire parce qu'elle se trouve dans toutes les législations, comme dans de nombreux traités internationaux; l'Institut lui-même a naguère parlé de sociétés « étrangères » et a paru attacher ces dernières années encore de l'importance à la question, puisqu'il a désiré un rapport sur

la matière (Session de Hambourg). La Société des Nations a confié l'étude du problème à une Commission dont les travaux ont déjà formé l'objet d'un rapport. L'examen et la solution du problème de la nationalité des sociétés sont plus que jamais nécessaires aujourd'hui, la guerre, par le trouble qu'elle a apporté dans les idées jusqu'alors reçues, ayant disloqué tout l'édifice. La dix-neuvième Commission, chargée d'étudier le statut juridique des sociétés en droit international, n'a pas cru, cependant, devoir s'y livrer, parce qu'elle a préféré se placer exclusivement sur le terrain du droit privé. M. Streit s'est incliné, reconnaissant que la matière touche surtout au droit public et que la solution des difficultés qu'elle fait naître n'est pas indispensable pour étudier le statut juridique des sociétés en droit international, si on l'envisage uniquement au point de vue du droit privé. Mais il doit être bien convenu que l'Institut réserve expressément le problème et n'entend pas nier *a priori* l'existence d'une nationalité des sociétés.

LE PRÉSIDENT indique que telle est bien l'attitude qu'adoptera l'Institut, en passant à la discussion des résolutions qui lui sont proposées. Il ne doit y avoir, sur ce point, aucune équivoque.

M. YAMADA, après avoir remercié l'Institut de l'avoir élu associé, à la présente session, émet l'opinion qu'il est difficile d'éviter, comme le fait le projet, les mots « nationalité », « société nationale », « société étrangère », notamment à cause des différences qui, dans les divers pays, existent entre ces deux catégories de sociétés.

M. DIÉNA a été très étonné de voir le projet de réso-

lution présenté à l'Institut faire complètement abstraction de la nationalité des sociétés. Les raisons données, à ce propos, par M. Asser, ne l'ont pas convaincu. Sans doute, la nationalité est du domaine du droit public, mais elle a d'importantes conséquences en droit privé. Elle intervient notamment pour l'application de plusieurs conventions internationales qui en supposent l'existence.

Si l'Institut estime le problème trop délicat et trop complexe pour être immédiatement examiné, ne pourrait-il pas se contenter d'insérer dans son projet une disposition de renvoi, en disant par quelle loi les conditions de la nationalité des sociétés seront déterminées ?

Comment un auteur français, tel que M. Niboyet, a-t-il pu contester l'existence d'une nationalité des sociétés, alors que, dans l'affaire de la société Tubini et Lorando, la France, précisément, est intervenue, à l'encontre de la Porte ottomane, pour assurer la défense des intérêts de cette société ? Evidemment, une telle intervention n'aurait pas eu lieu, si la société Tubini et Lorando n'avait pas eu la nationalité française.

M. NIBOYET regrette de ne pas être d'accord avec un jurisconsulte aussi éminent que M. Diéna. La dix-neuvième Commission, au surplus, n'a pas entendu nier la nationalité des sociétés; elle s'est simplement abstenue de la faire intervenir dans son projet. Par les discussions mêmes qui ont eu lieu dans son sein, elle s'est aperçue des très grosses difficultés, au devant desquelles irait l'Institut, s'il voulait présentement examiner le problème à propos du statut juridique des sociétés. Comme l'a indiqué M. Asser, cet examen n'est pas indis-

pensable. Lorsqu'on élabore un texte sur la condition des étrangers, l'on n'a pas à dire qui est étranger. Lorsqu'en cas de conflits de lois, on détermine la loi applicable, l'on n'a pas à préciser le contenu de cette loi. Le très épineux problème de la nationalité des sociétés n'est pas encore mûr. En 1891, l'Institut de Droit International n'a pas employé le mot « nationalité ». Quant aux conventions internationales auxquelles M. Diéna fait allusion et qui supposent cette idée de nationalité des sociétés, elles n'obligent pas forcément l'Institut à se rallier à la même manière de voir ; la possibilité lui étant donnée, suivant le mot d'un de ses membres les plus éminents, M. Politis, d'être légèrement en avant du droit positif.

M. BOREL qui, pour sa part, estime tout à fait nécessaire d'attribuer une nationalité aux sociétés, croit cependant qu'on peut se dispenser de faire intervenir cette notion dans le projet soumis aux délibérations de l'Institut. La discussion article par article prouvera que, sans parler de nationalité, on peut parfaitement poser des principes dans le domaine du droit privé.

M. DE MONTLUC désirerait, au contraire, qu'il soit touché à ce problème, conformément à l'opinion émise par M. Diéna. Il précise que si la France est intervenue dans l'affaire Tubini et Lorando, c'est que les membres de cette société étaient individuellement protégés français.

M. VALLOTTON trouve que le texte nouveau est un peu trop condensé. On ne voit pas aussi nettement que dans l'ancien, les diverses difficultés qui peuvent se produire. Il critique, en outre, la division du projet en deux chapitres, et plus spécialement l'intitulé du chapitre pre-

mier, qui lui paraît trop étroit en parlant de la « *reconnaissance internationale de la personnalité morale des sociétés* ». Seules un petit nombre de sociétés ayant la personnalité morale selon certaines législations, ne pourrait-on pas traiter, d'une façon plus générale, de la reconnaissance internationale des sociétés ?

LE PRÉSIDENT déclare que la question de savoir s'il y a lieu de diviser le projet en chapitres et la détermination des titres à donner à ces chapitres sont des points à régler en fin de discussion. Il propose de passer immédiatement à cette discussion article par article, suivant la méthode justement préconisée par M. Borel.

C'est ce qui est accepté par l'Institut.

L'article premier proposé par la Commission est ainsi conçu.

« La personnalité juridique d'une société, obtenue dans le pays où elle a été constituée, et où se trouve, par suite, son siège statutaire, doit être reconnue dans les autres pays. »

Une vive discussion s'engage sur cet article.

Le Vicomte POULLET, qui s'excuse de n'avoir pu prendre part aux séances tenues en mer par la Commission, critique la formule d'après laquelle le siège statutaire doit se trouver forcément dans le pays où la société est constituée. Il ne voit pas pourquoi, en l'absence de fraude, ce siège ne pourrait pas se trouver ailleurs et il lui semble que, dans ce cas, la personnalité obtenue par une société en vertu de la loi de son siège, devrait être reconnue dans les autres Etats.

Au surplus, dans le rapport primitif, la reconnaissance de la personnalité des sociétés ne dépendait pas

aussi étroitement de cette coïncidence forcée entre le pays de la constitution et le pays du siège statutaire.

En conséquence, M. Poulet propose pour l'article premier la rédaction suivante :

« La personnalité juridique d'une société obtenue dans le pays où elle a son siège statutaire, doit être reconnue dans les autres pays. »

M. ASSEZ répond au Vicomte Poulet que la Commission a beaucoup discuté sur la difficulté qui vient d'être soulevée. L'idée directrice qui l'a finalement inspirée, est que, pour les sociétés ayant la personnalité morale, il faut poser la règle qu'elles ne sauraient avoir leur siège en dehors du pays où elles se constituent. En adoptant ce principe, on supprime beaucoup de difficultés.

M. STRISOWER, comme le Vicomte Poulet, estime qu'on ne peut pas exiger d'une manière absolue que le siège statutaire soit fixé dans le pays où la société se constitue et qu'on ne peut pas, non plus, subordonner à cette condition la reconnaissance de la personnalité de la société. D'autre part, il trouve trop étroit de ne se préoccuper que de la reconnaissance des sociétés ayant la personnalité morale et il voudrait élargir le texte, de manière à envisager toutes les sociétés ayant la personnalité.

Il propose la rédaction suivante : *« L'existence d'une société reconnue par la loi du pays où se trouve son siège doit être reconnue dans les autres pays »*, en précisant que, par « siège » il entend le « siège social choisi sans fraude par les associés ».

M. ASSEZ consentirait à supprimer les mots « et où se trouve, par suite, son siège statutaire », en passant

ainsi sous silence la nécessité d'établir ce siège statutaire dans le pays du lieu de constitution. En revanche, il ne veut pas renoncer à la règle d'après laquelle c'est la loi du lieu de constitution qui devra être consultée pour savoir si la société a ou non la personnalité morale.

Le Vicomte POULLET ne se déclare pas satisfait par cette concession partielle. Les rapporteurs ont trop pensé à la société anonyme. Pour celle-ci, sans doute, il sera rare qu'elle soit constituée en dehors du pays où elle doit avoir son siège statutaire, mais le cas peut se présenter plus fréquemment pour une société en nom collectif qui sera formée dans un pays où les parties ne font que séjourner passagèrement tandis que son siège social sera fixé ailleurs.

M. DE BOMCK croit, lui aussi, que, pour savoir si la société a une personnalité devant être reconnue en tout pays, c'est seulement la loi du siège statutaire qu'il faut consulter, ce siège n'étant pas, d'autre part, obligatoirement établi dans le pays de la constitution.

M. SÉRÉRIADÈS est du même avis. Il propose de dire : « *La personnalité juridique d'une société, obtenue dans le pays de son siège statutaire, doit être reconnue dans les autres pays* ».

M. DIÉNA considère également qu'on ne peut pas nier la possibilité de constituer une société dans un pays autre que celui où sera son siège. Pour ne pas passer sous silence la question de constitution, on devrait dire : « *La personnalité d'une société obtenue dans le pays où se trouve son siège statutaire établi sans fraude, doit être reconnue dans les autres pays, même si les contrats visant la constitution ont été passés dans un autre pays.* »

MM. ASSER et STREIT précisent que le projet, en parlant du lieu de constitution, vise le lieu où s'accomplit l'acte juridique en vertu duquel la société existe, et non pas le lieu où les fondateurs peuvent se rencontrer, par hasard, pour convenir de former une société. Il ne faut pas confondre les deux choses.

M. STRISOWER trouve que l'expression « *lieu de constitution* » est peu claire. Que faut-il entendre par là ? Si c'est le pays où les formalités nécessaires pour que la société existe doivent être accomplies, il lui semble que ce pays sera précisément celui du siège statutaire.

M. NIROYET est d'avis que par lieu de constitution, il faut entendre l'endroit où sont observées les règles de fond auxquelles est subordonnée la naissance de la société. Les mots « acte constitutif » désigneraient l'instrument de preuve, les formalités extrinsèques.

M. KOSTERS, revenant à la question fondamentale de la loi, apte à décider si la société a ou non la personnalité morale, constate que, dans la plupart des cas, le siège sera au lieu de la constitution et qu'il n'y aura alors aucune difficulté à appliquer la loi de ce lieu de constitution. Dans les hypothèses où il en sera autrement, c'est encore cette loi du lieu de constitution qu'il faudra prendre en considération, les articles 2 et 8 du projet permettent d'ailleurs de réserver à la loi du siège social la faculté de ne pas reconnaître la personnalité morale d'une société constituée dans un autre pays.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS se déclare complètement d'accord avec les rapporteurs dont il appuie chaleureusement le texte.

Le Dr SIMONS, au contraire, estime que quel que soit le système suivi pour accorder une existence régulière à

la société (autorisation gouvernementale ou simple observation de prescriptions légales), il ne lui semble pas possible d'exiger une identité obligatoire entre le pays de constitution et le pays du siège statutaire.

M. BOREL attire l'attention de l'Institut sur le fait que l'article premier dit : « La personnalité juridique d'une société « obtenue » dans le pays où elle a été constituée ». Toutes les fois, par conséquent, que la loi du lieu de constitution n'admettra pas la personnalité morale de la société, l'article premier ne s'appliquera pas. Mais, en dehors de là, quand la loi du pays de constitution considère la société comme ayant cette personnalité morale, il lui semble impossible de ne pas décider que cette personnalité devra normalement être reconnue dans les autres pays.

Au texte proposé, M. Borel n'apporterait qu'une pure modification de terminologie : en remplaçant les mots : « *obtenue dans le pays, etc.,* » qui pourraient faire croire que la société aura toujours des démarches à faire, par les mots « *conférée par la loi du pays où la constitution est juridiquement réalisée* ».

M. NORDE propose de rédiger deux articles distincts, l'un pour décider simplement que c'est d'après la loi du lieu de constitution qu'il faut déterminer si la société a ou non la personnalité morale, en retranchant du texte des rapporteurs les mots « *et où se trouve, par suite son siège statutaire* » ; l'autre pour affirmer par une disposition distincte que le pays de constitution et celui du siège doivent être un seul et même pays : « *Les sociétés à personnalité juridique ne peuvent être constituées que dans le pays de leur siège social statutaire futur.* »

M. RODRIGO OCTAVIO indique qu'en pratique, contrai-

rement à la thèse des rapporteurs, il existe des sociétés anonymes d'électricité constituées aux Etats-Unis selon la loi de l'Etat du Maine, qui ont leur siège statutaire au Canada, et dont l'exploitation se trouve au Brésil. La personnalité qu'elles ont acquise dans le pays où elles se sont constituées leur est reconnue dans celui où elles pratiquent leur exploitation.

Le Vicomte POULLET, sur une suggestion de M. Lémonon, pense que, pour aboutir, il faut distinguer deux hypothèses qui sont d'ailleurs prévues par la loi belge. La première de ces hypothèses est celle où la société se constitue et a son siège statutaire dans un seul et même pays. Ici, pas de difficulté. Tous les membres de l'Institut sont d'accord. C'est à la loi unique de ce pays qu'il faut se référer pour savoir si la société a la personnalité morale. La deuxième hypothèse est celle où le siège statutaire est en dehors du pays de constitution. C'est sur ce point qu'il y a discussion. Pour sa part, M. Pouillet estime que c'est alors d'après la loi du siège statutaire qu'il faut déterminer si la société a une personnalité susceptible d'être reconnue dans les autres Etats.

D'accord avec M. Lémonon, il propose donc, pour l'article premier, un texte envisageant successivement les deux cas :

« La personnalité juridique d'une société est régie par la loi du lieu de sa constitution, quand cette société a son siège statutaire dans ce lieu.

Cette personnalité est régie par la loi du lieu du siège statutaire quand celui-ci est à l'étranger ».

M. ASSMÂ déclare ne pouvoir accepter la seconde partie de ce texte. Il est seulement d'accord avec M. Pouillet sur la solution à donner dans le premier cas, sous réserve

des expressions employés. On ne peut pas dire, en effet, que « la personnalité de la société est régie par telle ou telle loi », car l'Institut aurait l'air de trancher une question de conflits de lois, alors qu'il ne s'agit que de la reconnaissance de la personnalité des sociétés.

M. VALLOTTON croit qu'il serait préférable de se contenter de poser le principe que le présent règlement ne s'applique qu'aux sociétés existant déjà en vertu de la législation d'un Etat A, et qu'il tend à déterminer à quelles conditions ces sociétés seront reconnues dans un Etat B. L'article premier pourrait être ainsi libellé :

« Lorsque la personnalité juridique a été conféré à une société par la loi d'un certain pays, cette personnalité doit être reconnue dans les autres pays, à la condition que cette société soit conforme aux règles ci-après. »

M. YAMADA propose encore une autre rédaction pour l'article premier :

« La personnalité juridique d'une société, régulièrement constituée dans un pays, doit être reconnue dans les autres pays. »

En présence du grand nombre des amendements et des divergences d'opinion qu'ils révèlent par rapport au système adopté dans la résolution proposée par les rapporteurs, l'Institut, sur la suggestion du Président, décide une suspension de séance, pendant laquelle MM. Asser et Streit conféreront avec les auteurs de ces amendements pour essayer d'arriver à une entente. Il est, d'autre part, décidé que, quel que soit le texte voté, il n'y aura pas lieu d'ajouter aux mots « personnalité » le qualificatif « morale » qui est inutile, puisqu'on ne peut songer à aucune autre sorte de personnalité pour les sociétés.

La séance est reprise à 17 h. 30.

LE PRÉSIDENT annonce que tous les amendements sont retirés et que, d'accord avec leurs auteurs, les rapporteurs proposent, à titre transactionnel, un texte qui ne vise expressément que la première des deux hypothèses distinguées par M. Pouillet, et qui pose, en même temps, le principe de la reconnaissance internationale, de la personnalité des sociétés.

Ce texte est ainsi conçu :

« La personnalité des sociétés à elles conférée par la loi du pays où les formalités constitutives sont remplies doit être reconnue dans les autres pays, lorsque cette loi est aussi celle du siège statutaire. »

Il est adopté à l'unanimité moins deux voix et constitue la première résolution.

L'Institut passe à l'article 2 du projet :

« Cette reconnaissance peut être refusée pour des motifs fondés sur les bonnes mœurs ou sur l'ordre public, ou subordonnée à certaines conditions. Demeurent réservés les droits des tiers de bonne foi, tels qu'ils sont établis par la loi territoriale. »

MM. NIBOYET et BOREL font observer que, si ce texte prévoit le refus ou le retrait de la personnalité pour des motifs fondés sur les bonnes mœurs ou l'ordre public, il admet que des considérations moins graves peuvent permettre de subordonner simplement la reconnaissance de la personnalité de la société à certaines conditions non fondées sur l'ordre public et les bonnes mœurs.

M. VALLORTON trouve vague l'expression *« subordonnée à certaines conditions »*. Il faudrait préciser en disant *« conditions administratives »*, ou bien, M. BOREL lui faisant observer qu'elles peuvent ne pas avoir toutes ces

caractère administratif, « *conditions résultant de la législation générale* ».

M. STRISOWER préférerait limiter l'arbitraire des Etats, en parlant des « *conditions équitables* ».

M. NIBOYET parlerait de « *conditions légitimes* ».

Le PRÉSIDENT suggère que l'idée d'ordre public pourrait peut-être tout justifier.

Le Baron ROLIN-JACQUEMYS se demande si l'article 8, qui prévoit d'une manière générale, le droit pour les Etats d'imposer des conditions ou dicter des prohibitions applicables aux sociétés constituées hors de leur territoire, ne suffirait pas pour permettre de subordonner la reconnaissance de la personnalité de la société à certaines exigences. L'article 2 pourrait ne parler que du retrait ou du refus pour motif fondé sur les bonnes mœurs ou l'ordre public.

M. STRISOWER fait observer qu'il faut maintenir la fin du texte qui réserve les droits des tiers.

Le Vicomte POULLET propose de la relier au début de l'article par les mots « *Dans ce cas* », en supprimant le membre de phrase « *tels qu'ils sont établis par la loi territoriale* » qui est vague et inutile.

Cette proposition et celle du Baron Rolin-Jacquemys sont acceptées par les rapporteurs.

Le texte de l'article 2 soumis au vote devient donc le suivant :

« *Cette reconnaissance peut être refusée ou retirée pour des motifs fondés sur les bonnes mœurs ou sur l'ordre public. Dans ce cas demeureront réservés les droits des tiers de bonne foi.* »

L'Institut adopte cette disposition à une forte majorité.

La séance est levée à 18 heures.

Deuxième séance : samedi (après-midi) 12 octobre 1929.

Présidence de M. DE LAPRADELLE, Premier Vice-Président.

La séance est ouverte à 15 heures.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de statut juridique des sociétés.

Le chapitre premier (art. 1 et 2, reconnaissance des sociétés à personnalité), ayant été adopté au cours de la séance du 11 octobre, il est passé au chapitre II et dernier, relatif aux conflits de lois. Conformément à une décision antérieure, l'intitulé de ce chapitre demeure provisoirement réservé.

Le Président ouvre la discussion sur l'article 3 :

Proposition de la Commission :

« Article 3. — La forme de la constitution des sociétés est déterminée par la loi du pays de cette constitution. »

M. DE BOECK demande aux rapporteurs s'ils entendent par là attribuer à la règle « locus regit actum » un caractère impératif.

M. ASSER répond affirmativement; cette intention résulte du fait que l'article ne prévoit pas de dérogation.

M. SÉFÉRIADÈS reconnaît, pour sa part, que le principe exprimé par l'article 3 est généralement accepté. Il conviendrait, toutefois, de tenir compte de certains cas exceptionnels, notamment des lois consulaires. M. SÉFÉRIADÈS suggère, dès lors, l'insertion des mots : « en principe », après : « déterminée ». La forme de la constitution des sociétés serait déterminée, « en principe », par la loi du pays de cette constitution.

LE PRÉSIDENT voit des inconvénients à réserver, en termes aussi larges, des exceptions qui ne seraient pas énumérées dans le texte même de l'article. Il suffirait, selon lui, de constater au procès-verbal que la formule proposée se réfère à un principe.

M. SÉFÉRIADÈS se déclare satisfait et n'insiste pas.

M. VALLOTTON : Le projet de la Commission, sur l'article 3, exprime peut-être une idée juste, mais cette formule n'est point indispensable. Les formalités visées sont essentiellement des formalités administratives; le fonctionnaire chargé d'en contrôler l'accomplissement exigera simplement que les statuts de la société soient « en harmonie » avec la loi locale. Il n'est, dès lors, pas nécessaire que la forme de la constitution soit « déterminée » par cette loi. En conséquence, M. Vallotton propose le texte suivant :

« La forme de la constitution des sociétés doit être en harmonie avec la loi du lieu du siège. »

M. DIÉNA fait observer qu'après les modifications apportées, précédemment, à l'article premier, le texte de l'article 3 ne peut plus subsister tel qu'il est proposé. Ces deux articles doivent être mis en harmonie. Toutefois, la formule adoptée à l'article premier donne lieu à des interprétations divergentes. Pour lever tous les doutes, M. Diéna propose de donner catégoriquement à l'article 3, le pas à la loi du siège social, et dire, en conséquence :

« Les formalités, notamment les conditions de publicité, à remplir pour qu'une société puisse être considérée comme régulièrement constituée, sont déterminées par la loi du pays du siège social. »

M. YAMADA appuie l'orateur. Il présente une formule

quelque peu différente, quant à la rédaction, mais se rallie, en définitive, au projet de M. Diéna.

M. NIBOYET reconnaît qu'une modification est indiquée, à l'article 3, vu l'amendement apporté, hier, à l'article premier. Il juge préférable, toutefois, de ne pas énoncer à nouveau le principe de l'article premier, et se prononce pour une simple référence à cet article. D'autre part, on peut, sans inconvénients, admettre, au commencement de l'article 3, l'expression : « forme de la constitution » proposée par la Commission. Il appartiendrait au juge de dire, en cas de différend, si telle ou telle exigence relève des conditions de forme ou des conditions de fond de la constitution. En conséquence, M. Niboyet propose le texte suivant :

« La forme de la constitution des sociétés est déterminée par la loi visée à l'article premier. »

M. le Baron NOLDE fait observer que le projet de M. Diéna et des orateurs subséquents, basé sur la loi du siège, a essentiellement en vue des sociétés dotées de la personnalité ; seules, en effet, celles-ci ont nécessairement un siège. Si l'Institut adoptait le principe posé par M. Diéna, il serait, partant, nécessaire de limiter la portée de l'article 3 aux sociétés à personnalité et d'introduire un article nouveau réglant la constitution des sociétés civiles.

Pour tenir compte de cette observation, M. STRISOWER présente le sous-amendement suivant à l'amendement de M. Niboyet :

« La forme de la constitution des sociétés ayant la personnalité est déterminée par la loi visée à l'article premier. »

(M. Niboyet se rallie à cette proposition.)

M. Strisower explique que, sur la question de principe, il adopte le point de vue de M. Diéna. En effet, la règle « *locus regit actum* » ne trouve d'application que si la loi qui régit le rapport de droit lui-même (en l'espèce, la loi du siège social) le permet.

Une discussion s'engage: 1° sur les conséquences qu'entraînerait l'application de l'article premier aux conflits de lois (prop. Strisower), et 2° sur la portée de l'amendement de M. Diéna, comparé au texte de l'article premier.

M. ASSER, rapporteur, combat l'amendement de M. Diéna. D'accord avec M. Streit, il s'oppose également à ce que la loi réglant la forme de la constitution de la société — problème de conflits de lois — soit désignée par référence à l'article premier (lequel traite de la reconnaissance internationale de la personnalité des seules sociétés dotées d'une telle personnalité). (MM. de Nolde et Poulet sont du même avis). Les rapporteurs font remarquer que le texte de la Commission a l'avantage d'énoncer une règle directement applicable à toutes les sociétés, mêmes à celles qui ne requièrent pas de formalités constitutives et qui ne possèdent pas de siège proprement dit. Par le jeu de l'article premier, la « loi du pays de la constitution » équivaldra, pour les sociétés dotées de la personnalité, à la loi du siège statutaire. Il n'existe donc, en définitive, aucune divergence de fond entre les orateurs.

M. le Vicomte POULLET souligne cet accord de principe et fait valoir qu'à l'article 3 il serait, dès lors, fâcheux de s'écarter, dans l'expression de la règle « *locus regit actum* », dont l'Institut a déjà fait la théorie et sur laquelle il n'y a pas lieu de revenir. M. Poulet se pro-

nonce, en conséquence, pour le texte de la Commission.

M. SÉFÉRIADÈS propose la formule suivante, qui à son sens, réaliserait l'harmonie désirée entre l'article premier et l'article 3 :

« Art. 3. — La forme de la constitution des sociétés est déterminée par la loi du pays où l'acte constitutif est passé, à moins que les lois du siège social n'exigent un supplément de formalités. »

MM. STRISOWER et NIROYET ne maintiennent pas leur proposition.

M. VALLOTTON constate que l'Institut ne s'est pas mis d'accord sur le sens précis des termes : siège, et : constitution. M. Vallotton déclare, en conséquence, qu'il retire son amendement et qu'il s'abstiendra tant que l'équivoque n'aura pas été dissipée.

Il est passé au vote :

1. L'amendement de M. Diéna recueille 14 voix contre 23, il n'est, dès lors, pas admis.

2. L'amendement de M. Séfériadès ne recueille également pas la majorité.

3. Le texte de la Commission est adopté par 30 voix contre 10.

M. NERINCX se demande si le texte définitif ne devrait pas être rédigé comme suit : « La forme (ou les formes) de l'acte constitutif des sociétés est déterminée... etc. ». Cette question est renvoyée à la Commission de rédaction.

« Art. 4. — Les sociétés ayant la personnalité sont régies par la loi du pays où elles sont constituées et où se trouve, par suite, leur siège statutaire en ce qui concerne :

1° Les conditions de fond de leur constitution ;

2° *Leur fonctionnement, tant dans les rapports entre associés qu'avec les tiers;*

3° *Leur dissolution et leur liquidation.*

Il ne peut être stipulé que la société sera régie par une autre loi. »

Les rapporteurs acceptent la proposition de M. NIBOYET d'ajouter avant le chiffre 1 le mot : « notamment », et celle de M. de NOLDE, de biffer les mots : « par suite ».

M. DUBNA demande pourquoi la Commission ne fait pas de place à l'autonomie de la volonté.

M. ASSER répond : parce qu'il s'agit ici de sociétés possédant la personnalité et que la loi du siège social constitue, en quelque sorte, le statut personnel de ces sociétés.

M. le Vicomte Poullet souligne la nécessité de mettre le présent texte en harmonie avec la teneur nouvelle de l'article premier. Il ne s'agit plus, ici, de reconnaissance de la personnalité. Inutile, dès lors, de trancher la question de savoir si la loi de la constitution et celle du siège doivent concorder. M. Poullet propose, en conséquence, de rédiger comme suit le début de l'article :

« Art. 4. — *Les sociétés ayant la personnalité sont régies par la loi du pays de leur siège statutaire, en ce qui concerne, notamment :* »

M. NIBOYET estime que l'emploi de formules différentes à l'article premier et à l'article 4 pourrait provoquer des confusions. Il propose de dire : « ...sont régies par la loi visée à l'article premier, en ce qui concerne, notamment : ... »

Divers orateurs s'expliquent sur le sens que, selon eux, comporterait ce renvoi.

Pour éviter toute ambiguïté :

M. le Baron ROLIN-JAEQUEMYS, d'accord, en principe, avec l'amendement de M. le Vicomte Pouillet, présente le sous-amendement suivant :

« Art. 4. — *Le fonctionnement des sociétés ayant la personnalité juridique est régi par la loi du pays de leur siège statutaire, en ce qui concerne, notamment : ...* ».

M. NIBOYET combat ce sous-amendement, qui ferait passer : « fonctionnement » avant : « conditions de fond de la constitution » (chiff. 1).

M. LE PRÉSIDENT estime que la Commission pourrait se rallier au texte de M. le Vicomte Pouillet, à la condition qu'il soit bien entendu que ce texte ne va pas plus loin que l'article premier et qu'il ne diminue en rien la force du système dudit article.

MM. ASSEN et STURER demandent si l'assemblée est d'accord avec M. le Président et si elle considère aussi qu'il ne s'agit que d'une question de forme.

Personne ne demande la parole à ce sujet.

Il en est pris acte au procès-verbal.

Dans ces conditions, MM. les Rapporteurs déclarent se rallier à l'amendement de M. le Vicomte Pouillet.

M. NIBOYET retire sa proposition.

Au vote, l'amendement de M. le Baron Rolin-Jaequemys recueille 10 voix ; 22 voix se prononcent contre son adoption.

L'amendement de M. le Vicomte Pouillet, que la Commission a fait sien, est adopté par 36 voix contre zéro.

Les chiffres 1, 2 et 3 de l'alinéa premier, ainsi que l'alinéa 2, sont successivement adoptés sans autre observation que l'avis contraire de M. Diéna.

« Article 5. — *Les sociétés n'ayant pas la personnalité sont régies par la loi du pays où elles sont constituées, en ce qui concerne :*

1^o *Les conditions de fond de leur constitution;*

2^o *Leur fonctionnement, tant dans les rapports entre associés qu'avec les tiers;*

3^o *Leur dissolution et leur liquidation.*

Toutefois, dans la mesure où cette loi le permet : les associés peuvent se référer à une autre loi. »

Par symétrie avec l'article 4, le mot : « notamment » est ajouté après : « en ce qui concerne ».

M. ASSEK attire l'attention sur les éléments communs à l'article 4 et à l'article 5 et sur les points par lesquels ils diffèrent. Les sociétés dépourvues de personnalité n'ont pas nécessairement un siège. Le dernier alinéa réserve l'autonomie des parties.

M. STRISOWER dit que, par conséquent, d'après le projet de la Commission, les sociétés civiles seront, à défaut de convention contraire, régies, quant au fond, par la loi du lieu du contrat. M. Strisower n'accepte pas le principe que les obligations sont soumises à cette loi. La loi applicable est, selon lui, la loi des rapports sociaux, celle du lieu où les affaires de la sociétés sont administrées, là où elles ont leur centre, et non la loi du lieu, peut-être tout fortuit, où le contrat a été conclu.

M. le Baron NORDE explique que la solution du projet est dictée par des raisons pratiques. Elle ne préjuge pas la question de savoir quelle est la loi régissant les obligations.

M. STRISOWER estimerait plus simple, dans ces conditions, de dire que « les sociétés n'ayant pas la personnalité sont régies par la loi du contrat ».

Les RAPPORTEURS et M. BARDEVANT s'opposent à cette proposition. L'Institut doit se prononcer nettement et dire quelle est la loi qu'il estime applicable.

M. STRISOWER admet cette nécessité pratique, et il retirera son amendement s'il est bien entendu et consigné au procès-verbal que le texte proposé par les rapporteurs ne préjuge pas la question de savoir quelle est la « loi du contrat ».

LE PRÉSIDENT prend acte de l'adhésion tacite de l'Institut. Celui-ci part, d'ailleurs, de la présomption que, dans la plupart des cas, la loi du contrat sera, pour les sociétés civiles, celle du lieu de la constitution.

M. le Vicomte POULLET serait favorable à la suppression des mots : « dans la mesure où cette loi le permet » du dernier alinéa. Les associés pourraient ainsi en tout état de cause se référer à une autre loi.

M. le Baron NORDE combat cette suggestion, qui bouleverserait le système du projet. Il vaudrait mieux, à son avis, biffer le dernier alinéa tout entier.

M. NIBOYET se prononce dans le même sens : la suppression des mots : « dans la mesure où cette loi le permet » renverserait l'économie du projet. Elle aurait pour conséquence de faire admettre sans restrictions l'autonomie. Or, pour ne prendre qu'un exemple, les rapports des associés avec les tiers ne peuvent pas dépendre de l'autonomie des parties.

Aucune proposition divergente n'étant faite, *l'article 5 est adopté selon le texte de la Commission.*

« Article 6. — Le caractère civil ou commercial d'une société dépend de la loi du pays de sa constitution, sauf le droit, pour chaque Etat, de lui appliquer, à cet égard, sur son territoire, sa propre législation. »

M. DIÉNA propose la suppression de cet article, en rappelant les difficultés auxquelles la V^e Conférence de droit privé de La Haye s'est heurtée lorsqu'elle a cher-

ché, à propos de la faillite, à poser les critères distinguant les sociétés commerciales des autres sociétés. L'Institut risque de s'engager dans des complications inextricables. D'ailleurs certains Etats, comme l'Angleterre et la Suisse, ne connaissent pas la distinction dont il s'agit.

M. ASSER, rapporteur, fait valoir, au contraire, que l'Institut échappera aisément aux difficultés relatives par M. Diéna, car l'objet de l'article 6 n'est pas de déterminer les caractères auxquels on reconnaîtra la présence d'une société commerciale. Le but de cet article est uniquement de fixer quelle est la loi qui déterminera les caractères en question.

M. DE BOECK appuie le rapporteur.

M. STRISOWER relève que l'article 6 s'en tient à la loi du pays de la constitution, alors que l'Institut s'est prononcé, aux articles précédents, pour la loi du siège de la société.

LE PRÉSIDENT objecte que pour les sociétés dotées de la personnalité, la loi du pays de la constitution sera nécessairement celle du siège.

M. DE BOECK propose de supprimer les mots : « sauf le droit... etc. », jusqu'à la fin de l'article. Le projet, tel qu'il est présenté, retire d'une main ce qu'il a donné de l'autre.

M. ASSER répond que le projet imprimé des rapporteurs, tel qu'il a été distribué avant la session, disposait, en substance (n° IX) que le caractère civil ou commercial d'une société dépend de la loi du pays où cette société fait ses opérations, mais que le caractère commercial acquis dans le pays de la constitution suivrait la société dans ses opérations à l'étranger. Au cours de ses délibé-

rations des 4, 5 et 7 octobre, à bord du *George Washington*, la Commission n'a pas cru pouvoir se rallier à ce système. Elle a estimé préférable d'admettre, comme principe, que le caractère civil ou commercial de la société dépendrait de la loi régissant la société. Mais elle a bien dû réserver le droit, pour chaque Etat, d'appliquer, à cet égard — et à cet égard seulement — sa propre législation sur son territoire. Cet article trouvera son application, par exemple, dans le cas où une société civile constituée en France serait, aux yeux de la législation allemande, une société commerciale. Il en résultera d'importantes conséquences au point de vue responsabilité des associés et droits des tiers.

M. STREIT, rapporteur, cite, pour mémoire, l'article adopté, sur cette question, par le projet de codification panaméricaine du droit international :

« Le caractère commercial d'une société anonyme dépend de la loi de l'acte de société; à défaut, de la loi du lieu où se réunissent ses assemblées générales d'actionnaires et, à son défaut, de la loi du lieu où siège normalement son conseil ou comité de direction.

» Si ces lois ne distinguent pas entre sociétés commerciales et civiles, la société aura l'un ou l'autre caractère, suivant qu'elle est ou non inscrite sur le registre du commerce du pays où la question doit être jugée. A défaut de registre du commerce, le droit de ce dernier pays s'appliquera. »

Le texte de la Commission ne s'écarte pas sensiblement du projet ci-dessus. Une solution de cette question controversée est indiquée.

M. STRISOWER appuie la proposition de M. De Boeck et se prononce pour la suppression de la réserve finale,

estimant que cette réserve trouve son expression dans l'article 8.

Au vote, le premier membre de phrase est admis, par 30 voix, et le second membre de phrase par 28 voix. *L'ensemble de l'article est adopté par 28 voix contre 6, tel que le proposait la Commission.*

« Article 7. — Le partage des biens d'une société dissoute est réglé, quant à sa procédure et à ses effets réels, par la loi des divers pays où se trouvent les biens à partager. »

Cet article est adopté sans observations.

« Article 8. — Est réservée la faculté, pour chaque Etat, d'imposer des conditions ou d'édicter des prohibitions applicables aux sociétés constituées hors de son territoire. »

Il est rappelé qu'ensuite des décisions prises à l'article 2, le présent article vise également le droit pour chaque Etat de subordonner à certaines conditions la reconnaissance de la personnalité, obtenue à l'étranger par une société.

A la demande de M. Séfériadès, les rapporteurs et M. Borel précisent que, par « conditions », il faut entendre, aussi bien les conditions de forme que celles de fond. M. Séfériadès se déclare heureux de cette réponse, qui confirme l'exactitude de la formule proposée par lui lors de la discussion de l'article 3.

M. le Baron ROLIN-JAEQUEMYS propose de réserver expressément les droits des tiers. Il propose de rédiger comme suit l'article 8: « Est réservée la faculté, pour chaque Etat, *sans préjudice aux droits des tiers*, d'imposer des conditions ou d'édicter des prohibitions... », etc.

Bien que, de l'avis de M. Borel, les conditions ou pro-

hibitions dont il s'agit aient précisément pour but de sauvegarder les droits des tiers, les Rapporteurs acceptent l'amendement de M. le Baron Rolin-Jaequemyns, étant donnée l'insertion à cet article des conditions primitivement visées à l'article 2, conditions à l'égard desquelles les droits des tiers étaient expressément réservés.

M. NIBOYET craint, toutefois, que le texte proposé ne soit interprété, comme réservant les droits non encore acquis par des tiers au moment où la mesure est prise par l'Etat. Pour éviter cette interprétation erronée et bien marquer que seuls sont réservés les droits antérieurs des particuliers, M. Niboyet propose de leur consacrer un alinéa distinct.

M. le Baron Rolin-Jaequemyns se rallie à l'amendement de M. Niboyet.

LE PRÉSIDENT met successivement aux voix les deux alinéas de l'article 8 :

Alinéa 1 (proposé par la Commission) : « *Est réservée la faculté, pour chaque Etat, d'imposer des conditions ou d'édicter des prohibitions applicables aux sociétés constituées hors de son propre territoire.* »

Alinéa 2 (proposé par MM. Niboyet et Rolin-Jaequemyns) : « *Ces mesures ne doivent pas porter atteinte aux droits antérieurement acquis par des tiers.* »

L'alinéa 1 est adopté par 38 voix, l'alinéa 2 par 24 voix contre 8.

Sur la proposition de M. le Vicomte Poulet, le titre du chapitre II est modifié comme suit :

« *Conflits de lois relatifs à la constitution, au fonctionnement et à la dissolution des sociétés.* »

Il est entendu, d'autre part, que les sous-titres du cha-

pitre II, établis pour la clarté de la discussion, ne seront pas maintenus, et que le terme : personnalité juridique, ou : personnalité morale, sera remplacé à tous les articles par celui de personnalité.

Il est alors procédé au vote d'ensemble du projet, à l'appel nominal. *Le projet est adopté par 37 voix.*

Ont voté oui : MM. Alvarez, Asser, Basdevant, De Boeck, Borel, de Bustamante, Catellani, Fernandes Prida, Gemma, Gidel, Kebedgy, de Lapradelle, de Montluc, Nerincx, Baron de Nolde, Vicomte Poulet, Baron Rolin-Jaequemyns, Schücking, J. B. Scott, Simons, Streit, Charles De Visscher, Wehberg, Grafton Wilson, Altamira, Condert, Cruchuga, Kusters, Kraus, Lémonon, Maurtua, Niboyet, Rey, Rodrigo Octavio, Séfériadès, Trias de Bes, Yamada.

Se sont abstenus : Sir Thomas Barclay, MM. Caviglieri, Diéna, Strisower, Vallotton, Verdross.

L'Institut adresse de chaleureux remerciements aux rapporteurs pour leur travail approfondi et fécond.

La séance est levée à 17 h. 45.

III. — Extension de l'arbitrage obligatoire.

QUINZIÈME COMMISSION.

Rapporteurs : MM. BOREL et POLITIS.

Séance du lundi 14 octobre 1929.

La séance est ouverte à 9 h. 30 sous la présidence du Dr SIMONS, Vice-Président.

L'Institut aborde l'examen du projet de résolution relatif à l'extension de l'arbitrage obligatoire.

M. BOREL, Rapporteur du projet, après avoir exprimé ses regrets de l'absence de M. POLITIS, co-rapporteur, expose que le projet de résolution soumis à l'Institut tend :

- a) A constater les résultats déjà obtenus dans le domaine ici en cause ;
- b) A formuler des vœux à l'égard des progrès immédiatement désirables et réalisables ;
- c) A mettre des nouvelles questions d'étude à l'ordre du jour des délibérations de l'Institut.

Quant au premier point, le progrès dépend de la volonté de paix affirmée solennellement par le Traité de Paris de 1928 et de la confiance accordée par les États à la justice internationale et s'exprimant dans les conventions toujours plus nombreuses de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire.

L'identité de vues qui s'y révèle a permis la conclusion d'accords collectifs tels que le traité général d'arbi-

trage signé à Washington en janvier 1929 et l'acte général de Genève entré en vigueur il y a deux mois.

Tout en s'abstenant de commenter ces accords, le projet de résolution souligne la stipulation confiant à la Cour Permanente de Justice Internationale la mission de trancher les conflits relatifs à la portée des réserves encore formulées par les Etats.

Le premier vœu proposé par la Commission tend à encourager les Etats qui n'ont pas encore adhéré à l'acte général ou à des accords analogues, à le faire dans la liberté que leur laisse à cet égard l'acte général.

Le second vœu, inspiré par des événements récents, tend à porter remède aux difficultés qui surgissent lorsque la compétence de l'arbitre international est contestée par une partie, ou que celle-ci reproche un excès de pouvoir à la sentence rendue. La justice arbitrale qui procède d'un mandat, ne peut guère être assurée de l'efficacité d'une décision rendue souverainement par elle sur l'un ou l'autre de ces points. Les décisions ne peuvent appartenir qu'à une instance judiciaire supérieure. La Cour Permanente de Justice Internationale a déjà été chargée de cette tâche par diverses conventions en vigueur. Elle vient de l'être par l'acte général de Genève à la suite d'une proposition présentée par la Finlande à la neuvième Assemblée de la Société des Nations, les Gouvernements sont actuellement consultés sur cette importante question.

Enfin la Commission propose l'étude des compétences obligatoires de la Cour Permanente de Justice Internationale, compétences si multiples établies par des stipulations et selon des modalités si diverses qu'il est désirable d'apporter le plus possible de précision dans cet

important domaine. Elle recommande aussi l'examen de la possibilité et de la convenance de charger la Cour de connaître des recours dirigés contre une sentence arbitrale et fondés sur une prétendue fausse application des règles du droit international.

M. Schücking constate que le projet recommande aux Etats l'adhésion à l'Acte général de Genève comme moyen de donner une solution judiciaire aux conflits internationaux; mais de l'avis de M. Schücking l'Acte général ne constitue qu'une œuvre imparfaite et en un certain sens contradictoire; en effet, après avoir fait une distinction entre conflits juridiques et conflits politiques, l'Acte général laisse à la Cour le soin de décider de la nature des conflits, et, d'autre part, impose au tribunal d'arbitrage, saisi d'un conflit politique, l'obligation de résoudre ce conflit en tenant compte des stipulations de l'article 38 du statut de la Cour, c'est-à-dire en fonction du droit positif. C'est seulement à défaut d'une règle de droit que le tribunal d'arbitrage peut se prononcer suivant l'équité. C'est dire que ces conflits politiques ne recevront pas une solution adéquate. Ce sont cependant ceux qui sont le plus dangereux pour le maintien de la paix; à titre d'exemple, M. Schücking cite la question d'Alsace-Lorraine, qui après 1870 était une question réglée par le droit international positif en vertu du traité de Francfort, seul un tribunal statuant *ex aequo et bono* sans être lié par les dispositions du droit positif, eût pu mettre fin au conflit politique latent né de l'annexion de ces provinces à l'Allemagne.

M. Schücking estime qu'il faudrait ou bien, si les circonstances actuelles ne permettent pas de faire mieux, renoncer à déférer des conflits politiques à l'arbitrage, ou

bien permettre que ces conflits reçoivent une solution *ex aequo et bono* sans tenir compte du droit positif. Son opinion, soutenue à l'Université de Leyde et dans le *Berliner Tageblatt*, a reçu des adhésions dans les pays restés neutres au cours de la guerre.

M. ALTAMIRA déclare que sa qualité de membre de la Cour le force à s'abstenir de prendre part à des délibérations touchant soit des questions sur lesquelles la Cour s'est prononcée, soit des questions sur lesquelles elle pourrait être appelée à le faire. Toutefois, en sa qualité de membre du Comité des Dix chargé d'élaborer le statut de la Cour, il croit pouvoir exprimer sa satisfaction des progrès réalisés dans la voie de l'avènement de la justice internationale. Il se déclare particulièrement satisfait des progrès de la justice obligatoire dont il avait préconisé l'institution au sein de ce Comité.

M. VERDROSS appuie l'opinion exprimée par M. Schücking. Il estime cependant que l'Acte général constitue un progrès même pour la solution des questions non juridiques, puisqu'une instance est prévue pour les trancher; aussi propose-t-il de laisser intact le préambule saluant l'existence de l'Acte général. Il voudrait, d'autre part, que la Commission soit chargée d'étudier la solution des conflits non juridiques, surtout la véritable portée de l'article 28 de l'Acte général. Dans les *Friedenswarte* il a publié un article à ce sujet.

M. WEHBERG constate avec M. Schücking que l'Acte général ne donne pas un règlement de tous les conflits politiques. Mais, à son avis, le temps n'est peut-être pas encore venu de régler uniquement *ex aequo et bono*, sans tenir compte du droit positif et même à l'encontre de ce

droit, tous les conflits politiques sans exception. L'Institut n'a d'ailleurs pas à examiner l'Acte général dans tous ses détails.

Le Baron **ROLIN-JAEQUEMYS** n'a pas d'observations à formuler quant aux constatations générales; le Pacte Kellogg lui paraît, il est vrai, devoir rester en dehors des préoccupations juridiques de l'Institut, mais il n'éprouve pas d'objections à faire mention de ce pacte dans ces considérations générales.

Quant aux vœux formulés, il ne pense pas qu'il pourrait y avoir objection à préconiser l'adoption de l'Acte général. Il attire l'attention de M. Schucking sur le fait que les dispositions de l'Acte général avaient d'abord été comprises dans trois actes, l'un stipulant l'application de l'arbitrage à tous les différends politiques et juridiques, le second ne prévoyant l'arbitrage que pour les différends juridiques et la simple conciliation pour les différends politiques; le troisième admettant la conciliation pour tous les différends tant juridiques que politiques. Ces dispositions sont à présent réunies dans un seul acte, mais les États gardent la possibilité de n'y adhérer que pour partie.

Quant au second vœu, soumettant obligatoirement les sanctions arbitrales à des procédures de revision, M. Rolin-Jaequemys regrette de ne pouvoir l'accepter. Ce n'est pas qu'il ait une objection à ce que la question faisant l'objet de ce vœu soit mise à l'étude. Mais il estime que l'Institut ne peut se prononcer à ce sujet dans l'état actuel des choses. Ce vœu tendrait à réduire l'autorité des sentences arbitrales et à modifier actuellement les règles admises en ce qui concerne la compétence de la Cour de Justice Internationale. Cela lui paraît un résultat doublement dangereux.

LE RAPPORTEUR répond lui aussi à M. Schücking que ses objections seraient peut-être à considérer si l'adhésion à l'Acte général était globale; mais aucun Etat acceptant l'Acte général n'est forcé d'admettre l'arbitrage pour les conflits politiques.

Dès 1809, dans les conventions de La Haye, on a préconisé de déférer à l'arbitrage la solution des conflits, quels qu'ils soient, sur la base du respect du droit; par contre, il n'est guère possible de faire trancher par quelques hommes, libres absolument de se prononcer sans tenir compte d'aucune base fondée sur le droit, les conflits de toute nature: le droit est depuis toujours la grande protection contre l'arbitraire; il n'est pas à prévoir que dans les questions capitales de la politique des Etats ceux-ci pourront, dans un avenir rapproché, se résoudre à abandonner cette garantie. Toutefois, pour permettre à M. Schücking d'adopter les résolutions proposées, M. BOREL serait prêt à modifier la phrase finale du premier vœu touchant la solution judiciaire de tous les conflits internationaux.

M. DE MONTLUC se félicite du progrès réalisé dans la voie de l'arbitrage. Il invoque son expérience de magistrat pour signaler que toute question juridique comporte des points de fait.

Sir Thomas BARCLAY rappelle qu'il a fait partie de la Commission qui jadis s'était occupée de l'arbitrage et signale que dans un traité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui n'a jamais été mis en vigueur, il est vrai, l'arbitrage était confié à un comité de six arbitres dont trois choisis par chacun des deux gouvernements. L'absence de surarbitre a pu donner à cet arbitrage dans l'affaire de l'Alaska le caractère d'une procédure de conciliation.

M. SÉFÉRIADÈS rappelle que l'Institut en 1922, à la session de Grenoble, s'est déjà préoccupé de préconiser la procédure arbitrale, quel que soit le caractère des différends. En suivant les suggestions de M. Schücking, l'Institut semblerait faire un pas en arrière.

M. HAMMARSKJÖLD constate qu'en dehors de la clause facultative du Statut de la Cour et de l'Acte général d'arbitrage, et en dehors des traités d'arbitrage, il existe de nombreux traités contenant des clauses compromissoires attribuant compétence à la Cour pour des matières spéciales. Il en est ainsi des traités concernant les mandats, les minorités, les communications, par exemple. Peut-être serait-il utile de faire mention de cette troisième branche très importante dans le texte donnant compétence à la Cour.

Se référant, d'autre part, au projet de vœu, il voudrait que l'Institut aborde l'étude détaillée de l'étendue et des modalités de la compétence de la Cour, étude comportant l'examen de la procédure de la Cour se prononçant sur sa propre compétence. M. Hammarskjöld serait d'avis d'aborder cette question d'une manière générale et qui se pose au regard des divers tribunaux internationaux, sans s'occuper exclusivement de la Cour de Justice.

M. ALVAREZ constate que la doctrine s'est engagée unilatéralement dans la voie de l'arbitrage, qui reste le moyen principal de solution des conflits : mais la pratique des Etats se refuse souvent à marcher dans cette voie et même la Sixième Conférence Pan-Américaine, qui a préconisé le retour à l'arbitrage, a encore été loin de réaliser l'arbitrage obligatoire pour tous les différends. Or, si les Etats amis de l'Amérique latine n'ont pu arriver à l'arbitrage obligatoire, il faut bien admettre les dif-

fiicultés que rencontrent les autres Etats ayant beaucoup plus de sources de différends. A son avis, on s'attache trop à établir une solution par l'arbitrage, alors que l'accord direct par voie diplomatique, qui a mis fin notamment à l'affaire de Tacna et Arica, après que tous les moyens de conciliation avaient échoué, permettrait souvent d'aboutir plus facilement à un résultat; mais il faudrait que cette procédure fût mieux organisée.

M. ERICH déclare qu'en suivant la recommandation touchant l'institution d'une instance de recours pour fausse interprétation d'une règle de droit, le Gouvernement finlandais a voulu tenir compte d'une suggestion intéressante à étudier pour l'avenir.

M. CHARLES DE VISSCHER est d'accord avec M. BOREL pour engager les Etats à soumettre les conflits politiques à un tribunal d'arbitrage créé par eux, mais il est adversaire de l'idée de conférer à la Cour le jugement des affaires politiques et ce à raison de la différence entre les deux institutions; le tribunal d'arbitrage est librement établi par les Etats, la Cour Permanente de Justice Internationale, par contre, est une institution permanente du droit des gens et rien ne serait plus dangereux pour son prestige que de lui confier l'examen de questions politiques à trancher *ex aequo et bono*.

M. MAURtua admet que, par son aspect extérieur, la question de Tacna et Arica paraît avoir eu une solution directe; en réalité c'est le recours à l'arbitrage qui a permis la solution quant au fond. La difficulté d'après lui est de définir les affaires réservées à la compétence exclusive des Etats. Jusqu'à ce que cette définition soit établie, l'obligation de recourir à l'arbitrage ne sera pas complète.

La discussion générale étant close, le PRÉSIDENT aborde l'examen du Vœu n° 1.

LE RAPPORTEUR propose de tenir compte des objections de M. Schücking et de rédiger ce vœu de la façon suivante :

« Que les Etats qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte général de Genève ni conclu, soit des conventions d'après les modèles adoptés à la neuvième Assemblée de la S. D. N., soit des accords équivalents, n'hésitent plus à le faire dans la mesure où ils le jugeront possible. »

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS constate que l'amendement qu'il a fait présenter se rapproche du texte admis maintenant par le Rapporteur. Il aurait préféré se borner à une référence à l'Acte général, mais il n'insiste pas et retire son amendement, qui était rédigé comme suit :

« Exprime le vœu que les Etats qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte général d'arbitrage de Genève du 26 septembre 1928, ne tardent plus à le faire suivant les modalités prévues et, pour autant que de besoin, avec les réserves admises. »

M. DE LAPRADELLE demande le vote par division et la suppression des mots « dans la mesure où ils le jugeront possible ».

Au vote, la première partie du vœu de la Commission est adoptée.

LE PRÉSIDENT donne lecture du second vœu, ainsi conçu :

« Que, pour autant que cela peut être encore à faire, les Puissances, dans leurs conventions d'arbitrage, conviennent de soumettre à la décision de la Cour Permanente de Justice Internationale toutes contestations

entre elles au sujet, soit de la compétence du tribunal arbitral, soit d'un excès de pouvoir de ce dernier allégué par l'une des parties.

M. DE LAPRADELLE se déclare partisan du projet en tant qu'il a pour objet d'empêcher que sous prétexte d'un excès de pouvoir, la partie succombant au procès se refuse à exécuter la sentence rendue en ne consentant pas, d'autre part, à recourir à une autre juridiction. D'après le texte du projet, la partie succombante ne pourrait invoquer l'excès de pouvoir qu'en faisant appel en même temps à la décision d'une autorité juridictionnelle supérieure.

M. DE LAPRADELLE préférerait cependant que les mots du texte « pour autant que cela peut être encore à faire » soient supprimés. Certains auteurs pensent, il est vrai, que pour les signataires de la Convention d'Arbitrage de 1899, il y a obligation de considérer comme absolument définitives les sentences rendues et que la question de l'excès de pouvoir ne peut être examinée si ce n'est de l'accord des deux parties.

M. de Lapradelle partage cette opinion, mais il préférerait qu'il ne soit pas fait allusion à cette question controversée et relative à l'interprétation des conventions existantes.

Quant à la compétence, il estime que c'est à l'arbitre lui-même qu'il doit appartenir de la déterminer. M. Borel a parlé d'un mandat judiciaire; M. de Lapradelle estime que cette conception n'est pas admissible; actuellement le juge international n'est pas le mandataire des parties; sa mission n'est pas révocable; le principe que le juge est le maître de sa compétence doit s'appliquer à tous les différends. L'appel sur la question de

compétence à une autorité juridictionnelle plus haute, en l'espèce la Cour Permanente de Justice Internationale, n'est pas possible, à moins que dès l'origine dans la convention instituant l'arbitrage une disposition spéciale ne soit introduite à ce sujet. Cette question pourrait être mise à l'étude.

Le Baron Rolin-Jaequemyns propose un amendement tendant à ce que les dispositions de ce second vœu fassent l'objet d'une résolution de mise à l'étude de la question, l'Institut ne pouvant sans examen approfondi se prononcer sur cette question dont M. de Lapradelle vient de signaler les difficultés. Si ce vœu devait être maintenu, le Baron Rolin-Jaequemyns ne pourrait accepter le projet.

Le Rapporteur ne pense pas qu'il y ait lieu de trancher la question soulevée par M. de Lapradelle; tout le monde ne partage pas l'opinion que le juge peut statuer sur sa compétence.

M. BOREL estime qu'en dehors de sa compétence le juge arbitral n'est rien. D'autre part, il est prêt à faire figurer les dispositions du vœu dans un projet de mise à l'étude, mais il signale cependant à l'Institut qu'il y a tout lieu de croire qu'en 1931, lors de sa prochaine session l'Assemblée de la Société des Nations aura déjà tranché la question et que la résolution proposée sera tardive.

M. DE LAPRADELLE est d'accord avec le Baron Rolin-Jaequemyns pour mettre à l'étude la proposition de soumettre à la Cour Permanente de Justice Internationale les différends relatifs à la compétence des tribunaux; il trouve, il est vrai, illogique de déférer de la sorte indirectement à la Cour des conflits que les parties

ont peut-être voulu soumettre à des arbitres qu'elles ont désignées spécialement pour un litige déterminé. Par contre, il trouve inadmissible que, lorsque le juge a rendu la sentence, une des parties se refuse à l'exécuter en invoquant l'excès de pouvoir et sans admettre l'intervention d'une juridiction supérieure.

Il propose, en conséquence, la division du texte. Il votera contre le vœu tendant à faire examiner par la Cour toutes contestations élevées sur la compétence de tous tribunaux d'arbitrage.

M. BOREL s'oppose à la division parce que aux yeux de la Commission les deux questions de la compétence et de l'excès de pouvoir sont liées.

L'Institut de trouve donc en présence d'un amendement du Baron Rolin-Jacquemyns tendant à la suppression du vœu et à l'adoption d'un considérant ainsi conçu :

« L'Institut, considérant qu'il existe d'autre part une tendance très intéressante à étendre la compétence de la Cour Permanente de Justice Internationale et à lui soumettre notamment les contestations relatives à la compétence d'un Tribunal d'arbitrage ou à un excès de pouvoir de sa part allégué par l'une des parties, décide de porter à l'ordre du jour de ses délibérations la détermination de l'étendue, etc. »

Cet amendement n'est pas accepté.

Un amendement de M. de Lapradelle, appuyé par M. Streit tendant à supprimer les mots « pour autant que cela peut être encore à faire » est accepté.

Un amendement de M. Hammarskjöld tendant à insérer les mots « et dans leurs clauses compromissaires » après les mots « convention d'arbitrage » est accepté.

Enfin l'amendement de M. de Lapradelle tendant à la

suppression des mots « soit de la compétence du tribunal arbitral » n'est pas accepté.

Le PRÉSIDENT donne lecture des deux derniers alinéas du texte.

Le Rapporteur accepte un amendement de M. Hammarskjöld tendant à remplacer à l'alinéa premier les mots « de la Cour Permanente de Justice Internationale » par les mots « des juridictions internationales ».

M. WEHBERG préconise la suppression de l'alinéa a); il estime que c'est une question technique et que l'Institut doit se borner à l'étude des questions de principe.

Les alinéas a) et b) sont acceptés par l'Institut.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un nouveau texte qui se présente comme un alinéa c) et qui est présenté par M. Verdross. Ce texte porte :

« c) La détermination de l'étendue des pouvoirs du tribunal arbitral prévu par l'Acte général ».

Cet amendement est accepté.

Les considérants du début de la résolution sont acceptés sauf que l'on décide de substituer les mots « constate avec satisfaction » au mot « saluent » et que, sur la proposition de M. Hammarskjöld, les mots « et des clauses compromissaires » sont ajoutés au quatrième alinéa après le mot « traité ». L'appel nominal sur l'ensemble du projet donne les résultats suivants :

On voté le projet : MM. Alvarez, Asser, Basdevant, De Boeck, Borel, de Bustamante, Catellani, Cavaglieri, Diéna, Fedozzi, Fernandez Prida, Gemma, Gidel, Higgins, Hurst, de Lapradelle, Mahaim, Mandelstam, de Montluc, Pouillet, Scott, Simons, Streit, Strisower, Charles De Visscher, Wehberg, Wilson, Altamira, Cou-

dert, Erich, Hammarskjöld, Hyde, Kusters, Kraus, Lémonon, Maurtua, Négulesco, Niboyet, Planas Suarez, Rey, Octavio, Séfériadès, Strupp, Trias de Bes et Verdross.

Se sont abstenus : MM. Marshall Brown, Kebedgy, Schücking, Borchard et Yamada.

Le Baron Rolin-Jaequemyns émet un vote négatif.

La séance est levée à 13 h. 30.

IV. — La clause d'arbitrage obligatoire dans les conventions de droit international privé.

DIXIÈME COMMISSION.

Rapporteur : M. STRISOWER.

Première séance: lundi (après-midi) 14 octobre 1929.

La séance est ouverte à 3 heures, sous la présidence de M. ASSER, troisième vice-président de l'Institut.

M. STRISOWER a la parole pour développer les idées générales qui ont inspiré le rapport présenté par lui au nom de la dixième commission sur: « *La clause d'arbitrage obligatoire dans les conventions de droit international privé* ».

LE RAPPORTEUR indique que le point de départ de la question doit être cherché dans la Résolution prise par le Projet de Protocole « J » de la Sixième Session de la Conférence de droit international privé, tenue à La Haye en 1928. D'après cette Résolution, les Etats signataires de l'accord reconnaîtraient la compétence de la Cour Permanente de Justice Internationale pour donner, en cas de divergence, l'interprétation des dispositions contenues dans les Conventions élaborées par la Conférence. C'est cette clause dont l'Institut a mis l'étude à son ordre du jour, sur la proposition de M. Basdevant. Elle suppose qu'aux différends entre particuliers, qui forment la matière du droit international privé, vienne se superposer un litige entre Etats. C'est de cette superposition de deux ordres de procès que pourront naître certaines difficultés. Il conviendra notamment de se deman-

der quelle sera exactement l'autorité de la sentence rendue par la Cour Permanente de Justice Internationale. Il faudra en préciser les effets et rechercher comment la convention pourra être appliquée d'une manière juste et uniforme.

Le Rapporteur, d'autre part, n'a entendu envisager que l'interprétation des conventions de droit international privé, en comprenant dans cette expression les conflits de lois proprement dits et les conflits en matière de procédure, tels que ceux qui ont trait à l'exécution des jugements, à l'assistance judiciaire, etc.

Il n'a pas voulu non plus rechercher s'il n'y aurait pas lieu de substituer à la Cour Permanente de Justice Internationale, en tant que juridiction compétente pour donner l'interprétation d'une convention de droit international privé, un tribunal international qui jugerait directement les particuliers. Cette solution serait avantageuse à certains points de vue, mais elle soulèverait de grosses difficultés. Son examen dépasserait, d'ailleurs, les limites de la tâche conférée à la dixième Commission. Il appartiendra aux États de choisir entre les deux voies possibles. Le projet présenté à l'Institut ne préjuge rien sur ce point. Il s'occupe seulement de l'application d'une clause d'arbitrage tendant à l'interprétation uniforme des conventions de droit international privé.

Enfin, M. Strisower ne veut pas, pour l'instant du moins, rechercher s'il existe, en la matière, un intérêt suffisant pour attribuer compétence à la Cour Permanente de Justice Internationale, ce que certains membres de la Commission ont contesté, et si l'Institut doit recommander l'adoption de la clause prévoyant l'interven-

tion de cette haute juridiction. Il a supposé la clause existante et a seulement cherché à en déterminer les conditions d'application et les effets. Aussi dans le préambule précédant les résolutions proposées, s'est-il borné à dire que l'Institut constate l'existence, dans le projet du protocole « J » de la Conférence de droit international privé, en 1928, d'une disposition tendant à l'introduction dans les accords de la clause susdite. Il appartiendra à l'Institut de voir s'il veut aller plus loin et s'il veut formellement recommander l'adoption de cette clause. En tous cas, le Rapporteur estime qu'il vaut mieux examiner d'abord les résolutions déterminant les conditions d'application et les effets de la clause, à la supposer existante, en renvoyant en fin de discussion le vote sur le préambule.

L'Institut adopte cette manière de voir.

Avant qu'il soit passé à la discussion des articles, M. NIROYER demande deux précisions à M. le Rapporteur :

1° Celui-ci a-t-il entendu limiter l'application de la clause donnant le droit de saisir la Cour Permanente de Justice Internationale, en cas de difficulté d'application, à la seule hypothèse des conventions de La Haye, ou serait-il disposé à l'étendre à d'autres conventions, notamment à celles qui sont en préparation sur la lettre de change et le chèque, sous les auspices de la Société des Nations ?

2° L'application de la clause s'imposerait-elle, même lorsqu'il s'agirait, non pas de conflits purement juridiques, mais de conflits ayant un caractère politique, parce que les États considéreraient que leurs intérêts primordiaux sont en jeu ?

LE RAPPORTEUR répond, sur le premier point, qu'il n'a, en principe, songé qu'aux conventions de La Haye. mais il n'est pas opposé à l'application des règles qu'il a formulées au cas où il s'agirait d'autres conventions de droit international privé. Il entend exclure pour le moment les conventions qui établissent un droit interne uniforme dans les Etats contractants, ces conventions ne renfermant pas des principes de droit international privé.

Quant à la seconde difficulté soulevée par M. Niboyet, elle n'entre pas dans le cadre des résolutions proposées. En effet, on n'a pas cherché à déterminer dans quels cas la clause aurait à jouer, mais seulement à préciser les règles auxquelles serait soumise son application, à supposer que cette application se produise.

M. DE BUSTAMANTE félicite le rapporteur de son remarquable travail et se déclare souvent d'accord avec lui. Notamment, il approuve l'idée qu'il importe, avant tout, d'assurer l'uniformité d'interprétation dans les conventions de droit international privé. Pour atteindre ce résultat, il accepte la compétence de la Cour de Justice Internationale. Il croit, lui aussi, qu'il n'est pas nécessaire qu'un individu se plaigne, ni même que l'interprétation donnée ait été formellement contredite par l'une des autorités de l'autre Etat, le seul fait que cet Etat estime l'interprétation inexacte étant suffisant. De même il approuve la règle d'après laquelle la sentence de la Cour ne devra pas porter atteinte à ce qui a été antérieurement décidé pour des particuliers, ainsi que la suspension des instances en cours en attendant la sentence interprétative.

En revanche, il y a un point essentiel sur lequel M. de

Bustamante n'est pas d'accord avec le rapporteur : c'est en ce qui concerne l'autorité des arrêts interprétatifs rendus par la Cour à l'égard des Etats ayant conclu la convention donnant lieu à difficulté. On doit mettre tous ces Etats en demeure d'intervenir, mais, une fois l'arrêt rendu, il doit avoir autorité à leur égard, même s'ils n'ont été ni parties principales ni, en fait, parties intervenantes.

C'est la solution la plus simple, parce qu'elle évite de nouveaux litiges sur la même question.

M. DIÉNA remarque, à ce propos, qu'il existe dans le statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, une disposition d'après laquelle, en cas de convention collective, toutes les parties sont invitées à participer aux débats, pour que la sentence ait effet à leur égard.

LE RAPPORTEUR répond à M. de Bustamante que le problème qu'il vient de poser (Effet de l'arrêt à l'égard des Etats contractants, mais n'ayant été ni parties principales, ni parties intervenantes dans le litige) est envisagé dans la résolution n° 3. Lors de la Conférence de La Haye, M. Basdevant avait songé à élargir ainsi la portée de la sentence, en mettant les autres Etats contractants en demeure d'intervenir. Cette idée n'a pas été finalement consacrée et, pour sa part, le Rapporteur n'est pas disposé à l'admettre. D'autre part, il accepte que les Etats contractants non parties au litige soient prévenus et puissent se rallier à l'interprétation. La question, au surplus, se posera lors de la discussion de la résolution n° 3.

L'Institut passe à l'examen du projet, article par article.

LE PRÉSIDENT lit la première résolution proposée, ainsi conçue :

« Pour être tenu de répondre devant la Cour à un autre Etat contractant sur une certaine interprétation d'une règle conventionnelle, il faut que cette interprétation ait été consacrée en dernier ressort par un acte d'une autorité de l'un ou l'autre des deux Etats, compétente pour l'appliquer ou la faire appliquer, et qu'un différend, né sur la justesse de cette interprétation entre les deux gouvernements, n'ait pu être accommodé par des négociations entre eux. »

LE RAPPORTEUR indique que cet article est destiné à préciser dans quelles hypothèses il y aura lieu de saisir la Cour. Il faudra : 1° qu'une autorité compétente (et non pas seulement un tribunal) ait donné dans l'un des Etats contractants, une certaine interprétation de la Convention, et 2° qu'un autre Etat, considérant cette interprétation comme erronée, entre en contestation sur ce point avec le premier Etat, si, du moins, celui-ci s'approprie l'interprétation donnée par l'une des autorités. (Si, en effet, il ne la faisait pas sienne, il n'aurait qu'à prendre les mesures nécessaires pour assurer, chez lui, l'interprétation exacte et conforme à ses vues).

En revanche, il n'est pas nécessaire, aux yeux du Rapporteur, que l'une des autorités du pays, qui demande l'interprétation de la Cour, ait donné effectivement une interprétation contraire à celle de l'une des autorités de l'autre pays contractant. Il suffit que l'Etat demandeur estime erronée l'interprétation donnée dans l'autre pays. Seule doit être écartée une demande qui tendrait à obtenir, pour l'avenir, une interprétation de la Cour de Jus-

tice Internationale, alors qu'il n'y aurait encore, sur la question, aucune décision définitive des autorités nationales.

M. FEDOZZI rappelle que, dans les observations qu'il a faites sur le rapport imprimé, il a indiqué qu'il lui paraissait, au contraire, nécessaire d'exiger, pour faire intervenir la Cour Permanente de Justice Internationale, une contradiction entre les interprétations effectivement données par deux autorités, appartenant chacune à l'un et l'autre des Etats en cause, par exemple par deux tribunaux. En effet, ce sont ces autorités, ces tribunaux qui interprètent les conventions, et non les gouvernements eux-mêmes.

LE RAPPORTEUR réplique qu'il ne lui paraît pas nécessaire d'exiger cette condition plus rigoureuse. Un Etat contractant a le droit de se plaindre, dès lors, qu'une interprétation qu'il estime inexacte, a été donnée, dans un autre pays, également partie à la convention, par une autorité compétente.

La discussion s'engage ensuite sur la rédaction à donner à la première résolution, les membres de l'Institut étant, en somme, d'accord sur le fond même de cette disposition.

Le Rapporteur indique qu'il a parlé d'*autorité compétente*, afin de ne pas se limiter au cas où l'interprétation serait donnée par un tribunal. Elle pourrait également émaner d'une autorité législative ou administrative.

D'autre part, il est dit que l'interprétation devra avoir été consacrée « en dernier ressort », pour exclure l'action devant la Cour, lorsque cette interprétation est encore susceptible de modification dans le pays même où elle a été donnée.

Le Baron NOLDE trouve que les mots « *en dernier ressort* » conviennent trop exclusivement à une décision de justice et que l'expression « *autorité compétente* » ne désigne pas, avec une clarté suffisante, les trois sources d'interprétation possibles (législative, administrative et judiciaire).

M. STREIT est du même avis et voudrait, en outre, que l'on dise bien nettement que le désaccord existant doit être formellement constaté entre les Etats.

Le RAPPORTEUR fait remarquer qu'il le prévoit expressément, en employant les termes usités en général. Quant à la rédaction à adopter, il est prêt à accepter toute formule correspondant à l'idée à rendre, sur laquelle il n'y a aucun doute.

M. NIMMER propose un amendement donnant au texte la forme suivante :

« Soit par une mesure législative, soit par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, soit par un acte de l'autorité administrative ayant le pouvoir de donner cette interprétation. »

M. MERCIER dépose un amendement ainsi conçu :

« Pour qu'une contestation relative à l'interprétation d'une règle conventionnelle puisse être portée devant la Cour par un Etat contractant, il faut :

1° Que cette interprétation ait été consacrée, d'une manière définitive, par une autorité législative, judiciaire ou administrative d'un autre Etat contractant, compétente pour appliquer ou faire appliquer cette règle;

2° Qu'un différend, né au sujet de cette interprétation entre les deux gouvernements, n'ait pu être résolu par des négociations amiables. »

M. DE LAPRADELLE remarque que ce texte a l'avantage de bien faire ressortir que deux conditions sont nécessaires pour que la Cour soit saisie.

M. BASDEVANT observe que, pour les décisions de justice, il vaut mieux parler de décisions *passées en force de chose jugée*, que de décisions rendues d'une façon définitive.

MM. MERCIER et NIBOYET acceptent de fondre leurs deux textes en un seul. L'Institut les adopte sous cette forme et en fait la première des résolutions, désormais ainsi rédigée :

« Pour qu'une contestation relative à l'interprétation d'une règle conventionnelle puisse être portée devant la Cour par un Etat contractant, il faut : 1° que cette interprétation ait été donnée, soit par une mesure législative, soit par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, soit par une décision administrative non susceptible de recours ; 2° qu'un différend, né au sujet de cette interprétation entre les deux gouvernements, n'ait pu être résolu par des négociations amiables. »

LE PRÉSIDENT lit la deuxième résolution proposée :

« La requête à la Cour, à présenter par l'Etat le plus diligent, devra avoir pour objet d'obtenir un arrêt de la Cour sur la question et notamment, sauf un accord spécial entre les deux Gouvernements, un arrêt sur la justesse de cette interprétation en général. »

LE RAPPORTEUR indique que ce texte, dont le début est emprunté au projet de résolution de la Conférence de 1928, résout, par ailleurs, deux problèmes. D'abord, il précise que c'est un arrêt qui sera rendu par la Cour. L'avis consultatif est plus long à obtenir, il suppose l'in-

tervention du Conseil ou de l'Assemblée de la Société des Nations et il n'y a guère de raison de suivre cette voie dans des cas où la paix sera rarement menacée.

Un second problème à résoudre est celui de l'effet de l'arrêt dans les rapports des deux Etats parties au litige. La résolution proposée tend à attribuer, à cet effet, un caractère général, c'est-à-dire que l'interprétation donnée par la Cour s'imposera à l'avenir à ces deux Etats.

Un accord spécial entre les Etats pourra, d'ailleurs, modifier cette règle.

M. TRIAS DE BES dépose un amendement tendant précisément à supprimer le membre de phrase réservant la possibilité de cet accord spécial.

Le RAPPORTEUR accepte cette suppression, dans la pensée qu'il serait peu fréquent.

M. KRAUS proteste contre le principe de l'effet général attribué, pour l'avenir, dans les rapports des deux Etats en litige, à l'arrêt rendu par la Cour. Le principe lui paraît porter trop gravement atteinte à la règle de la relativité de la chose jugée.

M. HAMMARSKJÖLD rappelle que, d'après le statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, ses arrêts n'ont normalement force obligatoire que pour les parties en cause et dans le cas à juger. Sans doute, la Cour a admis la possibilité, en s'appuyant sur deux articles de ce statut (36 et 63), de rendre des arrêts déclaratoires. Mais il se demande si « un arrêt statuant sur la justesse de l'interprétation en général » serait bien compris dans les limites du statut.

M. STRISOWER répond qu'il voudrait justement attribuer à l'arrêt cette portée générale. Sans doute, lors-

qu'une Cour de Cassation donne, en droit interne, une interprétation, celle-ci ne vaut strictement que pour l'espèce dans laquelle elle est intervenue. Mais la Cour de Cassation sait bien qu'en réalité, elle aura une portée plus large parce que, dans de nouveaux cas semblables, les tribunaux hésiteront à se mettre en contradiction avec elle, de peur de voir leurs décisions cassées. La Cour Permanente de Justice Internationale n'a pas la même garantie. C'est pourquoi il n'est pas déraisonnable d'accorder un effet plus large à son interprétation.

Au reste, elle ne dépassera pas les limites du litige qui lui sera soumis, puisque celui-ci portera précisément sur le point de savoir quelle sera, dorénavant et d'une manière générale, l'interprétation à donner à la convention dans les rapports entre les Etats parties au procès.

M. DIÉNA se demande si l'effet de l'arrêt ne devra pas dépendre des termes du compromis passé entre les parties ou à défaut de la manière dont la Cour aura posé le problème.

M. HAMMARSKJÖLD répond que la Cour n'aura pas à établir la formule d'un compromis, du moment qu'elle sera saisie par l'Etat le plus diligent.

LE RAPPORTEUR remarque que c'est bien, en effet, la procédure prévue. Lors de la réunion de la Conférence en 1928, M. Basdevant avait proposé de constituer un Comité qui rédigerait la question à soumettre à la Cour. Mais M. Loder a répondu qu'il était plus simple de s'en remettre, dès le début, aux termes de la requête de l'Etat le plus diligent.

En conclusion de cette discussion, M. SÉFÉRIADÈS déclare qu'il serait plus simple de parler d'un « *arrêt d'interprétation* ».

M. GIDEL préconise, pour l'ensemble de la résolution n° 2, la rédaction suivante :

« La question est soumise à la Cour par une requête présentée par l'Etat le plus diligent. »

Elle tend à obtenir une décision fixant l'interprétation de la disposition visée à l'article premier ci-dessus. »

M. CHARLES DE VISSCHER suggère qu'il serait bon d'user de l'expression : d'« arrêt déclaratoire ». Elle paraît répondre à une idée déjà acceptée par la Cour et permet d'indiquer la portée générale de la décision qui sera rendue. Cette portée est plus ou moins analogue à celle qui s'attache aux jugements dits déclaratoires admis dans certaines législations, notamment à celle de la *Feststellungsklage* du droit allemand.

L'Institut adopte la formule de résolution proposée par M. Gidel, mais en la modifiant pour tenir compte de cette suggestion de M. De Visscher :

« La question est soumise à la Cour par une requête à présenter par l'Etat le plus diligent. »

Cette requête tend à obtenir de la Cour un arrêt déclaratoire d'interprétation. »

LE PRÉSIDENT lit la troisième résolution proposée :

« L'arrêt lie entre eux les Etats parties principales ou intervenantes dans le procès devant la Cour, et de même ceux des Etats contractants qui déclarent en dû temps leur consentement à l'interprétation contenue dans l'arrêt. Le Greffe de la Cour notifiera sans délai chaque arrêt rendu dans la matière à tous les Etats contractants et les Etats qui n'ont pas pris part au litige doivent déclarer dans un délai de six mois, après que la notification leur serait parvenue, s'ils acceptent l'interprétation contenue dans l'arrêt ou non. »

Ce texte, dit le **RAPPORTEUR**, tranche une difficulté très importante. Il s'agit de déterminer l'effet de l'arrêt de la Cour à l'égard des Etats, autres que ceux entre lesquels le litige s'est élevé, mais qui sont liés, eux aussi, par la Convention qu'il a fallu interpréter. M. Basdevant, en 1928, à La Haye, a proposé d'obliger ces Etats à intervenir, pour que la sentence rendue leur soit opposable. Mais il a trouvé des contradicteurs et, pour sa part, M. Strisower n'a pas voulu admettre un système aussi radical.

La solution qu'il adopte consiste, tout d'abord à prévenir du procès tous les Etats liés par la Convention, afin de leur donner le moyen d'intervenir s'ils le désirent, auquel cas l'arrêt produira effet à leur égard. Ensuite, s'ils ne sont pas intervenus, on leur notifiera la décision, pour qu'ils disent, dans un certain délai, s'ils l'acceptent ou non. Mais s'ils ne l'acceptent pas, elle n'aura pas d'effet à leur égard et plus tard ils pourront, eux-mêmes, demander à la Cour une nouvelle interprétation de la même disposition.

M. DE BUSTAMANTE combat ce système qui lui paraît compliqué et dangereux pour l'uniformité d'application des conventions, parce qu'il risque d'entraîner des divergences d'interprétation. Mieux vaut décider que tous les Etats liés par un même accord seront, désormais, obligés d'accepter l'interprétation de la Cour, du moment qu'ils auront été prévenus du procès et mis en demeure d'intervenir, même si, en fait, ils ne sont pas intervenus.

Au surplus, rien ne s'oppose dans le statut de la Cour à cette solution, fondée sur l'adhésion que les Etats, en signant la Convention, auront par avance donnée à l'in-

terprétation susceptible d'être dégagée plus tard, même en l'absence d'une intervention de leur part.

M. STRAIT observe que, étant donnée la variété des cas dans lesquels une question d'interprétation peut se présenter, il paraîtrait préférable de ne pas formuler expressément le principe d'après lequel tous les Etats contractants sont liés, même ceux qui ne sont pas intervenus au procès ou n'ont pas accepté la sentence.

Le Baron NOLDE partage les idées de M. de Bustamante. Il remarque que l'arrêt de la Cour constituera ainsi une sorte de « *case law* » analogue à ceux qui résultent, en Angleterre, des décisions des Cours de justice.

Le RAPPORTEUR répond qu'il n'y a pas de « *case law* » en droit international public et qu'il ne considère pas le lien existant entre plusieurs Etats engagés par une même convention de droit international privé, comme suffisant pour renverser la règle d'après laquelle une décision de justice n'a d'effet juridique qu'à l'égard des parties principales ou intervenantes.

Malgré ces déclarations, l'Institut adopte pour la troisième résolution, le texte suivant dont l'auteur est M. de Bustamante et qui étend l'effet de l'arrêt de la Cour à tous les Etats ayant passé la Convention interprétée :

« Le Greffe de la Cour notifie la requête aux Etats liés par la Convention dont il s'agit, et ces Etats ont le droit de comparaître devant la Cour comme parties intervenantes, dans le délai fixé par celles-ci. L'arrêt lie entre eux tous les Etats pour lesquels la Convention est en vigueur. »

La séance est levée à 18 h. 15.

Deuxième séance : mardi (après-midi) 15 octobre 1929.

Présidence de M. ASSER, vice-président.

La séance est ouverte à 15 h. 10.

Les articles I à III ayant été adoptés dans la séance du 14 octobre, le Président ouvre la discussion sur l'article IV du Projet, ainsi conçu :

« Les Etats sont obligés de prendre les mesures nécessaires pour que l'interprétation donnée par la Cour s'impose à l'avenir à leurs autorités. »

« Mais, sauf dispositions spéciales du droit interne, la sentence n'affecte d'aucune façon la validité des décisions rendues auparavant par les autorités nationales. La question de savoir si dans certains cas une action ou une requête serait admise devant les autorités nationales, pour provoquer, en conséquence de l'interprétation donnée par la Cour, une nouvelle décision de ces autorités contraire à celle rendue auparavant par elles, dépend des principes de droit interne de chaque Etat. »

M. le Baron ROLIN JAEQUEMYS demande quels Etats seront obligés de respecter l'arrêt de la Cour.

M. STRISOWEN, Rapporteur, répond qu'aux termes de l'article III, tel qu'il a été adopté dans la dernière séance, tous les Etats signataires de la Convention seront liés par la sentence. Il admet, dès lors, que l'on ajoute au mot : *Etats*, le terme *Contractants*.

M. NIHOYER propose de rédiger comme suit le premier alinéa :

« L'interprétation donnée par la Cour s'impose désormais aux Etats respectifs, qui sont responsables de l'exécution de cette obligation. »

Ladite formule met en lumière la responsabilité internationale des Etats signataires. Elle évite, d'autre part, le vocable « mesures », qui apparaît trop restreint; un gouvernement ne saurait prendre de mesures qu'à l'égard de ses organes administratifs, non vis-à-vis du Parlement et des autorités judiciaires.

LE RAPPORTEUR objecte que l'article IV du Projet établit une obligation à la charge de l'« Etat », et non du seul gouvernement.

M. SEFERIADES ne croit pas non plus que l'arrêt appelle des « mesures » proprement dites; la Cour se borne à interpréter une Convention existante et qui continue à déployer ses effets.

LE RAPPORTEUR n'accepterait pas la proposition de M. Niboyet, si elle devait se substituer au texte du projet. Il ne s'oppose pas, toutefois, à une combinaison des deux formules, ainsi que le suggère M. CHARLES DE VISSCHER :

« Art. 1: Les Etats contractants sont obligés de prendre les mesures nécessaires pour que l'interprétation donnée par la Cour s'impose à l'avenir à leurs autorités, et sont internationalement responsables de l'inexécution de cette obligation. »

M. STREIT se demande si pareil texte ne pourrait pas cependant être interprété comme signifiant « a contrario », qu'il existe pour les Etats des obligations dont la violation n'entraîne pas de responsabilité internationale.

Au vote, la proposition de M. De Visscher est adoptée (combinaison du texte du projet et de l'amendement Niboyet).

Alinéa 2.

M. STREIT demande au Rapporteur si les actes administratifs sont compris dans l'expression : « décisions rendues auparavant par les autorités nationales ».

LE RAPPORTEUR répond par l'affirmative.

M. NIBOYET juge incertains les mots : « décisions rendues auparavant ».

LE RAPPORTEUR part de l'idée qu'aucune décision déjà prise ne sera touchée par l'arrêt de la Cour, sauf révision lorsque le droit interne des Etats le permettra.

M. le Baron NOLDE trouve que les mots : « si dans certains cas », semblent faire allusion à des éventualités déterminées ; or, telle n'est pas l'intention de l'Institut. M. NOLDE propose, en conséquence, de remplacer ces mots par l'expression : « si et dans quelle mesure... ».

L'alinéa 2 est adopté à une grande majorité, avec l'amendement ci-dessus.

Proposition de la Commission :

« Article V. — *Les tribunaux nationaux sont obligés, dans les affaires pendantes devant eux au commencement de la procédure devant la Cour ou introduites depuis devant eux, à ne pas rendre leur décision jusqu'à la fin de cette procédure, en tant qu'elle dépendrait de l'interprétation à donner par la Cour.* »

M. NIBOYET demande au Rapporteur ce qu'il faut entendre par « affaires pendantes ». L'affaire est-elle encore pendante lorsqu'une décision a été rendue mais se trouve frappée d'appel ou de recours ?

LE RAPPORTEUR répond par l'affirmative. Est pendante toute affaire qui n'a point encore donné lieu à une sentence définitive.

M. NIBOYET : dès lors, un différend pourrait être

tranché en fin de compte, d'après une loi autre que celle en vigueur au moment où il a surgi.

LE RAPPORTEUR: non, il ne s'agirait jamais que de l'interprétation d'une législation internationale déjà en vigueur.

M. le Baron NOLDE exprime des doutes sur la possibilité de mettre en exécution l'idée traduite par l'article V. Il sera, pratiquement, très difficile à chaque Etat signataire d'une Convention de déterminer avec précision quelles affaires dépendent réellement de l'interprétation attendue. L'expérience prouve, en effet, que les procès civils ne se répètent jamais exactement. M. de Nolde propose, dès lors, de supprimer l'article V.

M. DE BOECK opine dans le même sens. Il ajoute que le principe soutenu par le Rapporteur entraverait le cours de la justice, en suspendant peut-être un grand nombre de procès.

M. STRISOWER, Rapporteur, concède qu'il pourra parfois y avoir doute sur l'influence possible de l'arrêt de la Cour. Cette considération n'est pas de nature à arrêter le Rapporteur. Selon lui, il importe avant tout de faire en sorte que la procédure privée et la procédure publique ne suivent pas leur cours parallèlement. Sinon, dans tel cas l'on assisterait à une lutte de vitesse, et, à l'inverse, dans tel autre cas, l'on verrait se produire des manœuvres dilatoires, suivant que l'un ou l'autre des particuliers en cause estime avoir intérêt à attendre ou au contraire à devancer l'arrêt de la Cour; le sort du procès civil dépendrait, alors, en quelque sorte, ou du hasard ou de la volonté des parties. M. Strisower, résumant sur ce point son rapport, met en regard les avantages et les inconvénients des systèmes opposés qui, tous

deux, pareraient à l'inconvénient dont il s'agit. Le Rapporteur se prononce pour la suspension des procès privés. La suspension de l'arrêt de la Cour internationale jusqu'à la liquidation de toutes les affaires pendantes devant les tribunaux nationaux présenterait, en effet, des inconvénients car, si de nouveaux conflits surgissaient avant que les premiers soient liquidés, la sentence suprême pourrait se trouver indéfiniment renvoyée.

M. STREIT partage, cependant, les scrupules de MM. de Nolde et De Boeck. Il faut tenir compte de la légitime susceptibilité des Etats contractants. De plus, chacun de ceux-ci se verrait obligé d'aviser ces tribunaux de toute affaire soumise à la Cour internationale. De graves raisons pratiques s'opposent donc à l'adoption de l'article V.

M. le Baron ROLIN-JAEQUEMYS appuie les orateurs précédents. Cet article aurait pour effet de provoquer de nouveaux conflits. Si un Etat soutient que son voisin aurait dû faire suspendre ou au contraire qu'il n'aurait pas dû tolérer la suspension de certains procès, qui sera juge du différend ? D'autre part, avant que les affaires suspendues puissent reprendre leur cours, il sera, suivant le cas, nécessaire que les Etats contractants adaptent leur législation interne à la jurisprudence du tribunal international. Pour tous ces motifs, la suppression de l'article V s'impose.

LE RAPPORTEUR ne pense pas que l'application de cet article soit de nature à provoquer des conflits entre les Etats. Quant à l'interprétation de la Cour, elle s'imposera « *ipso facto* » à tous les Etats contractants.

M. le Baron NOLDE : le rejet du principe défendu par le Rapporteur ne créerait, quoi qu'il en pense, aucune situation anormale. Lorsqu'une Cour de cassa-

tion nationale est saisie d'un pourvoi, ordonne-t-on la suspension de toutes les affaires identiques ?

LE RAPPORTEUR : il ne s'agit pas seulement, ici, d'affaires identiques : c'est la même affaire qui est pendante devant plusieurs juridictions,

LE BARON NOLDE : non, l'on ne se trouve pas en présence de la même affaire ; puisque le différend initial devra, pour pouvoir être évoqué devant la Cour, avoir préalablement fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée, les procès que M. Strisower voudrait suspendre seront nécessairement d'autres affaires.

LE RAPPORTEUR : il s'agit bien, matériellement, de la même affaire.

Plus personne ne demandant la parole, le Président passe au vote. L'article V recueille 10 voix ; 18 voix se prononcent à son encontre.

L'article V est, dès lors, biffé.

M. STRISOWER, Rapporteur, bien que favorable, personnellement, à la clause du protocole « J » de 1928, laisse cependant à l'Institut le soin de décider s'il convient de recommander aux Etats l'adoption de ladite clause. Le Préambule du Projet se borne pour l'instant à constater l'existence de cette clause et à recommander certaines règles qui tendent à en faciliter l'exécution.

M. le Baron ROLIN-JAEQUEMYS et M. CAVAGLIERI proposent de supprimer le mot : (clause) « d'arbitrage », qui ne leur paraît pas exact.

LE RAPPORTEUR relève qu'à La Haye même, on a parlé d'arbitrage. Il ne s'oppose, toutefois, pas à la suppression de ce terme.

M. le Baron NOLDE voudrait élargir le champ

d'application du Projet. Il suggère de viser, de façon toute générale, l'interprétation « des conventions de droit international privé », et, non plus seulement des conventions « élaborées par la Conférence » de droit international privé.

M. NIOXYER estime que l'Institut devrait recommander aux Etats la compétence de la Cour Permanente, non seulement à propos des conventions de La Haye, mais d'une manière absolument générale. Il propose le Préambule suivant, que le Rapporteur déclare accepter :

*« L'Institut de Droit International,
considérant qu'il est désirable d'attribuer compétence
à la Cour Permanente de Justice Internationale pour
connaître des différends concernant l'interprétation des
Conventions de droit international privé, recommande
les règles suivantes : »*

Ce Préambule est accepté à l'unanimité, sauf deux abstentions.

Vote d'ensemble.

M. SIMONS déclare qu'il s'abstiendra. Il est, en effet, incertain quant à la valeur de la résolution. Il estime que l'Institut attribue, en cette matière, à l'arrêt de la Cour de Justice Internationale une portée différente de celle des autres arrêts. M. Simons craint, dès lors, que le projet ne soit désavoué à la fois par la Cour et par les Etats. L'orateur n'est, du reste, pas exactement fixé sur ce qu'il faut entendre par « arrêt déclaratoire d'interprétation ».

M. KRAUS s'abstiendra également, pour les mêmes motifs.

M. VALLOTTON déclare, lui, voter le projet, tout en s'associant aux réserves de M. Simons.

A l'appel nominal, le projet — rédaction définitive réservée — est adopté par 29 voix. Il y a eu 10 abstentions.

Ont voté oui : MM. Alvarez, Asser, Basdevant, De Boeck, de Bustamante, Cavaglieri, Diéna, Gemma, Gidel, de Lapradelle, Mahaim, Mandelstam, de Montluc, Nolde, Rolin-Jacquemyns, Schücking, Strisower, Vallotton, Charles De Visscher, Wehberg, Borchard, Cruchaga, Erich, Kusters, Negulesco, Niboyet, Séfériadès, Strupp et Verdross.

Se sont abstenus : MM. Catellani, Fedozzi, Kebedgy, Scott, Simons, Streit, Wilson, Kraus, Rey et Yamada.

Un comité de rédaction est chargé de mettre au net le texte de la Résolution. Ce comité sera formé du Rapporteur et de MM. Nolde et Niboyet.

L'Institut adresse de vives félicitations au distingué Rapporteur pour son dévouement et pour l'œuvre qu'il a réussi à mener à bien.

L'Institut entame immédiatement l'examen du Rapport de la IX^e Commission, sur l'Accès des particuliers à des juridictions internationales.

Troisième séance: vendredi (matin) 18 octobre 1929.

L'Institut examine, en seconde lecture, le projet de résolutions voté sur la question dite de la clause d'arbitrage obligatoire dans les Conventions de droit international privé.

Le texte proposé par le Comité de rédaction, ensuite

des décisions des 14 et 15 octobre 1929, est adopté sans discussion.

Le vote à l'appel nominal ayant déjà eu lieu, cette opération n'est point renouvelée. M. J. Brown Scott déclare qu'il transforme sa déclaration d'abstention en vote affirmatif.

Le rapporteur, M. Strisower, recueille de vives félicitations de l'Institut pour son travail.

**V. — Immunités diplomatiques et consulaires
et immunités à reconnaître aux personnes
investies de fonctions d'intérêt international.**

DOUZIÈME COMMISSION.

Rapporteur : M. JAYNE HILL.

Première séance : mardi (matin) 15 octobre 1929.

La séance est ouverte à 9 h. 45 sous la présidence de M. SCOTT.

LE PRÉSIDENT prie M. Simons, Vice-Président, de prendre la direction des débats.

M. SIMONS, Président, donne la parole à M. Hill, Rapporteur.

M. HILL expose à l'Assemblée les caractères essentiels du projet de résolution qui lui est soumis. Il rappelle qu'au mois d'août 1926 il a eu l'honneur d'envoyer par l'entremise du Bureau de la Dotation Carnegie son rapport préliminaire adressé à tous les Membres de la Commission.

Il a reçu sur ce rapport un seul commentaire : celui de M. Rey, Secrétaire général de la Commission européenne du Danube.

Dans ces conditions, le rapport imprimé dans l'Annuaire de la Session de Lausanne, 1927 (Volume I, pp. 399-454) a été rédigé dans un esprit d'indépendance peut-être un peu personnel. Le Rapporteur n'en a pas moins considéré, très objectivement, la question qui lui était soumise. Il s'est attaché tout d'abord à discerner

les tendances d'opinion qui depuis le Règlement de Cambridge s'étaient affirmées, concernant la notion d'exterritorialité. A Cambridge même, M. Lainé avait demandé qu'on modifiât cette expression qu'il jugeait inexacte et M. Rolin-Jaequemyns avait demandé sa suppression.

Les membres qui étaient opposés à l'emploi du mot *exterritorialité* ne trouvant, séance tenante, aucune expression meilleure à y substituer pour l'intitulé du paragraphe 2, l'Institut réserva à une séance ultérieure la modification de cet intitulé et passa à la discussion d'autres articles.

C'est ainsi que l'article premier du Règlement demeure conforme au projet :

« Les Ministres publics sont inviolables. Ils jouissent, en outre, de « l'exterritorialité » dans le sens et la mesure qui seront indiqués ci-après, et d'un certain nombre d'immunités. »

En parcourant la littérature du Droit des Gens depuis 1895, le Rapporteur a constaté que les écrivains étaient presque unanimes pour écarter le mot *exterritorialité* employé dans l'article premier du règlement de Cambridge. Notamment l'Institut Américain de Droit International, un des cinq organismes mentionnés dans l'Avant-Projet pour l'établissement de la Cour Permanente de Justice Internationale comme devant préparer le travail éventuel des conférences, l'a formellement rejeté.

M. Hyde, dont l'ouvrage : *International Law chiefly as interpreted and applied by the United States*, Boston 1922, fait autorité, l'écarte également, pour fonder les immunités diplomatiques directement sur la fonction diplomatique :

« To assert the principle of extritoriality as the reason for the existence of an exemption, is to contend that a foreign political power may penetrate the territory of a State, and there lawfully assert a will in derogation of that of its territorial sovereign. Such an occurrence would mark the defiance of the supremacy of that sovereign within its own domain, and thereby ignore a principle which enlightened powers have acted upon, and have utilized as the basis of their system of international justice. » (L, p. 430.)

A la session de Lausanne de l'Institut, en 1927, M. de la Barra déclara que la fiction d'extritorialité avait fait son temps; qu'utile au début, elle était devenue dangereuse. C'est en se conformant d'une manière générale à la quasi-unanimité de la doctrine, que la douzième commission a fondé les dispositions actuellement présentées à l'Institut dans son projet de résolution, non plus sur la fiction d'extritorialité, mais sur les nécessités mêmes de la fonction diplomatique.

Le PRÉSIDENT remercie le Rapporteur de sa déclaration. Il rappelle à l'Assemblée qu'il sera procédé à la discussion générale du projet de résolution, conformément aux statuts, à moins qu'elle ne demande de passer directement à la discussion par article.

L'Assemblée ne demandant pas la discussion par article, immédiatement la discussion générale est ouverte.

M. HAMMARSKJÖLD, sur le projet de résolution imprimé, pose au Rapporteur la question suivante touchant l'immunité diplomatique accordée aux Membres des Tribunaux d'Arbitrage. Dans son rapport, M. Hill fonde cette immunité sur la nomination des Arbitres par les Gouvernements. Mais il importe de remarquer que dans

les Tribunaux d'Arbitrage il y a des surarbitres choisis dans les pays tiers sans intervention des Gouvernements. Dans ces conditions, la nomination par les Gouvernements peut-elle demeurer la base juridique suffisante de l'immunité accordée aux Arbitres ?

LE PRÉSIDENT fait observer à M. Hammarskjöld que la question qu'il pose n'est pas incluse dans le projet actuel de Résolution. La troisième partie du rapport imprimé « Immunités accordées aux personnes investies de fonctions d'intérêt national » a été renvoyée à une session ultérieure.

M. HAMMARSKJÖLD retire sa question.

M. KEBEDGY, sur le projet de résolution actuellement présenté par la Commission, insiste sur la nécessité d'appliquer l'immunité diplomatique dans une mesure restrictive. Il invoque sur ce point les intentions du Professeur Lehr, Rapporteur de la question des immunités à la Session de Cambridge, en 1895. Lehr pensait restreindre le bénéfice des immunités diplomatiques à quatre personnes : le chef de mission, son remplaçant éventuel, leur épouse respective.

Son expérience personnelle a permis à M. Kebedgy de constater, en maintes occasions, la défaveur dont a pu jouir l'application exagérée du système des immunités. Ainsi proteste-t-il notamment contre l'extension des immunités aux domestiques de tous ordres, prévue à l'article 2, deuxième partie, 2°.

LE PRÉSIDENT fait observer à M. Kebedgy que son intervention serait plus opportune au moment de la discussion même de l'article.

M. STRUPP félicite le Rapporteur d'avoir repoussé la notion surannée d'exterritorialité désormais complète.

ment abandonnée. Il cite comme signe récent de cet abandon la première partie du Traité de Latran relative au régime du territoire du Vatican et de la Villa de Castelgondolfo. L'un et l'autre continuent à faire partie du territoire italien tout en étant soustraits à la juridiction territoriale. Il ajoute que la conception de l'immunité, fondée sur les nécessités de la fonction, qui est à la base du rapport de la Commission, n'est pas une nouveauté. Elle a été admise, voici plus de deux cents ans, par Cornelius de Bynkershoek, dans son « *De foro legatorum* ». Il appuie, d'autre part, énergiquement la déclaration de M. Kebedgy visant l'article 2, 2°.

Le PRÉSIDENT déclare close la discussion générale. Il prie, suivant le désir du Rapporteur, le Secrétaire général de donner lecture du projet de résolution.

M. DE VISSCHER, Secrétaire général, procède à cette lecture.

La discussion par article est ensuite ouverte.

« Article premier. — Les agents diplomatiques ont droit, coutumièrement, dans l'intérêt de leurs fonctions, à une protection spéciale et aux immunités énoncées au présent règlement. »

M. FEDOZZI demande au Rapporteur la signification du mot « coutumièrement ». Veut-il dire que les règles énoncées dans les articles suivants sont conformes à la coutume internationale ? Si oui, étant donné que parmi ces règles certaines ne correspondent certainement pas à la coutume, il demande la suppression du terme.

M. CAVAGLIONI appuie la déclaration de M. Fedozzi.

M. HILL, Rapporteur, accepte la suppression demandée.

L'article premier, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté à l'unanimité, rédaction réservée.

« Article 2. — *Les agents diplomatiques sont inviolables. Cette immunité s'applique :*

1° Aux chefs de mission ;

2° Au personnel officiel de la mission.

Elle s'étend :

1° A la famille du chef et du personnel officiel de la mission ;

2° Aux domestiques de tout ordre du chef et du personnel officiel de la mission à condition qu'ils se trouvent en service. »

Le PRÉSIDENT signale que sur cet article il a reçu de M. Strupp une proposition d'amendement tendant, d'une part à ajouter à la ligne 4, au mot « mission », le qualificatif *indispensable* ; d'autre part, à remplacer sous le 2° de la seconde partie de l'article l'expression : « aux domestiques de tout ordre » par celle « aux domestiques non régnicoles ».

M. FEDOZZI, allant plus loin encore dans la voie de la restriction, demande que l'immunité ne soit étendue aux domestiques que dans le cas où ceux-ci seront ressortissants du même État que celui de l'Agent diplomatique. Il dépose l'amendement suivant : Ajouter au 2° de la seconde partie de l'article 2 les mots « ressortissants du pays du chef de mission ».

Le VICOMTE POULLET adopte l'idée émise par M. Strupp, mais considère néanmoins qu'il serait imprudent d'abandonner une règle traditionnellement acceptée. En Belgique, si la doctrine, depuis Laurent, s'est prononcée contre l'admission des agents subalternes au

bénéfice des immunités, la pratique diplomatique a adopté une solution très conciliante. Elle consiste à abandonner à l'Agent diplomatique le soin de décider si la protection de l'immunité doit être accordée ou non à son subordonné. Peut-être l'Institut pourrait-il faire sienne la solution belge.

M. DE LAPRADELLE tient à faire une double observation, de forme et de fond.

Quant à la forme de l'article, il demande au Rapporteur si les mots « les agents diplomatiques sont inviolables » trouvent justement place en tête du premier alinéa. Cette phrase, inscrite dans le premier règlement de l'Institut, a été supprimée au cours de l'élaboration du projet actuel. Il en demande la suppression et propose que l'énoncé de l'article commence par ces mots : « Ces immunités s'appliquent... ».

Quant au fond, il estime, contrairement à l'opinion exprimée par M. Strupp, que l'immunité doit s'étendre au personnel subalterne de la mission. Le rôle du chef de la mission est essentiellement représentatif. C'est par son caractère de représentant que l'agent diplomatique se distingue de l'agent consulaire. Or l'intérêt de cette représentation nécessite la présence d'un certain nombre d'agents. La maison, la livrée, pour reprendre un vieux terme français, font partie de la mission dans la mesure où elles sont nécessaires à la fonction. Les craintes d'abus justement formulées par M. Strupp sont en partie couvertes par la distinction traditionnelle reproduite par le Rapporteur entre *l'immunité de droit* et *l'immunité communiquée*.

En ce qui concerne l'agent diplomatique, l'article déclare que l'immunité *s'applique*; c'est-à-dire que l'immu-

nité constitue un droit, bien plus un devoir de l'agent, car il ne peut y renoncer sans le consentement de son Gouvernement.

Pour ce qui touche la famille de l'agent et du personnel de la mission, l'article spécifie que l'immunité *s'étend*, c'est-à-dire qu'elle est communiquée par l'agent et qu'en conséquence celui-ci peut la révoquer sans autorisation préalable de son Gouvernement. C'est ainsi que suivant la pratique signalée par M. Pouillet, lorsqu'une action sera intentée contre une personne de la famille ou de la livrée, le Parquet demandera à l'Ambassadeur s'il voit un inconvénient à la poursuite et dans ce cas l'Ambassadeur pourra renoncer à réclamer en leur faveur le bénéfice de la protection diplomatique.

Une semblable discrimination ressort incontestablement de la coutume, mais comme l'Institut peut se placer aussi au point de vue du droit pur, il peut sans conteste se demander s'il n'y a pas lieu de limiter l'étendue de cette immunité.

Une autre disposition contenue dans le projet de résolution peut calmer en outre les appréhensions de M. Strupp. Jamais l'immunité ne sera accordée à un ressortissant du pays auprès duquel l'agent est accrédité. Telle est la solution qui découle, semble-t-il, de l'article 13.

M. BASDEVANT, sur la question de forme soulevée par M. de Lapradelle, se prononce pour le maintien du premier alinéa de l'article. Il est exact qu'à un moment de l'élaboration du texte, on a pensé supprimer la phrase incriminée « les agents diplomatiques sont inviolables », mais on l'a maintenue par la suite. En effet, l'énumération de l'article premier se réfère exclusivement à l'in-

violabilité. Cela est si vrai que dans la suite du projet on trouve d'autres énumérations visant les immunités de juridiction ou les immunités fiscales, en sorte qu'on ne voit pas très bien la nécessité de donner une portée générale à l'énumération de l'article 2, énumération qui se trouve modifiée dans les articles qui suivent.

Le PRÉSIDENT, tout en admettant la justesse de la remarque faite par M. Basdevant, est partisan néanmoins de renvoyer la discussion de l'inviolabilité à l'article 8, l'article 2 se bornant à envisager les immunités en général, sans en aborder le détail.

Le Vicomte POULLET, désireux de concilier les opinions également fondées de MM. Basdevant et Simons, propose l'amendement suivant, aux termes duquel l'alinéa premier de l'article serait ainsi conçu : « Sous réserve des distinctions établies par les articles suivants, ces immunités s'appliquent en tout ou en partie : ».

M. SCHÜCKING, sur la question de fond, demande à l'Institut de déterminer très exactement le caractère représentatif des membres du personnel officiel de la mission prévus au 2^o de la première partie de l'article 2 comme devant bénéficier du droit d'immunité.

Il signale les abus considérables commis par le Gouvernement de l'U. R. S. S. dans la pratique des Attachés commerciaux. Il lui paraît inopportun de reconnaître à des agents commerciaux détachés pour conclure uniquement des marchés, le caractère représentatif et par suite la faveur des immunités y attachées.

Développant la proposition de M. Strupp touchant le caractère *indispensable* du personnel officiel de la mission, il propose un amendement tendant à insérer à la suite du 2^o, première partie de l'article 2 : « Elles (ces

immunités) ne s'appliquent pas au personnel dont la fonction est de faire des opérations commerciales pour le compte de leur Gouvernement ».

M. DIÉNA, dans une même pensée de limitation des abus, considère comme trop large, dans la seconde partie de l'article, l'extension des immunités à la famille du chef et du personnel de la mission. Il propose de remplacer dans cette seconde partie de l'article le 1^o par l'amendement suivant : « 1^o *Aux membres vivant sous le même toit des familles du chef et du personnel officiel de la mission* ».

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS appuie l'amendement de M. Fedozzi. Contrairement à M. de Lapradelle, il estime que l'article 13 n'est pas une garantie suffisante contre les abus justement signalés. En effet, l'article ne s'applique uniquement qu'au personnel officiel ressortissant du pays où l'agent est accrédité et reconnu par le Gouvernement de ce pays. Or, la question de la reconnaissance du cuisinier ou du chauffeur de l'Ambassade n'est en fait jamais posée.

En accord avec M. Mahaim, il propose, d'autre part, de remplacer l'appellation archaïque de domestique par la formule plus moderne de « personnel de service ».

M. NIBOYET se déclare en faveur des modifications proposées par le Baron Rolin-Jaequemys, mais il observe que l'expression personnel *de service* est trop restreinte. En dehors des domestiques proprement dits, le personnel peut comprendre des collaborateurs tels que secrétaires particuliers, médecins attachés ou dames de compagnie. Pour ménager leur susceptibilité légitime, il propose de substituer à l'expression personnel *de service*, celle de personnel *en service*. Il demande, d'autre part, la sup-

pression des derniers mots de l'article: « à condition qu'ils se trouvent en service ». Le Baron Rolin-Jaequemyns accepte la proposition de M. Niboyet. Il rédige en conséquence son amendement sous la forme suivante :

« Article 2, première partie, 2° Aux membres officiels de la mission.

Article 2, deuxième partie, 2° Aux membres du personnel en service auprès du chef de la mission et des membres officiels de celle-ci ressortissants du pays du chef de la mission (ces derniers mots constituant l'amendement de M. Fedozzi qu'il incorpore à son texte) »

M. STRUPP déclare se rallier à l'amendement ainsi combiné de MM. Rolin-Jaequemyns et Fedozzi.

M. DE LAPRADELLE fait remarquer à M. Strupp que cet amendement ne satisfait qu'une partie de sa proposition touchant la modification de l'article 2, celle concernant les domestiques. Il insiste à son tour sur la première partie de l'amendement de M. Strupp qui tend à n'appliquer le bénéfice des immunités qu'au personnel officiel *indispensable* de la mission.

Pour sa part, il préférerait à l'expression « indispensable » une énumération précise des catégories d'attachés auxquels s'appliqueraient les immunités, attachés militaires, commerciaux, voire même intellectuels, et dans cette énumération, seuls les attachés militaires lui paraîtraient devoir bénéficier de la protection des immunités. Seuls, en effet, ils participent au caractère représentatif de la mission. Les attachés commerciaux et intellectuels n'ayant aucune part à l'activité diplomatique de l'agent. Il dépose en ce sens l'amendement suivant :

Lire, première partie, 2° de l'article 2 comme suit :

« Au personnel officiel de la mission et aux attachés militaires ».

M. MANDELSTAM s'élève également contre la pratique qui consiste à grossir démesurément le nombre des fonctionnaires attachés à la mission.

Tenant compte des observations présentées par MM. Strupp, Schücking et de Lapradelle, il dépose sur le bureau l'amendement suivant :

Lire, comme suit le 2^e, première partie de l'article 2 : « Ces immunités s'appliquent au personnel diplomatique officiel de la mission, aux attachés militaires et navals ainsi qu'à toutes autres personnes qui seraient assimilées au dit personnel officiel diplomatique en vertu du consentement préalable donné par l'État auprès duquel est accrédité le chef de la mission ».

M. WEHBERG ne pense pas, comme M. de Lapradelle, que l'Attaché militaire soit indispensable. Il fait observer que l'Allemagne n'a pas d'Attaché militaire. C'est bien, au contraire, l'attaché commercial qui lui paraît, au moins dans certains cas, nécessaire.

Le Vicomte POULLIER se prononce contre l'amendement de M. de Lapradelle. Il lui semble paradoxal d'accorder l'immunité diplomatique aux domestiques et de la refuser en même temps aux Attachés commerciaux. Il ajoute que l'État auprès duquel l'Attaché est accrédité peut se défendre lui-même, sans qu'il soit nécessaire d'établir une liste préalable, en refusant son agrément au moment où la nomination de l'Attaché lui est signifiée. D'autre part, en ce qui concerne les Attachés commerciaux, c'est à l'occasion de l'immunité commerciale qu'il serait opportun de discuter l'observation d'ailleurs très juste de M. Schücking.

Le PRÉSIDENT pense également qu'il serait dangereux de vouloir établir une liste de personnes assimilées au chef de mission, cette liste étant par essence variable. D'autre part, l'amendement proposé par M. Schücking visant un gouvernement particulier, l'Institut, fidèle au caractère purement scientifique de ses débats, ne saurait l'accepter.

M. STREIT est également de cet avis, mais il trouve néanmoins nécessaire de protester contre l'envahissement croissant du personnel des attachés et propose en conséquence d'ajouter, au 2^e, première partie de l'article 2, les mots « proprement dit » : « Au personnel officiel de la mission proprement dit ».

M. DE LAPRADELLE se rallie à la proposition de M. Streit, mais propose une rédaction sous une forme un peu différente. Il dépose un amendement aux termes duquel, au lieu de l'expression « au personnel officiel de la mission », le 2^e, première partie de l'article 2 se lirait : « Aux membres de la mission officiellement reconnus comme tels ».

En notifiant la nomination d'un Attaché, le Gouvernement qui l'envoie devrait déclarer au Gouvernement du pays de la mission s'il considère ou non l'Attaché comme en faisant partie.

Le PRÉSIDENT déclare la discussion close sur l'article 2 et relit les huit amendements successifs déposés sur le bureau.

M. MANDLISTAM signale à ce sujet qu'il retire le sien et se rallie au texte proposé par le Baron Rolin-Jacquemyns et M. de Lapradelle.

Sir Cecil J. B. Hurst trouve dangereux l'amendement proposé par M. Schücking. Il semblerait dire que les

fonctionnaires autres que les Attachés commerciaux proprement dits, qui se sont occupés de questions connexes, comme la préparation d'une Exposition, devraient bénéficier des immunités. Il lui semble que la rédaction de M. de Lapradelle: « Les membres de la mission officiellement reconnus comme tels » serait suffisante.

M. SCHÜCKING se rallie à l'opinion de Sir Cecil J. B. Hurst et retire son amendement.

L'Assemblée procède au vote.

Sur l'alinéa premier, l'amendement de M. Pouillet est accepté à l'unanimité.

Le 1^{er}, première partie de l'article, est également adopté sans modifications. Sur le 2^o, première partie de l'article, l'amendement combiné de MM. Rolin-Jaquemyns et de Lapradelle est adopté à l'unanimité.

Sur la deuxième partie de l'article, 1^o, l'amendement de M. Diéna est adopté. Sur le 2^o, l'amendement combiné de MM. Rolin-Jaquemyns, Fedozzi, de Lapradelle et Streit, auquel se rallie M. Mandelstam, est adopté par 34 voix contre 2.

Sur la dernière partie du 2^o « à condition qu'ils se trouvent actuellement en service », l'amendement de M. Niboyet, qui tendait à leur suppression, est repoussé par 28 voix contre 5.

En conséquence des votes successifs de l'Assemblée, l'article 2 se lit, rédaction réservée :

« Sous réserve des distinctions établies par les articles suivants, ces immunités s'appliquent, en tout ou en partie :

1^o Au chef de mission ;

2^o Aux membres de la mission officiellement reconnus comme tels ;

Et s'étendent :

1° Aux membres vivant sous le même toit des familles du chef et du personnel officiel de la mission ;

2° Aux personnes actuellement en service auprès du chef de la mission et de ses membres officiellement reconnus et qui sont ressortissants du même état que ceux-ci. »

« Article 3. — L'immunité dure pendant tout le temps que celui qui la possède passe, en sa qualité officielle, dans le pays où s'exerce la mission.

Elle subsiste même en temps de guerre entre les deux Puissances, pendant le temps nécessaire à l'agent pour quitter le pays avec son personnel et ses effets. »

Le Vicomte POULLET demande la suppression de cet article pour les raisons suivantes : d'une part il lui paraît faire double emploi avec l'article 12, dont l'énoncé est particulièrement clair et net. D'autre part, le paragraphe premier de cet article lui semble équivoque. Il semblerait faire croire qu'en dehors du temps pendant lequel l'agent exerce sa mission, l'immunité ne saurait lui être maintenue. Or, c'est précisément le cas visé par l'article 12.

Bien plus, n'est-il pas inutile de préciser que les immunités sont reconnues pendant la durée de la fonction, une telle assertion étant d'évidence ?

Quant à la disposition de l'alinéa 2, qui vise très justement le maintien de l'immunité en cas de guerre, pour permettre à l'agent de rentrer dans son pays, elle pourrait être utilement incorporée dans l'article 12 qui concerne déjà un cas de survivance de l'immunité.

M. DE LAPRADELLE reconnaît, comme M. Poulet, le

lien existant entre les articles 3 et 12, mais il pense qu'au lieu de renvoyer la disposition de l'article 3 à l'article 12, il serait préférable de faire remonter l'article 12 jusqu'à l'article 3.

M. VALLOTTON pense également que l'article 12 n'est pas à sa place. Il appuie la proposition de M. de Lapradelle.

M. STRISOWER se prononce au contraire pour le maintien de l'article 3, mais il observe que l'alinéa premier doit être complété de manière à protéger l'agent en dehors de l'exercice de ses fonctions proprement dit, lorsqu'il se rend à son poste ou qu'il se met en mesure de le quitter. Il propose l'addition suivante : « L'immunité dure pendant tout le temps que celui qui la possède passe en sa qualité officielle dans le pays où s'exerce la mission et pendant le temps nécessaire pour se rendre au lieu de sa résidence. »

M. DE LAPRADELLE fait remarquer qu'une semblable protection est visée dans l'article 4.

M. STRISOWER réplique que l'article 4 ne concerne que les pays tiers.

M. Rodrigo OCTAVIO, appuyant l'observation de M. Strisower pense qu'on pourrait inscrire dans l'article 4 au nombre des pays traversés, le pays où l'agent se trouve accrédité. Il propose en conséquence de remplacer l'amendement de M. Strisower par une addition en ce sens, faite à l'article 4.

M. Pearce HIGGINS pense qu'en ce qui concerne le point de départ de l'immunité, le projet n'est pas clair. Il doit s'agir, à son avis, du moment où l'agent pénètre dans le pays où il est accrédité.

M. DIÉNA précise sur ce point qu'il existe une diver-

gence entre la doctrine et la pratique. En doctrine, c'est à dater de la présentation des lettres de créance par l'agent accrédité que celui-ci commence à bénéficier des immunités diplomatiques. Dans la pratique, au contraire, c'est à partir de l'instant où il met le pied sur le territoire de l'Etat de sa mission.

Sir Cecil J. B. Hurst confirme la déclaration de M. Diéna, mais il insiste pour qu'il soit reconnu qu'à partir du moment où l'agent diplomatique pénètre dans le pays auprès duquel il est accrédité, il a droit à une protection spéciale.

M. ERICH va plus loin. Pour lui, l'immunité doit produire ses effets d'une manière successive. Elle peut s'appliquer avant même que l'agent ait mis le pied sur le sol du pays de sa mission. Avant de gagner son poste, il peut y expédier ses bagages ou y voyager lui-même inognito sans intention d'y exercer les fonctions d'un agent diplomatique accrédité. Dans ces deux cas, ne bénéficiera-t-il pas, à certains égards, des immunités prévues dans le projet ? Si oui, il est difficile de déterminer d'une manière absolue leur point de départ.

Sir Cecil J. B. Hurst, reprenant la proposition faite par MM. Pouillet et de Lapradelle, de combiner les articles 3 et 12, fait observer que ces deux articles visent deux cas absolument distincts. L'article 3, qui a été copié sur le Règlement de Cambridge, ne vise pas les immunités en général, mais cette protection toute spéciale qu'il appelle l'inviolabilité.

M. DE LAPRADELLE estime que si l'Institut décide d'interpréter l'immunité prévue à l'alinéa premier de l'article, comme une immunité spéciale, qui serait l'inviolabilité, en aucun cas cette inviolabilité ne saurait

être étendue, c'est-à-dire communiquée aux membres du personnel ou des familles de la mission. Reflet de l'inviolabilité du Chef de l'Etat, l'inviolabilité ne saurait être qu'appliquée, c'est-à-dire uniquement admise pour le chef de la mission, qui seul peut être considéré comme le représentant du souverain.

M. STREIT pense qu'il serait préférable de donner à l'immunité prévue le sens général qui résulte de la discussion de l'article précédent, et d'écrire : « Ces immunités... ».

M. David Jayne HILL, Rapporteur, insiste pour le maintien de l'alinéa dans sa forme première. C'est bien de l'inviolabilité, à titre particulier, qu'il s'agit.

M. POULLET repousse cette manière de voir. Il est trop tard pour instituer un débat sur l'opportunité d'une déclaration d'inviolabilité, envisagée comme la première des immunités diplomatiques.

M. Charles De VISSCHER propose de réserver le texte.

M. DE LAPRADELLE pense qu'il serait plus simple de réserver la suite des dispositions en faisant précéder l'alinéa premier de la formule suivante : « Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent ».

LE PRÉSIDENT demande à l'Assemblée de se prononcer sur le débat.

L'amendement de M. de Lapradelle est adopté par 35 voix, sans avis contraire.

L'alinéa 2 est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 13 heures.

Deuxième séance : mercredi (matin) 16 octobre 1929.

La séance est ouverte à 9 h. 45, sous la présidence de M. le Dr SIMONS, deuxième Vice-Président de l'Institut.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet relatif aux immunités diplomatiques.

Le PRÉSIDENT informe l'Institut que le Rapporteur a déposé un nouveau texte rédigé en collaboration avec le Vicomte Pouillet et M. de Lapradelle. Les articles premier et 2 de ce texte sont la reproduction des deux résolutions adoptées par l'Institut dans sa séance de la veille. Il n'y a donc pas lieu de les mettre de nouveau en discussion.

L'article 3 est une disposition nouvelle concernant la renonciation aux immunités et insérée dans le projet à la suite de l'échange de vues qui a eu lieu à la précédente séance.

La commission, reprenant le même principe, propose le texte suivant :

« Les personnes auxquelles l'immunité s'applique ne peuvent y renoncer sans l'autorisation du gouvernement au nom duquel la mission s'exerce.

Les personnes auxquelles l'immunité s'étend ne peuvent l'opposer, dès que l'agent qui la leur communique y renonce pour elles. »

M. SÉRÉMIADÈS avait déposé, à ce propos, un texte d'après lequel :

« Les chefs de mission ne peuvent renoncer à leurs immunités sans l'assentiment de leur gouvernement.

Les membres de la mission, officielle ou non, ne peuvent renoncer à leurs immunités sans l'assentiment du chef de la mission. »

M. DE LAPRADELLE constate qu'entre les deux textes, il y a cette différence que, pour M. Séfériadès, le chef de mission seul a besoin de l'autorisation du gouvernement pour pouvoir renoncer au bénéfice de ses immunités, tandis que dans le texte de la Commission il en est ainsi pour tous les membres de la mission officiellement reconnus.

M. SÉFÉRIADÈS se rallie au texte de la Commission et retire son amendement.

Sir Cecil Hurst voudrait que, même pour les membres officiellement reconnus auxquels l'immunité diplomatique s'applique, sans qu'il y ait besoin de l'étendre, l'autorisation du chef de mission suffise. Le point de savoir si celui-ci exprime exactement la pensée de son gouvernement sera une question d'ordre interne à régler entre eux.

M. DE LAPRADELLE pense que ce que veut dire Sir Cecil Hurst, c'est avant tout que l'on doit croire sur parole le chef de mission.

M. STRISOWER est d'avis qu'il convient de reconnaître au gouvernement dont il dépend un droit de désaveu.

M. BASDEVANT estime que, quelle que soit la formule, il faut éviter de laisser croire que deux consentements seraient nécessaires pour la renonciation : celui de l'intéressé et celui du gouvernement exprimé par l'organe du chef de mission.

M. DE LAPRADELLE : l'idée est exacte, mais on pourrait peut-être se contenter de l'enregistrer au procès-verbal, ou bien, alors, dire qu'il ne peut y avoir renonciation que d'ordre du gouvernement.

M. Charles De VISSCHER propose un texte qui, croit-il, donne en même temps satisfaction à Sir Cecil Hurst et à M. Basdevant, et qui est adopté par l'Institut :

« La renonciation à l'immunité ne peut résulter que d'une autorisation du gouvernement au nom duquel la mission s'exerce. Cette autorisation est constatée par une simple déclaration du chef de mission.

Sur le paragraphe 2 du même article concernant la renonciation pour les personnes auxquelles l'immunité « s'étend », le Baron Rolin-Jaequemyns pense que le chef de mission devrait intervenir ici aussi.

M. STRISOWER ne l'admet pas pour les domestiques. Le consentement de ceux auxquels ils sont attachés lui paraît suffisant. Pour les membres de la famille vivant sous le même toit, la renonciation devrait émaner, lui semble-t-il, du chef même de la mission.

Aucun amendement écrit n'étant proposé, le texte de l'article 3, deuxième paragraphe, est accepté, tel qu'il résulte du projet des rapporteurs.

« Article 4. — Les immunités s'appliquent et s'étendent pendant tout le temps que leur titulaire passe en sa qualité officielle dans le pays où la mission s'exerce.

Elles durent le temps nécessaire pour permettre à l'agent de gagner et, même en cas de guerre, de quitter le pays avec son personnel et ses effets. »

M. PEARCE HIGGINS demande à partir de quel moment le titulaire d'une fonction officielle aura qualité officielle dans le pays où sa mission s'exerce. M. de Lapradelle n'est-il pas d'avis que c'est dès sa nomination ?

Sans doute, dit M. DE LAPRADELLE, mais la pratique s'attache plutôt à la remise des lettres de créance. Antérieurement, la protection sera assurée par les autres dispositions, qui attribuent le bénéfice de l'immunité pendant la durée du voyage.

LE PRÉSIDENT déclare qu'il est bon de laisser, sur ce point, quelque place à l'évolution de la pratique des gouvernements.

Sir Cecil Hurst remarque qu'il faut dire non pas « *gagner le pays* », mais bien « *gagner son poste* ».

D'autre part, M. STRISOWER fait observer qu'en cas de guerre, il ne peut plus être question des immunités pour le personnel, s'il appartient au pays où le chef de mission exerçait sa fonction.

Pour tenir compte de toutes ces observations, M. DE LAPRADELLE propose et l'Institut adopte un texte en trois paragraphes ainsi rédigés :

« Les immunités s'appliquent et s'étendent, pendant tout le temps que leur titulaire passe en sa qualité officielle dans le pays où la mission s'exerce.

Elles durent le temps nécessaire pour permettre à l'agent de gagner ou de quitter son poste, avec son personnel ou ses effets.

En cas de guerre, le départ de l'agent s'effectue également sous leur protection. »

« Article 5. — Les immunités s'exercent tant à l'aller qu'au retour dans les pays que l'agent diplomatique doit traverser, soit pour gagner ou quitter son poste, soit pour rentrer temporairement dans son pays d'origine. »

M. REY préférerait parler ici « d'inviolabilité personnelle » plutôt que d'immunités, pour ne pas étendre les prérogatives diplomatiques, dans les pays traversés, à l'exemption d'impôts.

Le Vicomte POULLET estime, au contraire, qu'à part la question d'impôts qui paraît n'avoir pas d'intérêt

pratique dans les pays simplement traversés, les immunités doivent subsister à tous égards, même dans ces pays.

M. PEARCE HIGGINS se demande si ce système correspond bien à la pratique internationale actuelle et s'il ne constitue pas, pour certains pays, une règle nouvelle.

LE PRÉSIDENT déclare qu'en tout cas, il marque un progrès et est préférable à l'état actuel qui est un peu confus.

L'article est adopté.

« Article 6. — Les immunités comprennent :

1° L'inviolabilité personnelle;

2° La franchise de l'hôtel;

3° L'immunité de juridiction civile et pénale;

4° L'exemption d'impôts. »

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS demande pourquoi l'on parle de « franchise de l'hôtel » plutôt que d'« inviolabilité ».

C'est le terme consacré, répond M. DE LAPRADELLE, et il est plus large que celui d'inviolabilité.

M. VERDROSS remarque qu'à l'immunité de juridiction civile et pénale, il faudrait ajouter l'immunité de juridiction administrative.

Et « commerciale », ajoute M. de Lapradelle, qui propose pour avoir une expression tout à fait générale, de supprimer simplement les mots « civile et pénale », par tout où ils figurent dans le projet.

C'est ce qu'accepte l'Institut en adoptant, par ailleurs, le texte sans autre modification.

« Article 7. — L'inviolabilité personnelle comprend, à

l'égard des personnes énumérées à l'article 2, l'interdiction de toute arrestation, extradition ou expulsion. »

M. REX fait remarquer que, naguère, l'Institut avait parlé de « protection spéciale » pour les agents diplomatiques. Il demande pourquoi l'expression ne figure plus dans le texte.

C'est parce que le règlement de Cambridge, répond M. DE LAPRADELLE, a paru contenir la trace de l'idée que l'inviolabilité de l'ambassade serait analogue à celle du chef de l'Etat, ce qui a paru exagéré.

L'article est voté, avec adjonction, sur la demande de M. STRISOWER, de « l'interdiction de toute contrainte », avant les mots « l'interdiction de toute arrestation ».

« Article 8. — L'hôtel du chef de mission est inviolable, nul agent de l'autorité publique ne peut y pénétrer pour un acte de ses fonctions que du consentement exprès du chef de mission; l'hôtel est exempt de toute réquisition et de toute taxe.

Le chef de mission peut avoir dans son hôtel une chapelle de son culte.

L'inviolabilité de l'hôtel s'étend à toute demeure où réside, même momentanément, le chef de mission.

En aucun cas, les équipages, les effets personnels, papiers, archives et correspondance du chef de mission, ne peuvent faire l'objet d'une perquisition ou d'une saisie. »

M. VERDROSS demande la suppression du mot « exprès » dans le premier alinéa, le consentement du chef de mission pouvant être tacite. L'Institut l'accepte.

M. STRISOWER fait observer que l'inviolabilité n'est pas toujours observée, par exemple, en cas d'incendie

ou d'arrestation d'un criminel. Par elle-même l'inviolabilité ne comprend pas forcément l'exemption de taxes et de réquisitions. Cette exemption de taxe n'a lieu que lorsque l'hôtel appartient à l'Etat étranger, et non pas lorsqu'il est loué. Mais l'Institut peut innover sur ce point.

M. ERICH demande que l'on applique, non seulement au chef de la mission, mais à tous ses membres, sinon l'inviolabilité de l'hôtel, du moins celle des effets, papiers, etc. L'Institut tient compte de ce désir, en parlant dans le cinquième alinéa *« des équipages, effets personnels, etc., du chef et des membres officiellement reconnus de la mission »*.

Sous le bénéfice de cette modification, l'ensemble de l'article est adopté.

« Article 9. — Le chef de mission, les membres de la mission officiellement reconnus comme tels et les membres de leurs familles vivant sous le même toit, conservent leur domicile d'origine et demeurent régis par les lois de ce domicile, en tant que c'est le domicile qui régit les lois et les juridictions.

Leur succession s'ouvre au dit domicile et les autorités locales n'ont pas le droit de s'y immiscer, à moins d'en être requises par le chef de la mission.

Les enfants des agents diplomatiques nés à l'étranger au cours des fonctions de leurs parents, peuvent décliner la nationalité qui leur serait attribuée jure soli. »

M. ASSEN demande des explications sur le premier alinéa de cette disposition, dans la mesure où il déclare que les membres officiels de la mission et ceux de leurs familles vivant sous le même toit *« demeurent régis par les lois de leur domicile d'origine, etc. »*.

M. DE LAPRADELLE dit que le projet a simplement voulu faire disparaître la fiction de l'exterritorialité, inexacte en théorie et insuffisante en pratique, pour la remplacer par l'idée de conservation de domicile.

Mais il n'entend pas substituer comme statut personnel, la loi du domicile à la loi nationale, à moins que cela ne soit admis dans le pays de l'agent diplomatique. On pourrait, sans inconvénient, ne parler que de la conservation du domicile, en s'arrêtant après les mots « *conservent leur domicile d'origine* ».

M. NIBOYET dépose un amendement en ce sens, disant que les personnes visées « *peuvent conserver leur domicile antérieur* ». L'expression « *peuvent* » est employée à dessein, car si l'on déclarait qu'elles « *conservent* » ce serait une solution de droit matériel.

M. DE LAPRADELLE ne le croit pas, et, d'autre part, il pense qu'une affirmation très nette est nécessaire, pour éviter toute incertitude aux tiers, étant entendu, d'autre part, que le domicile ne sera conservé que s'il est maintenu par la loi du pays où il se trouvait antérieurement.

M. ASSER estime qu'il vaudrait mieux employer une formule négative, décidant qu'il n'y a pas perte de domicile.

Sir Thomas BARCLAY, MM. ALVAREZ et STRISOWER préféreraient qu'on ne parle pas de cette question de domicile, parce qu'elle touche au droit interne et que la notion de domicile est variable suivant les pays.

MM. DE LAPRADELLE et BOREL, avec l'approbation du Rapporteur, ainsi que le fait préciser M. Niboyet, répliquent que le droit international public est bien en cause, parce qu'il y a obligation pour les États de permettre cette conservation de domicile.

Tel est également l'avis du Président qui fait observer que l'Institut, en posant ce principe, n'entend pas dire en quoi consistera le domicile conservé.

M. KOSTERS observe que la rédaction n'exclut pas la possibilité d'un double domicile.

Pour obéir, notamment à la suggestion de M. Asser, M. Charles DE VISSCHER propose un texte conçu en forme négative, qui est adopté :

« Le chef de mission, les membres de la mission officiellement reconnus comme tels et les membres de leurs familles vivant sous le même toit, ne perdent pas leur domicile antérieur. »

Le deuxième alinéa de l'article 9, d'après lequel la succession de ces personnes s'ouvre au dit domicile antérieur, soulève aussi des objections, notamment de la part du Baron ROLIN-JAEQUEMYS, qui trouve que cette solution dépasse le cadre de la question des immunités diplomatiques et constitue une formule imprudente.

Sir Cecil Hurst et M. COUDERT croient, d'autre part, qu'il n'est pas possible de poser, d'une manière absolue, la règle de la non immixtion des autorités du pays où l'agent est en mission. Des décisions de justice, par exemple, pourraient être nécessaires, notamment aux Etats-Unis, pour ordonner à une banque de remettre des fonds conservés par elle en dépôt.

MM. BOREL et VALLOTTON proposent diverses rédactions pour tenir compte de ces critiques.

Mais, finalement, sur la proposition de M. Pearce HIGGINS, l'Institut décide la suppression pure et simple de cet alinéa relatif aux successions.

Le troisième alinéa de l'article 9 qui ouvre un droit d'option aux enfants des agents diplomatiques, lorsque

la loi du pays où leurs pères exercent leurs fonctions, leur attribue sa nationalité *jure soli*, donne lieu à des observations défavorables de la part de MM. TRIAS DE BES et BOREL. L'un et l'autre remarquent que, si par inertie, le droit d'option n'est pas exercé, l'enfant aura *jure soli*, une nationalité différente de celle de son père, uniquement parce qu'il est né sur le territoire où celui-ci exerçait sa fonction.

En conséquence, M. TRIAS DE BES propose un texte différent, qu'approuvent MM. Borel et Erich.

« On ne peut pas imposer aux enfants des agents diplomatiques nés à l'étranger au cours des fonctions de leurs parents, la nationalité qui leur serait attribuée *jure soli* ».

M. DE LAPRADELLE objectant qu'on ne peut pas non plus empêcher ces enfants de se prévaloir de cette nationalité acquise *jure soli*, sous peine de les placer dans une condition inférieure à celle des autres, M. le VICOMTE POULLIER ajoute : « Mais ils peuvent en réclamer le bénéfice » au texte de M. Trias de Bes, qui est voté par l'Institut avec cette addition et qui, sur la demande de Sir Cecil Hurst, constituera un article distinct, l'article 10.

« Article 10 (devenant article 11). — Le chef et les membres officiellement reconnus de la mission sont exempts de toute juridiction, ainsi que les personnes auxquelles l'immunité s'étend en vertu de l'article 2. »

Adopté sans discussion.

« Article 11 (devenant article 12). — L'immunité de juridiction civile ne peut être invoquée :

1° *En cas de poursuites exercées en raison d'engagements contractés par la personne exempte, non en sa qualité officielle ou privée, mais dans l'exercice d'une profession exercée par elle dans le pays concurremment avec ses fonctions diplomatiques;*

2° *En matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires se rapportant à une chose, meuble ou immeuble, qui se trouve sur le territoire. »*

M. KRAUS pose la question de savoir si la disposition de l'immunité de juridiction entraînera celle de l'immunité au point de vue contrainte.

M. SÉFÉRIADÈS demande si un jugement obtenu contre l'agent diplomatique dans son propre pays pourra être exécuté dans le pays où il exerce ses fonctions.

M. STRISOWER répond, sur ce point, qu'une renonciation à l'immunité diplomatique de la part du gouvernement dont dépend l'agent permettra d'exécuter contre lui ledit jugement même dans le pays où il se trouvera, en raison de sa mission.

Sir Cecil HURST craint qu'en disant que « l'immunité de juridiction civile ne peut être invoquée », dans tel et tel cas, on ne laisse trop de pouvoir d'appréciation aux juges, ce qui serait une trop grande brèche à l'immunité. La question doit, avant tout, s'agiter entre gouvernements. Mieux vaudrait parler de renonciation obligatoire à l'immunité.

M. DE LAPRADELLE propose, d'accord avec M. Lémonon, la formule: *la renonciation est de droit*. Cette formule est acceptée par l'Institut.

Sir Cecil HURST, d'autre part, conteste que l'immunité de juridiction puisse être supprimée, lorsque le gouvernement local a accordé à l'agent diplomatique l'auto-

risation d'exercer une autre profession concurremment à sa fonction.

M. DE LAPRADELLE combat, au contraire, cette thèse, avec vigueur. Du moment que l'agent exerce une profession étrangère à sa fonction, il doit pouvoir être poursuivi devant les juridictions civiles ou commerciales, en raison des obligations qui sont nées de ce chef à sa charge.

L'Institut paraît bien disposé à admettre cette idée, mais il éprouve quelques difficultés pour déterminer à quelles activités il faudra exactement que l'agent diplomatique se soit livré.

M. COUDERT pense que le mot « *profession* » est peut-être trop étroit, l'agent diplomatique ayant pu, par exemple, se lancer dans la spéculation, sans en faire à proprement parler, sa profession.

M. NIBOYET fait alors observer que si l'on prend en considération la participation aux affaires, on ne peut opposer, comme le fait le texte en discussion, la qualité officielle ou privée, à la qualité professionnelle.

Que décidera-t-on, dit le Vicomte POULLET, pour les agents diplomatiques propriétaires de biens ruraux, dans la mesure où naissent à leur charge des obligations résultant de l'exploitation de ces propriétés ?

Et pour les écrivains, ajoute M. NIBOYET.

M. DE LAPRADELLE propose de dire que « *la renonciation à l'immunité de juridiction est de droit en cas d'engagements relatifs à une activité professionnelle, libérale, commerciale, industrielle, agricole ou autre, exercée concurremment avec les fonctions diplomatiques.* »

Mais M. ANDERSON veut poser le principe de l'interdic-

tion, pour un agent diplomatique d'exercer une autre profession, par un amendement ainsi conçu : « *Est incompatible avec l'exercice des fonctions diplomatiques la pratique de quelque profession que ce soit; si, cependant, un agent diplomatique s'adonnait à la pratique d'une profession, il ne pourrait se prévaloir de ses immunités diplomatiques à l'égard des actions civiles nées de ce chef.* »

Cet amendement est adopté, à la majorité, par l'Institut.

M. DE LAPRADELLE, toutefois, s'est abstenu.

L'Institut vote ensuite la disposition primitive de l'article en discussion, relative aux actions réelles et enfin un amendement de M. STRUPP destiné à prévoir le cas d'une action reconventionnelle dirigée contre un agent diplomatique, ayant lui-même mis en mouvement l'action principale, et qui, défendeur à l'action reconventionnelle, prétendrait invoquer son immunité de juridiction.

Cette immunité disparaîtra donc « *en cas d'action reconventionnelle formée contre une personne jouissant de l'immunité diplomatique, en réponse à une action principale intentée par elle* ».

Le Baron NOLDE voudrait prévoir aussi à l'hypothèse où l'agent diplomatique a passé des contrats pour le compte de l'Etat qu'il représente, mais il y renonce sur la remarque qu'il s'agit, alors, non plus de l'immunité de cet agent, mais de celle de l'Etat au nom duquel il a contracté.

M. Charles DE VISSCHER, Secrétaire général, lit une liste de questions proposées à l'Institut comme objets

d'études par certains de ses membres. Il invite les assistants à y réfléchir, avant la séance de clôture.

La séance est levée à 13 h. 15.

Troisième séance: jeudi (matin) 17 octobre 1929.

La séance est ouverte à 9 h. 30 sous la présidence de M. SIMONS.

LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 12 ainsi conçu :

« Article 12. — L'immunité de juridiction pénale subsiste, même en cas de contravention dangereuse pour l'ordre ou la sécurité publique, ou de crime attentatoire à la sûreté de l'Etat, sans préjudice du droit pour le Gouvernement territorial de prendre telles mesures conservatoires qu'il appartiendra. »

Elle ne fait pas obstacle à toute mesure de défense ou de protection de la part de l'Etat, qui peut, par exemple, faire cerner l'hôtel; mais, hors les cas d'urgence, l'Etat doit se borner à signaler les faits au gouvernement de l'agent coupable en vue de son rappel et, éventuellement, de sa punition par l'Etat dont il relève. »

M. VALLOTTON voudrait amender le second alinéa du texte de manière à prévoir, en même temps que la punition de l'agent coupable par l'Etat dont il relève, la réparation civile à accorder pour dommage injuste causé par lui. Il signale à titre d'exemple que les infractions nombreuses à la police de roulage commises par des agents diplomatiques automobilistes et les dommages aux personnes qui peuvent en résulter obtiendraient réparation si les gouvernements obligeaient leurs agents à s'assurer.

Sir Cecil Hurst propose dans cet ordre d'idées de ne pas spécifier les sanctions à réclamer à l'Etat dont l'agent relève mais de se borner à prévoir la réparation appropriée ce qui peut comprendre, à côté du rappel ou de la punition de l'agent des excuses de la part du gouvernement ou la réparation civile qu'envisage M. Vallotton.

M. VALLOTTON adhère à l'amendement de Sir Cecil Hurst.

Le Vicomte POULLET préférerait aux mots « agents coupables » ceux de « agents incriminés ».

M. MERCIER suggère de remplacer à l'alinéa premier les mots « contravention dangereuse pour l'ordre public » par les mots « infraction contre l'ordre public ».

M. ERICH propose de remplacer le second alinéa de l'article 12 par un article spécial qui pourrait être inséré à l'article 16. Il voudrait dans cet article nouveau prévoir d'une façon plus systématique d'abord des mesures de protection, ensuite le cas où des mesures de défense auraient dû être prises, à la suite d'actes répréhensibles de l'agent lui-même, enfin les mesures qu'en tout état de cause il est interdit de prendre contre l'agent. La rédaction qu'il propose distingue nettement le cas où la responsabilité pénale de l'agent est engagée des autres. Il donne lecture de son amendement dont le texte suit :

« L'immunité ne fait pas obstacle aux mesures de protection ou de défense que pourrait être amené à prendre, soit le gouvernement auprès duquel l'agent diplomatique est accrédité, soit celui du pays qu'il traverse. C'est ainsi que les autorités compétentes peuvent, le cas échéant, faire cerner l'hôtel ou prendre d'autres mesures strictement nécessaires.

Dans le cas où des mesures de défense seraient nécessitées par des actes répréhensibles de l'agent diplomatique lui-même, le gouvernement qui les aura prises devra signaler les faits au gouvernement de l'agent responsable pour que ce dernier gouvernement prenne des mesures appropriées à l'égard de son agent diplomatique.

Hors le cas d'urgence extrême, les mesures à prendre, conformément aux dispositions du présent article, par le gouvernement territorial vis-à-vis de l'agent diplomatique ne doivent comprendre aucune coercition directe contre sa personne. »

LE PRÉSIDENT signale que l'Institut doit se borner pour le moment à la discussion du texte de l'article 12; l'insertion de certaines dispositions à l'article 16 devrait être examinée ultérieurement.

LE RAPPORTEUR déclare se rallier à l'amendement de M. Erich relatif à l'alinéa 2 et à l'amendement de M. Mercier, concernant l'alinéa premier.

L'Institut accepte les alinéas 1 et 2, amendés comme il vient d'être dit. La question de la place à occuper par le second alinéa est laissée à la décision du Comité de rédaction, sous réserve d'une seconde lecture.

LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 13 ainsi conçu :

« Article 13. — L'immunité de juridiction s'applique même aux agents appartenant par leur nationalité au pays auprès du gouvernement duquel ils sont accrédités, à moins que ce gouvernement n'ait mis comme condition à leur agrément qu'ils resteront soumis à leur juridiction nationale. »

M. STRISOWER estime qu'il faudrait viser non seulement l'immunité de juridiction mais encore l'inviolabilité.

Le Vicomte POULLET estime qu'il est inutile de faire mention de l'inviolabilité, la portée de l'article 13 étant d'établir l'exception prévue à la fin de cet article en ce qui concerne l'immunité de juridiction ; cette exception ne se conçoit pas en ce qui concerne l'inviolabilité.

M. MAURTUA considère qu'aucune exception au privilège de l'immunité de juridiction ne devrait être admise : un gouvernement est libre ou non de donner son agrément à la nomination de l'un de ses nationaux comme diplomate accrédité d'une puissance étrangère ; mais s'il donne son agrément, il doit accepter toutes les conséquences qui résultent de cette situation.

M. BASDEVANT objecte que si cette exception n'était pas admise il en résulterait la possibilité de dénis de justice, aucun tribunal ne devant être compétent.

Le Vicomte POULLET reconnaît que la liberté du diplomate, ressortissant du pays auprès duquel il est accrédité peut être entravée s'il ne jouit pas de l'immunité de juridiction ; mais il faut choisir entre deux inconvénients et celui du déni de justice lui paraît des plus graves. Au surplus, le gouvernement qui aura choisi un ressortissant du pays étranger pour le représenter dans ce pays ne pourra s'en prendre qu'à lui-même si certains inconvénients résultent de ce choix.

M. ANDERSON appuie l'opinion de M. Maurtua et propose la suppression de l'exception contenue *in fine* de l'article 13.

M. DE LAPRADELLE propose l'amendement suivant :
« L'immunité de juridiction ne s'applique pas aux

agents appartenant par leur nationalité au pays auprès du gouvernement duquel ils sont accrédités ». Il en résultera que dans le cas visé à l'article 13 le diplomate jouira de l'inviolabilité mais pas de l'immunité de juridiction.

LE RAPPORTEUR accepte l'amendement de M. de Lapradelle.

Au vote, l'amendement de M. Maurtua n'est pas accepté et c'est l'article 13, amendé par M. de Lapradelle qui est adopté.

LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 14 ainsi conçu :

« Article 14. — L'immunité de juridiction civile ou pénale survit aux fonctions, mais seulement quant aux faits qui se rattachent à l'exercice de ces fonctions. »

Cet article est accepté sauf que les mots « juridiction, civile ou pénale » sont supprimés à la suite d'une suggestion de M. de Lapradelle.

LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 15 ainsi conçu :

« Article 15. — Les agents diplomatiques peuvent refuser de comparaître comme témoin devant une juridiction territoriale, à condition, s'ils en sont requis par la voie diplomatique, de donner leur témoignage, dans l'hôtel de la mission, à un magistrat du pays délégué près d'eux à cet effet. »

M. STRISOWER voudrait voir introduire une exception permettant à un diplomate de se refuser à donner son témoignage chaque fois que l'exercice même de ses fonctions s'y oppose.

M. DE LAPRADELLE estime qu'il est inutile d'exprimer cette exception : elle n'est que l'application d'une règle générale relative au respect dû au secret professionnel.

M. STRISOWER objecte que le « secret professionnel » pourrait s'entendre comme ne couvrant pas les agents à l'égard d'un autre Etat que le leur propre ; mais il prend acte de l'opinion de M. de Lapradelle et se contentera d'une insertion au procès-verbal à cet égard sans demander un amendement au texte.

LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 16 ainsi conçu :

« Article 16. — Le chef de la mission, le personnel officiellement reconnu comme tel, et les membres de leur famille vivant sous leur toit, sont dispensés de payer :

1° Les impôts personnels directs et les taxes somptuaires ;

2° Les impôts généraux sur la fortune, soit sur le capital, soit sur le revenu ;

3° Les taxes de guerre ;

4° Les droits de douane quant aux objets à leur usage personnel.

Il appartient à chaque gouvernement d'indiquer les justifications auxquelles il entend subordonner ces exemptions d'impôts. »

M. STRISOWER estime qu'il faudrait excepter des exonérations d'impôts les nationaux ; ceux-ci doivent, à son avis, ne pas avoir de privilège en cette matière par rapport à leurs concitoyens.

M. DE LAPRADELLE reconnaît qu'il est délicat d'ad-

mettre un privilège en faveur des nationaux représentant une puissance étrangère: le principe de l'égalité des nationaux devant l'impôt est en cause; mais, d'autre part, il serait difficile d'astreindre des représentants de puissances étrangères aux enquêtes éventuelles des autorités chargées d'appliquer la loi fiscale: cela pourrait ne pas être de nature à maintenir les bons rapports entre l'administration et ces représentants.

M. STRISOWER n'insiste pas pour obtenir une modification du texte.

M. ANDERSON craint que toute énumération des impôts dont il s'agit ne soit dangereuse parce que trop limitative; il propose l'amendement suivant:

« Les agents diplomatiques sont exempts du paiement d'aucun impôt direct ou indirect dans le pays où ils sont accrédités, à l'exception des impôts frappant les propriétés personnelles qu'ils y posséderaient. »

Le Vicomte POUILLIET estime tout à fait excessif d'exonérer les diplomates des impôts indirects. Il eut, d'autre part, désiré que M. Strisower déposât un amendement ayant pour objet d'assujettir les nationaux représentants de puissances étrangères aux impôts, l'exonération d'impôt ne se justifiant pas dans leur cas, puisqu'ils n'ont pas à craindre la double imposition.

M. MERCIER estime aussi que les diplomates doivent être assujettis aux impôts indirects. Quant à la propriété foncière, il voudrait faire une distinction entre les biens privés des diplomates et l'hôtel de la légation; il n'y a aucune raison d'exonérer d'impôt les biens privés autres que l'hôtel de la légation.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS est d'avis qu'il faut accorder l'exemption d'impôts pour l'hôtel de la légation.

tion si cet hôtel est, soit la propriété de l'Etat étranger, soit celle de l'ambassadeur personnellement, mais non pas quand il s'agit d'un hôtel loué appartenant à un tiers.

M. SÉFÉRIADÈS estime que l'immunité doit être accordée au diplomate non pas seulement à partir du moment où il pénètre sur le territoire mais à partir du moment où il est agréé; en ce qui concerne l'exemption d'impôts, il en résulterait que la taxe sur le loyer d'un bail conclu avant l'entrée du diplomate dans le pays ne serait pas due.

M. DE LAPRADELLE propose l'amendement suivant tenant compte des observations de M. Mercier: il suggère d'ajouter à l'article 16 1° les mots « *exception faite de l'impôt en raison de ses propriétés et de son activité personnelle* ».

Le Vicomte POULLET serait partisan d'éviter toute énumération; il voudrait se borner à rappeler les principes en vigueur et il propose la rédaction suivante: « *...sont dispensés de payer tous impôts directs et taxes analogues* ».

Au vote, l'amendement de M. Anderson n'est pas accepté.

Le Vicomte Pouillet retire son amendement en faveur de celui de M. de Lapradelle, ce dernier amendement étant accepté par le Rapporteur.

L'amendement de M. de Lapradelle est ensuite adopté par l'Institut.

M. BASDEVANT signale que le texte de l'article 16, amendé par M. de Lapradelle quant au 1°, devra être revu en seconde lecture pour éviter les répétitions.

LE PRÉSIDENT adresse aux rapporteurs ses sincères

félicitations pour leur travail qui vient d'aboutir à l'adoption de résolutions correspondant au développement actuel du droit international en cette matière.

Quatrième séance: vendredi (matin) 18 octobre 1929.

Présidence de M. J. B. SCOTT, Président.

L'Institut examine en seconde lecture le texte des résolutions relatives aux immunités diplomatiques (séances des 15, 16 et 17 octobre 1929), tel qu'il a été établi par le Comité de rédaction :

« *Article premier.* — Les agents diplomatiques ont, dans l'intérêt de leurs fonctions, droit aux immunités énumérées au présent règlement » : Adopté.

« *Article 2.* — Sous réserve des distinctions établies par les articles suivants, ces immunités s'appliquent :

1° au chef de mission ;

2° aux membres de la mission officiellement reconnus comme tels.

Elles s'étendent :

1° aux membres vivant sous le même toit des familles du chef et du personnel officiel de la mission ;

2° aux personnes actuellement en service auprès du chef de la mission et de ses membres officiellement reconnus, à condition qu'elles soient des ressortissantes du même Etat que ceux-ci. »

Sur la proposition de M. BASDEVANT, la seconde partie de l'article reçoit la rédaction suivante, plus élégante :

« Elles s'étendent :

1° aux membres de leurs familles vivant sous le même toit ;

2° aux personnes actuellement en service auprès du chef et des membres officiellement reconnus de la mission... etc. »

M. NERINCX trouve exagéré de restreindre, quant aux gens de service, les immunités à ceux-là seuls qui sont des ressortissants de l'Etat représenté. Il n'y a pas de raison, selon lui, pour refuser les immunités, par exemple à un cuisinier français de l'ambassadeur de Belgique à Washington. Il importe seulement d'exclure du bénéfice des immunités les ressortissants de l'Etat auprès duquel la mission est accréditée.

A l'unanimité, la réserve finale est, dès lors, conçue comme suit :

« ...à condition qu'elles n'appartiennent pas à l'Etat auprès duquel la mission est accréditée. »

« Article 3. — La renonciation à l'immunité appartient au Gouvernement au nom duquel la mission est exercée. Elle est constatée par la déclaration du chef de mission.

Les personnes auxquelles l'immunité s'étend ne peuvent l'opposer dès que l'agent qui la leur communique y renonce pour elles. » : Adopté.

« Article 4. — Les immunités s'appliquent et s'étendent pendant tout le temps que leur titulaire passe en sa qualité officielle dans le pays où la mission s'exerce.

Elles durent le temps nécessaire pour permettre à leur titulaire de gagner ou de quitter son poste, avec sa famille, les personnes à son service et ses effets.

En cas de guerre, le départ des agents diplomatiques s'effectue sous la protection des mêmes immunités. » : Adopté.

« *Article 5.* — Les immunités s'exercent, tant à l'aller qu'au retour, dans les pays que l'agent diplomatique doit traverser, soit pour gagner ou quitter son poste, soit pour rentrer temporairement dans son pays d'origine. » : Adopté.

« *Article 6.* — Les immunités comprennent :

1° L'inviolabilité personnelle ;

2° La franchise de l'hôtel ;

3° L'immunité de juridiction ;

4° L'exemption d'impôts. » : Adopté.

« *Article 7.* — L'inviolabilité personnelle comprend, à l'égard des personnes énumérées à l'article 2, l'interdiction de toute contrainte, arrestation, extradition ou expulsion. » : Adopté.

« *Article 8.* — L'hôtel du chef de mission est inviolable ; nul agent de l'autorité publique ne peut y pénétrer pour un acte de ses fonctions que du consentement du chef de mission ; l'hôtel est exempt de toute réquisition et de toute taxe.

Le chef de mission peut avoir dans son hôtel une chapelle de son culte.

L'inviolabilité de l'hôtel s'étend à toute demeure où réside, même momentanément, le chef de mission.

En aucun cas, les équipages, les effets personnels, papiers, archives et correspondance du chef et des membres officiellement reconnus de la mission ne peuvent faire l'objet d'une perquisition ou d'une saisie. »

M. DIÉNA demande s'il faut entendre l'alinéa 3 comme excluant du bénéfice de l'inviolabilité l'hôtel d'un membre de la mission.

M. DE LAPRADELLE déclare que le texte doit bien être compris dans ce sens.

M. RODRIGO OCTAVIO craint que ledit alinéa 3 ne soit interprété extensivement. Si, par exemple, le chef de mission habite un hôtel *public*, l'inviolabilité s'étendra-t-elle à tout cet hôtel ?

M. DE LAPRADELLE déclare que l'idée de la Commission a été celle-ci : si le chef de mission a une demeure personnelle, distincte de l'immeuble de la Chancellerie, les immunités s'appliqueront pleinement à l'hôtel privé comme au siège des bureaux. Si, au lieu d'habiter « l'hôtel », le ministre public habite « à l'hôtel », seul l'appartement qu'il occupe bénéficiera de l'inviolabilité.

M. le Baron ROLIN-JARQUEMYS estime que l'article 8 ne doit pas traiter de l'exemption d'impôts, à laquelle se réfère l'article 18. Il propose, dès lors, de biffer les mots : « et de toute taxe », de l'alinéa 1, et de le reporter à l'article 18 ou dans un article subséquent. Cette proposition est adoptée.

En conséquence, l'article 8 est adopté dans le texte de la Commission, sauf les mots : « et de toute taxe ».

« Article 9. — Le chef de mission, les membres de la mission officiellement reconnus comme tels et les membres de leurs familles vivant sous le même toit, ne perdent pas leur domicile antérieur. » : Adopté.

« Article 10. — Il n'est pas permis d'imposer aux enfants des agents diplomatiques, nés à l'étranger au cours des fonctions de leurs parents, la nationalité que la loi locale leur attribuerait *jure soli*, mais ils peuvent en réclamer le bénéfice. » : Adopté.

« Article 11. — Le chef et les membres officiellement reconnus de la mission sont exempts de toute juridiction, ainsi que les personnes auxquelles l'immunité s'étend en vertu de l'article 2. »

Du moment que les bénéficiaires des immunités ne sont point soustraits à la justice de leur propre pays, M. le Vicomte POUILLLET propose de dire : « sont exempts de toute juridiction *territoriale*... ».

Adopté avec cet amendement.

« Article 12. — L'immunité de juridiction ne peut être invoquée :

1° en matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose, meuble ou immeuble, qui se trouve sur le territoire ;

2° en cas d'une action reconventionnelle se dirigeant contre une action intentée par une personne jouissant de l'immunité diplomatique. »

Sir Cecil Hurst rappelle qu'il avait proposé de dire : « La renonciation à l'immunité de juridiction est obligatoire... » et que l'Institut avait, sauf erreur, adopté en première lecture la formule : « La renonciation à l'immunité de juridiction s'impose... »

M. Charles DE VISSCHER, Secrétaire général, confirme que telle a bien été la rédaction adoptée en première lecture : la question n'est pas de pure forme ; elle touche au fond.

M. BASDEVANT remarque que la formule de la Commission et celle de Sir Cecil Hurst correspondent à deux conceptions opposées. En cas de conflit, avec la formule : « La renonciation est obligatoire — ou s'impose », le point de savoir si l'on se trouve dans l'un des cas visés aux numéros 1 et 2, sera débattu et tranché par les deux gouvernements. Si, au contraire, l'on adopte la formule : « L'immunité ne peut être invoquée », c'est au juge saisi de la demande qu'il appartiendra de dire si l'exception doit être admise ou rejetée.

M. VALLOTTON se prononce pour le texte de la Commission. Il n'est point indifférent, fait-il remarquer, que le défendeur soit empêché de soulever une exception ou qu'il puisse le faire et que son adversaire soit obligé de provoquer le rejet de l'exception.

M. DE LAPRADELLE déclare qu'il avait voté la formule de Sir Cecil Hurst, alors qu'elle se présentait — ou qu'il croyait qu'elle se présentait — en ces termes : « La renonciation est de droit ». Il ne peut accepter la formule : « La renonciation est obligatoire », car il ne peut admettre que la renonciation doive être présentée par le gouvernement au juge, ce qui laisserait le gouvernement souverain appréciateur de la question du maintien ou de la perte de l'immunité. C'est au juge seul qu'il appartient de se prononcer à cet égard. En acceptant la formule : « La renonciation est de droit », M. de Lapradelle n'entendait nullement songer à cela, mais simplement admettre une présomption *juris et de jure* de renonciation de la part de l'Etat à l'acceptation de la juridiction de droit commun, sans que l'examen des conditions d'où naissait cette présomption pût dépendre d'une autorité autre que celle du juge.

La proposition de Sir Cecil Hurst recueille 26 voix contre 26. Elle n'est, dès lors, point acceptée.

Dans un second vote, le texte de la Commission est adopté à la majorité.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 12 aura la teneur suivante :

« L'immunité de juridiction ne peut être invoquée : ».

Au vote, le chiffre 1 est également accepté par la majorité.

Quant au chiffre 2, il est adopté par 35 voix, avec les deux amendements suivants :

a) Substitution du mot: « *demande* » reconventionnelle, au terme « d'action » reconventionnelle;

b) insertion des mots: « *demande reconventionnelle fondée sur un même rapport de droit* » (proposition de M. Strisower).

Le texte du chiffre 2 — rédaction réservée — est, dès lors, celui-ci :

« 2° En cas de demande reconventionnelle fondée sur un même rapport de droit et répondant à une action intentée par une personne jouissant de l'immunité diplomatique ».

« *Article 13.* — Est incompatible avec l'exercice des fonctions diplomatiques la pratique de quelque profession que ce soit; si un agent diplomatique s'adonnait à cette pratique, il ne pourrait, à cet égard, se prévaloir de l'immunité de juridiction civile. »

M. Fernandez Prida fait observer qu'il est contradictoire de condamner une pratique, puis de la réglementer.

M. Charles De Visscher, reconnaît le bien fondé de cette observation. Il fait remarquer, en outre, que l'interdiction formulée dans la première partie du texte n'a rien à voir, comme telle, avec les immunités: c'est une question d'organisation de la fonction diplomatique. En conséquence, il propose le texte suivant, qui est adopté à une forte majorité :

« L'immunité de juridiction civile ne peut être invoquée par l'agent diplomatique pour les actes concernant une activité professionnelle étrangère à ces fonctions. »

« *Article 14.* — En cas de crime ou de délit contre l'ordre, la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat, l'immunité de juridiction pénale subsiste, sans d'ail-

leurs qu'elle fasse obstacle aux mesures strictement nécessaires de protection ou de défense que pourrait être amené à prendre un gouvernement auprès duquel l'agent diplomatique est accrédité ou celui du pays qu'il traverse; les autorités compétentes peuvent, notamment, cerner l'hôtel, mais, hors le cas d'urgence extrême, aucune coercition directe ne peut être exercée contre la personne.

Les faits reprochés à l'agent incriminé devront être aussitôt portés à la connaissance de son Gouvernement, pour que celui-ci puisse prendre les mesures appropriées ».

M. STRISOWER : la phrase finale du premier alinéa ne saurait être interprétée dans ce sens qu'« *a contrario* » des mesures directes peuvent être prises contre l'hôtel de la mission.

M. DE LAPRADELLE : cette interprétation doit, en effet, être écartée. Nous sommes tous d'accord que l'hôtel est plus respectable encore que les personnes.

L'article 14 est adopté, le mot : « *prenne* » étant, toutefois, substitué, à l'alinéa 2, aux mots : « puisse prendre » (proposition de M. Basdevant).

« Article 15. — L'immunité de juridiction ne s'applique pas aux agents appartenant par leur nationalité au pays auprès du gouvernement duquel ils sont accrédités. » : Adopté.

« Article 16. — L'immunité de juridiction survit aux fonctions, mais seulement quant aux faits qui se rattachent à l'exercice de ces fonctions. » : Adopté.

« Article 17. — Les agents diplomatiques peuvent refuser de comparaître comme témoins devant une juridiction territoriale, à condition, s'ils en sont requis,

par la voie diplomatique, de donner leur témoignage, dans l'hôtel de la mission, à un magistrat du pays, délégué près d'eux à cet effet ».

M. BOREL demande qu'il soit bien entendu que l'article 17 règle uniquement la *procédure* du témoignage et non l'obligation de témoigner. L'agent diplomatique reste libre de refuser son témoignage, même dans l'hôtel de la mission, s'il est interrogé, entre autres sur des faits relatifs à ses fonctions.

L'article 17 est adopté dans ce sens.

« *Article 18.*— Le chef de la mission, le personnel officiellement reconnu comme tel, et les membres de leur famille vivant sous leur toit, sont exempts :

1^o de tous impôts directs et taxes analogues, exception faite de ceux qui les frapperaient en raison de leurs propriétés ou de leurs activités personnelles ;

2^o des droits de douane quant aux objets à leur usage particulier ».

Sur la proposition de M. BOREL, et afin que l'on ne puisse pas s'imaginer que l'agent diplomatique est soumis à l'impôt sur sa fortune mobilière, le mot : « *immobilières* » est ajouté au mot « *propriétés* », du chiffre 1.

L'article est adopté avec cet amendement.

Article 19. Cet article, nouveau, est rendu nécessaire par la suppression des mots : « et de toute taxe », à l'article 8.

Il est adopté comme suit, selon la proposition de M. Mercier :

« L'hôtel de la mission est exempt de tous impôts et taxes, sauf le cas où il ne serait la propriété, ni de l'agent, ni de l'État que celui-ci représente. »

Il est alors passé au vote, par appel nominal, sur l'ensemble du projet.

Le projet est adopté par 53 voix. Il y a eu 3 abstentions.

Ont voté oui : MM. Alvarez, Asser, Basdevant, De Boeck, Borel, Marshall Brown, de Bustamante, Catellani, Cavaglieri, Diéna, Fedozzi, Fernandez Prida, Gemma, Gidel, Kebedgy, de Lapradelle, Mahaim, Mandelstam, Mercier, de Montluc, Nerinx, Nolde, Pouillet, Rolin-Jaequemyns, Schücking, J. Brown Scott, Simons, Streit, Strisower, Vallotton, De Visscher, Wehberg, Wilson, Yanguas Messia, Altamira, Anderson, Cruchaga, Erich, Hammarskjöld, Hill, Hyde, Kusters, Kraus, Lémonon, Maurtua, Negulesco, Niboyet, Rey, Rodrigo Octavio, Séfériadès, Strupp, Trias de Bès et Verdross.

Se sont abstenus : Sir Thomas Barclay, M. Higgins et Sir Cecil Hurst.

Le Secrétaire général reçoit compétence pour apporter au texte les modifications de forme qu'il jugerait nécessaires.

M. HILL, Rapporteur, fait ensuite la déclaration suivante :

L'Institut vient d'adopter un nouveau Règlement, relatif aux immunités diplomatiques. Il reste à la Commission, pour accomplir sa mission, de présenter encore un projet traitant des immunités consulaires et de celles qu'il convient de reconnaître aux personnes investies de « fonctions d'intérêt international ».

L'immunité consulaire doit être considérée à part, sur la base de la coutume et des traités.

Quant au problème de l'immunité des personnes investies de fonctions d'intérêt international, il se pose, lui

aussi, dans des conditions différentes, car cette immunité n'est point, comme l'immunité diplomatique et l'immunité consulaire, fondée sur une longue expérience pratique et sur des principes généralement acceptés. Il s'agit là d'une question nouvelle et plus compliquée. D'ailleurs, on n'est pas exactement fixé sur ce qu'il faut entendre par : « fonction d'intérêt international ». En tout cas, cette fonction, étant essentiellement administrative, ne saurait être assimilée à la fonction des représentants d'Etats souverains.

La XII^e Commission propose, dès lors, de soumettre à la prochaine session de l'Institut un ensemble de résolutions concernant :

1^o Les immunités consulaires (revision du Règlement de Venise) ;

2^o Les immunités d'administration à reconnaître aux personnes investies de fonctions d'intérêt international.

L'Institut prend acte de cette déclaration, et adresse de vifs remerciements au rapporteur.

VI. — Le problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales.

NEUVIEME COMMISSION

Rapporteur : M. SÉFÉRIADÈS.

Première séance : mardi (après-midi) 15 octobre 1929.

L'Institut, ayant discuté et adopté, dans la première partie de la séance, les résolutions relatives à la Clause d'arbitrage dans les Conventions de droit international privé, passe immédiatement à l'étude du projet de la IX^e Commission, relatif à l'accès des particuliers à des juridictions internationales.

M. SÉFÉRIADÈS, après avoir développé oralement son rapport, fait remarquer que trois méthodes s'offraient à lui pour l'élaboration de son travail :

1^o Poser le principe général de la possibilité, pour les particuliers (en certaines circonstances, sous des conditions et dans des cas à déterminer), de s'adresser directement à une juridiction internationale à instituer. Ces cas et ces conditions, ainsi que l'organisation de l'instance, seraient étudiés ultérieurement.

2^o Commencer par poser ce même principe, mais, allant un peu plus loin, étudier en même temps les principaux cas de compétence, en réservant l'étude des conditions de l'accès.

3^o Faire une étude tout à fait complète.

M. Séfériadès ajoute que, quant à lui, procédant par étapes, conformément à la mission qui lui fût confiée, il avait, dans un rapport préliminaire communiqué au

membres de la IX^e Commission, cru devoir suivre la première des méthodes sus-indiquées, en demandant à l'Institut de se borner pour le moment à accepter le principe général. Mais, adoptant la suggestion de ses collègues de la Commission, le Rapporteur n'a pas hésité à aller un peu plus loin dans son rapport définitif. Il a, toutefois, réservé l'étude des questions suivantes : a) l'accès direct des particuliers à la justice internationale devrait-il être ouvert indépendamment de la justice interne ? b) devrait-il être subordonné ou non à l'avis des Gouvernements des pays dont ressortissent les demandeurs ?

Après ces explications, M. Séfériadès propose que la discussion générale soit ouverte ; il demande de toute façon l'acceptation de son principe.

La discussion générale est ouverte.

M. BORCHARD estime, dans certaines limites, juste l'idée qui est à la base du rapport. Le projet va, cependant, un peu loin et, tel qu'il est conçu, il court le risque de ne pas être accepté par les Etats. M. Borchard se borne, pour l'instant, à quelques observations générales.

Tout d'abord, il n'est ni justifié ni surtout opportun de sortir de la supposition que les juges de l'Etat débiteur manqueraient d'impartialité en la cause.

D'autre part, les antécédents invoqués par le Rapporteur ne sont guère probants : l'accès de la Cour de Justice de l'Amérique Centrale n'était ouvert qu'en cas de déni de justice et après épuisement des instances nationales. L'exemple de l'Égypte n'est guère concluant non plus. Quant à la Cour des prises, elle aurait eu à donner une interprétation uniforme d'un droit inter-

national, ce qui explique son rôle de Cour d'appel des sentences nationales.

Il faut partir du principe que l'étranger est soumis aux lois du pays qu'il habite. Il doit être tenu d'épuiser d'abord les voies de droit interne qui lui sont ouvertes, et l'Etat auquel il ressortit n'a pas vocation pour s'immiscer dans une question purement domestique. Il ne peut surgir de problèmes de droit international qu'en cas de déni de justice formel ou matériel. Sans doute, est-il désirable de voir, alors, la phase judiciaire se substituer, aussitôt que possible, à la phase diplomatique, laquelle présente de nombreux inconvénients (possibilité d'aigreur entre les Etats, d'injustice à l'égard du particulier, etc.). Mais l'exercice du recours international doit être entouré de conditions précises; il convient notamment, de ne l'admettre qu'après que le demandeur ait *consulté son propre gouvernement et obtenu son appui*; on évitera, ainsi, l'ouverture de procès vexatoires. Sous ses diverses réserves, M. Borchard voit dans la substitution d'une procédure judiciaire à la discussion diplomatique un moyen efficace d'avancer la cause de la justice et de la paix.

M. DE LAPRADELLE: On ne peut que se montrer favorable à l'idée qui fait le fond du rapport. Il est juste d'organiser une instance ouverte aux particuliers contre les Etats. Mais il apparaît indispensable de subordonner ce principe à certaines conditions et de l'entourer de quelques réserves.

Observons tout d'abord que, du moment que ce seraient les Etats qui organiseraient une juridiction internationale et l'ouvriraient à leurs ressortissants, il devient superflu de rechercher si l'individu constitue, lui-même, un sujet de droit international.

Ceci dit, il convient de faire une distinction bien nette entre les divers cas susceptibles d'entraîner la compétence du tribunal international :

La première éventualité (chiffre 1 du projet du 14 octobre 1929) est celle où l'Etat étranger a traité avec un particulier et conclu avec lui un *contrat*. L'Etat ne se présente plus, ici, comme puissance publique, mais comme égal : il doit donc être soumis à la règle générale de compétence. Mais les Etats déclinent le plus souvent cette compétence, et opposent au demandeur l'exception de souveraineté. Sans doute, la jurisprudence belge et la jurisprudence italienne n'admettent-elles pas pleinement cette exception. Sans doute aussi, l'Etat défendeur a-t-il, parfois, renoncé en pareil cas, à se prévaloir de son immunité. Il n'en est pas moins nécessaire de remédier à la carence de la juridiction interne dans la majorité des conflits de ce genre. Un remède existe, cependant, et ce remède a souvent été employé : on voit alors l'Etat dont ressortit le demandeur faire sienne l'interprétation de son national et engager en son propre nom la procédure arbitrale ou judiciaire. On ne saurait nier, toutefois, qu'il y ait quelque disproportion entre le caractère élevé de la Cour Permanente de Justice internationale et la nature de certains différends commerciaux dont elle a été saisie. Etant donné le nombre de plus en plus grand des contrats conclus par les Etats, la pratique ci-dessus risque d'encombrer la juridiction internationale de conflits qui, normalement et sauf déni de justice, devraient appartenir aux tribunaux internes. Dans la situation actuelle, il apparaît, en conséquence, nécessaire d'organiser une juridiction internationale pour la solution des litiges entre particuliers

et Etats étrangers, résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de contrats.

Le chiffre 2 du projet vise la réparation d'un *dommage* causé par des actes engageant la responsabilité internationale de l'Etat. La question se présente, ici, sous un aspect essentiellement différent. L'Etat n'a point agi comme contractant, mais comme détenteur de la puissance publique; il n'y a donc pas carence d'une justice nationale normalement compétente. On se trouve en présence de conflits entre Etats; en effet, l'Etat ne peut encourir de responsabilité internationale que vis-à-vis d'un autre Etat, même lorsque celui-ci se plaint de déni de justice commis à l'égard de son ressortissant. On doit saluer la création d'une instance internationale devant laquelle le particulier pourra lui-même faire valoir son droit, car, comme l'a très justement relevé M. Borchard, il y a intérêt à faire passer au plus vite, le litige de sa phase diplomatique dans sa phase judiciaire. Mais il serait faux d'éliminer complètement de la procédure l'Etat du demandeur; celui-ci doit aviser son gouvernement, le convaincre de la justice de sa cause et avoir obtenu son concours. Toutefois, ce concours demeurera secondaire; il consisterait essentiellement dans la vérification de la demande, dans l'organisation de l'instance et, suivant le cas, dans l'appui donné au citoyen par un agent. L'Etat n'a pas besoin de participer plus activement au procès et il n'y a aucun intérêt. En résumé, on peut être d'accord avec le principe de l'accès des particuliers à la juridiction internationale, également pour les cas visés au chiffre 2, sous le contrôle, discret mais jamais tout à fait absent, de l'Etat du demandeur.

M. de Lapradelle admet également le principe de la

réciprocité, selon lequel les Etats auraient le droit de soumettre à la justice internationale leurs réclamations contre un particulier étranger.

Pàr contre, l'orateur s'oppose à l'adoption du numéro 3 du projet (conflits positifs de nationalité) et, *à fortiori*, du numéro 4 (défense de tous autres intérêts particuliers protégés par le droit international) ; cette dernière clause n'indique pas assez clairement à quoi s'engagerait l'Institut.

M. KOSTERS relève que l'Institut a déjà adopté le principe qui fait le fond du rapport. Toutefois, le projet de la Commission semble conçu en termes trop généraux, ne limitant pas suffisamment les cas où l'accès de la juridiction internationale doit être ouvert aux individus.

Il faut distinguer entre les droits des particuliers, découlant d'une législation nationale quelconque, et ceux qui ont leur source dans le droit international :

Les droits dérivant d'une législation nationale comprennent les obligations contractuelles, délictuelles et quasi-délictuelles de l'Etat. Or le jugement des causes appelant l'application d'un tel droit national appartient, normalement, aux tribunaux internes, et les décisions de ceux-ci doivent être respectées. On ne saurait, en principe, admettre que le particulier attaque la sentence devant une juridiction internationale, ou qu'il ait la faculté d'accéder directement à cette juridiction. Il n'y a pas lieu, à cet égard, de distinguer entre citoyens du pays et ressortissants étrangers, sous peine de consacrer une inégalité. Des exceptions ne se justifiaient qu'en cas d'injustice grave. L'orateur illustre sa thèse par quelques exemples.

En ce qui concerne le droit international, il convient, tout d'abord, de distinguer les règles dont le but est de protéger les Etats, et celles qui créent en faveur des individus les droits personnels (exemple : les conventions de droit international privé, les conventions relatives à la propriété industrielle, à l'abordage, aux prises, les traités de commerce, etc.). Enfin, pour diverses raisons que développe M. Kusters, il convient, dans les limites mêmes indiquées ci-dessus, de restreindre l'accès des particuliers aux cas où une grave injustice a été commise.

M. MAURTUA : La création des juridictions internationales n'est pas due, comme le laisse entendre le Rapporteur, à un sentiment de méfiance envers les juges nationaux, mais à la nature même des questions. M. Maurtua estime qu'en ne posant pas comme condition première l'épuisement des instances nationales, le projet implique une véritable révolution des idées sur la responsabilité de l'Etat.

M. VERDROSS fait observer que les quatre cas énumérés dans le projet se réduisent en réalité à deux : car il s'agit ou bien d'un litige devant être résolu selon les lois internes, ou bien d'un conflit appelant l'application du droit international. Au surplus, le chiffre 4 est déjà compris dans le chiffre 2. Quant au chiffre 3, il ne devrait être accepté qu'en tant que l'on se trouve en présence d'une question de droit international.

M. DE MONTLUC accepte le projet, dans le sens des remarques de M. de Lapradelle. Il met en garde contre les abus auxquels pourrait donner lieu une conception trop large de la juridiction internationale au service des particuliers.

M. STRISOWER déclare qu'il ne peut accepter les numéros 3 et 4 de la résolution. Le chiffre 4 se confond, d'ailleurs, avec le chiffre 2.

M. STREIT constate que le projet, surtout le nouveau texte, dépasse les considérations du rapport. Il n'est guère en harmonie avec la prudence recommandée déjà par l'Institut dans cette matière.

Contrairement aux tendances du projet, il convient de poser en principe que la compétence des tribunaux nationaux sera la règle et l'accès de la cour internationale l'exception. Il s'agit de préciser ici ces deux exceptions, lesquelles, pour le moment en tout cas, ne pourraient dépasser les cas de déni de justice et de fausse interprétation d'un traité international. Seuls ces deux cas devraient permettre à certaines conditions, le recours à la justice internationale visé dans le projet.

En même temps devrait être envisagée dès maintenant aussi la question de savoir si la nouvelle Cour statuera comme instance de recours ou comme instance unique. Enfin, pour amener les Etats à accepter l'établissement par eux d'une nouvelle juridiction, il paraîtrait nécessaire de ne pas prendre comme point de départ la méfiance vis-à-vis des juges nationaux, mais l'utilité d'une justice supplémentaire qui déchargerait les tribunaux internationaux des cas délicats réservés à des spécialistes en matière internationale.

M. CRUCHAGA se rallie à l'opinion de M. Borchard. Il votera contre le projet, car celui-ci crée une juridiction d'exception en faveur des étrangers.

M. HIGGINS propose le renvoi du projet à la commission, pour nouvelle étude.

La discussion est suspendue et la séance levée à 18 h. 25.

Deuxième séance : mercredi 16 octobre 1929.

La séance est ouverte à 3 heures 15, sous la présidence de M. ASSER.

LE PRÉSIDENT donne la parole à M. Séfériadès.

M. SÉFÉRIADÈS, rapporteur, remercie les membres de l'Assemblée qui, par leurs remarques, ont apporté des lumières nouvelles sur le sujet, lui donnant ainsi l'occasion de mettre plus en évidence et oralement certains points de son rapport. Pour cette raison, il demande qu'il lui soit permis de présenter quelques observations sur les appréciations émises.

Il est d'accord avec M. Borchard pour reconnaître que la solution de la question de savoir si les États dont les plaideurs sont ressortissants devront participer aux débats devant la juridiction internationale projetée, a été omise dans le préambule comme dans les vœux du rapport. De même, la réponse à la question de savoir si les tribunaux internationaux à instituer devront être saisis directement, indépendamment de la justice interne, ou au contraire devront constituer une justice de recours.

Mais il fait remarquer à M. Borchard que ces questions ont été réservées à dessein dans le rapport, de la manière la plus expresse, plus spécialement dans la deuxième partie des vœux.

Quant à la question, purement théorique, soulevée par M. de Lapradelle, de savoir si l'individu est sujet direct ou non du droit international, le rapporteur après

l'avoir étudiée l'a également expressément réservée dans son rapport même, comme étant en dehors du cadre du présent débat, et ne préjugant en rien sa solution.

Il fait de plus observer à M. de Lapradelle que si, dans les 2^e et 3^e de ses vœux, il a cru devoir signaler certaines hypothèses comme par exemple celle de la nationalité, dans lesquelles il serait désirable d'accorder aux particuliers l'accès direct à une justice internationale, c'est que, sur la matière même de la nationalité, des centaines de demandes ont été adressées à la Cour Permanente de Justice Internationale, demandes qui, à raison de l'incompétence de la Cour, n'ont pu faire l'objet d'aucun examen.

Quant à l'avis de M. Kusters, d'après lequel l'Institut aurait déjà adopté le principe de l'accès direct aux particuliers d'un tribunal international, le Rapporteur ne saurait l'accepter. En effet, l'Institut n'a jamais admis, jusqu'à ce jour du moins, le droit pour un particulier ayant à faire valoir des réclamations contre un Etat, de s'adresser directement à une instance internationale, sauf peut-être le cas tout à fait spécial des mines sous-marines, signalé au rapport (page 554 de l'Annuaire, volume I).

Pour ce qui touche la seconde observation de M. Kusters, que le système proposé risquerait de placer les étrangers dans une situation privilégiée par rapport aux nationaux également victimes d'un même dommage, le Rapporteur convient qu'elle est exacte, mais il fait remarquer qu'il n'y aurait pas là une nouveauté dans l'ordre juridique international et même dans le droit interne. En effet, d'une manière générale, tous ceux qui

ont souffert d'un dommage ne sont pas toujours également indemnisés. La standardisation des indemnités demeure une formule encore prématurée.

M. Séfériadès assure enfin ceux de ses collègues qui se sont émus à l'idée que son projet serait animé d'un esprit de méfiance à l'égard des juges nationaux, qu'ils peuvent être complètement tranquilisés. Il n'a eu, dans son rapport, d'autre intention que de mettre l'Institut en garde contre une tendance nationaliste exagérée. Il considère cependant comme tout à fait exceptionnelle la supernationalisation du juge interne.

En conclusion de ces observations, se conformant au vœu unique qu'il avait commencé par présenter aux membres de la Commission, dans son rapport préliminaire, il déclare ne soumettre au vote de l'Institut que le principe contenu dans le préambule de ses vœux, dans la rédaction suivante :

« L'Institut de Droit International est d'avis qu'il y a des cas dans lesquels il peut être désirable que le droit soit reconnu aux particuliers de saisir directement, sous des conditions à déterminer, une instance de justice internationale dans leurs différends avec des États. »

M. Séfériadès ajoute qu'à la suite de ce vote il demandera à l'Institut de continuer sa confiance à la neuvième Commission pour qu'elle précise dans un projet à présenter dans une session ultérieure les conditions et les cas de recours ainsi que l'organisation et la compétence de la juridiction internationale à instituer.

Le PRÉSIDENT remercie M. Séfériadès au nom de l'assemblée.

M. WENNERG demande à présenter quelques observations générales sur la résolution dont l'Institut est

actuellement saisi. Au cours des débats de la veille, M. Cruchaga a combattu l'idée de l'institution d'une juridiction internationale compétente pour trancher les conflits entre des particuliers et un Etat étranger. Il a prétendu que par une telle procédure, les étrangers seraient placés dans une situation privilégiée par rapport aux citoyens de l'Etat cité. Mais à son avis, du point de vue des principes, rien ne s'oppose à ce que dans l'avenir les citoyens d'un Etat aient le droit de plaider devant un tribunal international même contre leur propre Etat, à condition qu'ils soient victimes de la violation de certains droits garantis par le droit international. Il fait remarquer que déjà en Europe de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer en faveur des minorités le droit de plaider devant une juridiction internationale contre l'Etat auquel elles appartiennent. Il convient que des garanties spéciales devront être prévues pour éviter des abus. Il considère toutefois que dans cette voie le projet proposé, tout en ne concernant que les étrangers, constitue un point de départ très satisfaisant.

En ce qui concerne les cas qu'il serait urgent de soumettre à une juridiction internationale, celui des « apatrides » (heimatlosen) lui paraît des plus intéressants. Une proposition faite par lui en ce sens à la Commission des Minorités de l'Union des Associations pour la Société des Nations, en mars 1926, à Genève, a rencontré l'appui de plusieurs de ses membres.

Mais c'est là une simple indication pour l'avenir. Dès aujourd'hui, la seule reconnaissance du principe de la création d'une juridiction internationale compétente pour statuer sur les litiges entre particuliers et Etats

étrangers réalisera un grand progrès, celui-là même que nombre de juristes éminents dans la littérature du droit des gens et des institutions d'ordre pratique comme « Die Aeltesten der Berliner Kaufmannschaft » ont à diverses reprises recommandé.

En conclusion, il demande à l'Institut d'accepter la résolution du Rapporteur, tout en réservant la détermination future des cas et des conditions dans lesquelles la juridiction prévue devrait fonctionner.

M. BOREL appuie également la résolution présentée par le Rapporteur qu'il félicite pour son travail. Elle paraît correspondre à ce qui est actuellement souhaitable et réalisable. Mais il insiste pour qu'il soit bien entendu que la juridiction projetée n'ait pas une compétence générale, mais bien une compétence limitée à des cas particuliers. Il lui semble qu'à ce sujet le Rapporteur a développé un réquisitoire un peu forcé à l'encontre des tribunaux internes. Il assure l'assemblée que pour sa part il n'a jamais eu l'occasion de suspecter l'impartialité des tribunaux de son pays vis-à-vis des étrangers.

Il présente, en outre, une observation sur la liberté même de la résolution. Il ne suffit pas d'affirmer le droit des particuliers de saisir la justice internationale, mais il faut encore l'organiser. Or, c'est aux Etats seuls que revient logiquement le soin de prévoir cette organisation.

En conséquence, il propose que l'Institut exprime le vœu « que les Etats assurent dans certains cas aux particuliers l'accès aux juridictions internationales ».

M. HAMMARSKJÖLD appuie à son tour le Rapporteur. Dans la pratique quotidienne de ses fonctions auprès

de la Cour Permanente de Justice Internationale, il reçoit de nombreuses demandes en justice émanant de particuliers. Les cas sont d'intérêt variable. Deux catégories sont particulièrement intéressantes : dans l'une, il s'agit de conflits positifs de compétence en matière de nationalité ; dans l'autre, la plus intéressante, son avis, il s'agit de conflits négatifs de compétence sur le même sujet. La plupart de ces cas sont nés des situations découlant de la liquidation de la guerre. La simple constatation de leur existence plaide suffisamment en faveur de la création d'une juridiction internationale compétente pour résoudre ces conflits. Il serait salulaire même que dans le cas où ce tribunal international concluerait à l'incompétence des tribunaux internes préalablement saisis, lui-même puisse se prononcer.

M. NIROYER félicite le Rapporteur dont la proposition marque un progrès considérable dans le droit international, mais en l'adoptant, l'Institut se bornera à faire, pour ainsi dire, le point, pour immédiatement après se remettre au travail.

LE PRÉSIDENT consulte l'assemblée sur le point de savoir si la résolution de M. Séfériadès sera mise aux voix à mains levées ou par appel nominal. L'Assemblée se prononce pour le vote à mains levées.

Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS demande à motiver son abstention. Il pense qu'il est prématuré d'adopter même une décision de principe touchant la constitution d'un tribunal international pour juger les différends entre Etats et particuliers étrangers. Il rappelle à ce sujet les scrupules de M. Elihu Root et de Lord Phillimore lorsqu'au Comité des Dix, chargé de la rédaction d'un

avant-projet de statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, la question fût soulevée. Il est prêt à accepter un vœu se bornant à mettre la question à l'étude.

M. DE LAPRADELLE, en sa qualité de membre et rapporteur du Comité des Dix, fait remarquer à l'Institut que le problème soulevé à La Haye et auquel se réfère le Baron Rolin-Jaequemyns se présentait sous une forme différente.

Il s'agissait de déférer les procès des particuliers étrangers contre un Etat, non pas à un ou plusieurs tribunaux spéciaux, comme dans le projet de résolution actuel, mais à la Cour Permanente. Il votera pour la résolution qu'il considère comme réalisant un progrès incontestable.

La résolution de M. Séfériadès, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

M. NIROYER propose à l'Assemblée le projet de résolution suivant, qui n'est que la constatation du vote qu'elle vient d'émettre: « L'Institut de Droit International, adressant ses plus chaleureux et plus sincères remerciements aux Rapporteur et Membres de la neuvième Commission, charge ceux-ci de poursuivre leur étude ».

M. DE LAPRADELLE appuie cette motion qui est adoptée.

LE PRÉSIDENT adresse à son tour ses félicitations au Rapporteur et forme des vœux pour la réussite des travaux futurs de la Commission.

Il cède la présidence à M. J. B. SCOTT, président de l'Institut.

VII. — La Codification du Droit International de la Paix.

PREMIERE COMMISSION.

Rapporteurs : MM. ALVAREZ et DE LAPRADELLE.

Séance du mercredi 16 octobre 1929.

LE PRÉSIDENT, avant de proposer à l'Institut la discussion du rapport de M. Alvarez sur la codification, transmet à l'assemblée une invitation que, personnellement, en son nom et au nom de M^{me} Hover, M. le Président des Etats-Unis lui a adressée par téléphone. Une réception officielle sera offerte à la Maison Blanche aux Membres de l'Institut, le vendredi 25 octobre, à 5 heures. L'assemblée accueille cette nouvelle par de nombreux applaudissements.

LE PRÉSIDENT donne la parole à M. Alvarez.

M. ALVAREZ expose à l'assemblée l'idée générale de son rapport. La question mise à l'ordre du jour de la session est la plus vaste, la plus complexe et la plus importante que l'Institut ait eu jusqu'ici à examiner, car elle touche à la codification du Droit International.

Ayant, en qualité de rapporteur présenté un rapport imprimé, M. Alvarez ne croit pas nécessaire de présenter sur la question des considérations longuement développées. Il ne donnera même pas un résumé de son rapport, qui lui est déjà un résumé du problème. Qu'il lui soit permis simplement d'indiquer dans ses grandes lignes la tâche délicate que l'Institut a bien voulu lui confier.

Quand on aborde le problème de la codification du

Droit International, une première et grave question se pose, qu'il faut aborder résolument dans toute son étendue. Quel est le Droit International à codifier ? Quel est son mécanisme ? Son armature ? Quels sont ses principes essentiels ? Et jusqu'à quel point tous ces éléments vont et doivent être affectés par la codification ?

Ensuite, et sur les données de cette première étude, il faut dégager quelle doit être la nature, le caractère de la codification, ainsi que sa meilleure méthode de réalisation.

La vie internationale a subi de grandes transformations dans la seconde moitié du XIX^e siècle, de même que pendant et après la Grande Guerre, à tel point que, sur bien des matières importantes, il est très difficile de savoir quelles sont les règles actuellement en vigueur.

Un triple travail s'impose donc concernant la codification du Droit International :

1^o déterminer quelles sont les règles actuellement en vigueur ;

2^o soumettre à une critique rigoureuse la conception, la base et les données fondamentales du Droit International pour les mettre en harmonie avec les conditions nouvelles de la vie internationale ;

3^o déterminer les nouvelles conceptions, base et données du Droit International ainsi que les nouvelles règles, et dire quelle est l'augmentation qu'il convient de donner aux diverses matières dont l'ensemble constitue le Droit International.

La réunion de ces trois points constitue pour ainsi dire la *reconstruction* du Droit International.

Le Rapporteur a cru de son devoir d'aborder dans ses grandes lignes, au cours de son rapport, ce formidable

problème de la reconstruction du Droit International. Certes, dans une matière aussi difficile, les points de vue ou les solutions données sont discutables, mais le simple fait de poser le problème et d'annoncer des solutions présente déjà des avantages. Durant la traversée, M. Alvarez a eu l'occasion de s'entretenir sur ce point, non seulement avec les membres de la Commission, mais encore avec tous ses collègues de l'Institut, et d'échanger des vues avec eux sur la nécessité de reconstruire le Droit International. Cependant, beaucoup se sont émus de cette expression, faisant remarquer que la reconstruction suppose une dévastation, une destruction, la ruine d'un territoire, d'une maison, et que le Droit International ne se trouve pas dans cet état. Cela est certain, et le Rapporteur s'est expliqué suffisamment sur cette expression pour que toute espèce de doute puisse être dissipé.

M. Alvarez n'entrera pas dans le détail de ce que doit être la codification suivant un travail de reconstruction. Qu'il lui suffise de dire que celle-ci ne devra pas être systématique comme la codification du Droit Privé, ni même constituer une œuvre unique, entreprise par les mêmes organismes. La codification doit être graduelle et progressive. Elle ne doit pas se limiter à constater le Droit existant, mais elle doit, en outre, introduire les améliorations imposées par les nouvelles conditions de la vie des peuples. Il faut de plus qu'elle soit préparée par des corps scientifiques, qu'il y ait un plan de codification, mais sans caractère systématique. Il faut, d'autre part, procéder à la détermination des principes anciens ou nouveaux sur lesquels doit reposer la codification. Il faut enfin déterminer les bases fondamentales

du Droit International : ce qui a trait aux sources de ce Droit, à son interprétation, etc.

Etant données l'importance et l'ampleur du sujet, la préoccupation des Rapporteurs a été d'élaborer un projet de résolution à voter par l'Institut, qui indique leurs idées à ce sujet, ainsi que l'orientation qu'ils désirent voir imprimer aux travaux futurs. Il a été très difficile de trouver une formule qui ralliât l'opinion, sinon de tous, du moins de la majorité des Membres de l'Institut présents à cette session.

M. Alvarez rend hommage à l'expérience et à la science de son éminent corapporteur qui l'a aidé dans la recherche de cette formule. C'est à la suite de nombreuses consultations auprès des Membres de l'Institut, qu'a pu être rédigé le texte qu'il a l'honneur de soumettre à l'approbation de l'assemblée.

M. DE LAPRADELLE, corapporteur, insiste auprès de l'Institut sur les difficultés de la tâche qu'il a bien voulu confier aux rapporteurs.

Le rapport présenté par M. Alvarez est considérable. Il esquisse une œuvre grandiose. Pour l'entreprendre, il faut une foi très grande, car on ne peut pas s'en dissimuler les difficultés.

Entre la codification interne et la codification internationale, il existe des différences telles qu'avec le même mot on risque de ne pas s'entendre.

Le problème de la codification en droit interne est simple, en ce sens que les règles de droit, dès l'instant qu'elles sont définies, sont immédiatement promulguées, car la codification émane du souverain, qui ordonne. En droit international, par contre, il n'existe pas d'autorité supérieure aux Etats susceptible de leur dicter

des ordres. Seuls les Etats, souverains, peuvent formuler les règles auxquelles ils se soumettront. En conséquence, le codificateur international ne peut ordonner, mais persuader.

En droit interne, l'Etat souhaite la codification, qui fortifie son autorité; en droit international il la redoute, comme une limitation de cette même autorité. Sa répugnance à cet égard est telle qu'il est du devoir de l'Institut de mettre l'opinion en garde contre les déceptions qui fatalement suivraient un enthousiasme trop grand, une espérance trop forte, au sujet d'une entreprise officielle de codification.

En droit interne, la codification est le couronnement de l'édifice juridique. Elle recueille un mouvement de droit longuement élaboré pour servir de point de départ à un mouvement nouveau. En droit international, le premier mouvement n'est pas accompli.

Ce n'est pas de la codification qu'on peut attendre les progrès essentiels du droit international. Le droit international prend en premier lieu sa source dans la doctrine et dans la jurisprudence. C'est principalement cette dernière qui, plus lente, mais toujours sûre, ne perdant jamais le contact avec les réalités, constitue la vraie source du droit. Le progrès du droit des gens doit être cherché moins par la codification que par l'arbitrage.

La supériorité de l'arbitrage au regard de la codification se marque de deux manières.

D'abord, l'Etat, qui n'accepterait pas, dans une conférence chargée de la codification, une règle contraire à son intérêt, accepte dans l'arbitrage la chance de voir son point de vue adopté contre le risque de le voir écar-

té : ainsi, par l'arbitrage, une règle peut être entre deux Etats posée qui, par la codification, ne pourrait l'être, l'accord des parties se faisant plus aisément sur un risque que sur une règle.

En second lieu, il importe que le Droit se présente à ceux qu'il régit comme une autorité qui commande à leurs volontés. Il n'en est pas ainsi dans la codification, œuvre diplomatique faite à l'unanimité, ce qui ne permet pas de voir dans la règle de droit une volonté supérieure à la volonté de l'Etat, qui se lie directement par elle. Dans l'arbitrage, il en est autrement, car alors la règle de droit ne vient pas de l'Etat, mais du juge. Sans doute elle n'est pas totalement étrangère à la volonté de l'Etat, en ce sens qu'il s'est soumis, par avance, à la décision du juge, mais, en s'inclinant devant elle lorsqu'elle lui est contraire, il laisse apparaître qu'au-dessus de sa souveraineté il y a une force, qui n'est pas celle du juge, institué par sa volonté, mais celle du Droit, indépendant de cette volonté même.

Pour l'éducation de l'opinion, prompte aux enthousiasmes ardents, suivis de déceptions amères et de découragements profonds, il importe de bien laisser voir qu'il y a plus à attendre du développement de l'arbitrage que de la codification.

Ces précisions faites, il convient que l'Institut donne, conformément à ses statuts, son concours « à toute entreprise sérieuse de codification ».

Une assemblée scientifique, qui décide à la majorité, peut à cet égard aller plus vite et plus loin qu'une réunion d'Etats qui ne se lie tous qu'à l'unanimité.

Elle peut aider l'action des Gouvernements en insistant sur les principes, la méthode, le plan.

Ainsi conçue, son œuvre sera d'orienter le grand travail de la codification et de lui donner des bases plutôt que d'y procéder par des travaux de détail, dont toute la matière est déjà, pour une grande part, dans les Résolutions de l'Institut. Telle est l'idée maîtresse qui se dégage du beau rapport de M. Alvarez : déterminer certains principes, non pas seulement généraux, mais fondamentaux, pour servir à la reconstruction du Droit International.

Cette détermination des principes fondamentaux pourrait être confiée à une double Commission, l'une chargée d'élaborer un plan systématique, l'autre s'occupant de préciser quelles sont les sources du Droit International.

En concluant, il demande à l'Institut d'adopter la déclaration qui lui est présentée, puis de décider la formation de ces deux Commissions.

Le Président ouvre la discussion générale sur le projet. Il demande auparavant au Secrétaire Général de lire les propositions du Rapporteur.

M. Charles De Visscher procède à cette lecture.

M. Schücking est heureux de l'occasion qui lui est fournie de discuter une question qu'il connaît particulièrement pour être membre du Comité d'Experts institué par la Société des Nations pour la codification du Droit International. Il insiste pour que l'Institut traite à fond le problème. Le Comité d'Experts, malgré les mérites de son éminent Président, n'a pu, en effet, aboutir qu'à des résultats fragmentaires. Cela tient à ce que sa méthode de travail est particulièrement compliquée. Qu'il lui soit permis de donner à l'Assemblée un aperçu de cette méthode.

Le Président du Comité d'Experts demande tout d'abord à ses membres quelles sont les matières qui leur paraissent avoir atteint un degré suffisant de maturité pour donner lieu à une enquête sur le point de savoir si leur codification serait souhaitable et réalisable. Les matières proposées sont discutées une première fois sous cet angle, et si la discussion aboutit à l'affirmative, mandat est donné à l'un des membres du Comité de préparer sur la question proposée un rapport. Le rapport une fois remis au Comité, on discute la question de savoir s'il est possible de l'adresser aux Gouvernements comme concernant une matière dont la codification doit être regardée comme souhaitable et réalisable. Ainsi, pour la seconde fois et du même point de vue, la mise à l'étude de la question est envisagée. Il n'est pas rare que la majorité de la Commission se prononce pour la négative, alors que le Rapporteur est partisan de l'affirmative. Mais dans le cas même où la Commission se rangerait à l'avis du Rapporteur et déciderait d'adresser le rapport aux divers Gouvernements, il arrive que la réponse de ceux-ci soit très différente et que la majorité se prononce contre le principe de la codification, contrairement à l'opinion du Comité d'Experts. Bien plus, si les adhésions des Gouvernements sont assez nombreuses pour fonder un rapport positif sur la question adressée par le Comité à la S. D. N. la question de savoir si cette codification est souhaitable et réalisable est de nouveau posée pour la quatrième fois au sein de la S. D. N. et l'expérience prouve que celle-ci ne se range pas toujours à l'avis de son Comité.

Par exemple, le Comité d'Experts ayant exprimé l'avis que la matière des privilèges et immunités diploma-

tiques était assez mûre pour être codifiée, la Société des Nations n'en a pas moins refusé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence des Etats pour la codification qui doit se tenir à La Haye en 1930.

En conséquence, il constate qu'il serait imprudent d'espérer un résultat rapide de l'œuvre officielle de la codification et il insiste pour que l'Institut facilite au moins par sa collaboration une œuvre aussi délicate. Quant à la question de la méthode à suivre pour la codification du Droit International, il insiste pour que le système à adopter corresponde aux développements actuels du Droit, à l'esprit novateur qui a changé la discipline juridique dans une mesure extraordinaire. Un trop grand nombre de Manuels de Droit International ne tiennent pas un compte suffisant du développement moderne et quasi-révolutionnaire de cette science. Il y a deux ans, à sa session de Paris, l'Union Interparlementaire a cependant adopté, sur la proposition qui lui était soumise par lui-même, une résolution donnant à sa Commission Juridique le mandat de préparer un plan général, un aperçu systématique de la codification du Droit des Gens, conformément aux données modernes.

En conclusion, il appuie favorablement la déclaration du Rapporteur.

M. KEBENGY déclare qu'il a été heureux de trouver dans le rapport un esprit de réaction contre certaines tendances subversives actuellement en faveur auprès de quelques théoriciens du Droit International. Le Rapporteur a déclaré notamment « qu'il ne faut pas aller contre l'individualité, la souveraineté et le sentiment national des Etats, lesquels, dans de justes limites, doivent

être maintenus », et ailleurs : « Ce qui doit disparaître, c'est l'absolutisme de la notion de souveraineté, non la souveraineté elle-même qui est attribut essentiel des Etats et auquel ceux-ci tiennent dans leurs rapports réciproques ». Cette double affirmation d'une idée salubre lui a paru digne d'être citée. Elle constitue comme un phare lumineux qui guidera l'Institut dans son travail en lui rappelant la nécessité d'écarter des propositions dangereusement novatrices et d'éviter certaines illusions destinées à faire plus de mal que de bien.

M. WEINBERG appuie également la déclaration présentée. Il signale qu'à deux reprises déjà, à La Haye en 1925, à Stockholm en 1928, l'Institut a chargé deux Commissions successives de l'étude de ce vaste problème, mais ces Commissions n'ont pas abouti. La première, instituée à La Haye dans le but d'aider la Commission de codification instituée par la S. D. N. ne s'est jamais réunie. Il en a été de même pour la deuxième. Aussi insiste-t-il auprès de l'Institut pour qu'il demande au Bureau de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la réunion prochaine de la Commission de codification prévue dans le rapport.

M. BASDEVANT remarque que le projet de déclaration soumis par les Rapporteurs, dans son alinéa relatif aux tentatives de codification faites par des organismes différents, omet de signaler que les travaux de l'Institut avaient déjà été pris en sérieuse considération par les organismes officiels chargés de préparer la prochaine Conférence de La Haye sur la codification. Sur les trois questions inscrites à son ordre du jour : eaux territoriales, nationalité, responsabilité des Etats, les travaux préparatoires se sont inspirés, dans une large mesure,

des résolutions de l'Institut, et on peut dire que, conformément à ses statuts, l'Institut a prêté son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du Droit International.

M. DE MONTLUC appuie les conclusions des Rapporteurs, bien que pour sa part il considère comme une tâche presque impossible la tentative de codification.

Sir Thomas BARCLAY pense également que l'œuvre de codification est difficilement réalisable. Depuis 1875, il a été associé à l'étude de ce problème dans les Commissions de l'*International Law Association*, sans qu'il ait vu faire un progrès réel à la question, qui se trouvait inscrite à l'ordre du jour de la Société dès sa création.

Le grand obstacle à une codification du Droit International est l'esprit conservateur, en cette matière, de la grande généralité des Etats. Cependant, un progrès sérieux serait réalisé dans l'ordre du Droit si l'on parvenait à déterminer les droits et les devoirs des nations et à établir un Code fondé sur les grands principes éternels de la morale, ceux mêmes que Justinien énonçait au seuil de son œuvre codificatrice éternelle : *« honeste vivere, suum cuique tribuere, alienum non nocere »*.

Le Président déclare close la discussion générale.

On passe à la discussion par article :

1° La codification ne doit pas se limiter à exposer le Droit des Gens tel qu'il est, mais doit le déterminer tel qu'il doit être, suivant les règles que, dans l'évolution de la vie internationale, l'intérêt de l'humanité conseille et la morale et la justice commandent.

M. DE MAURVIA propose les modifications de rédaction suivantes : 1° remplacer les termes « exposer » par

l'expression « formuler ». 2° « déterminer » par « développer ».

Les Rapporteurs acceptent.

Le 1° est adopté à l'unanimité sous la forme suivante :

1° La codification ne doit pas se limiter à formuler le droit des Gens tel qu'il est, mais doit le développer tel qu'il doit être, suivant les règles que, dans l'évolution de la vie internationale, l'intérêt de l'humanité conseille et la morale et la justice commandent ;

2° L'œuvre de codification ne peut être réalisée que si, la détermination de ces règles est entreprise par des organismes scientifiques, groupant des juristes de différentes nationalités — ce qui permet aux divers intérêts d'apparaître, — prenant leurs résolutions, non pas à l'unanimité, loi des assemblées diplomatiques, mais à la majorité, loi des corps scientifiques ;

M. BASDEVANT demande la suppression de l'incidente « ce qui permet aux divers intérêts d'apparaître ». Il se prononce également pour la suppression de la formule « la majorité, loi des corps scientifiques », qui lui paraît laisser entendre que ce qui est adopté par la majorité des membres d'une organisation scientifique a force de vérité. Il propose qu'on dise simplement « non pas à l'unanimité, mais à la majorité ».

M. DE LAPRADELLE insiste au contraire pour le maintien du texte, qui a le mérite de faire saisir à l'opinion publique, qu'il importe de toucher en la matière, la différence qui existe entre la codification gouvernementale, forcément édictée à l'unanimité, et la codification scientifique, faite au contraire à la majorité et par suite plus facilement réalisable.

M. le Vicomte POULLET appuie la déclaration de M. de Lapradelle, tout en rejetant l'expression « la majorité, loi des corps scientifiques ». Il propose de dire « loi des assemblées délibérantes ».

M. DE LAPRADELLE, pour tenir compte des observations précédentes, propose d'employer l'expression « à l'unanimité, loi des conférences diplomatiques ». Il consent à supprimer les derniers mots de l'article « loi des corps scientifiques ».

Sir Cecil HURST demande aux Rapporteurs de préciser la portée de l'alinéa 2°. Est-il dans leur intention d'exclure les Etats des travaux de codification en leur interdisant de s'y immiscer ?

M. DE LAPRADELLE déclare qu'il n'a jamais été dans les intentions des rapporteurs de décourager les Etats qui s'engagent dans la voie de la codification. L'article signifie simplement que, entreprise par une assemblée scientifique, l'œuvre de codification peut aller beaucoup plus vite et plus loin que lorsqu'elle est entreprise par une Conférence gouvernementale.

Cependant, pour donner satisfaction aux scrupules de Sir Cecil Hurst, il propose de modifier le texte de la manière suivante: « Si la détermination de ces règles est tout d'abord entreprise par des organismes scientifiques... » la codification scientifique constituant le préliminaire de la codification officielle.

Le 2°, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté à l'unanimité. Il se lit comme suit.

2° L'œuvre de codification ne peut être réalisée que si la détermination de ses règles est tout d'abord entreprise par des organismes scientifiques, groupant des juristes de différentes nationalités — ce qui per-

met aux divers systèmes d'apparaître — prenant leurs résolutions, non pas à l'unanimité, loi des conférences diplomatiques, mais à la majorité;

3° L'exemple des conférences de La Haye de 1899 et de 1907, en liaison avec les résolutions de l'Institut, et celui des conférences panaméricaines, en liaison avec les travaux de l'Institut Américain de Droit International et de la Commission des Jurisconsultes de Rio-de-Janeiro, le montrent: l'œuvre de codification doit être précédée d'une préparation scientifique indépendante, elle-même appuyée sur l'observation, la jurisprudence et la doctrine;

M. MAURTUA fait remarquer qu'il est impossible de mentionner dans ce paragraphe la Commission des Jurisconsultes de Rio-de-Janeiro, Commission ayant un caractère purement officiel.

Le PRÉSIDENT appuie la remarque de M. Maurtua et insiste pour la suppression de cette mention.

Ainsi modifié, l'alinéa 3° est adopté à l'unanimité :

3° L'exemple des conférences de La Haye de 1899 et de 1907, en liaison avec les résolutions de l'Institut, et celui des conférences panaméricaines, en liaison avec les travaux de l'Institut Américain de Droit International, le montrent: l'œuvre de codification doit être précédée de cette préparation scientifique indépendante, elle-même appuyée sur l'observation, la jurisprudence et la doctrine;

4° La détermination des règles du Droit des Gens doit s'accomplir en abordant toutes les parties de ce Droit, sans se laisser guider par des considérations d'intérêt politique, mais par le sentiment de la maturité juridique des règles à la suite du progrès de la doctrine et de la jurisprudence;

L'alinéa 4° est adopté sans observation.

5° Cette détermination ne peut s'accomplir qu'en s'inspirant des principes généraux du Droit et, plus précisément, des principes fondamentaux qui se dégagent des conditions de la vie contemporaine et du progrès de l'esprit international;

M. STRUPP demande si à la suite des termes « principes généraux du Droit » on n'a pas omis dans cet article de préciser qu'il s'agit du Droit des Gens. Il propose cette addition.

M. VERDROSS exprime l'opinion contraire. C'est intentionnellement que les rédacteurs de la déclaration ont omis les termes « Droit des Gens ». C'est des principes généraux du Droit que doit procéder la codification du Droit International.

M. BASDEVANT appuie la remarque de M. Verdross. Il demande même la suppression de l'expression « Droit des Gens » dans la déclaration finale, alinéa 3.

M. DE LAPRADELLE, pour concilier les remarques de MM. Strupp, Verdross et Basdevant, propose de faire suivre dans cet alinéa les mots « principes fondamentaux » par l'expression « du Droit des Gens » de manière à bien spécifier que le Droit des Gens se trouve rattaché à l'ensemble du Droit et que ses principes fondamentaux sont commandés par les principes généraux du Droit.

Ainsi modifié, l'alinéa 5° est adopté à l'unanimité :

5° Cette détermination ne peut s'accomplir qu'en s'inspirant des principes généraux du Droit et, plus précisément, des principes fondamentaux du Droit des Gens tels qu'ils se dégagent des conditions de la vie contemporaine et du progrès de l'esprit international.

L'assemblée passe à la discussion de la déclaration finale, ainsi conçue :

« En conséquence des déclarations qui précèdent, L'Institut estime :

que ses décisions, depuis l'origine, peuvent être considérées comme autant de projets fragmentaires susceptibles, après la révision que le temps commande, de s'unir en un corps de règles, sous des principes déterminés, pour former un code soumis, à titre de suggestion, à l'approbation gouvernementale, et d'avis scientifique, aux juges ;

M. BASDEVANT fait remarquer que les derniers mots du premier alinéa « et d'avis scientifique aux juges » n'ont pas trait à la codification.

Les Rapporteurs en acceptent la suppression. L'alinéa premier se lit en conséquence comme suit :

« En conséquence des déclarations qui précèdent,

L'Institut estime :

que ses décisions, depuis l'origine, peuvent être considérées comme autant de projets fragmentaires susceptibles, après la révision que le temps commande, de s'unir en un corps de règles, sous des principes déterminés, pour former un code soumis, à titre de suggestion, à l'approbation gouvernementale ;

Alinéa 2 :

« que, pour donner son concours aux tentatives actuelles de codification du Droit International, l'Institut doit, tout en continuant d'examiner les problèmes du Droit des Gens, nés des conditions nouvelles de la vie internationale, reprendre — ce qu'il a déjà commencé — ses résolutions antérieures, pour s'assurer de leur rigoureuse concordance avec ces mêmes conditions ;

M. STRISOWER fait remarquer que la déclaration ne signale qu'incomplètement la tâche de l'Institut. Elle mentionne que celui-ci devra poursuivre l'examen de problèmes nouveaux en même temps que dégager les règles résultant de ses résolutions antérieures, mais elle ne mentionne pas une troisième partie de sa tâche, qui est d'étudier d'anciens problèmes non encore examinés, comme par exemple le grand problème des sources du Droit des Gens. Cependant, il se borne à faire là une simple observation sans lui donner la forme d'un amendement.

M. Charles DE VISSCHER estime que dans cet alinéa, où les Rapporteurs se réfèrent aux tentatives récentes de codification, on pourrait citer les travaux tout récents de l'Institut.

M. DE LAPRADELLE pense qu'il n'est possible de citer que celles des tentatives qui, comme les Conférences de La Haye de 1899 et 1907 ont reçu une consécration gouvernementale. Ce n'est pas le cas des résolutions récentes de l'Institut.

Le Vicomte POULLET, pour concilier les observations également justes de MM. De Visscher et de Lapradelle, propose de faire commencer la déclaration par la phrase suivante: « pour continuer son concours aux tentatives actuelles ».

Ainsi modifié, le deuxième alinéa est adopté à l'unanimité :

« que, pour continuer son concours aux tentatives actuelles de codification du Droit International, l'Institut doit, tout en poursuivant l'examen des problèmes du Droit des Gens nés des conditions nouvelles de la vie internationale, reprendre—ce qu'il a déjà commencé

— ses résolutions antérieures pour s'assurer de leur rigoureuse concordance avec ces mêmes conditions ; »

Alinéa 3 :

« que, pour procéder à cette révision et fixer l'orientation de ces travaux, l'Institut doit s'efforcer de dégager, outre les principes généraux du Droit des Gens (Article 38 du Statut de la Cour de Justice Internationale) les principes fondamentaux qui résultent des conditions actuelles de la vie des peuples et du développement de la conscience internationale ; »

Les Rapporteurs déclarent supprimer l'incidente « outre les principes généraux du Droit des Gens (Article 38 du Statut de la Cour de Justice Internationale) ».

M. MAURTUA demande l'addition des mots « du sentiment de la Justice » après « développement ».

Les Rapporteurs acceptent.

Ainsi modifié, l'alinéa 3 est accepté à l'unanimité :

« que, pour procéder à cette révision et fixer l'orientation de ces travaux, l'Institut doit s'efforcer de dégager les principes fondamentaux qui résultent des conditions actuelles de la vie des peuples et du développement du sentiment de justice dans la conscience internationale ; »

Alinéa 4 :

« enfin, qu'au moment où les Etats entreprennent officiellement la grande œuvre de la codification, il convient à l'Institut d'élaborer un plan indiquant toutes les matières qui doivent y être comprises suivant l'état actuel de la science. »

Le préambule est adopté à l'unanimité, sans observations :

« Déclaration relative à la Codification du Droit International (adoptée par l'Institut dans sa session de New-York) :

Au moment où la codification entreprise sous les auspices, en Amérique, de l'Union Panaméricaine, à Genève, de la Société des Nations, entre dans une phase active,

L'Institut de Droit International, fondé il y a plus de cinquante ans pour favoriser le progrès du Droit des Gens en travaillant à formuler les principes généraux de la science de manière à répondre à la conscience juridique du monde civilisé, et en donnant son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du Droit International,

Assure de sa sympathie le double effort mis sur les deux Continents au service de la codification et, pour continuer à s'acquitter de la mission à lui dévolue par ses statuts,

Déclare que... »

On procède au vote du projet dans son entier par appel nominal.

Les quarante-huit membres présents se prononcent en faveur de la déclaration.

Le PRÉSIDENT remercie et félicite chaleureusement les Rapporteurs.

La séance est levée à 18 heures.

VIII. — Nature juridique des Avis consultatifs de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Rapporteurs: MM. DE LAPRADELLE et NÉGULESCO.

Séance du 17 octobre (matin) 1929.

La séance est ouverte sous la présidence de M. SIMONS.

LE PRÉSIDENT donne la parole aux rapporteurs de la question des Avis consultatifs à la Cour Permanente de Justice Internationale, MM. Négulesco et de Lapradelle.

Les Rapporteurs, après un exposé de leur projet, déclarent que, à la suite de la survenance de faits nouveaux, notamment de la révision du statut de la Cour, des modifications au projet de résolutions antérieur s'imposaient. Ils s'excusent non seulement de n'avoir pu, faute de temps, établir un rapport en concordance avec les conclusions nouvelles, mais encore de n'avoir pu communiquer ces conclusions elles-mêmes dans leur texte définitif ni à l'Institut ni à la Commission elle-même qu'au début de la séance.

LE PRÉSIDENT fait observer que cette méthode de travail n'est pas conforme aux dispositions du Règlement de l'Institut. Il serait disposé à admettre un échange de vues purement préliminaire, mais, dans l'état actuel de la question, une discussion et à plus forte raison un vote lui paraissent impossibles.

MM. GIDEL et le Baron ROLIN-JAEQUEMYS se rallient à cette façon de voir, étant bien entendu que l'échange de vues qui s'engagerait ne comporterait pas d'engagement quant à la possibilité de passer au vote.

Le SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL tout en considérant comme excellentes la plupart des nouvelles conclusions présentées est d'accord avec les orateurs précédents pour considérer qu'il est impossible et contraire au Règlement d'aborder l'examen de questions sur lesquelles l'Institut n'a pu se former une opinion réfléchie avant leur mise en discussion.

M. J. Brown SCOTT, malgré le vif regret qu'il éprouve à ne pas voir l'Institut se prononcer à New-York sur cette question, estime qu'il faut rester fidèle aux traditions et renoncer à l'examen du projet.

LES RAPPORTEURS déclarent s'incliner devant les dispositions du Règlement et renoncer à l'examen de leur projet dans la présente session.

LE PRÉSIDENT prend acte de cette déclaration et l'examen du projet est renvoyé à une session ultérieure.

Séance de Clôture.

Vendredi, 18 octobre (matin).

M. Ch. DE VISSCHER, Secrétaire général, rappelant une communication déjà faite à la séance du 10 octobre (matin), signale à l'assemblée que les résolutions prises au cours de la session ont entraîné la suppression de la dixième, de la quinzième et de la dix-neuvième Commissions.

D'autre part, le Bureau a été saisi de deux demandes de suppression de questions inscrites à l'ordre du jour. M. Niboyet propose le retrait de la question des *Conflits de lois en matière de navigation intérieure* (11^e Commission.) MM. Grafton Wilson et Cavaglieri, d'autre part, proposent la suppression de la question de la guerre aérienne (23^e Commission). De ce fait, cinq Commissions disparaissent.

D'autre part, neuf questions nouvelles ont été proposées :

Par M. Marshall BROWN : Reconnaissance des nouveaux Etats et Gouvernements ;

Par M. BASDEVANT : La conclusion des traités ; signature, ratification, adhésion ;

Par M. MERCIER : Revision des résolutions de Munich concernant les conflits de lois pénales en matière de compétence ;

Par M. NIBOYET : Conflits de lois en matière d'état et de capacité des individus ;

Par M. KRAUSS : La protection diplomatique des nationaux à l'étranger ;

Par M. VERDROSS : Les sources du droit des gens ;

Par M. GRAFTON WILSON : Les fondements juridiques de la conservation des richesses de la mer ;

Par M. CAVAGLIERI : Les effets juridiques du changement de souveraineté territoriale ;

Par le Baron NOLDE : Effets de la clause de la nation la plus favorisée.

En outre, le Secrétaire général rappelle qu'en votant les résolutions de la Quinzième Commission sur le rapport de M. Borel, l'Institut a de ce fait porté à son ordre du jour les questions suivantes :

a) la détermination de l'étendue et des modalités de la compétence obligatoire des juridictions internationales ;

b) la possibilité et la convenance de charger une instance internationale de cassation de connaître des recours contre les décisions des tribunaux arbitraux internationaux, pour autant que ces recours seraient fondés sur une fausse application des règles applicables du droit international ;

c) la détermination de l'étendue des pouvoirs du tribunal arbitral prévu par l'Acte général d'arbitrage conclu à Genève le 26 septembre 1928.

M. BOREL, sur la question des *sources du Droit des Gens*, n'est pas très sûr qu'une Commission puisse aboutir à des résultats tangibles, d'un ordre pratique.

M. VERDROSS pense, au contraire, que cette question est de nature à soulever des problèmes, dont la solution sera d'un intérêt pratique considérable. Notamment, le problème de la détermination du caractère général d'une coutume, et celui de l'énumération des principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées.

M. VAILLON est d'avis que certains sujets pourraient être réduits ou précisés, notamment celui relatif à la clause de la nation la plus favorisée.

Le Baron NOLDE pense qu'une limitation actuelle de cette question serait prématurée. C'est à la Commission elle-même qu'il appartiendra de déterminer le champ de ses recherches.

L'Institut décide que les questions précitées seront inscrites au programme d'études de l'Institut.

Le PRÉSIDENT demande que soit inscrite au programme d'études la question de l'organisation d'une Conférence générale des Professeurs de Droit international et des Relations extérieures, sur le type de la Conférence des professeurs de droit international américains qui vient de tenir ses réunions, réunions auxquelles ont participé de nombreux membres de l'Institut. Il suggère, sur ce point, la formation d'une Commission, dont les rapporteurs seraient MM. Gidel et De Visser.

La proposition du Président est adoptée par acclamations.

Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée que la Division des Prix de la Fondation Carnegie a décidé la création de deux nouveaux prix, ce qui porterait leur nombre à douze. Un prix serait fondé à la mémoire de Frédéric de Martens. Un autre prix à la mémoire de Samuel Puffendorf.

L'Assemblée accueille la proposition du Président par de chaleureux applaudissements.

Le Baron NOLDE, au nom des membres russes, M. SCHÜCKING, au nom des membres allemands, remercient le Président et l'Assemblée pour avoir ainsi honoré la mémoire des deux grands publicistes.

LE PRÉSIDENT annonce à l'assemblée que, sur l'invitation d'un membre anglais, la prochaine session de l'Institut se tiendra à Cambridge, en juillet-août 1931. Elle sera présidée par M. Alexandre Pearce Higgins.

Cette communication est accueillie par de vifs applaudissements.

M. DE BUSTAMANTE adresse, au nom de ses collègues, au Président et à M^{me} Scott, les remerciements les plus vifs et les plus sincères de l'Institut tout entier, pour leur dévouement à l'organisation et à la réussite de la session de New-York.

Tous les membres se lèvent, et applaudissent longuement.

LE PRÉSIDENT remercie en termes émus. La session aux Etats-Unis de l'Institut de Droit International est et demeurera la joie de sa vie. Comme juriste, il y voit la confirmation d'une thèse qui lui est chère : l'unité et l'universalité du Droit des Gens. La réunion sous un même toit, dans une même salle, des professeurs de Droit International et des techniciens des Relations extérieures de tous pays, a prouvé clairement que ce droit lui-même est un et indivisible à tout jamais. Aussi bien, entre l'Europe et l'Amérique, il n'est pas de séparation. Le territoire américain n'est pas un monde nouveau ; il n'est que l'expansion d'un vieux continent.

Il propose, en concluant, que des télégrammes de remerciements soient adressés à MM. Hammarskjöld, et au Baron Albéric Rolin, qui n'ont pu, malgré leur vif désir, participer à la session.

Le Baron Rolin-Jaequemyns insiste sur l'heureuse communauté de vues qui a marqué la session désormais célèbre de New-York. Il prie les membres américains de

l'assemblée de considérer que s'ils sont de vieux Européens, leur collègues d'Europe quitteront les Etats-Unis avec le sentiment qu'ils sont devenus de jeunes Américains.

Il adresse, au nom de l'assemblée, les plus chaleureux remerciements à MM. de Lapradelle, Simons, Asser, qui, par leur habile présidence, ont puissamment contribué au succès de la session. S'adressant ensuite à M. Charles De Visscher, secrétaire général, il le félicite, au nom de l'assemblée, d'avoir rempli si brillamment sa lourde tâche, dans laquelle il s'est montré l'égal de ses grands devanciers.

Le PRÉSIDENT ajoute ses remerciements aux paroles de M. Rolin-Jaequemyns.

Au milieu des applaudissements de l'assemblée, il déclare close la session de New-York.

La séance est levée à midi.

Résolutions votées par l'Institut au cours de sa XXXVI^e Session.

I. — Déclaration des droits internationaux de l'Homme.

(XXII^e Commission.)

L'Institut de Droit International,

Considérant

que la conscience juridique du monde civilisé exige la reconnaissance à l'individu de droits soustraits à toute atteinte de la part de l'Etat,
que les déclarations des droits, inscrites dans un grand nombre de constitutions et notamment dans les constitutions américaines et françaises de la fin du XVIII^e siècle, n'ont pas seulement statué pour le citoyen, mais pour l'homme,

que le XIV^e amendement de la Constitution des Etats-Unis dispose qu'« aucun Etat ne privera quelque personne que ce soit de sa vie, sa liberté et sa propriété sans due procédure de droit, et ne dénierà à quelque personne que ce soit dans sa juridiction l'égale protection des lois »,

que la Cour Suprême des Etats-Unis a décidé, à l'unanimité, que des termes de cet amendement, il résulte qu'il s'applique dans la juridiction des Etats-Unis « à toute personne sans distinction de race, de couleur ou de nationalité, et que l'égale protection des lois est une garantie de la protection des lois égales »,

qu'il importe d'étendre au monde entier la reconnaissance internationale des droits de l'homme,

Proclame :

ARTICLE PREMIER.

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal à la vie, à la liberté, et à la propriété, et d'accorder à tous, sur son territoire, pleine et entière protection de ce droit, sans distinction de nationalité, de sexe, de race, de langue ou de religion.

ARTICLE 2.

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

ARTICLE 3.

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre usage de la langue de son choix et à l'enseignement de celle-ci.

ARTICLE 4.

Aucun motif tiré, directement ou indirectement, de la différence de sexe, de race, de langue ou de religion n'autorise les Etats à refuser à aucun de leurs nationaux les droits privés et les droits publics, notamment l'admission aux établissements d'enseignement public, et l'exercice des différentes activités économiques, professions et industries.

ARTICLE 5.

L'égalité prévue ne devra pas être nominale mais effective. Elle exclut toute discrimination directe ou indirecte.

ARTICLE 6.

Aucun Etat n'aura le droit de retirer, sauf pour des motifs tirés de sa législation générale, sa nationalité à ceux que, pour des raisons de sexe, de race, de langue ou de religion il ne saurait priver des garanties prévues aux articles précédents.

II. — Statut juridique des sociétés en droit international.(XIX^e Commission.)**CHAPITRE PREMIER.***Reconnaissance internationale de la personnalité
des sociétés.***1.**

La personnalité d'une société à elle conférée par la loi du pays où les formalités constitutives sont remplies, doit être reconnue dans les autres pays, lorsque cette loi est aussi celle du siège statutaire.

2.

Cette reconnaissance peut être refusée ou retirée pour des motifs fondés sur les bonnes mœurs ou sur l'ordre public. Dans ce cas demeurent réservés les droits des tiers de bonne foi.

CHAPITRE II.*Conflits des lois relatifs à la constitution,
au fonctionnement et à la dissolution des sociétés.***3.**

La forme de la constitution des sociétés est déterminée par la loi du pays de cette constitution.

4.

Les sociétés ayant la personnalité sont régies par la loi du pays de leur siège statutaire, en ce qui concerne notamment :

- 1^o Les conditions de fond de leur constitution ;

2° Leur fonctionnement tant dans les rapports entre associés qu'avec les tiers ;

3° Leur dissolution et leur liquidation.

Il ne peut être stipulé que la société sera régie par une autre loi.

5.

Les sociétés n'ayant pas la personnalité sont régies par la loi du pays où elles sont constituées, en ce qui concerne notamment :

1° Les conditions de fond de leur constitution ;

2° Leur fonctionnement tant dans les rapports entre associés qu'avec les tiers ;

3° Leur dissolution et leur liquidation.

Toutefois, dans la mesure où cette loi le permet, les associés peuvent se référer à une autre loi.

6.

Le caractère civil ou commercial d'une société dépend de la loi du pays de sa constitution, sauf le droit, pour chaque État, de lui appliquer à cet égard, sur son territoire, sa propre législation.

7.

Le partage des biens d'une société dissoute est réglé, quant à sa procédure et à ses effets réels, par la loi des divers pays où se trouvent les biens à partager.

8.

Est réservée la faculté, pour chaque État, d'imposer des conditions ou d'édicter des prohibitions applicables aux sociétés constituées hors de son propre territoire.

Ces mesures ne doivent pas porter atteinte aux droits antérieurement acquis par des tiers.

III. — Extension de l'arbitrage obligatoire.

(XV^e Commission.)

L'Institut de Droit International, confirmant les résolutions et vœux précédemment formulés par lui en faveur de l'extension de l'arbitrage obligatoire et de la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale;

Constate avec satisfaction le nombre déjà si considérable

des adhésions à la disposition consacrant la juridiction obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale aux termes de l'article 36, alinéa 2 de son Statut;

des traités et des clauses compromissaires qui assurent efficacement l'intervention de la justice internationale pour le règlement, soit des conflits d'ordre juridique, soit de tous conflits quelconques, venant à surgir entre les Puissances signataires;

Constate avec satisfaction la conclusion du Traité de Paris, du 27 août 1928, du Traité Général d'arbitrage interaméricain (Washington, 5 janvier 1929) et de l'Acte Général de Genève, du 26 septembre 1928, Acte auquel, en peu de mois, trois Etats ont déjà adhéré et qui, entre autres, a le mérite de confier à la justice internationale l'interprétation et l'application des réserves par lesquelles l'acceptation de son intervention est encore limitée;

Exprime le vœu :

que les Etats qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte général de Genève ni conclu, soit des conventions

d'après les modèles adoptés par la neuvième Assemblée de la S. D. N., soit des accords équivalents, n'hésitent plus à le faire;

que les Etats, dans leurs conventions d'arbitrage, ainsi que dans les clauses compromissaires, signées par eux, conviennent de soumettre à la décision de la Cour Permanente de Justice Internationale toutes contestations entre eux au sujet, soit de la compétence du tribunal arbitral, soit d'un excès de pouvoir de ce dernier allégué par l'une des Parties;

et décide de porter à l'ordre du jour de ses délibérations :

a) la détermination de l'étendue et des modalités de la compétence obligatoire des juridictions internationales;

b) la possibilité et la convenance de charger une instance internationale de cassation de connaître des recours contre les décisions des tribunaux arbitraux internationaux, pour autant que ces recours seraient fondés sur une fausse application des règles applicables du droit international;

c) la détermination de l'étendue des pouvoirs du tribunal arbitral prévu par l'Acte général d'arbitrage conclu à Genève le 26 septembre 1928.

**IV. — De la clause d'arbitrage obligatoire
dans les Conventions de Droit International Privé.**

(X^e Commission.)

*De l'interprétation
des Conventions de Droit International Privé
par la Cour Permanente de Justice Internationale.*

L'Institut de Droit International, considérant qu'il est désirable d'attribuer compétence à la Cour Permanente de Justice Internationale pour connaître des différends concernant l'interprétation des Conventions de Droit International Privé, recommande les règles suivantes :

I.

Pour qu'une contestation relative à l'interprétation d'une règle conventionnelle puisse être portée devant la Cour par un Etat contractant, il faut :

1. Que cette interprétation ait été donnée, soit par voie législative, soit par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, soit par une décision administrative non susceptible de recours ;
2. Qu'un différend, né au sujet de cette interprétation entre les deux Gouvernements, n'ait pu être résolu par des négociations directes.

II.

La question est soumise à la Cour par une requête à présenter par l'Etat le plus diligent.

Cette requête tend à obtenir de la Cour un arrêt déclaratoire, interprétatif de la Convention.

III.

Le Greffe de la Cour notifie la requête aux Etats contractants, qui ont le droit d'intervenir devant la Cour dans le délai fixé par elle.

IV.

L'arrêt déclaratoire rendu par la Cour produit ses effets à l'égard de tous les Etats contractants.

V.

Les Etats contractants sont obligés de prendre les mesures nécessaires pour que l'interprétation donnée par la Cour s'impose, à l'avenir, à leurs autorités. Ils sont internationalement responsables de l'inexécution de cette obligation.

VI.

Sauf dispositions contraires de la législation interne, l'arrêt n'affecte, en aucune façon, la validité des décisions rendues auparavant par les autorités nationales.

Les règles du droit interne de chaque Etat déterminent si et dans quelle mesure il sera possible de provoquer, de la part des autorités nationales, une nouvelle décision, contraire à celle rendue auparavant, pour se conformer à l'interprétation donnée par la Cour.

V. — Immunités diplomatiques.(XII^e Commission.)

L'Institut de Droit International,

Considérant que le Règlement de Cambridge de 1895 ne répond plus entièrement à l'évolution récente du Droit International relatif à la matière,

Adopte les règles suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les agents diplomatiques ont, dans l'intérêt de leurs fonctions, droit aux immunités énumérées au présent règlement.

ARTICLE 2. — Sous réserve des distinctions établies par les articles suivants,

ces immunités s'appliquent :

1^o Au chef de mission ;

2^o Aux membres de la mission officiellement reconnus comme tels.

Elles s'étendent :

1^o Aux membres de leurs familles vivant sous le même toit ;

2^o Aux personnes actuellement en service auprès du chef et des membres officiellement reconnus de la mission à condition qu'elles n'appartiennent pas à l'Etat auprès duquel la mission est accréditée.

ARTICLE 3. — La renonciation aux immunités appartient au Gouvernement au nom duquel la mission est exercée. Elle est constatée par la déclaration du chef de mission.

Les personnes auxquelles les immunités s'étendent ne peuvent l'opposer dès que l'agent qui les leur communique y renonce pour elles.

ARTICLE 4. — Les immunités s'appliquent et s'éten-

dent, pendant tout le temps que leur titulaire passe en qualité officielle dans le pays où la mission s'exerce.

Elles dureront le temps nécessaire pour permettre à leur titulaire de gagner ou de quitter son poste, avec sa famille, les personnes à son service et ses effets.

En cas de guerre le départ des agents diplomatiques s'effectue sous la protection des mêmes immunités.

ARTICLE 5. — Les immunités s'exercent tant à l'aller qu'au retour dans les pays que l'agent diplomatique doit traverser, soit pour gagner ou quitter son poste, soit pour rentrer temporairement dans son pays d'origine.

ARTICLE 6. — Les immunités comprennent :

- 1° L'inviolabilité personnelle ;
- 2° La franchise de l'hôtel ;
- 3° L'immunité de juridiction ;
- 4° L'exemption d'impôts.

ARTICLE 7. — L'inviolabilité comprend, à l'égard des personnes énumérées à l'article 2, l'interdiction de toute contrainte, arrestation, extradition ou expulsion.

ARTICLE 8. — L'hôtel du chef de mission est inviolable, nul agent de l'autorité publique ne peut y pénétrer pour un acte de ses fonctions que du consentement du chef de mission ; l'hôtel est exempt de toute réquisition.

Le chef de mission peut avoir dans son hôtel une chapelle de son culte.

L'inviolabilité de l'hôtel s'étend à toute demeure où réside même momentanément, le chef de la mission.

En aucun cas les équipages, les effets personnels, papiers, archives et correspondance du chef et des membres

officiellement reconnus de la mission ne peuvent faire l'objet d'une perquisition ou d'une saisie.

ARTICLE 9. — Le chef de mission, les membres de la mission officiellement reconnus comme tels et les membres de leurs familles vivant sous le même toit, ne perdent pas leur domicile antérieur.

ARTICLE 10. — Il n'est pas permis d'imposer aux enfants des agents diplomatiques, nés à l'étranger au cours des fonctions de leurs parents, la nationalité que la loi locale leur attribuerait *jure soli*, mais ils peuvent en réclamer le bénéfice.

ARTICLE 11. — Le chef et les membres officiellement reconnus de la mission sont exempts de toute juridiction territoriale ainsi que les personnes auxquelles l'immunité s'étend en vertu de l'article 2.

ARTICLE 12. — L'immunité de juridiction ne peut être invoquée :

1° En matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose, meuble ou immeuble, qui se trouve sur le territoire ;

2° En cas de demande reconventionnelle fondée sur un même rapport de droit et répondant à une action intentée par une personne jouissant de l'immunité diplomatique.

ARTICLE 13. — L'immunité de juridiction ne peut être invoquée par l'agent diplomatique pour les actes concernant une activité professionnelle en dehors de ses fonctions.

ARTICLE 14. — En cas de crime ou de délit contre l'ordre, la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat, l'immunité de juridiction pénale subsiste, sans d'ailleurs qu'elle fasse obstacle aux mesures strictement néces-

saires de protection ou de défense que pourrait être amené à prendre le Gouvernement auprès duquel l'agent diplomatique est accrédité, ou celui du pays qu'il traverse; les autorités compétentes peuvent, notamment, cerner l'hôtel, mais, hors le cas d'urgence extrême, aucune coercition directe ne peut être exercée contre la personne.

Les faits reprochés à l'agent incriminé devront être aussitôt portés à la connaissance de son Gouvernement pour que celui-ci prenne les mesures appropriées.

ARTICLE 15. — L'immunité de juridiction ne s'applique pas aux agents appartenant par leur nationalité au pays auprès du gouvernement duquel ils sont accrédités.

ARTICLE 16. — L'immunité de juridiction survit aux fonctions, mais seulement quant aux faits qui se rattachent à l'exercice de ces fonctions.

ARTICLE 17. — Les agents diplomatiques peuvent refuser de comparaître comme témoins devant une juridiction territoriale, à condition, s'ils en sont requis par la voie diplomatique, de donner leur témoignage, dans l'hôtel de la mission, à un magistrat du pays délégué près d'eux à cet effet.

ARTICLE 18. — Le chef de la mission, le personnel officiellement reconnu comme tel, et les membres de leur famille vivant sous leur toit, sont exempts :

1° de tous impôts directs et taxes analogues, exception faite de ceux qui les frapperaient en raison de leurs propriétés immobilières ou de leurs activités personnelles;

2° les droits de douane quant aux objets à leur usage particulier.

ARTICLE 19. — L'hôtel de la mission est exempt de tous impôts et taxes, sauf le cas où il ne serait la propriété, ni de l'agent, ni de l'Etat que celui-ci représente.

**VI. — Résolution concernant le problème de l'accès
des particuliers à des juridictions internationales.**

(IX^e Commission.)

L'Institut de Droit International est d'avis qu'il y a des cas dans lesquels il peut être désirable que le droit soit reconnu aux particuliers de saisir directement, sous des conditions à déterminer, une instance de justice internationale de leurs différends avec des Etats.

**VII. — Déclaration relative à la Codification
du droit international.**

(1^{re} Commission.)

Au moment où la codification entreprise sous les auspices, en Amérique, de l'Union Panaméricaine, à Genève, de la S. D. N., entre dans une phase active,

L'Institut de Droit International, fondé il y a plus de cinquante ans, pour favoriser le progrès du droit des gens en travaillant à formuler les principes généraux de la science de manière à répondre à la conscience juridique du monde civilisé, et en donnant son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du droit international,

Assure de sa sympathie le double effort mis sur les deux Continents au service de la codification et, pour continuer à s'acquitter de la mission à lui dévolue par ses statuts,

Déclare que :

1^o La codification ne doit pas se limiter à formuler le Droit des Gens tel qu'il est, mais doit le développer tel qu'il doit être, suivant les règles que, dans l'évolution de la vie internationale, l'intérêt de l'humanité conseille et la morale et la justice commandent;

2^o L'œuvre de codification ne peut être réalisée que si, la détermination de ces règles est tout d'abord entreprise par des organismes scientifiques, groupant des jurisconsultes de différentes nationalités, — ce qui permet aux divers systèmes d'apparaître — prenant leurs résolutions, non pas à l'unanimité, loi des conférences diplomatiques, mais à la majorité;

3^o L'exemple des conférences de La Haye de 1899 et

de 1907, en liaison avec les résolutions de l'Institut américain de droit international, le montre : l'œuvre de codification doit être précédée de cette préparation scientifique indépendante, elle-même appuyée sur l'observation, la jurisprudence et la doctrine ;

4° La détermination des règles du Droit des Gens doit s'accomplir en abordant toutes les parties de ce Droit, sans se laisser guider par des considérations d'intérêt politique, mais par le sentiment de la maturité juridique des règles à la suite du progrès de la doctrine et de la jurisprudence ;

5° Cette détermination ne peut s'accomplir qu'en s'inspirant des principes généraux de droit et, plus précisément, des principes fondamentaux du Droit des Gens tels qu'ils se dégagent des conditions de la vie contemporaine et du progrès de l'esprit international.

En conséquence des déclarations qui précèdent,

L'Institut estime :

que ses décisions, depuis l'origine, peuvent être considérées comme autant de projets fragmentaires susceptibles, après la revision et les additions que le temps commande, de s'unir en un corps de règles, sous des principes déterminés, pour former un code soumis, à titre de suggestion, à l'approbation gouvernementale.

que, pour continuer son concours aux tentatives actuelles de codification du droit international, l'Institut doit, tout en poursuivant l'examen des problèmes du Droit des Gens né des conditions nouvelles de la vie internationale, reprendre — ce qu'il a déjà commencé — ses résolutions antérieures pour s'assurer de leur rigoureuse concordance avec ces mêmes conditions ;

que, pour procéder à cette révision et fixer l'orienta-

tion de ces travaux, l'Institut doit s'efforcer de dégager les principes fondamentaux qui résultent des conditions actuelles de la vie des peuples et du développement du sentiment de justice dans la conscience internationale;

enfin, qu'au moment où les Etats entreprennent officiellement la grande œuvre de la Codification, il convient à l'Institut d'élaborer un plan indiquant toutes les matières qui doivent y être comprises suivant l'état actuel de la science.

TROISIEME PARTIE.

Notices relatives aux Membres et Associés de l'Institut.

I.

Notices relatives aux Associés élus à la session de New-York, en 1929.

M. FRIEDRICH GAUS,

Conseiller juridique et Chef du Bureau juridique
au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Gaus n'a pu, par suite du caractère confidentiel de ses fonctions, publier des ouvrages concernant le droit international. Il a pris une part très importante à la préparation et à la conclusion de nombreux traités internationaux récents, notamment à la conclusion du Traité d'arbitrage et de conciliation entre le Reich allemand et la Confédération helvétique (3 décembre 1921) ; à la préparation des accords de Locarno du 16 octobre 1925. Membre du Conseil consultatif de la « Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht ». Auteur d'une série de conférences faites à la « Verwaltungsakademie » sur divers problèmes du droit international moderne.

M. JAMES LESLIE BRIERLY.

Notice biographique.

Né le 9 septembre 1881. Nommé professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Manchester en 1920, et à l'Université d'Oxford en 1922, où il occupe actuellement la chaire de droit international. Membre du

comité d'experts attachés à la « Commission de Codification du Droit International » de la Société des Nations. Membre du comité de rédaction du « British Yearbook of International Law ».

Publications : 1° *Jus Peciale*. — 2° *Le Tractatus de Bello* de Giovanni de Legnano. — 3° *The Shortcomings of International Law* (Les défauts du droit international) dans le « British Yearbook of International Law, 1924 ». — 4° *Matters of Domestic Jurisdiction* (Matières de compétence nationale) dans le même Annuaire, 1925. — 5° *Judicial settlement of International disputes*. (Solution judiciaire des différends internationaux) dans le « Journal of the British Institute of International Affairs », 1925. — 6° *International Law-Task of the Geneva Committee* (La mission juridique du comité de Genève) dans le « Times ». — 7° Collaborateur de l'article sur *Conflict of Law in Lord Halsbury's Laws of England*. — 8° *The draft code of american international law*, dans le « British Yearbook of international law », 1926. — 9° Les accords de Locarno dans le « Bulletin de la Fédération universitaire internationale », 1926. — 10° *International law as a subject of education* dans le « Journal of the Society of Public teachers of law », 1926. — 11° *International law and Theories of the State*, dans le « Law Journal », 1927. — 12° *An international criminal court*, dans le « British Yearbook », 1927. — 13° *The obsolescence of treaties*, dans les « Grotius Society Transactions », 1925. — 14° *Introduction to the international Law of Peace*, Oxford, 1928. — 15° *Le Fondement du droit international*, cours professé à l'Académie de La Haye (sous presse). — 16° *The theory of implied State complicity in international claims*, dans le « British Yearbook of international law », 1928.

SIR JOHN FISCHER WILLIAMS, K. C.

Notice biographique.

Né à Londres, le 26 février 1870. Fellow de New College Oxford, 1892-1899. Prix Arnold, 1893. Inscrit comme avocat à Lincoln's Inn. Conseiller juridique au Ministère de l'Intérieur, de 1918 à 1920. C. B. E., 1918. Conseiller du Roi, 1922. Membre de l'International Law Association. Conseiller juridique britannique à la Commission des Réparations depuis 1920. Membre de la Conférence de Londres pour l'établissement du plan Dawes, 1924. Professeur à l'Académie de droit international de La Haye, 1923, 1924 et 1927. Membre du Comité mixte du désarmement nommé par la S. D. N. (1925) et du Comité de la S. D. N. pour la répression du faux-monnayage (1927). Membre de la Commission permanente de conciliation entre la Suède et la Tchécoslovaquie (1926). Membre du Comité de rédaction du « British Yearbook of international law ».

Publications : 1° *Le droit international et les obligations financières résultant d'un contrat* (Bibliotheca Visseriana, tome II). — 2° *L'entr'aide financière internationale* (Cours professé à l'Académie de droit international, en 1924). — 3° *Aspects juridiques des transferts contractuels de richesses entre États* (Cours à l'Académie de droit international, en 1927). — 4° *A New International Law* (1924). — 5° *The Statute of the League of Nations in international law* (1926). — 6° Nombreux articles dans le « British Yearbook of International Law » et dans « The American Journal of International Law ».

M. CAMILLO BARCIA TRELLES,

Notice biographique.

Professeur de droit international à l'Université de Valladolid, Professeur à l'Académie de droit international de La Haye, Membre fondateur de l'Association « Francisco de Vitoria », Président de la Section d'études américaines de l'Université de Valladolid, Membre de l'Instituto Ibero Americano de Derecho comparado, Boursier de la « Carnegie Endowment for International Peace » pour étudier aux États-Unis la doctrine de Monroe.

Publications : El Problema Balcánico, 1912. — El Derecho de la Guerra marítima, 1912. — Origen y evolución de la Doctrina de Monroe, 1915. — Ensayo sobre un imperialismo de raza : El Pangermanismo, 1916. — La política exterior norte americana de la post-guerra, 1924. — La tendencia continentalista en América, 1925. — El imperialismo del petróleo y la paz mundial, 1926. — Panamericanismo e Ibero-americanismo, 1927. — La Academia de Derecho Internacional de la Haya, 1927. — Francisco de Vitoria, fundador del Derecho internacional moderno, 1928.

En collaboration avec Augusto Barcia : El Tratado de Versailles y sus antecedentes, 1920.— La Codificación progressiva del Derecho Internacional, 1926.

M. ETIENNE BARTIN.

Notice biographique.

Né le 2 octobre 1860, Docteur en droit de Paris, 1885 ; Agrégé des Facultés de droit, 1887. — Professeur de

droit romain à l'Ecole d'Alger, 1887. Agrégé à la Faculté de droit de Lille et chargé du cours de droit international privé (1889-1893). Professeur à la Faculté de Droit de Lyon, 1896 (procédure civile et droit civil) (1895-1901). Professeur à la Faculté de droit de Paris (droit civil et droit international privé, 1907).

Principales publications : 1° Etudes de droit international privé, 1899. — 2° Effets internationaux des jugements, 1907. — 3° Réédition des tomes VI à XII du Cours de droit civil français d'Aubry et Rau, 1912-1922. — 4° Collaborations au Dalloz et au Chunet, 1924-1929.

Le R. P. YVES DE LA BRIÈRE, S. J.,
Professeur à l'Institut Catholique de Paris.

Notice biographique.

Né à Vif (Isère), le 30 janvier 1877. Entré dans la Compagnie de Jésus en 1894 et ordonné prêtre en 1906. Études supérieures de belles-lettres (1896-1898), d'histoire moderne (1898-1900), de philosophie, théologie, sciences juridiques (1900-1907). Enseignement de la théologie historique (1907-1909). Rédaction de la chronique mensuelle de politique religieuse et de questions internationales à la Revue *Les Études* (Paris), depuis janvier 1910. Premier titulaire de la chaire des Principes chrétiens du Droit des gens, créée à l'Institut catholique de Paris, en mémoire des morts de la guerre, depuis novembre 1920. Nombreuses conférences en France et à l'étranger, notamment une série de quinze leçons sur les problèmes internationaux du monde contemporain à l'Université de Louvain, en 1924. Membre de l'Union catholique des études internationales; de la Ligue des

catholiques français pour la Justice internationale; du groupement universitaire pour la Société des Nations; du Comité National d'Etudes sur la Société des Nations.

Principaux travaux publiés en matière internationale: Dans le Dictionnaire apologétique de la Foi catholique (chez Beauchesne, Paris), article « Paix et Guerre ». — Dans le Dictionnaire pratique des connaissances religieuses (chez Letouzey, Paris), articles: « Guerre de 1914-1918 », « Guerre et Paix », « Convention de La Haye », « Problème international » (pacifisme, nationalisme, impérialisme, équilibre des Puissances, organisation internationale), « Chrétienté médiévale ». — Les tomes III, IV, V du recueil d'études contemporaines sur les Luites présentes de l'Eglise ont pour principal objet les questions internationales et diplomatiques, d'ordre politico-religieux, de la Grande Guerre et de l'Après-Guerre (volumes in-8° écu, à Paris, chez Beauchesne). Le tome III fut présenté et loué à l'Académie des Sciences morales par Louis Renault. — L'Organisation internationale du monde contemporain et la Papauté souveraine (Paris, éditions Spes, 1924, in-8° écu). — La Société des Nations. (Paris, Beauchesne, 1918, in-16). — L'Evolution du Droit des Gens sur le passage des armées belligérantes à travers les territoires neutres (Anvers, 1926). — Les grands Impérialismes contemporains: Angleterre, Allemagne, Amérique (Anvers, 1925). — Le Principe des Nationalités, dans la « Revue de Philosophie » (Paris, mars-avril et mai-juin 1925). — La conception des théologiens catholiques sur la juste guerre et la juste paix, dans la « Revue générale de Droit international public » (1925). — Le Concert européen et l'Equilibre des Puissances, dans

la « Revue des Institutions et du Droit » (mars-avril et mai-juin 1925), Lyon. — Articles de la Revue *Les Etudes* (Paris) sur les plus récentes affaires de la Société des Nations : la V^e Assemblée (5 octobre 1924) ; Le Protocole de Genève (5 août 1925) ; La VI^e Assemblée (5 octobre 1925) ; L'accident de Genève (5 septembre 1926) ; La VII^e Assemblée (5 novembre 1926) ; Le Pape et la Société des Nations (5 décembre 1926). — L'organisation internationale du monde contemporain et la papauté souveraine, 1928. — Diverses chroniques dans la Revue *Les Etudes*. — L'évolution du droit des gens concernant la doctrine et la pratique des représailles en temps de paix et en temps de guerre (Cours à l'Académie de droit international, 1928). — La question des Optants hongrois de Transylvanie, dans la *Revue de droit international* de l'ouvrage « La Réforme agraire en Roumanie ». — La caducité du droit de coercition pénale entre Etats durant le temps de paix (Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques, 1929). — Le Congrès de Vienne et la préfiguration de plusieurs d'entre les organismes actuels de collaboration internationale (Communication à l'Académie diplomatique internationale). — La conception du droit international chez les théologiens catholiques (Cours au Centre européen de la Doctation Carnegie de Paris, 1929). — Rapport au groupe français de l'Union catholique d'Etudes internationales sur les droits et devoirs des Minorités devant la S.D.N. — La question romaine, dans la *Revue de droit international* (Lapradelle), 1929. — Le Traité de Latran et le nouvel Etat pontifical dans la *Revue de droit international et de législation comparée* (Gand), 1929.

M. GEORGES SCHELLÉ,
Professeur à la Faculté de droit de Dijon ;
Chaire de droit international public.

Notice biographique.

Né le 19 mars 1878. Lauréat de la Faculté de droit de Paris (prix de thèse, 1926) ; diplômé de l'Ecole des sciences politiques ; secrétaire de l'Ambassadeur du Brésil à la deuxième Conférence de la Paix (1907) ; Enseignement du droit international à l'Université de Sofia (1908-1910) ; Secrétaire de la délégation américaine dans l'affaire arbitrale de la « Orinoco Steamship » (1910) ; chargé de cours à Dijon et à Lille (1910-1911) ; agrégé des Facultés de droit (premier du Concours de droit public, 1912) ; enseigne depuis lors le droit international public à Dijon ; professeur à l'Académie de droit international de La Haye (1924) ; expert technique de la délégation française à la Cinquième Assemblée de la S. D. N.

Publications : 1° Zouch, dans la collection « Les fondateurs du droit international » (1904). — 2° Contrats et traités d'assiento (1906). — 3° L'Etat Bulgare (1911). — 4° Le Pacte des Nations avec préface de Léon Bourgeois (1920). — 5° La morale des Traités de Paix (1920). — 6° La Société des Nations et son œuvre (1925). — 7° Le droit ouvrier (1922) deuxième édition 1928. — 8° Une crise de la S. D. N. (1927). — 9° Manuel de législation industrielle (1927). — 10° Le Problème de la S. D. N. (Année politique, 1928). — 11° L'arrêt du 21 janvier et la compétence du Tribunal arbitral mixte (Revue générale de droit international public, 1928). — 12° La situation juridique de Vilna et de son territoire

(même Revue). — 13° Le pacte Briand-Kellog et le Pacte Litvinoff (Monde Slave, 1928). — *Sous presse* : L'Organisation internationale du Travail (un vol. de 350 pages).

M. GABRIELE SALVIOLI.

Notice biographique.

Né à Palerme, le 9 février 1891; Docteur en droit (1912); Avocat; Professeur ordinaire de droit international à l'Université de Camerino (1914); à l'Université commerciale de Trieste (1919); directeur de l'« Institut de droit comparé » auprès de la dite Université; professeur à l'Université de Pise (1925); Chargé de cours de Droit Constitutionnel et de Droit Colonial à l'Université de Pise; de Droit de la guerre maritime à l'Académie Navale de Livourne; professeur à l'Académie de droit international de La Haye. — L'un des Fondateurs-Directeurs de la revue juridique *Il Foro delle nuove provincie*. Membre du Comité Juridique de la T. S. F.; membre de la Commission permanente pour la préparation des conférences de droit international privé de La Haye.

Principales publications: Le doppie imposte in diritto internazionale, 1912. — Sulla teoria dell'« accordo » in Diritto internazionale, 1914. — Alcuni principi generali di diritto internazionale, 1919. — Studi sui caratteri dell'ordinamento giuridico internazionale, 1921. — La Corte Permanente di Giustizia internazionale, 1923. — Il riconoscimento degli Stati, 1926. — La Jurisprudence de la Cour Permanente de Justice Internationale, 1927. — Gli accordi di Locarno, 1927. — Sulle obbligazioni in diritto internazionale privato, 1919. — Su alcune ques-

tioni circa la competenza giurisdizionale (internazionale). — Sui conflitti di legislazione tra le vecchie e le nuove provincie, 1922. — Conflitto di leggi personali in materia di divorzio, 1928.

M. FÉLIX CALONDER.

M. Félix Calonder, né à Trins (Grisons, Suisse), en 1863, promu docteur en droit à Berne, 1889 (thèse : *Ein Beitrag zur Neutralität der Schweiz*) ; a pratiqué le barreau et, avant d'entrer dans le Gouvernement Fédéral suisse, a joué un rôle important comme député dans le Parlement de son Canton et notamment comme membre du Conseil des Etats de l'Assemblée Fédérale. Membre du Conseil Fédéral de 1913 à 1920, M. Calonder fut Président de la Confédération Suisse pour 1918.

Les activités de M. Calonder, qui ont un caractère international, sont notamment les suivantes :

1. Délégué de la Suisse pour les négociations entre la Suisse et le Grand-Duché de Bade au sujet des questions relatives aux forces hydrauliques et à la navigation sur le Rhin de Bâle au Lac de Constance, 1908-1913.

2. Chef du Département Politique du Conseil Fédéral suisse (Affaires étrangères), 1918 et 1919. En cette qualité, M. Calonder a présidé entre autres la commission d'experts chargée de l'étude des questions relatives à la Société des Nations.

3. Délégué du Conseil Fédéral à la Conférence des Etats neutres à Paris, 1919, pour le projet de Pacte de la Société des Nations.

4. Membre de la commission instituée par la Société des Nations pour la question des Iles d'Aaland.

5. Délégué de la Suisse dans la Commission internationale du Rhin à Strasbourg, 1921-1922.

6. Président et arbitre pour les négociations sur la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922, concernant la Haute-Silésie.

7. Président de la Commission mixte pour la Haute-Silésie depuis 1922.

M. GEORGES SAUSER-HALL.

Né à La Chaux-de-Fonds, le 26 septembre 1884.

1. *Activité scientifique* : Licencié en droit, en 1906 ; docteur en droit en 1910 ; avocat des barreaux de Neuchâtel (1908) et Genève (1911) ; deux fois lauréat de l'Université de Genève (prix Bellot en 1911 et prix Joseph des Arts, en 1914).

De 1910 à 1912 : cours de privat-docent à l'Université de Genève sur le droit des gens, le droit international privé et le droit civil comparé. Depuis 1912, professeur à l'Université de Neuchâtel, titulaire de la Chaire de Droit civil comparé et de la Chaire de Droit international privé. En congé depuis 1926, date à partir de laquelle M. Sauser-Hall remplit à Constantinople les fonctions de Conseiller juridique désigné en exécution du Traité de Lausanne, M. Sauser-Hall a été de 1924 à 1926 professeur de Droit civil comparé et de Droit commercial à l'Université de Genève. Après avoir quitté la Suisse, M. Sauser-Hall a donné à l'Université de Stamboul et continue à donner une série de conférences sur l'introduction du nouveau droit civil en Turquie.

Publications : 1° Les belligérants internés chez les neutres. Thèse de doctorat, 1910, couronnée par l'Université de Genève. — 2° Méthode et fonction du droit comparé.

1913. — 3° La nationalisation des étrangers en Suisse, 1914, couronné par l'Université de Genève. — 4° Le droit d'option, 1915. — 5° La nationalité en droit suisse, 1915. — 6° Manuel d'instruction civique, troisième édition, 1921. — 7° L'internement des prisonniers de guerre, dans la *Revue de droit international public* (Fauchille), Paris, 1912. — 8° Série de 17 articles sur « Le droit des gens et la guerre actuelle » dans la *Semaine Littéraire*, Genève, 1914-1915. — 9° Revue de jurisprudence suisse dans le *Journal de Droit International privé* (Clunet). — 10° Les commissions rogatoires entre la Suisse et les Etats étrangers; *Journal Clunet*, Paris, 1920. — 11° La situation juridique des étrangers en Suisse, *Bulletin de la Société de Législation comparée*, Paris, 1921. — 12° Les personnes morales étrangères en Suisse, dans le même Bulletin, Paris, 1921. — 13° Nombreux articles dans *La Suisse Latine*, *Les Feuillets*, *Wissen und Leben*, *Le Journal de Genève*, *Le Dictionnaire historique et biographique suisse*. — 14° Les droits privés des neutres et les traités de Paix, Lausanne, 1924. — 15° Les dommages de guerre et les neutres, 1924. — 16° Les effets internationaux des jugements rendus sur la base des traités de paix, *Journal Clunet*, 1924. — 17° Les obligations en droit international privé, rapport à la Société suisse des juristes (Davos, 1925). — 18° Introduction à l'étude du nouveau droit civil en Turquie. Conférences faites à l'université de Stamboul, 1927. — 19° En préparation : L'abolition du régime capitulaire en Turquie.

II. *Activité pratique* : Pratique du barreau de 1908 à 1912. Adjoint au Département politique fédéral depuis 1915; chef du contentieux à la Division des Affaires étrangères de 1920 à 1924. Préparation d'un grand nom-

bre de lois, messages au Parlement, négociations avec les Etats étrangers.

1) Collaboration au Concordat intercantonal sur l'assistance. — 2) Message sur la revision de la loi sur la naturalisation du 25 juin 1903. — 3) Message sur la revision de l'article 43 Const. Féd. (Incorporation *jure soli*). — 4) Collaboration à la loi sur la représentation proportionnelle, rédaction du texte français de la loi. — 5) Organisation de la juridiction consulaire suisse en Chine. — 6) Négociations avec l'Allemagne sur les hypothèques avec clause d'or, en décembre 1920, à Berne, et en mars 1923, à Munich. — 7) Négociations avec l'Allemagne sur les contrats d'assurance, en mars et septembre 1922 à Berne et septembre 1923 à Stuttgart. — 8) Négociations avec l'Allemagne sur la double imposition, en novembre 1922 à Carlsruhe. — 9) Négociations avec la Roumanie concernant l'ouverture d'un crédit de 40 millions, en juillet 1922, à Berne. — 10) Négociations avec la Roumanie concernant le règlement des dettes privées à Berne, juin 1924. — 11) Négociations avec la France au sujet de la valorisation des assurances en Alsace-Lorraine, à Paris, en mars 1925. — 12) Délégué de la Suisse à la V^e Conférence de droit international privé à La Haye, octobre-novembre 1925. — 13) Conseiller-légiste du Gouvernement ture, avec résidence à Constantinople, sur présentation par la Cour de Justice Internationale à La Haye.

M. le Dr José MATOS.

Notice biographique.

Né au Guatémala, le 1^{er} septembre 1875. Licencié en

droit de la Faculté de Guatémala, 1896, Docteur en droit de l'Université Centrale de Madrid, 1897. — Docteur « *Honoris causa* » de l'Université de San-Marcos de Lima, Pérou, 1924. — Docteur « *Honoris causa* » de l'Université du Mexique, 1927. — Membre de la « *Real Academia de Jurisprudencia* » de Madrid, 1897. — Membre de l'« *International Law Association* ». — Membre de l'Institut Américain de Droit international. — Membre de la Société des Avocats de Lisbonne. — Membre de l'Académie des Sciences politiques de Philadelphie. — Membre de la Commission de Jurisconsultes de Rio-de-Janeiro. — Membre de la Commission de Réforme du Code Civil du Guatémala. — Membre de l'Association de Francisco Vitoria, de Madrid. — Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye. — Ancien Ministre des Affaires Étrangères. — Ministre plénipotentiaire de Guatémala en Europe.

Publications : *Estudio del Derecho Internacional en los Países americanos*, 1916. — *La Segunda Reunion del Instituto Americano del Derecho Internacional*, 1917. — *Curso de Derecho internacional privado* (volume de 567 pages), 1922. — *Los principios del domicilio y de la nacionalidad y la proxima reunion de Jurisconsultos de Rio Janeiro, Habana*, 1925. — *En préparation* : Cours de droit international public.

M. VICTOR M. MAÏRTUA.

De nationalité péruvienne, M. Maïrtua a été durant de longues années professeur de philosophie du droit à l'Université de San-Marcos. Plusieurs fois député et ministre; auteur du Code pénal péruvien. Actuellement

ministre du Pérou à Rio-de-Janeiro; a pris une part très active aux Conférences panaméricaines, spécialement aux travaux de la Commission de Juristes pour la codification du droit international, aux délibérations de la VI^e Conférence Panaméricaine de La Havane et à celles de la récente Conférence de Washington sur la Conciliation et l'Arbitrage. A professé, en 1928, un cours à l'Académie de droit international de La Haye, sur la Responsabilité des Etats. Publiera prochainement deux études sur le développement de la Nationalité et sur les Principes de la Colonisation au Nouveau-Monde, d'après Las Casas.

M. BOHDAN WINIARSKY,
Professeur à l'Université de Poznan (Pologne).

Notice biographique.

Né en 1884 à Bohdanowo (Palatinat de Bialystok, Pologne), a fait ses études de droit aux Universités de Varsovie et de Cracovie; docteur en droit, 1910. Etudes spéciales de droit public à Paris, 1910 et 1911 (Renault, Larmaudé, Pillet, de Lapradelle, Politis) et à Heidelberg, 1913. Chargé de cours à l'Ecole Polonaise des Sciences Politiques fondée à Cracovie par le Professeur Comte Rostworowski (1911-1914). Secrétaire de la section juridique du Comité National Polonais (Varsovie et Péetrograde, 1914-1917, Paris, 1917-1919). Conseiller juridique de la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix (1919-1920). Professeur agrégé à l'Université de Poznan, 1921, professeur de droit international à cette Université depuis 1922.

Membre de la Délégation Polonaise à la Première As-

semblée de la Société des Nations (1920), délégué suppléant à la 4^e Assemblée (1923).

Membre du Comité provisoire des Communications et du Transit (1919-1920). Délégué de la Pologne à la Première Conférence Internationale des Passeports (1920), délégué suppléant à la première Conférence Générale des Communications et du Transit à Barcelone (1921), délégué de la Pologne à la deuxième Conférence Générale à Genève, 1923, Membre de la Commission Consultative et Technique des Communications et du Transit, 1921-1923 et 1923-1927; vice-président de cette Commission, 1924-1926. Assesseur de la Cour Permanente de Justice Internationale pour litiges de transit et de communications. Délégué de la Pologne à la Commission internationale de l'Oder (depuis 1923). Président du Comité de droit privé fluvial (Société des Nations), depuis 1925.

Principales publications : 1. Le conflit constitutionnel russo-finlandais, 1911 (en polonais). — 2. La Représentation proportionnelle et la réforme électorale en France, 1913 (en polonais). — 3. Royaume de Pologne, Documents relatifs à la situation juridique du R. de P. à l'égard de l'Empire de Russie, 1915 (en polonais). — 4. Les institutions politiques de la Galicie, 1915 (en polonais). — 5. Régime politique et administratif dans la Pologne autrichienne, Fribourg-Lausanne, 1921 (avec collaboration d'autres auteurs; ce livre constitue le 4^e volume de l'Encyclopédie Polonaise). — 6. Les institutions politiques en Pologne au XIX^e siècle, Paris, 1921. Même ouvrage en polonais, 1923. — 7. Les fleuves de Pologne au point de vue du droit international, 1922 (en polonais). — 8. Plusieurs études publiées dans les

revues polonaises (L'Institut de Droit International, 1910; La navigation aérienne et le droit, 1911; Le transit international, 1922; La Pologne et Dantzig, 1922; La question de Memel, 1923; La question des nationalités, 1923, etc.), ainsi que comptes rendus critiques. En 1928, M. Winiarski a publié en langue polonaise un important ouvrage : Arbitrage, Sécurité et Désarmement.

M. SABURO YAMADA,
Professeur à l'Université Impériale de Tokio.

Notice biographique.

M. Saburo Yamada, Membre de l'Académie Impériale du Japon, professeur à l'Université Impériale de Tokio, Conseiller du Bureau de législation, président de la Commission nationale pour la Coopération intellectuelle, est né le 18 novembre 1869, dans la préfecture de Nara. En juillet 1895, il obtint le titre de licencié en droit de l'Université Impériale de Tokio. En décembre 1897, le Gouvernement Impérial l'envoya en mission en France, en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis, pour étudier le droit international public. A son retour au Japon, en juillet 1901, il fut nommé professeur à la Faculté de droit de l'Université Impériale de Tokio, où il occupe depuis lors la chaire de droit international privé; la chaire de droit international public lui fut en outre attribuée en septembre 1915. En octobre 1919, le Gouvernement Impérial le nomma membre de la Commission d'exécution du traité de Paix. De janvier à juillet 1920, il représenta le Japon à la Commission internationale pour l'affaire de Teschen. De 1921 à 1924

il fut Doyen de la Faculté de droit de l'Université Impériale de Tokio. Son élection à l'Académie Impériale date d'avril 1925. En avril 1926, il organisa la Commission nationale pour la coopération intellectuelle, qu'il préside depuis lors. En 1897, comme rédacteur adjoint à la Commission de codification du code civil, il collabora à la rédaction de la loi dite Hô-rei concernant le droit international privé. En cette même année il fonda, avec un groupe de savants éminents, l'Association japonaise de droit international. En 1902, il fonda, d'autre part, la « Revue de droit international et de diplomatie », dont il est resté rédacteur en chef.

Principales publications (en japonais) : 1° Le droit international privé au Japon. — 2° De la condition juridique des étrangers. — 3° La piraterie en droit international et le code pénal du Japon. — 4° Les personnes morales étrangères. — 5° Hugo Grotius, le père du droit international. — 6° Sur l'affaire du *Lotus*. — 7° La Société des Nations et la codification du droit international.

II.

Publications des Membres durant la période 1928-1929.

ALVAREZ (Alejandro).

« *Projet de Règlement de la Neutralité Maritime* », présenté en 1917 à l'Institut Américain de Droit International, en 1923 avec d'autres projets à la Cinquième Conférence Panaméricaine, et en 1929 à l'Académie Diplomatique Internationale.

« *La Codification du droit international* », Rapport présenté à l'Institut de Droit International, en 1929.

ANZILOTTI (Dionisio).

Cours de droit international. Premier volume : « *Introduction, théories générales* ». — Traduction française, d'après la troisième édition italienne, revue et mise au courant par l'auteur, par G. Gidel. Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1929.

« *La riconvenzione nella procedura internazionale* », dans le volume : *Scritti della Facoltà giuridica di Roma in onore di Antonio Salandra*, Milano, 1928.

« *La condizione giuridica internazionale della Santa Sede in seguito agli accordi del Laterano* », dans la *Rivista di diritto internazionale*, vol. XXI, n° 2, Roma, 1929.

« *Ständiger internationaler Gerichtshof* », dans le vo-

lume *Die höchsten Gerichte der Welt*, von Justizrat Dr Julius Magnus, Leipzig, 1929. ,

Lehrbuch des Völkerrechts, Bd I: « Einführung, Allgemeine Lehren, vom Verfasser durchgesehen und autorisierte Uebersetzung nach der 3, erweiterte und revidierte italienischen Auflage von Cornelia Bruns und Dr Karl Schmid ». Berlin und Leipzig, 1929.

AUDINET (Eugène).

« Domaine et limites du principe de l'autonomie de la volonté dans les contrats à titre onéreux ». (Mélanges Pillet).

« La nationalité française dans les colonies » (*Journal du droit international*).

BARCLAY (Sir Thomas).

Deux articles dans le *Manchester guardian*, du 23 octobre et du 4 novembre 1929, sur « L'Institut de droit International ».

« La liberté des Mers », (publication de l'Académie Diplomatique Internationale).

« Politique expérimentale en Ecosse et en Irlande », *Mercur de France*, 1929.

BARRA (Léon de la).

« Sentences rendues par les Tribunaux Mixtes franco-autrichien, franco-bulgare, gréco-bulgare et anglo-franco-bulgare ». *Recueil des sentences des Tribunaux Arbitraux Mixtes*, Paris.

BOREL (Eugène).

« Les problèmes actuels dans le domaine du dévelop-

pement de la justice internationale ». Conférence donnée à la Société suisse de Droit International. Publication 22 de cette société. Orelle-Fusslé, Zurich, 1928.

BROWN (Philip Marshall).

Editorials in the *American Journal of International Law*.

Contributions to *American Encyclopaedia of Social Science on subjects of Capitulations and Extraterritoriality*.

BUSTAMANTE (Y Sirven Antonio de).

Le Code de droit international privé et la VI^e Conférence Panaméricaine, Paris, 1929.

Tres Conferencias de D. I. Privado en la Universidad del Northwestern, Habana, 1929. *El Mar Territorial*, Habana, 1930; *La Mer Territoriale*, Paris, 1930; *Territorial Sea*, Washington, 1930 (édition allemande en préparation). *El Código de Derecho Internacional Privado y la VI Conferencia Panamericana*, Habana, 1929.

CATELLANI (Enrico).

La libertà del Mare.

« Le vie della pace; la Conferenza di Genova; negli Atti del R^o Istituto Veneto di Scienze », *Lettere ed Arti*, Aprile 1929.

La parola; Asia dopo il 1850; nella *Enciclopedia Italiana* Freuani, Vol. IV.

Lezioni di Diritto Internazionale tenute nella R^o Università di Padova nell' Anno Accademico, 1928-1929, raccolte dagli Studenti Dr Luigi Guerriero e Giuseppe Altomare. Padova, Cedam, 1929, 1 vol. di 797 pagine.

CAVAGLIERI (Arrigo).

Lezioni di diritto internazionale privato, 2 edizione, Casa editrice Rondinella, Maddaloni a Toledo, Napoli.

DIÉNA (Giulio).

« La nuova legge francese scella nazionalita e le sue ripercussioni per gli italiani » (*Rendiconti dele Reale Istituto Lombardo di Scienze e Lettere*, 1928).

« La Santa Sede e il diritto internazionale dopo gli accordi Lateranensi dell' 11 Febbraio 1929 ». (*Rivista di Diritto Internazionale*, 1929, fase. II.)

DURUIS (Charles).

« Les antécédents de la Société des Nations: le projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre » (*Source de droit international*, 1928.)

« Les antécédents de la Société des Nations : le plan d'Adam Ozartoryski et d'Alexandre. » (*Revue de droit international*, 1929.)

GEMMA.

Note di diritto internazionale privato in relazione alle riforme legislative italiane. Bologna, 1929.

FERNANDEZ PRIDA.

Une brochure sur la: « Influencia de los tvatadistas espagnoles en la formacion de la ciencia del Derecho internacional publico », Madrid, 1929.

LE FUR (Louis).

« La délimitation de la compétence de la Société des Nations », dans les *Mélanges Hauriou*.

Préface au *Traité général de l'Etat* de Marcel de la Bigne de Villeneuve.

LOUTER (Dr J. de).

Articles variés de journaux et d'autres périodiques.

MAHAIM (Ernest).

« Histoire de la Convention de Washington sur la durée du travail », *Revue Economique Internationale* (déc. 1928).

« L'Organisation Economique de la Société des Nations », *La Revue Belge*, mars, 1929.

« Marxisme et libéralisme », *Le Flambeau*, décembre 1928 et 1929.

MONTLUC (Léon de).

Dettes interalliées. (Drevet, Corbell, 1928.)

Notre Doctrine : Etats-Unis d'Europe. (Solsona, rue Hallé, Paris, 1929.)

La Codification du Droit International. (Drevet, Corbell, 1929.)

NIEMEYER (Theodor).

Handbuch des Abrüstungsproblems, 3 volumes, Berlin.

Niemeyers Zeitschrift für Internationales Recht, vol. XL, XLI.

NOLDÉ (Baron Boris).

En collaboration avec MM. Eliachevitch et Tager: *Traité de droit civil et commercial des Soviets*, 3 volumes, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1930.

POULLET (Vicomte Prosper).

Manuel de droit international privé belge, 2^e édition, Louvain, 1928.

« Les dernières lois militaires », dans la *Revue Belge*, 1928.

« Rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi approuvant la Convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire. » *Documents parlementaires*, session législative 1927-1928, Chambre, n° 324.)

REUTERSKJÖLD (Charles de).

« Le Statut de la Cour permanente et les conventions d'arbitrage et de conciliation ». (*Scientia*, 1928.)

Cours de Droit des Gens, Upsala, 1928.

Le système de droit administratif de la Suède, 1928.

« Le droit ecclésiastique de la Suède et le mariage ». (Publications de la Faculté de droit d'Upsala, 1928).

ROLIN-JAEQUEMYS (Baron Edouard).

« L'entretien de l'Escaut suivant les Traités ». (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1928.)

« La question dite « du Désarmement » devant la Société des Nations ». (Même Revue, 1929.)

« L'assistance financière contre la Guerre ». (*Bulletin de l'Académie diplomatique internationale*, juin 1929.)

ROUARD DE CARD.

Le différend franco-italien relatif à la frontière méridionale de la Libye. (Pedone et Gaucher, Paris.)

SCHÜCKING (Walther).

« Le développement du Pacte de la Société des Nations. » (*Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, 1927.)

« Die Schule im Dienst des Volks- und Völkerversöhnung », herausgegeben vom Allgemeinen Schleswig-Holsteinischen Lehrverein, Altona, Olsdorf, 1929.

« Das Recht auf die Rheinlandräumung », Berlin, 1929.

« Der Völkerbund » in der Sammelwerk : Volk und Reich der Deutschen herausgegeben von Professor Dr Harms, Bd III, s. 52, Berlin, 1929.

« Staatsrechtliche Reformbestrebungen und Reformen während der Kriegezeit » in Handbuch des Deutschen Staatsrechts herausgegeben von Anschütz und Thoma Bd I, s 87, Tübingen, 1929.

« Die Frage der Kündigung des belgisch-chinesischen Handelsvertrages von 1865 » in dem Sammelwerk « Die Reichsgerichtspraxis im deutschen Rechtsleben », Bd I, s 73, Berlin, 1929.

STREIT (Georges).

« Droit international privé comparé. » (Communication à l'Académie diplomatique internationale, reproduite dans la *Revue de Droit international privé*, 1929.)

« L'abolition des représailles par le Pacte de Paris. » (Communication à l'Académie d'Athènes, *Comptes rendus de l'Académie*, IV, 1929.)

Quelques réflexions sur l'application du Pacte de Paris (soumises au XXVII^e Congrès Universel de la Paix, 1925.)

« Droit international privé ». Dans la *Grande Encyclopédie Hellénique* (en grec).

TAUBE (Baron Michel de).

La question des Optants hongrois en « Transylvanie devant la Société des Nations », dans le deuxième Recueil de Consultations données au Gouvernement roumain. (Paris, 1928.)

« Der grossen Katastrophe entgegen. » (Berlin, 1929), nouvelle édition allemande des Mémoires parus à Paris en 1928 (voir *Annuaire* t. 34, p. 784.)

« Les courants pacifistes dans l'histoire de la Russie », dans le n° 10 de la *Revue de Droit International* (Paris, 1929).

URRUTIA (José de).

Le Continent américain et le Droit international. Avec une préface de M. Nicolas Politis. (Rousseau, rue Soufflot, Paris.)

DE VISSCHER (Charles).

« Les Avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale ». Cours professé à l'Académie de droit international, 1929. *Recueil des cours de l'Académie*, 1929, tome I.

WEHBERG (Hans).

« Die Völkerbundsatzung, erläutert », 3, erweiterte Auflage, Berlin, 1929, Hensel et C^o Veldg.

« Les devoirs du professeur de droit international en temps de crise. » (*L'Esprit international*, janvier 1929.)

« Le problème de la mise de la guerre hors la loi ».

(Académie de Droit International, *Recueil des Cours*, 1928, IV, tome 24 de la collection.)

« Deutschland und die Friedensbewegung. » (Gutachten für den Parlamentarischen Untersuchungsausschuss des Deutschen Reichstags. » *Das Werk des Untersuchungsausschusses*, Erste Reihe, (Fünfter Band, Zweiter Halbband, Berlin, 1929.)

III.

**Publications des Associés
durant la période 1928-1929.**

ALTAMIRA (Rafael).

Temas de Historia de Espana (2 vol., Madrid).*Primer suplemento a la Collection de Constituciones
vigentes de los Estados americanos*, Madrid, 1929.

BARCIA TRELLES (Camilo).

La politica exterior norteamericana de la postguerra,
1924.*El imperialismo del petroleo y la paz mundial*, 1926.*Francisco de Vitoria fundador del derecho Internacio-
nal*, 1928.*La doctrina de Monroe y el problema de la coopera-
cion internacional* (en prensa).

BARTIN (Etienne).

*Principes de droit international privé selon la loi et la
jurisprudence françaises. Première partie*, 1 vol.,
1929.

BATY (Thomas).

« Domestic jurisdiction. » (*Revue de droit internatio-
nal et de législation comparée*, 1929, n° 1).

« The Suppression of War. » (*Quarterly Review*, 1929.)

« The Monroe Doctrine. » (*Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1928.)

BORCHARD (Edwin, M.).

Draft Convention on « The Law Responsibility of States for Damage Done in Their Territory to the Person or Property of Foreigners. ». Special Supplement of the *American Journal of International Law*, 1929.

BRIERLY (James).

The Law of Nations; an Introduction to the International Law of Peace. (Clarendon Press 1928.)

« Le Fondement de l'obligation en droit international. » (*Recueil des Cours de l'Académie de La Haye*, 1928.)

« The Function of Law in international relations » and « The relation of International Law to peace ». (*Problems of Peace*, Oxford University Press, 3rd and 4th series.)

BRIÈRE (Révérend Père de la)

L'organisation internationale du Monde contemporain et la Papauté souveraine. (Paris, éditions Spes.) Deuxième série, années 1924-1925-1926. Troisième série, années 1927-1928-1929.

« Evolution de la Doctrine et de la Pratique en matière de Représailles. » (Académie de Droit international, La Haye, année 1928.)

« Le traité du Latran et le nouvel Etat pontifical. » (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1929.)

« La Diplomatie pontificale et la Condition internationale du Saint-Siège d'après les articles 12, 19 et 24 du Traité du Latran ». (Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, Paris, 1929.)

« La conception du Droit international chez les Théologiens catholiques ». (*Recueil des Cours du Centre européen de la Dotation Carnegie*, Paris, 1929.)

« Le Congrès de Vienne et l'idée d'organisation internationale ». (Séances et travaux de l'Académie diplomatique internationale, 1929.)

« Consultation » au Gouvernement roumain sur les Optants hongrois de Transylvanie. (Tome II de la *Réforme agraire en Roumanie*). Paris et Bucarest, 1928.

Nombreuses collaborations sur la question roumaine et sa solution.

ERICH (Rafael).

« Quelques aspects généraux de la Codification du droit international. » (*Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1929.)

« Observations sur le caractère juridique des avis consultatifs et les conditions requises pour une demande d'avis. » (*Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1928.)

« W. van der Vlugt ; in memoriam ». (*Le Monde nouveau*, 1929.)

« Røbert Hermanson ; in memoriam. » (Valvoja, 1929) en finnois.

HAMMARSKJÖLD (Ake).

« La Cour permanente de Justice internationale à la neuvième session de l'Assemblée de la Société des Na-

tions. » (*Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1928, N° 6.)

Revue de l'ouvrage de M. B. de Francqueville: « L'œuvre de la Cour permanente de Justice internationale. » (*Rivista di Diritto Internazionale*. Série III, vol. IX, 1929.)

« Les affaires traitées par la Cour permanente de Justice internationale pendant la période 1926-1928. » (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1929.)

HILL (David).

« The New International Alignment. » *Saturday Evening Post*, november 9, 1929.

Editorials in *The American Journal of International Law*.

HYDE (Charles Cheney).

« Biography of Charles Evans Hughes as Secretary of State of the United States », in Volume X of *The American Secretaries of State and their Diplomacy*, New-York, 1929: pages 221-401, with appendix and notes, pp. 431-463.

« The Place of Commissions of Inquiry and Conciliation Treaties in the Peaceful Settlement of International Disputes », Proceedings, *American Society of International Law*, 1929, pp. 144-158; published also in *The British Yearbook of International Law*, 1929, pp. 96-110.

« An American Substitute for British Blockades », Foreign Affairs, New-York, 1929, vol. VII, pp. 628-634.

« The Position of the United States on the Most-Favored-Nation Clause in Commercial Treaties », publi-

shed by *American Council on Pacific Relations*, 1929, pp. 1-11.

« Theodore Salisbury Woolsey », in *Memoriam, American Journal of International Law*, Vol. XXIII, 616-617.

« The Interpretation of Treaties by the Supreme Court of the United States », *American Journal of International Law*, Vol. XXIII, 824-828.

KOSTERS (Jean).

« La sixième Conférence de droit international privé. » (*Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1929).

Essai historique sur la conception de la guerre juste; discours prononcé à l'Académie Royale des Sciences, à Amsterdam.

KRAUS (Herbert).

Internationale Schiedsprechung. Berlin und Leipzig, 1929. Edit. Walter De Gruyter et Co.

NIBOYET (Jean).

Répertoire de Droit international; codirection et collaboration à de nombreux mots; 5 vol. parus.

Répertoire d'Alsace. Supplément 1929. Rédaction en chef.

En collaboration avec M. Paul Goulé : *Recueil des textes usuels de droit international*, 2 vol. et supplément 1929.

Direction des *Mélanges Pillet*, 2 vol., 1929.

« Considérations sur la Justice internationale. » (*Mélanges Pillet*.)

« Rapport à la Société d'Etudes législatives sur le Statut des Etrangers. » (*Bulletin de cette Société*, 1928). Reproduit dans la *Revue de droit international privé*, 1929.

« Note sur les Arrêts 14 et 15 de la Cour permanente. » (*Ibid.*, 1929.)

Nombreuses notes de jurisprudence au Recueil Sirey.

RODRIGO OCTAVIO (de Langgaard Menezes).

As Convenções de Paz de 1857 à 1858. (Brasil et Argentina).

Em torno do problema da Nacionalidade.

SALVIOLI (Gabriele).

« La conciliazione e il regolamento giudiziario nei recenti trattati italiani. » (*Annuario di politica estua della Università di Pavia*.)

« Principii generali di diritto internazionale. » (A proposito del « Corso » del prof. Anzilotti. *Rivista di diritto internaz.*, 1928.)

« Controversia giuridica e controversia politica in diritto internazionale. » (*Studi di diritto pubblico e corporativo*, 1928).

« La responsabilité des Etats et la fixation des dommages et intérêts par les Tribunaux internationaux. » (*Recueil des Cours de l'Académie de Droit international*. Sous presse.)

SIFÉRIADÈS (Stelio).

Cours de droit international public (deux volumes).

« L'échange des populations. » Leçons professées à l'Académie de La Haye. *Recueil des Cours*, tome 24.

SERL (Dr Hans).

Lehrbuch der bürgerlichen Rechtspflege, III teil (Schluss), Wien, 1929, Verlag Pichler-Hölder-Tempsky, 843 p.

STRUPP (Dr Karl).

Die Schiedsgerichts-, Gerichts- und Vergleichsverträge des Deutschen Reichs, Berlin, 1929.

« Die Regelung der römischen Frage durch die Lateranverträge », dans *Festschrift für Köbner*, Stuttgart, 1929; die Kristengerässer im Völkerrecht der Gegenwart und Zukunft » dans *Festschrift für das Reichsgericht*, Berlin, 1929; « Staatsangehörige und Fremde », dans *Auschütz-Thomas Handbuch des Deutschen Staatsrechts*, Fribingen, 1929; « Etrangers en Allemagne », dans Niboyet, *Répertoire du droit international*, Paris, 1929; « Mandate », dans Stier-Somlo, *Handwörterbuch der Rechtswissenschaft*, 1929; *Eléments du droit international public universel, européen et américain*, 2^e éd., Paris, 1929; *Situation juridique des Macédoniens en Yougoslavie*, Paris, 1929.

TCHÉOU-WEI (Dr. S.).

Nouvelle édition de Droit international nouveau, 1929.

Emploi des étrangers au service public, 1929.

Tableau des traités internationaux, 1929.

La Société des Nations et la Chine, 1929.

Les concessions et territoires à bail en Chine, 1929.

VERROSS (Dr Alfred).

« Les règles générales du droit international de la

paix. » (*Recueil des Cours de l'Académie de droit international de 1929.*)

WILLIAMS (Sir John Fischer).

Chapters on Current International Law and the League of Nations, Longmann Green and C^o, London, 1929.

QUATRIÈME PARTIE.

**Questions à l'étude
et composition des Commissions.**

PREMIÈRE COMMISSION.

*Codification du Droit international de la Paix.**Rapporteur* : M. Alvarez.*Membres* : MM. Cavaglieri, Diena, Hammarskjöld (père), Sir Cecil Hurst, de Montluc, Nippold, Comte Rostworowski, Schucking, Charles de Visscher, Wehberg.

DEUXIÈME COMMISSION.

*Admission et Expulsion des Étrangers.**Rapporteur* : M. Planas Suarez.*Membres* : MM. Gemma, Cheney Hyde, Kebedgy, Mahaim, Noradounghian, Oda, Peralta, Sperl, Tcheou-Wei, Grafton Wilson.

TROISIÈME COMMISSION.

*Réglementation Internationale des Migrations.**Rapporteur* : M. Mahaim.*Membres* : MM. Anderson, Catellani, de Montluc, Noradounghian, Paulucci del Calboli, Tcheou-Wei, Urrutia, Yamada.

(*) Les Commissions marquées d'un astérisque sont celles qui ont été constituées à la suite de la session de New-York.

QUATRIÈME COMMISSION.

Occupations et Mandats.

Rapporteur : M. Henri Rolin.

Membres : MM. Sir Thomas Barclay, Beichmann, Dupuis, Cheney Hyde, Mandelstam, Rouard de Card, Sela, Strupp, Fernand De Visscher, Wollebaek, Yanguas Messia.

CINQUIÈME COMMISSION.

Création d'un Office international des eaux.

Rapporteur : M. Strupp.

Membres : MM. Alvarez, Sir Thomas Barclay, Gidel, Lémonon, Niemeyer, Nyholm, Schucking, Seferiades, Undén.

SIXIÈME COMMISSION.

*Fleuves internationaux
et voies d'eau d'intérêt international.*

Rapporteur : M. Valloton d'Erlach.

Membres : MM. Adatci, Anzilotti, Dupuis, P. Higgins, Neumeyer, Rey, Scelle, J. Brown Scott, Strupp, Urrutia, Yanguas Messia.

SEPTIÈME COMMISSION.

Nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale : leur valeur et leur portée positive en droit international.

Rapporteur : M. Negulesco.

Membres : MM. Basdevant, Cavaglieri, Erich, Gaus, Gidel, baron Rolin-Jacquemyns, Simons, Streit, Undén, Charles De Visscher.

HUITIÈME COMMISSION.

Reconnaissance, détermination et signification, en droit international, du domaine laissé par ce dernier à la compétence exclusive d'un Etat.

Rapporteur : M. Le Fur.

Membres: MM. Borel, Bourquin, Huber, Mercier, Politis, Schücking, J. Brown Scott, Strisower, baron Taube.

NEUVIÈME COMMISSION.

Problème de l'accès des particuliers à des Juridictions internationales.

Rapporteur : M. Sfériadès.

Membres: MM. Borchard, de Bustamante, Coudert, Gidel, P. Higgins, Koster, Kraus, Loder, Mercier, Nérinx, Ferdinand De Visscher.

DIXIÈME COMMISSION (*).

Compétence des Juridictions Internationales.

Etude des questions inscrites lors de la Session de New-York.

Rapporteurs : MM. Borel et Politis.

Membres : MM. Basdevant, Erich, Sir John Fischer Williams, Hammarskjöld (fils), Huber, Scelle, Simons, Uden, Verdross, Charles De Visscher.

ONZIÈME COMMISSION (*).

La Reconnaissance de nouveaux Etats et Gouvernements.

Rapporteur : M. P. Marshall Brown.

Membres : MM. Erich, Kebedgy, Matos, baron Nolde, Henri Rolin, comte Rostworowski, Salvioli, Simons, baron Taube, Verdross, Winiarski.

DOUZIÈME COMMISSION (*).

*Immunités consulaires et Immunités à reconnaître
aux personnes investies de Fonctions d'Intérêt international*

Rapporteurs: MM. D. Jayne Hill et Hammarskjöld (fils).

Membres : MM. Adatci, Marshall Brown, Cruchaga, Fernandez Prida, Sir Cecil Hurst, Lémonon, Noradounghian, vicomte Pouillet, Rey, Spalaïkovitch.

TREIZIÈME COMMISSION.

*Revision des règles concernant la lettre de change
et le billet à ordre.*

Rapporteur : M. Lyon-Caen.

Membres : MM. Asser, Audinet, Coudert, de Lapradelle, Loder, Nerinx, Niboyet, baron Nolde, baron A. Rolin.

QUATORZIÈME COMMISSION (*).

*La Conclusion des traités internationaux :
Signature, ratification, adhésion.*

Rapporteur : M. Basdevant.

Membres: MM. Anzilotti, Bourquin, Calonder, Fernandez Prida, Gaus, Ch. Hyde, Hobza, Kraus, Nippold, Reuter-skjöld, Rouard de Card.

QUINZIÈME COMMISSION (*).

Les effets de la clause de la nation la plus favorisée.

Rapporteur : Baron Nolde.

Membres : MM. Catellani, Sir John Fischer Williams, Gemma, Hammarskjöld (père), Matos, Nerinx, Niemeyer,

Rodrigo Octavio, J. Brown Scott, Trias de Bes, Fernand De Visscher.

SEIZIÈME COMMISSION (*).

Le conflit des lois pénales en matière de compétence.

Revision des résolutions de Munich (1883).

Rapporteur : M. Mercier.

Membres : MM. de Boeck, Brierly, Dumas, Fedozzi, Negulesco, Neumeyer, Henri Rolin, Scelle, Trias de Bes.

DIX-SEPTIÈME COMMISSION (*).

*Conflits de lois en matière d'état et de capacité
des individus.*

Rapporteurs : MM. Niboyet et Streit.

Membres : MM. Asser, Audinet, Bartin, Beichmann, Diena Kusters, Reuterskjöld, Sauser Hall, Strisower, Trias de Bes.

DIX-HUITIÈME COMMISSION (*).

*Les Effets juridiques des changements
de Souveraineté territoriale.*

Rapporteur : M. Cavaglieri.

Membres : MM. Asser, Barcia Trelles, Bartin, de la Brière, Calonder, Dupuis, baron Rolin-Jaequemyns, comte Rostworowski, Sauser Hall, Wehberg, Winiarski.

DIX-NEUVIÈME COMMISSION (*).

La Protection diplomatique des Nationaux à l'Etranger.

Rapporteurs : MM. Borchard et Kraus.

Membres : MM. Altamira, Anzilotti, de la Barra, de

Boeck, Marshall, Brown, Fedozzi, de Lapradelle, Planas Suarez, Politis, Sausser Hall.

VINGTIÈME COMMISSION.

Conflits de lois relatifs au domicile.

Rapporteur : Vicomte Pouillet.

Membres : MM. Audinet, Coudert, Diena, Dumas, Gaus, P. Higgins, Mahaim, Niboyet, Reuterskjöld, baron A. Rolin, Streit.

VINGT ET UNIÈME COMMISSION (*)

Sources du droit des gens.

Rapporteurs : MM. de Lapradelle et Verdross.

Membres : MM. Altamira, de la Barra, Borchard, P. de la Brière, Briery, Fedozzi, Kusters, Le Fur, Nippold, Salvioli.

VINGT-DEUXIÈME COMMISSION.

Protection des Minorités.

Rapporteur : M. Mandelstam.

Membres : MM. Hobza, Kebedgy, Le Fur, de Montluc, baron Rolin-Jaequemyns, Seferiades, Strisower, baron Taube, Vallotton d'Erlach, Wehberg, Winiarski.

VINGT-TROISIÈME COMMISSION (*).

*Les fondements juridiques
de la conservation des richesses de la mer.*

Rapporteur : M. Grafton Wilson.

Membres : MM. Alvarez, Sir Thomas Barclay, Baty, de Boeck, Lemonon, Maurtua, Neumeyer, Rodrigo Octavio, Tachi.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES DU VOLUME II.

Session de New-York — Octobre 1929.

	Pages
<i>Avant-Propos</i>	III
<i>In memoriam</i>	IX
<i>Personnel de l'Institut pendant la Session de New-York</i>	X
<i>Personnel de l'Institut à la suite de la Session de New-York</i>	XI
<i>Liste des membres honoraires, membres et associés de l'Institut</i>	XII
<i>Statuts de l'Institut</i>	XXIV
<i>Règlement de l'Institut</i>	XXXII

DEUXIÈME PARTIE.

I. <i>Indications préliminaires</i>	1
<i>Ordre du jour des réunions plénières</i>	1
<i>Ordre du jour des séances administratives</i>	3
<i>Membres et associés présents à la session de New-York</i>	3
II. <i>Réunions des membres de l'Institut en séance administrative</i>	6
<i>Première séance, le jeudi 10 octobre 1929</i>	6
<i>Deuxième séance, le jeudi 17 octobre 1929</i>	9
III. <i>Séance solennelle d'ouverture de la session</i>	13
<i>Discours de M. Elihu Root</i>	13

	Pages
Discours de M. Nicholas Murray Butler	15
Rapport de M. Charles De Visser, Secrétaire général.	21
Discours du Baron Rolin-Jaequemyns.	31
Discours de M. James Brown Scott, Président de l'Institut	37
<i>Discours prononcés au dîner organisé pour l'Anniversaire de la Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb</i>	61
Discours de M. Prosper Fedozzi, Briarcliff Lodge, Briarcliff Manor, New-York, 12 octobre 1929.	61
Discours prononcé par M. Joaquin Fernandez Prida	64
Discours prononcé par M. James Brown Scott.	67
<i>Réception organisée par le Conseil de Direction de l'Union Pan-Américaine à Washington, le 23 octobre 1929</i>	103
Allocution de S. E. l'Ambassadeur du Pérou, Dr. Hernan Velarde	103
Allocution du Baron Rolin-Jaequemyns	104
IV. <i>Délibérations en séance plénière</i>	109
1. <i>Vingt-deuxième commission. — Rapport de M. Mandelstam sur la Déclaration des droits internationaux de l'homme.</i>	110
2. <i>Dix-neuvième commission. — Rapport de MM. Asser et Streit sur le Statut juridique des sociétés en droit international.</i>	130
3. <i>Quinzième commission. — Rapport de MM. Borel et Politis sur l'Extension de l'arbitrage obligatoire.</i>	170
4. <i>Dixième commission. — Rapport de M. Strisower sur la clause d'arbitrage obligatoire dans les conventions de droit international privé</i>	184
5. <i>Douzième commission. — Rapport de M. Jayne Hill sur les Immunités diplomatiques et consulaires et immunités à reconnaître aux personnes investies de fonctions d'intérêt international</i>	207

TABLE DES MATIÈRES

336

Pages

6. <i>Neuvième commission.</i> — Rapport de M. Séfériadès sur le Problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales.	237
7. <i>Première commission.</i> — Rapport de MM. Alvarez et de Lapradelle sur la Codification du Droit international de la Paix	272
8. Rapport de MM. de Lapradelle et Négulesco sur la Nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale	291
Séance de clôture	293
Résolutions votées par l'Institut au cours de sa XXXVI ^{me} Session	298

TROISIÈME PARTIE.

Notices relatives aux Membres et Associés de l'Institut.	315
I. Notices relatives aux Associés élus à la Session de New-York, en 1929.	315
II. Publications des Membres durant la période 1928-1929.	333
III. Publications des Associés durant la période 1928-1929.	312

QUATRIÈME PARTIE.

Questions à l'étude et composition des commissions	336
--	-----